VILLE DE MELUN

Lundi 20 janvier 2020

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020

Le rapport d'orientations budgétaires permet d'exposer les grandes orientations des finances de la collectivité. Chaque année, dans les deux mois précédant le vote du budget, un débat sur les orientations budgétaires de la ville est inscrit à l'ordre du jour du conseil municipal.

La loi NOTRe, promulguée le 7 août 2015, a modifié les modalités de présentation. Il est ainsi spécifié, à l'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales :
« Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.
Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par délibération spécifique. Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ».
La présentation de ce rapport par l'exécutif donne lieu à débat, dont il est pris acte par une délibération spécifique. Ces informations font l'objet d'une publication.

1. Quel contexte économique et social ? 3
1.A. Un ralentissement de la croissance mondiale 3
1.B. Une croissance en zone €uro qui stagne 3
1.C. Une économie française au ralenti 4
2. Quel contexte national ? 6
2.A. La trajectoire fixée par la loi de programmation des finances publiques 2018/22 6
2.B. Une Loi de Finances 2020 qui annonce la réforme fiscale à venir 9
3. Les éléments du débat 18
3.A. Les priorités de la Ville de Melun 18
3.B. Eléments d'analyse financière rétrospective de la ville de Melun (sous réserve des derniers traitements de fin d'année) au 09 01 2020 (annexes a et b) 22
3.C. Section de fonctionnement 24
3.C.1. Les recettes 24
3.C.2. Les dépenses 28
3.D. Section d'investissement 34
3.D.1. Dette 34
3.D.2. Dépenses d'investissement 35
3.D.3. Recettes d'investissement 40

1. Quel contexte économique et social ?

Le rapport d'orientations budgétaires 2020 s'inscrit dans **un contexte de ralentissement économique international et d'incertitudes au niveau national** avec une mobilisation forte contre la réforme des retraites.

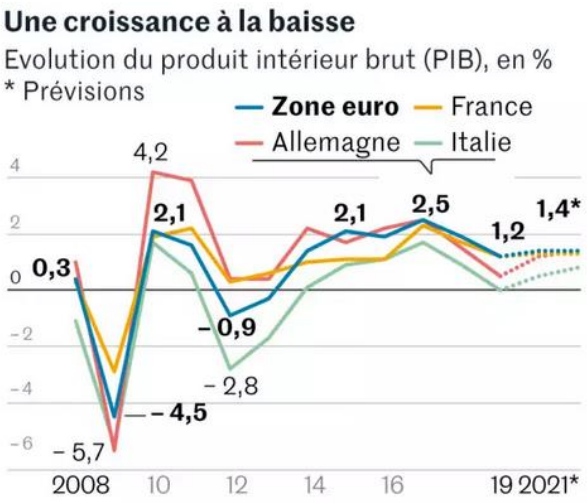
1.A. Un ralentissement de la croissance mondiale

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) prévoit que la croissance mondiale plafonne à 2,9 %, son plus bas niveau depuis la récession mondiale de 2009. Quant à la Banque Mondiale, elle entrevoit pour l'heure un rebond à 2,5 %, mais cette reprise reste timide.
Au final, le rythme de croissance mondial dépendra en grande partie du bras de fer commercial engagé par le président américain avec la Chine, de la poursuite des effets négatifs du Brexit sur les économies européennes et des tensions au Moyen-Orient .

Les résultats des élections américaines seront également déterminants sur les effets de la croissance.

1.B. Une croissance en zone €uro qui stagne

L'économie européenne reste au point mort avec une évolution du PIB aux alentours des 1,3%**.**



Le Monde

Les difficultés de l'industrie allemande pèsent particulièrement sur la conjoncture européenne. L'appareil productif de la première économie européenne peine à sortir de sa torpeur malgré un taux de chômage très faible. L'un des facteurs est la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis qui a plongé beaucoup d'industries dans l'inconnu. En outre, la montée en puissance des exigences environnementales, la crise du diesel, la transition vers les moteurs électriques et le coup de frein de l'économie chinoise ont accru les obstacles pour l'industrie automobile allemande.

La croissance dans l'union monétaire reste portée par le secteur des services. Cette résistance des services peut s'expliquer par une moindre dépendance aux marchés extérieurs que le secteur industriel.

1.C. Une économie française au ralenti

- une **croissance française** estimée à 1,1% en 2020 par la Banque de France

La croissance s'élèverait selon l'INSEE à+1,3% en 2019 et à +0,9 % sur le premier semestre 2020. Quant à la Banque de France, elle estime une évolution identique à l'INSEE en 2019 puis + 1,1 en 2020 de +1,3% en 2021. Concernant les effets des mouvements sociaux, la Banque de France a écarté tout impact macroéconomique significatif. Le tassement de la croissance en 2020 s'expliquerait par une baisse de la demande extérieure.

- 2,528 millions de chômeurs (catégorie A)

A fin septembre 2019, le taux de chômage s'établit à 8,6% de la population active en France. 1 million de personnes sont en chômage de longue durée. 22,8% des chômeurs ont plus de 50 ans.
Le taux de chômage en Seine et Marne est de l'ordre de 6,9% de la population active contre 7,3 % en 2018. La Seine est Marne est classée 23ème sur 101 départements ayant le plus faible taux de chômage.

La France est légèrement au-dessus de la moyenne des pays de la Zone €uro, qui se situe à 7,5% : 3,1% pour l'Allemagne, 14,2% pour l'Espagne.

- Un Indice de Développement Humain en recul pour la France

Pour estimer le bien-être d'une population, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) calcule l'Indice de Développement Humain (IDH) de chaque Etat du monde et classe les nations en fonction du score obtenu. Au-delà du revenu national brut par habitant, l'IDH prend en compte l'espérance de vie à la naissance et le niveau de scolarisation des jeunes. Plus l'indice est élevé, plus la population du pays bénéfice d'un bien-être important. La France est à la 26éme place sur les 189 pays et territoires étudiés par le PNUD, perdant 2 places par rapport au précédent palmarès (chiffres 2018 publiés en décembre 2019).

- le commerce extérieur est toujours le talon d'Achille de l'économie Française

Le déficit commercial de la France, à fin novembre, s'élève à 5,4 milliards d'€uros, et atteint sur 12 mois 59 milliards d'€uros avec un déficit des produits énergétiques qui se creuse.

La projection de la demande adressée à la France pour l'année 2020 est sans cesse révisée à la baisse. Sur le plan géographique, les révisions concernent principalement les Etats-Unis et l'Asie, affectant également les autres pays de la zone euro. Si l'escalade des tensions dans la guerre commerciale semble avoir marqué une pause après l'annonce des Etats-Unis et de la Chine concernant la signature prochaine d'un accord préalable, l'incertitude exprimée par les entreprises et les investisseurs a pu avoir un impact marqué dans certaines décisions. En outre, le coup de frein de l'activité en Chine et le Brexit pourraient encore affecter la balance commerciale de la France.

- L'investissement des entreprises devrait être dynamique

La croissance en 2019 et 2020 est stimulée par l'investissement des entreprises. En 2019, le taux d'investissement des sociétés non financières devrait augmenter de 3,9% avant de décélérer à 1,6% en 2020 et 1,1% en 2021. La nette baisse du coût du capital engendrée par la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne est un levier pour investir.

- Une consommation dynamique

La progression de la consommation des ménages s'élèverait à 1,2% en 2019, à un rythme légèrement supérieur à 2018 (0,9%). La Banque de France anticipe une accélération de cette consommation jusqu'à la fin du premier semestre 2020 pour atteindre 1,5%.

- *la dette publique de la France*

La dette publique en France s'est établie à la fin de septembre 2019 à 100,4 % du produit intérieur brut (PIB), soit 2 415 milliards d'euros, en hausse de 39,6 milliards par rapport au trimestre précédent, selon l'INSEE. Le gouvernement néanmoins assure une dette à 98,8 % du PIB fin 2019 avec un objectif de 98,7% du PIB en 2020.

- un taux de prélèvement obligatoire à 44,3% du PIB en 2020 (43,6 prévu initialement LPFP 2018-2022)

Le taux des prélèvements obligatoires qui regroupe l'ensemble des impôts, taxes et cotisations payés par les contribuables et les entreprises serait en baisse avec 44,7% à fin 2019 contre 45% en 2018. Concernant 2020, les prélèvements obligatoires devraient peser moins lourd dans la balance par rapport au produit intérieur brut. Ils devraient se limiter à 44,3% du PIB puisque l'ensemble des mesures législatives doivent contribuer à faire baisser les prélèvements obligatoires.

- le déficit public revu à -2,2 % du PIB en 2020 (-1,5% prévu initialement LPFP 2018-2022)

L'exécutif avait tablé initialement sur un déficit public de 2% en 2020, avant les annonces budgétaires en réponse à la crise des « gilets jaunes ». Le gouvernement a annoncé une rallonge budgétaire et une reprise de dette étalées sur trois ans ainsi que des primes pour les personnels, dans un plan d'urgence pour les hôpitaux publics en crise, soit au total 300 millions d'€uros.

En prévoyant initialement un déficit public en amélioration continue d'ici 2022, l'Etat associe les collectivités dans le redressement des comptes grâce à une maîtrise inédite de la dépense locale.
Pour parvenir à cet excédent, le gouvernement mise sur deux hypothèses volontaristes:

- un rebond maîtrisé des dépenses d'investissement en vue des prochaines élections locales
- un processus de contractualisation collectivités-État efficace pour piloter les dépenses réelles de fonctionnement des collectivités

Cette réduction du déficit doit s'inscrire dans le pacte de stabilité et de croissance Européen qui vise à faire en sorte que les pays de l'Union européenne préservent des finances publiques saines et coordonnent leurs politiques budgétaires. Ce pacte précise le cadrage économique retenu par le Gouvernement et fixe les principaux objectifs de son action: le **redressement de l'économie française et la poursuite de l'assainissement de ses comptes publics**.

La Commission européenne a néanmoins épinglé plusieurs pays européens dont la France estimant que leurs prévisions budgétaires pour 2020 présentaient un risque de non-conformité avec les règles européennes. Selon la Commission, l'effort structurel, c'est-à-dire l'effort fourni sans prendre en compte la conjoncture économique, reste trop faible.

En parallèle, le président français en novembre 2019 a remis en cause la pertinence des règles budgétaires européennes qualifiant la règle des 3% maximum de déficit comme un débat d'autre siècle.

2. Quel contexte national ?

2.A. La trajectoire fixée par la loi de programmation des finances publiques 2018/22

La loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2018 à 2022 a fixé les objectifs que le Gouvernement s'assigne pour la maîtrise des finances publiques. Elle avait pour objectif un retour vers l'équilibre structurel et la réduction du ratio de la dette publique, au moyen d'un effort demandé à l'ensemble des administrations publiques.
En d'autres termes, la trajectoire de finances publiques pour 2018-2022 indiquait le montant maximum annuel des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales sur la période de programmation.
Outre la sortie au plus vite de la procédure européenne de déficit excessif, le gouvernement s'est fixé trois objectifs macro-économiques majeurs d'ici 2022 :

- 5 points de PIB de dette publique en moins ;
- 3 points de PIB de dépenses publiques en moins ;
- 1 point de PIB de prélèvements obligatoires en moins.

Force est de constater au vu des résultats antérieurs et de la LF 2020 que cette trajectoire a pris du plomb dans l'aile sur l'ensemble des ratios suivis et explique une adaptation du rythme et de la méthode. Le gouvernement a dû notamment s'adapter aux urgences économiques, sociales et environnementales avec notamment des mesures en matière fiscale qui se poursuivent cette année.

La loi de finances 2020 présentée sous l'angle d'une réponse au message d'urgence qui émane des Français

Le Gouvernement, à travers cette loi de finances, annonce la poursuite des trois priorités :

- récompenser le travail,
- protéger les Français les plus vulnérables,
- réduire les impôts.

Les principales annonces de la LF 2020 relèvent de la **fiscalité des ménages et des entreprises** avec :

Pour les ménages :

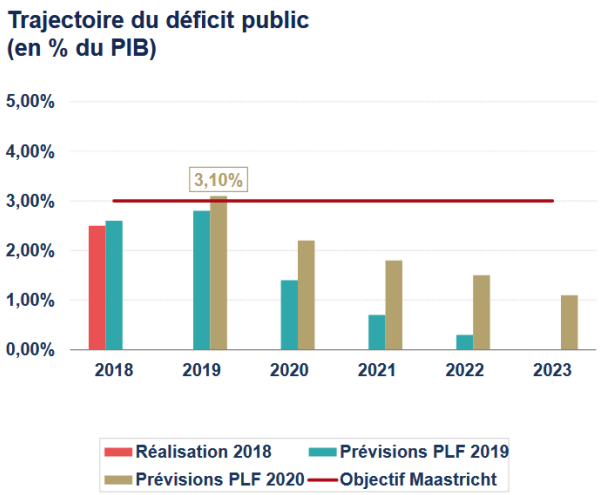
- une **réduction de 5 milliards d'euros** de l'impôt sur le revenu pour les classes moyennes. La première tranche imposable est ramenée de 14 à 11% et le reste du barème est ajusté, afin de concentrer les gains de la mesure sur les contribuables les plus modestes. Les ménages relevant des taux d'imposition les plus élevés (41% et 45%) ne sont pas concernés ;
- l'exonération de cotisations salariales des heures supplémentaires (comme en 2019), ce qui représente **-3,8 milliards d'€uros sur les 2 années**;
- la défiscalisation et une exonération de cotisation sociale et la contribution de la prime exceptionnelle, qui est reconduite en 2020 ;
- une nouvelle revalorisation de la prime d'activité à hauteur de 0,3% et une hausse de près de 10% des crédits dédiés à cette prime ;
- la suppression intégrale de la taxe d'habitation pour 80% des foyers fiscaux **(perte de fiscalité de 10,2 milliards dont 3,7 milliards d'€uros au titre de cette dernière phase)**

Pour les entreprises :

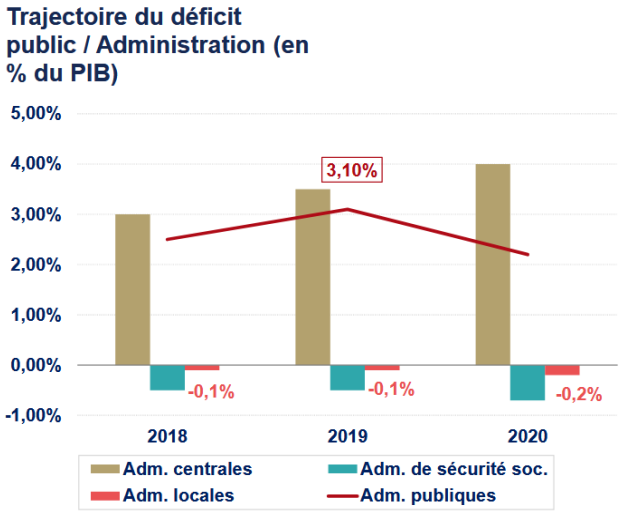
- une baisse de l'impôt sur les sociétés qui passe de 33,3% à 31% pour les grandes entreprises et de 31% à 28% pour les petites et moyennes entreprises **soit une perte de 2,5 milliards;**
- la suppression progressive de certaines niches fiscales (gazole non routier, déduction forfaitaire spécifique) **soit un gain de +0,6 milliards**;
- des mesures pour lutter contre la fraude à la TVA dans le commerce en ligne.

Le nombre de foyers bénéficiaires de **la prime d'activité** (complément de rémunération pour les personnes ayant de faibles revenus malgré l'exercice d'une activité professionnelle pour leur garantir un certain pouvoir d'achat) a été élargi après la crise des gilets jaunes. Annoncé par Emmanuel Macron en réponse à l'urgence des Gilets Jaunes, la prime d'activité a été revalorisée de 90 €uros par bénéficiaire depuis février 2019. Tenant compte de la tendance, Bercy a rehaussé de 450 millions d'euros les crédits prévus l'an prochain. Si bien que le budget de la prime d'activité devrait approcher les 10 milliards en 2020 alors qu'il n'était que de 4,4 milliards l'année de sa création en 2016.
Pour financer ces mesures, l'exécutif table sur une **croissance de 1,3 % du PIB** pour 2020 contre 1,4% prévu initialement.

Quant **au déficit public** selon les prévisions du gouvernement**, il va être ramené à 2,2% du PIB** en baisse de 20,4 milliards d'euros par rapport à 2019 (3,1% du PIB).

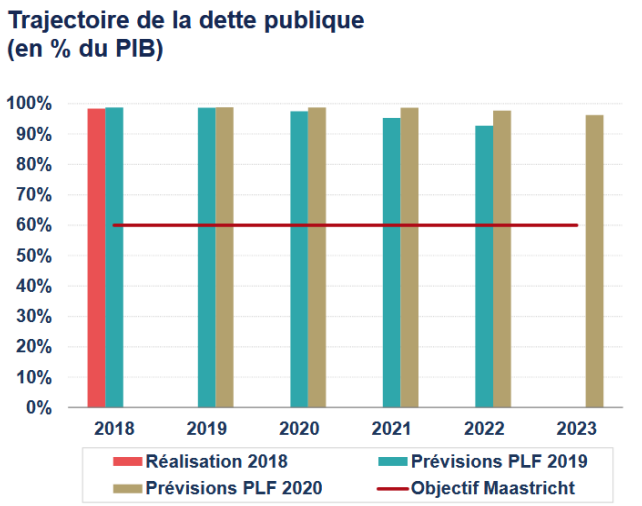


Sources : PLF 2019 et 2020

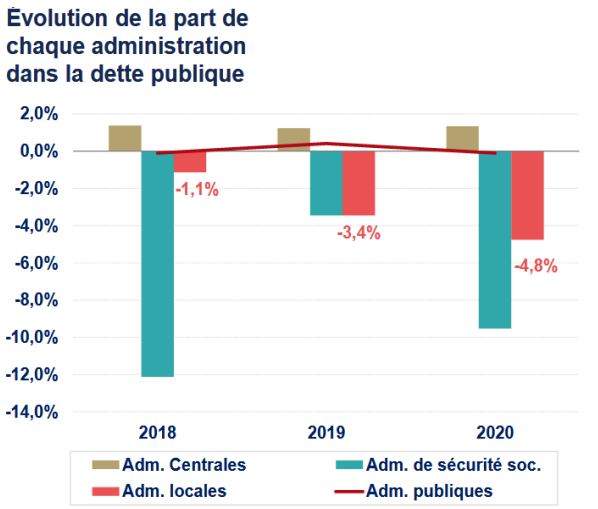


Sources : PLF 2019 et 2020

La **dette publique** devrait, quant à elle, se stabiliser à **98,6% de PIB en 2019 contre 98,7% en 2018.**



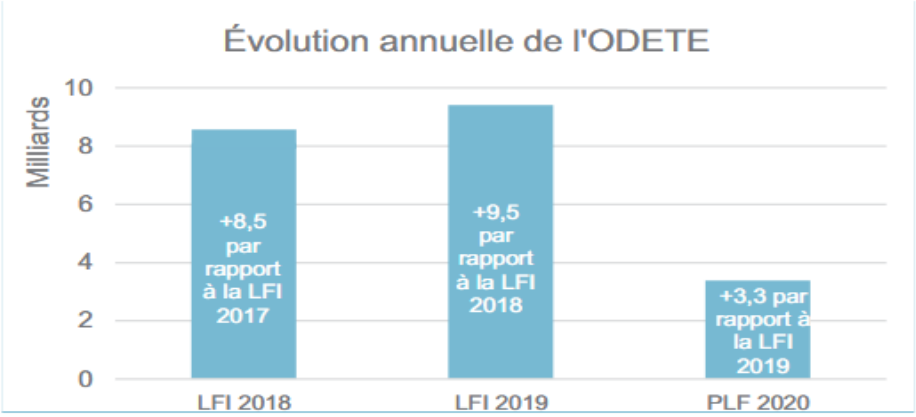
Sources : PLF 2019 et 2020



Sources : PLF 2019 et 2020

La part de la dépense publique dans le PIB va décroître de 0,7% en 2020. Elle doit passer à 53,4% du PIB, contre 53,8% attendu en 2019. Une baisse qui doit beaucoup aux taux d'intérêt très bas qui vont permettre d'épargner au moins 3 milliards d'euros sur le financement de la dette.
Pour rappel, la LPFP 2017-2022 prévoyait en 2020 une dépense publique de 52,5 % du PIB.

Si l'on se focalise sur le niveau de dépenses totales de l'Etat (ODETE), alors la LPF 2020 accuse une hausse de 2%, soit +3,3 milliards d'€uros.



En matière d'économies sur les effectifs de la fonction publique, **la suppression de 50 000 postes de fonctionnaires de l'État n'est plus à l'ordre du jour.** Ce sera 15 000, au plus, sur le quinquennat et seulement 2 500 en 2020, surtout dans l'administration fiscale et le ministère de l'écologie. En matière d'évolution des effectifs publics, les ministères régaliens bénéficient de créations d'emplois (+1 536 pour l'intérieur et ses opérateurs, +1 520 pour la justice et +274 pour les armées et ses opérateurs).

Le budget des APL en baisse

Par ailleurs, les crédits budgétaires consacrés aux aides personnelles au logement seront en 2020 de 12,0 milliards d'euros, soit une diminution de 1,4 milliard d'euros par rapport à 2019 et de 3,5 milliards d'euros par rapport à 2017. Une trajectoire qui suit le pacte signé par le Gouvernement avec le mouvement HLM le 25 avril 2019, dans le cadre de la clause de revoyure relative à la réforme des aides personnelles au logement.

Dans le cadre de la LPFP 2017-2022, afin que l'Etat puisse baisser la dépense publique de 3 points de PIB, les collectivités locales devaient contribuer à hauteur de 13 Md€ sur la période, soit 16% de l'effort demandé (art 13) ; l'Etat à hauteur de 30% et les organismes de sécurité sociale à hauteur de 50%. La contractualisation sur 3 ans s'inscrit dans cet objectif d'économies.

La LF 2020 inscrit, une nouvelle fois, la contribution des collectivités territoriales **dans une logique partenariale**.

2.B. Une Loi de Finances 2020 qui annonce la réforme fiscale à venir

La loi de programmation pluriannuelle des finances publiques 2018-2022 associe étroitement les collectivités territoriales à l'effort de redressement des comptes publics.

80 % des foyers ne paieront plus de taxe d'habitation en 2020. En 2023, plus aucun foyer ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale.

Le gouvernement compte bien tenir sa promesse d'une compensation à l'euro près après la suppression totale de la taxe d'habitation. La part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) sera intégralement transférée aux communes. Les intercommunalités et les départements bénéficieront d'une compensation totale par l'affectation d'une fraction de TVA.

De plus, les conséquences de la réforme de la fiscalité locale sur les indicateurs financiers des collectivités et la répartition des dotations et fonds de péréquation donneront lieu à des travaux dès janvier 2020 qui aboutiront, lors de l'examen du PLF 2021, pour une application à compter de la répartition des dotations en 2022.

Les dépenses de fonctionnement plafonnées à +1,2 % par an avec une procédure de contractualisation en 2018 et qui se poursuit au moins jusqu'en 2020.

Les modalités de la réduction de 13 milliards d'euros des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales sur cinq ans se traduisent par une évolution des dépenses de fonctionnement qui ne pourra augmenter de plus de 1,2 % par an appliqué à une base de dépenses réelles de fonctionnement en 2017, en valeur et à périmètre constant. Ce dispositif concerne les collectivités dont les DRF de fonctionnement sont, au titre de l'année 2016, supérieures à 60 millions d'euros.

La Ville de Melun, qui a enregistré des DRF à hauteur de 63,19 M€ en 2016 a signé avec l'Etat le 29 juin 2018.

Ce contrat s'articule autour de 3 axes :

- Un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement = **+1,5% pour Melun**;
- Un objectif d'amélioration du besoin de financement = **désendettement** ;
- Pour les communes et les EPCI dont la capacité de désendettement dépasse **douze ans**, une trajectoire d'amélioration de la capacité de désendettement, mais **non contraignant.**

L'examen des comptes provisoires estimées au 9 janvier 2020 fait apparaître une hausse des dépenses réelles de fonctionnement de l'ordre de 1,17%, qui reste en dessous de l'inflation. La Ville respecte donc ses engagements pris dans le cadre de la contractualisation avec l'Etat.

En intégrant l'inflation, une évolution contractuelle de 1,5% revient à une hausse stricte des DRF de 0,2% pour la Ville de Melun en 2020.

Les concours financiers de l'Etat

Programmation des crédits budgétaires et des taxes

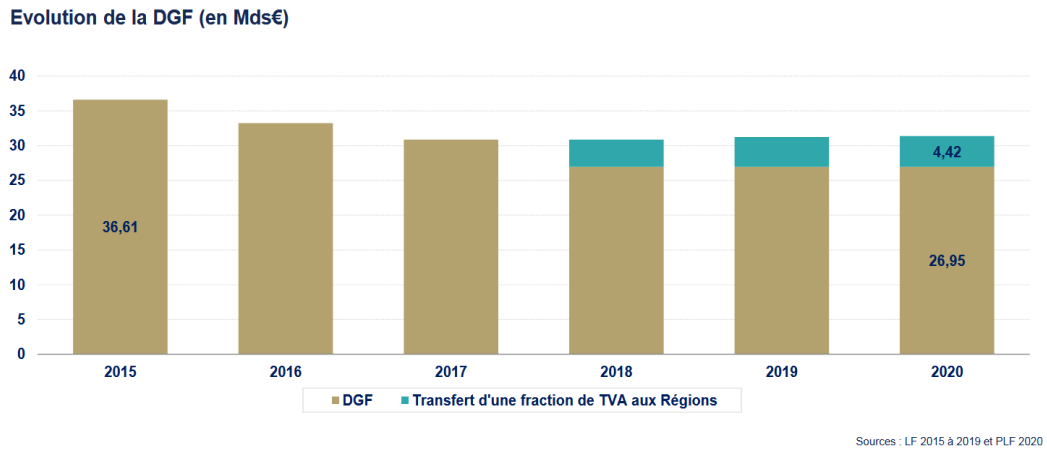
	LFI 2019 constant	PLF 2020 constant	Mesure de périmètre et de transfert	PLF 2020 courant	2021 courant	2022 courant
Prélèvements sur recettes	40,58 Md€	41,01 Md€	-0,11 Md€	40,90 Md€		
Crédits du budget général*	3,44 Md€	3,45 Md€	-0,00 Md€	3,45 Md€	3,53 Md€	3,59 Md€
TVA affectée aux régions	4,30 Md€	4,43 Md€	-	4,43 Md€	4,55 Md€	4,69 Md€
Total des concours financiers	48,32 Md€	48,89 Md€	-0,11 Md€	48,78 Md€	8,09 Md€	8,29 Md€

Les prélèvements sur recettes (PSR) comprennent notamment les dotations de fonctionnement (DGF et autres).

Pour rappel, 11,6 milliards d'euros ont été ponctionnés sur les collectivités territoriales sur la période 2014-2017. (1,5 milliards en 2014 et 3,67 milliards d'euros en 2015 et 2016 et 2,63 milliards d'euros en 2017).
Les grands équilibres des finances locales montrent que les collectivités sont entrées dans un cycle de **maîtrise de leurs dépenses de fonctionnement** pour faire face à cette réduction de la dotation forfaitaire.

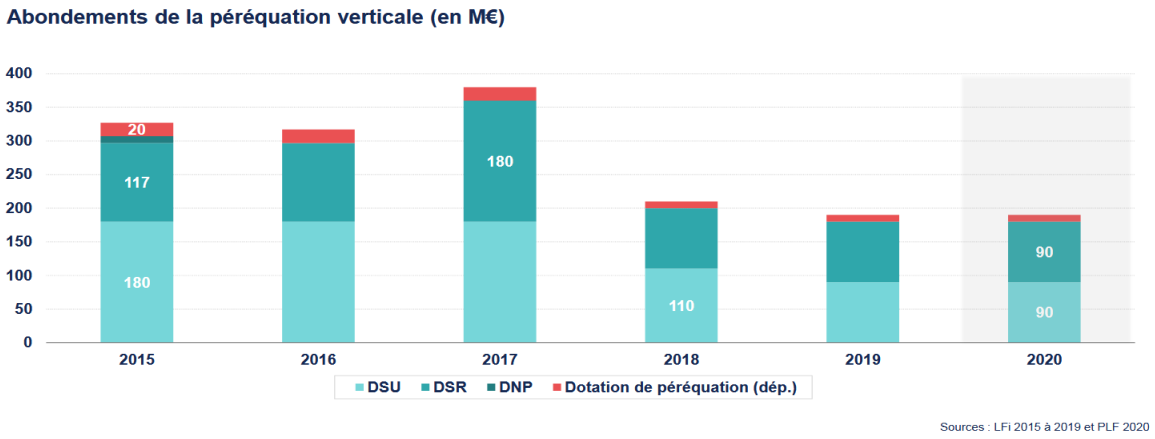
Un maintien de la DGF

Les concours de l'Etat aux collectivités sont stables par rapport à la loi de finances initiale pour 2019, enregistrant une légère hausse (600 M€) pour atteindre 48,9 Md€. La DGF des communes et des départements est maintenue également, à hauteur de 26,9 Md€ à périmètre constant.
L'article 78 rénove enfin le mécanisme qui permet de répartir la DGF des communes au sein d'un EPCI différemment de la répartition de droit commun. Il propose de le compléter par un système permettant aux élus locaux de décider de redistribuer une partie de la DGF des communes en fonction de critères locaux mais qui garantirait que chaque maire puisse donner son accord de manière explicite sur les modalités proposées.
Enfin, le verdissement de la DGF se poursuit avec la transformation de la dotation Natura 2000 en une dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité à hauteur de 10 M€.

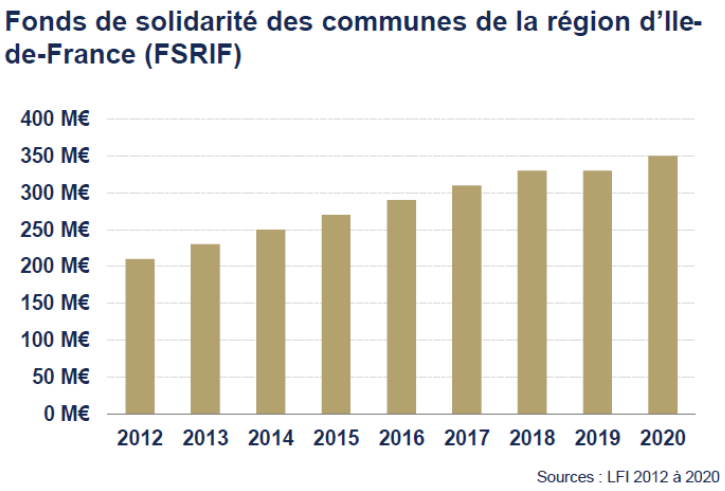


Des dotations de péréquation en hausse

Les dotations de péréquation pour les communes augmentent de 180 millions d'euros (+90 millions de DSR, +90 millions de **DSU**) **pour atteindre 2,4 milliards d'€uros**. L'abondement est identique à 2019.



Le Fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France (**FSRIF**) est alimenté de 20 M€ et s'élève à 350 M€ (+6%) pour accroître la péréquation en région Île-de-France.



La dotation de soutien aux investissements locaux (DSIL) et la Dotation Politique de la Ville (DPV) sans augmentation.

Les dotations d'investissement seront maintenues autour de 1,8 milliard d'euros, dont 1 000 millions d'euros de dotation d'équipement pour les territoires ruraux (DETR), 570 millions pour la dotation de soutien aux investissements locaux (DSIL) et 150 millions d'euros pour la dotation politique de la ville.

Le FCTVA en hausse mécanique

Sous l'effet du cycle électoral et de la reprise de l'investissement local, **le Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)** bénéficie de 6 Md€ de crédits en 2020, soit + 0,4 Md€ par rapport à 2019.
Par ailleurs, la LF 2020 annonce le report d'une nouvelle année supplémentaire de la mise en œuvre de l'automatisation de la gestion du FCTVA au 1er janvier 2021 compte tenu de la complexité technique.

La LF 2020 prévoit le financement, au profit des communes, **des mesures du projet de loi « Engagement et proximité** » (10 M€) examiné à l'automne au Parlement. Les communes bénéficient par ailleurs d'un accompagnement financier renforcé pour mener à bien leurs missions : 1,5 M€ pour le fonds d'aide au relogement d'urgence (FARU) et 6 M€ supplémentaires au titre du déploiement de nouvelles bornes de demandes de titres d'identité (dotation « titres sécurisés »).

Taxe d'habitation et revalorisation forfaitaire des bases

La LF 2020 prévoit la suppression totale de la taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales mise en œuvre progressivement entre 2020 et 2023. 80 % des foyers fiscaux ne paieront plus la taxe d'habitation en 2020. Cela signifie que 2020 est la dernière année où les collectivités percevront le produit de la TH acquittée par les 20 % de contribuables « les plus aisés »

Pour les 20 % des ménages restants, l'allègement sera de 30 % en 2021, puis de 65 % en 2022. En 2023, plus aucun foyer ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale.

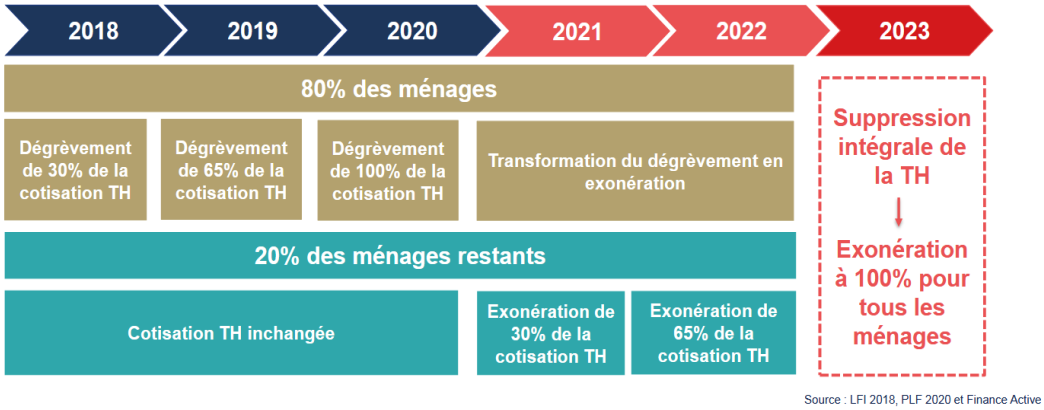
En attendant à titre transitoire à compter de 2021, le produit de la TH sur la résidence principale acquitté par les 20 % de foyers restants est nationalisé et affecté au budget de l'État.

La disparition de la TH sera compensée par le transfert de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) aux communes et l'instauration d'un mécanisme de coefficient correcteur destiné à neutraliser les écarts de compensation.

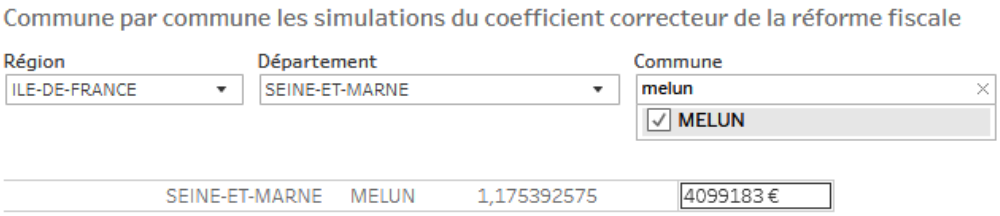
Commune par commune, les montants de la taxe d'habitation ne coïncident pas avec les montants de taxe foncière. Sans dispositif de compensation, 10 700 communes auraient été lésées par le nouveau dispositif, alors que 24 600, majoritairement des commune rurales appliquant de faibles taux de taxe d'habitation, en seraient sorties gagnantes.

Pour répondre à la promesse d'une compensation à l'euro près, la réforme prévoit l'instauration d'un coefficient correcteur afin d'assurer l'équilibre des compensations de la taxe foncière entre communes. L'Etat devra donc financer le différentiel entre les produits de taxe d'habitation (15,2 milliards) et de la taxe foncière départementale (14,2 milliards) soit environ 0,96 milliard d'euros. 600 millions proviendront de la sous-compensation de Paris, que l'Etat prendra à sa charge en transférant à la capitale une fraction équivalente de TVA. Le reste sera constitué d'une fraction des frais de gestion prélevés sur les impositions locales.

Description de la réforme selon la LFI 2018 et le PLF 2020



Pour la Ville de Melun, l'étude disponible sous internet du cabinet de consulting Exfilo affiche un coefficient correcteur supérieur à 1 indiquant que la commune devrait bénéficier d'une compensation versée par l'Etat à hauteur de 4,099 M€.



L'étude communiquée récemment par la DGFIP affiche un coefficient correcteur de 1,189 qui porterait la compensation à 4,418 M€. Les chiffres ne sont pas encore fiabilisés car ils vont s'appuyer sur les bases réelles 2020 connus en fin d'année 2020.

Aussi, il convient de s'interroger sur la pérennité du système de compensation si la dynamique des communes sous compensées est plus importante que celles des surcompensées. 2/3 des villes de plus de 50 000 habitants pourraient bénéficier d'une compensation.

La taxe d'habitation sur les résidences secondaires et la taxe sur les logements vacants sont maintenues respectivement sous le nom de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale » (THRS) et de taxe sur les locaux vacants (TLV).

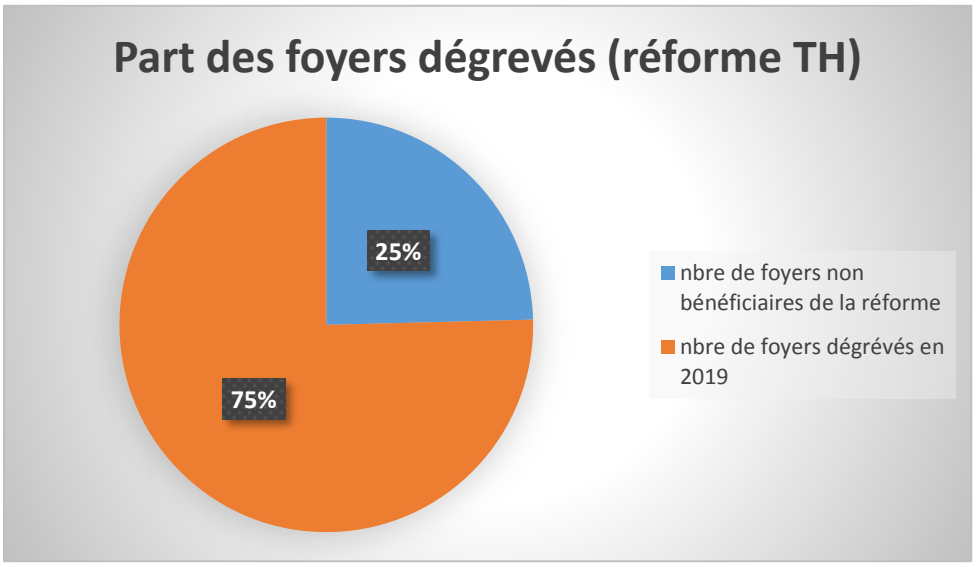
Enfin, les députés ont voté en dernière lecture une exonération de taxe d'habitation sur les résidences secondaires, à compter de 2023, pour les Ehpad, qui menaçaient de la répercuter sur les résidents.

Le pouvoir d'exonération et d'abattement des communes en matière de TFPB est suspendu, uniquement pour l'année 2021, pour des raisons techniques de gestion.

L'année de référence pour les taux de TH des communes pris en compte sera 2017. En 2020, les taux d'imposition de TH sont gelés au niveau de ceux appliqués en 2019, de même que les taux de taxes spéciales d'équipement (TSE) et de taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) additionnels à la TH.

Action sur …	2019	2020	2021	2022	2023
Taux de TH	✓	✗	Plus applicable		
Abattements TH	✓	✗			
Taux de THRS,TLV, THLV	✓	✗	✗	✗	✓
Taux GEMAPI	✓	✗	✓	✓	✓
Taux de TFPB	✓	✓	✓	✓	✓
Abattements TFPB	✓	✓	✗	✓	✓
Exonération et VL TFPB	✓	✓	✗	✓	✓

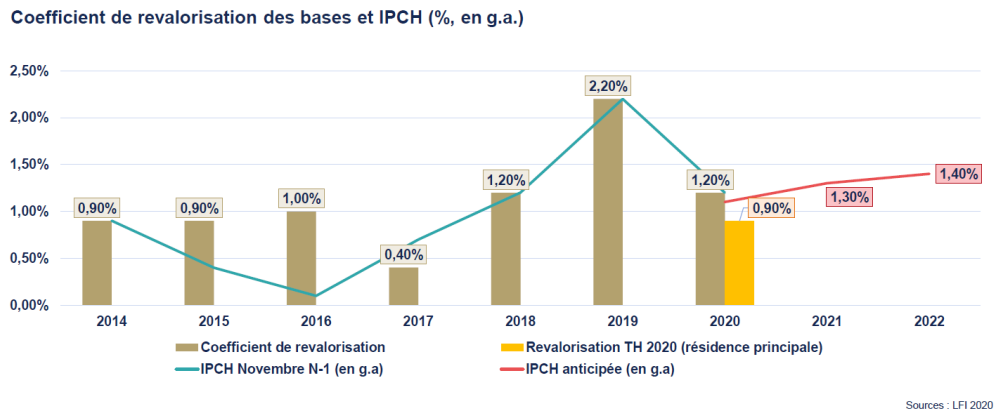
Si l'on revient à la première mesure fixant à 80% les foyers ne payant plus la taxe d'habitation, l**e manque à gagner pour les communes est bien compensé par l'Etat.** A ce titre en 2019, la Ville de Melun s'est vue compenser par l'Etat à hauteur de **5,503 M€ pour 11 087 contribuables dégrevés**. Pour rappel en 2018, cette mesure concernait 10 844 foyers dégrevés pour 2,47 M€ pour la première tranche.



Des bases fiscales des locaux d'habitation adossées à l'inflation constatée

L'article 99 de la LFI 2017 a instauré, à compter de 2018, une mise à jour annuelle automatique des valeurs locatives des locaux d'habitation en fonction du dernier taux d'inflation constaté. Ce taux d'inflation en 2019 était calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPCH) entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2 et aboutissait à une évolution de +2,2 % Pour 2020, le gouvernement a retenu une évolution de + 0,9 % basée sur l'indice des prix à la consommation plutôt que celle de +1,2 % adossée sur l'indice des prix à la consommation harmonisée. Au final, **le coefficient qui sera appliqué en 2020 s'élèvera à 1,009, soit une augmentation des bases mécaniques de 0,9%.**

En ce qui concerne **la revalorisation forfaitaire pour la Taxe Foncière et la Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires,** elle évolue de **1,012.**



Exonération de CET et de TFPB en faveur des entreprises situées dans des communes ayant conclu une convention d'« opération de revitalisation de territoire »

Les collectivités locales pourront instaurer des exonérations pérennes, partielles ou totales, à compter du 1er janvier 2020 jusqu'en 2023, en faveur des petites et moyennes entreprises dans les communes ayant signé une convention ORT et dont le revenu médian par unité de consommation est inférieur à la médiane nationale :

- exonérations de cotisation foncière des entreprises (CFE) ;
- exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) ;
- exonérations de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Ces exonérations sont facultatives et ne sont pas compensées par le budget de l'État.

Révision des valeurs locatives des locaux d'habitation (RVLLH) et simplification des procédures d'évaluation des locaux professionnels

Les valeurs locatives sont des valeurs auxquelles sont appliqués les taux d'imposition votés par les communes et les départements, pour le calcul des impôts locaux. Elles sont fixées par Bercy, en accord avec les collectivités, et correspondent au loyer théorique que percevrait un propriétaire, s'il mettait son bien en location. Actuellement, les valeurs locatives restent calculées sur la base des conditions locatives du 1er janvier 1970. Ces valeurs sont donc obsolètes car certaines zones d'habitat se sont substantiellement améliorées alors que d'autres ont peu évolué. La révision générale des valeurs locatives pour les locaux d'habitation ne débutera pas avant la fin de la suppression de la taxe d'habitation.

L'article 52 prévoit le calendrier de cette révision. Au premier semestre de l'année 2023, les propriétaires bailleurs de locaux d'habitation déclareront à l'administration les loyers pratiqués. Sur la base des données collectées, le gouvernement présentera au Parlement, avant le 1er septembre 2024, un rapport qui exposera les impacts de cette révision pour les contribuables, les collectivités territoriales et l'État. Ce rapport précisera également les modalités de prise en compte du marché locatif social. En 2025, les commissions locales se réuniront pour arrêter les nouveaux secteurs et tarifs qui serviront de base aux nouvelles valeurs locatives qui s'appliqueront à compter du 1er janvier 2026.

De plus, l'article propose des mesures de simplification de l'évaluation des locaux professionnels, en allégeant les travaux des commissions locales et en rendant biennale la mise à jour des coefficients de localisation.

Le budget 2020 de la Ville poursuivra les objectifs déclinés l'année passée DESENDETTEMENT-SECURITE-CADRE DE VIE. Les moyens affectés en 2020 devront permettre de remplir les actions, qui sont prioritaires pour la Ville.
Pour ce faire et afin de ne pas détériorer les ratios financiers, la rationalisation des dépenses et la gestion rigoureuse de chaque denier public seront poursuivies en 2020. L'épargne brute, résultante de la section de fonctionnement se doit de rester à un niveau conséquent pour autofinancer une part des investissements et limiter le recours à l'emprunt.

Ce débat d'orientations budgétaires est l'occasion de s'interroger sur plusieurs thématiques et plus précisément :

- **Le niveau des investissements pour que les finances restent soutenables,**
- **Le cadencement des différents projets à ajuster face à l'objectif de poursuite de désendettement,**
- **La compatibilité entre un NPRU, les trois tranches d'un écoquartier, une nouvelle école à Decourbe, un cinéma, et la réhabilitation des bâtiments et voiries existants,**
- **L'extension des services publics tout en limitant l'évolution des dépenses de fonctionnement,**
- **L'équilibre financier entre les recrutements notamment des policiers municipaux au regard des départs en retraite et le non remplacement systématique des départs d'agents de la Ville,**

- **Le gel des tarifs privant la Ville de recettes face à une volonté concomitante de doper les épargnes,**
- **La seconde baisse de la Taxe foncière favorisant le pouvoir d'achat qui doit s'inscrire dans la viabilité des finances publiques garantissant la solvabilité de la Ville,**
- **La révision du projet NPRU en fonction des recettes notifiées par l'ANRU en attendant la clause de revoyure,**
- **La compatibilité entre l'arrivée de nouveaux Melunais sur le territoire et la mise à disposition d'équipements publics tels que les écoles et crèches.**

Enfin, la Ville bien entendu s'efforcera de respecter le contrat dit de Cahors, qui devrait s'éteindre en fin d'exercice 2020.

Face à ces différents éléments décrits, **la stratégie financière de la Ville de Melun doit s'adapter en tant qu'outil idoine aux priorités politiques de l'équipe municipale tout en garantissant le maintien des équilibres financiers.**

3. Les éléments du débat

3.A. Les priorités de la Ville de Melun

Pour 2020, les priorités de la Ville sont poursuivies sur les trois piliers suivants :

- **le désendettement et l'amélioration structurelle de nos finances**
- **la sécurité et la tranquillité publique**
- **le cadre de vie en mettant l'accent sur l'attractivité de notre territoire**

Au-delà de ces trois axes majeurs, rendre du pouvoir d'achat au citoyen Melunais est un objectif prégnant.

Tout comme en 2019, la Ville, une nouvelle fois, a décidé grâce à la maîtrise des finances et au maintien d'une épargne suffisante de :

- ✓ **Geler les tarifs malgré une inflation prévisionnelle de 1,1% selon les économistes**
- ✓ **Abaisser la pression fiscale sur la Taxe Foncière**

<u>En matière d'endettement et d'assainissement des comptes :</u>

1. Par ses efforts de gestion, Melun aura réussi à réduire sa dette de 2016 à 2020. C'est une première **phase de désendettement** qui doit se poursuivre sur les années à venir en emprunt un montant inférieur au remboursement en capital.
2. Malgré ses investissements emblématiques, elle limitera de nouveau son emprunt à 3 M€ en 2020 pour un remboursement en capital d'environ 4,5 M€, d'où un **désendettement** 2020 d'environ 1,5 M€.

3. Afin de limiter l'emprunt, la Ville doit agir sur le maintien d'un niveau suffisant d'épargne. Depuis le début du mandat**, elle a vu son épargne nette s'accroître d'année en année**. Alors qu'elle n'était que de 1,23 M€ en 2014, elle atteint en 2019 quasiment 4 M€ grâce à une **gestion rigoureuse des finances.**
4. **La recherche de subventions et de partenariat**, auprès de nos partenaires, est un leitmotiv permanent pour permettre de multiplier les actions envers les Melunais pour leur offrir un service qualité.
5. **Les modes de gestion** pour rendre le service public plus efficient font l'objet d'une attention particulière. Par exemple, la Ville a choisi d'acheter des berceaux dans une **crèche privée** pour faire bénéficier à 20 enfants supplémentaires Melunais d'une place en crèche. Pareillement, la halte-garderie des **Oursons** a été réaménagée pour la transformer en crèche et ainsi augmenter sa capacité d'accueil de 14%.
6. **La dématérialisation des procédures** visible dans beaucoup de services sera accentuée en vue d'économies sur le poste « papier » et d'optimisation de la gestion du travail afin de dégager du temps pour d'autres missions. **La modernisation des moyens de paiements** via les prélèvements automatiques, comme aux 2 Muses tout récemment, relève du même objectif.
7. L'assainissement des comptes passe également par la recherche du meilleur prix tout en garantissant la qualité avec des **procédures d'achats transversaux** comme en 2020 avec un marché unique pour tous les achats de denrées alimentaires

<u>En ce qui concerne la sécurité et la tranquillité publique :</u>

1. La Ville poursuit son **plan de recrutement de policiers** municipaux, même si la demande des collectivités est supérieure à l'offre au vu des problématiques sécuritaires dans une majorité des grandes communes. Pour faire face à cette concurrence, la Ville agit dans les conditions de travail pour fidéliser les agents de la police municipale.
2. Ce plan de recrutement est une condition préalable pour l'amplification des horaires : **7 jours sur 7** de 6h à 2h du matin.
3. **L'aménagement d'un second poste de police municipale** dans les Hauts de Melun a permis sa mise en fonction le 29 juillet 2019.
4. En 2020, **le Centre de Supervision Urbain (CSU)** sera installé dans le nouveau poste de police avec les dernières évolutions technologiques pour une optimisation de son fonctionnement.
5. L'installation annuelle récurrente des caméras de **vidéo protection** permet aujourd'hui de disposer de **74 caméras,** localisés dans des lieux identifiés en fonction des priorités sur le territoire.

Bien consciente que cette politique sécuritaire n'est pas isolée, la Ville agit dès l'enfance sur les jeunes pour les accompagner à devenir des citoyens et les aider à bénéficier de l'ascenseur social, grâce à **l'éducation au sens large et sous toutes ses formes**.

- ✓ La création d'un **pôle de coaching scolaire** est destinée aux collégiens pour l'aide aux devoirs, et aux lycéens pour des cours de mathématiques, bénéficiant à 130 élèves.
- ✓ La poursuite d'un **soutien numérique** gratuit pour les élèves de Melun du CP au CM2 favorise la réussite scolaire des enfants Melunais.

- ✓ La Ville a reçu le label d'excellence **Cité Educative pour le Plateau de Corbeil.** Il s'agit par différentes actions combinées de repérer précocement les difficultés des enfants afin d'éviter l'installation des fragilités. En parallèle, l'opération **« petit déjeuner à l'école »** a été expérimenté dans plusieurs écoles du Plateau de Corbeil pour les grandes sections. Enfin, 2020 va voir le déploiement de diverses actions.
- ✓ **La reconduction de la marche bleue** avec 282 participants, véritable échange intergénérationnel entre les jeunes et les moins jeunes,
- ✓ L'identification sous une unique structure **d'une maison des associations** qui œuvre pour les 750 associations recensées dans de multiples domaines notamment sportif,
- ✓ Le soutien à hauteur de 300 K€ sur 3 ans de l'association **Fidamuris** qui accompagne les jeunes des Hauts de Melun dans la recherche d'un travail,
- ✓ La Ville agit pour la démocratisation culturelle pour les jeunes et les moins jeunes. Avec **le Louvre chez vous**, ce jumelage sur 3 années a vocation à faire tomber les barrières et à rendre l'art accessible. Les jeunes des écoles et des structures sociales bénéficient de cet enrichissement cultuel. **L'extension des horaires de la médiathèque** à 39 heures est une composante de cette politique culturelle, tout comme **le label BNR** (Bibliothèque Numérique de Référence) que la Ville espère obtenir en 2020.
- ✓ **La Boussole**, structure hybride socio-culturelle, ayant pour ambition de créer du lien social, de permettre l'accès à la culture et d'accompagner les parents dans leur fonction parentale.

Dans le domaine du cadre de vie pour offrir un environnement plus agréable, accroître les services publics et favoriser l'implantation des commerces en conformité avec les attentes de la population:

1. La Ville s'est engagée dans le programme « **actions cœur de ville** » pour mettre en œuvre une **opération de revitalisation du territoire**. Elle a notamment pour objectif de revivifier le centre-ville et de soutenir les commerces de proximité.
2. L'acquisition du local rebaptisé « le 19 » en 2019 a permis à des créateurs locaux d'exposer et de vendre le produit de leur travail. Le succès est au rendez-vous et participe au **dynamisme de l'activité commerciale** de la rue Pouteau. La Ville, en 2020, souhaite poursuivre son ambition dans l'implantation d'activités commerciales qualitatives en utilisant son droit de préemption.
3. **La première pierre du cinéma** en plein cœur de Melun sera posée dans le premier trimestre 2020. Cet équipement disposera de 4 salles permettant d'accueillir 627 personnes. Parallèlement, **le cinéma Les Variétés** connaît une fréquentation en augmentation de plus de 25% représentant plus de 9000 entrées supplémentaires qui démontrent la qualité de la programmation cinématographique.
4. La participation de la Ville à la **restauration immobilière de façades des immeubles et des commerces** va contribuer à embellir les rues et accroître le tourisme.

5. Compétence de la CAMVS déléguée à la Ville, l'instauration d'un permis louer avec autorisation préalable sur un secteur de la Ville à compter de 2020, est un instrument de **lutte contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil,** tout comme l'acquisition au 15 rue Gaillardon de plusieurs logements.
6. En 2019, pour agir sur la propreté, deux équipes du soir ont été créées pour **étendre les horaires et ramasser l'ensemble des déchets après 17h00**.
7. La lutte contre les dépôts sauvages est une priorité forte qui sera poursuivie en 2020 avec **un renforcement de la brigade verte** et une extension de ces horaires.
8. **La redynamisation de Melun** a été accentuée en 2019 par l'agrandissement de la patinoire, qui a connu un franc succès, et par la mise à disposition au public de bateaux pour voguer sur la Seine, sans compter les **animations de qualité** comme Melun fête son brie, Fête de Noël, Printemps sur Seine, les affolantes, gaming winterfest.
9. L'obtention une nouvelle fois des **« 4 fleurs »** auprès du jury des villes et villages fleuris confirme le fleurissement au quotidien de notre Ville dans le but d'embellir les parterres et parcs.
10. Le verdissement de la Ville passe par l'ambition de **planter plus d'arbres**, pour des raisons écologiques et pour y privilégier la douceur de vivre.
11. La Ville a également obtenu **la labellisation ISO 26000, norme de responsabilité sociétale des organisations** dans le cadre des pratiques de développement durable.
12. En 2020, la Ville s'est adaptée pour accueillir, dans de bonnes conditions matérielles, au sein des écoles **246 élèves supplémentaires**, les effectifs étant en augmentation de +5,5%. Parallèlement elle a donné accès à **la restauration scolaire** à un plus grand nombre d'enfants (+7%, 7 élèves sur 10) pour leur garantir chaque jour scolaire un repas.
13. Le développement du jeune s'opère également dans **les centres de loisirs** où 80 places supplémentaires ont été offertes aux Melunais sur les trois centres à la rentrée de septembre 2019.
14. **La réouverture de la piscine municipale** a été l'occasion de mettre en place un groupe de travail composé notamment de membres extérieurs représentant les utilisateurs de la piscine (public/association) et d'enquêter sur **la satisfaction des usagers** afin à court et moyen terme de répondre aux demandes des Melunais. Grâce à une politique tarifaire adaptée, 82,7% des entrées publics concernent les habitants du territoire de l'agglomération.

3.B. Eléments d'analyse financière rétrospective de la ville de Melun (sous réserve des derniers traitements de fin d'année) au 09 01 2020 (annexes a et b)

	2015	2016	2017	2018	2019	% evol
Epargne brute	6 079 314	6 811 559	8 031 316	9 248 467	8 521 003	-7,87%
Epargne nette	1 688 557	2 048 628	2 893 834	3 837 755	3 987 791	3,91%
Résultat de l'exercice	2 302 198	2 931 902	2 480 220	2 961 213	3 047 732	2,92%
Résultat global clôture	4 122 560	6 879 684	9 691 814	9 330 546	7 602 298	-18,52%

L'Epargne brute est dégagée de la section de fonctionnement (Recettes Réelles de Fonctionnement – Dépenses Réelles de Fonctionnement) et a pour objectif immédiat de financer **le remboursement en capital de la dette**.

L'Epargne brute est une nouvelle fois importante en 2019 même si elle est en baisse de 7,87 % (-727 K€). Malgré une maîtrise du chapitre des **charges de personnel (+0,93%) et des frais généraux (+1,07%)** en dessous de l'inflation, la Ville a dû intervenir pour faire aboutir l'opération d'envergure des Mézereaux dans le cadre du PRU en indemnisant le déménagement des commerçants.
Le remboursement en capital de la dette (4,54 M€) est bien couvert par cette épargne.

L'Epargne nette est le solde de l'Epargne brute déduction faite du remboursement en capital des emprunts. Elle doit permettre de participer au financement des investissements nouveaux.

L'Epargne Nette 2019 est positive de l'ordre de 3,99 M€ et permet de participer au financement des investissements en limitant le recours à l'emprunt. Elle est en hausse de +3,91%. C'est le meilleur résultat constaté sur le mandat.

En ce qui concerne les dépenses et les recettes réelles de fonctionnement, elles varient respectivement de **1,17%** et de **+1,56%**. Une nouvelle fois, la Ville de Melun ne subit pas d'effet ciseaux.

Le résultat de clôture 2019 de 8,15 M€ sera affecté prioritairement à la section d'investissement dans une logique de poursuite des investissements tout en limitant l'emprunt de 3 M€.

Le Programme Pluriannuel d'Investissement, outil stratégique, présente le programme d'investissement tout en assurant **une politique d'investissement équilibrée**, qui s'inscrit dans la sécurisation et le respect des ratios financiers notamment la part dégagée par l'autofinancement et la part d'endettement.
La gestion pluriannuelle de l'investissement mise en œuvre à compter de 2012 dégage les principales opérations relevant de différentes politiques publiques.
Il convient d'aboutir à un échelonnement des travaux acceptables pour une gestion financière saine et sécurisée via les prospectives financières élaborées jusqu'à moyen terme.

Ces résultats, dont une partie sera redistribuée à la population, doivent être poursuivis en 2020. **Les paramètres privilégiés seront :**

- ***Agir sur les recettes***
  -
  - Obtenir des subventions en poursuivant la veille de l'ensemble des dispositifs déployés par les partenaires potentiels
  - Optimiser les calendriers de dépôt des subventions notamment pour la DSIL et la DPV
  - Maintenir la règle d'un autofinancement suffisant pour couvrir au minimum le remboursement en capital de la dette
  - Terminer le programme de cession du patrimoine non structurant pour la Ville

- ***Agir sur les dépenses***
  - Limiter l'augmentation du chapitre 011, même si des efforts considérables ont été faits
  - Analyser les coûts d'externalisation ou de réalisation en régie des activités
  - Maintenir les efforts réalisés sur le chapitre 012 « frais de personnel » par le non remplacement des départs naturels sauf exception dûment justifiée principalement pour les postes normés
  - Poursuivre les avancements de grade, qui ont été relancés depuis 2 ans
  - Etudier les transferts de compétence futurs vers la CAMVS
  - S'interroger sur les mutualisations déjà actives et à venir
  - Elaborer des marchés transversaux pour rationnaliser la dépense et faire des économies d'échelle
  - Activer le logiciel de dématérialisation et de suivi de courrier
  - Mettre en place une revue de gestion avec des indicateurs de suivi des dépenses et d'activités par service

- ***Agir sur l'investissement***
  - Réaliser les investissements du PPI sur un rythme régulier pour permettre une gestion financière et de la trésorerie saine et sécurisée
  - Terminer le plan PRU sur 2020, au risque de perdre des subventions
  - Statuer sur les opérations du NPNRU à réaliser et obtenir des subventions auprès des partenaires au taux le plus élevé
  - Débuter la construction de l'école, du groupe scolaire et du restaurant sur l'Eco-quartier
  - Poursuivre les travaux d'entretien récurrents des bâtiments notamment l'hôtel de ville et voiries du patrimoine communal

- ***Agir sur l'endettement***
  - Emprunter 3 M€ seulement comme en 2019
  - Poursuivre le désendettement amorcé en 2016

- Limiter cette année l'annuité de la dette en dessous des 8,5 M€
- Fixer la capacité de désendettement en dessous de 12 années

3.C. Section de fonctionnement

3.C.1. Les recettes

De Budget à Budget, **les prévisions de recettes réelles de fonctionnement 2020 sont en augmentation de +1,15%** soit +818 K€. Toutefois, les recettes envisagées avec prudence seront en légère réduction par rapport au CA 2019 (71,9 M€ soit -1,48% ce qui correspond à -1,084 M€). Toutefois ce montant pourra évoluer dans le cadre du budget primitif 2020 pour tenir compte des ajustements éventuels de fin février et du niveau de baisse de la taxe foncière, qui est encore à l'étude.

Une Dotation Forfaitaire stabilisée

A compter de 2014, la Ville de Melun a subi la baisse de la dotation forfaitaire relative à la contribution au redressement des finances publiques. Alors qu'en 2013 cette dernière s'élevait à 8,836 M€, elle atteint seulement 4,958 M€ en 2017, soit une ponction de 3,877 M€, qui représente 43,9 % du montant initial. Au final, **la perte de dotation cumulée de 2013 à 2017 s'élève à 9,35 M€**. En 2019, la dotation forfaitaire s'est élevée à 4,937 M€ (+12,1 K€) en hausse de 0,25%.

En 2020, elle est attendue à 4,907 M€, en légère baisse de 0,60% soit -30 K€ (écrêtement et population en baisse).

Une Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale en hausse et une DPV stable

La Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale augmente au niveau national d'environ +90 M€ pour s'établir à 2,4 milliards d'euros.
La dotation de solidarité urbaine bénéficierait en 2020, pour la Ville, d'un abondement d'environ 475 K€. L'augmentation est envisagée à hauteur de **4,87 %** (10 252 159 € soit +475 K€). En 2019, la Ville a bénéficié d'une évolution de +4,43% (+5,52% en 2018). Pour rappel, la ville de Melun était classée au rang 100 en 2019 (rang 103 en 2018).
En ce qui concerne la **Dotation Nationale de Péréquation**, la Ville la considère en légère baisse de 3,04% en 2020 (688 778 €), après de fortes régressions en 2018 et 2019 (-17,98% et -6,22%).

La **dotation de politique de la Ville** est sanctuarisée au niveau de 2019. Pour la Ville, elle sera maintenue au même montant que celui de 2019 soit dans une fourchette entre 900 000 € et 1 000 000 €.

Un Fonds de solidarité des communes de la Région Ile de France

Le FSRIDF bénéficie cette année d'une augmentation de 6% soit + 20 M€.

La ville de Melun répond aux critères pour bénéficier du FSRIF. **Son niveau est estimé en 2020 à 4 M€ (+0,40%).**

Quel niveau de ressources en provenance de la CAMVS ?

La dotation de solidarité communautaire

L'enveloppe de DSC 2020 serait identique à celle de 2019 soit **949 771 €.** La Ville a bénéficié d'un complément de 194 066 € en 2019.

L'enveloppe **d'Attribution de C*ompensation Taxe Professionnelle*** (AC) restera stable en 2020 puisqu'à ce stade il n'est pas envisagé de nouveau transfert en 2020 (hors eau) ayant une incidence sur le budget principal.

En 2019, elle a connu une hausse liée à une régularisation sur les actions éducatives. Depuis cinq ans, elle subit une baisse successive liée au transfert du personnel de la Ville de Melun à la CAMVS dans le cadre de la mutualisation de la Direction Mutualisée des Systèmes d'Information en 2015 (-625,6 K€), au transfert de compétence Politique de la Ville (-282 K€) puis en 2017 celui de l'université Inter-âges (-219 K€) et l'Office de Tourisme (-283 K€) et enfin en 2018 le Programme de Réussite Educative, des compléments OT et UIA ainsi qu'une régularisation de 2016 de 60 K€ sur le champ de la Politique de la Ville et la GEMAPI (-125,5 K€). Toutefois, après les élections, le pacte financier et fiscal entre la CAMVS et les communes sera probablement réétudié.

En définitive la Ville percevra une AC de **6,345 M€.**

Quant aux ***fonds de concours*** de fonctionnement de la CAMVS au titre de la médiathèque, de la piscine et du conservatoire (618 K€ en 2019), ils seraient stables en 2020. La Ville a bénéficié du retour de ce fonds sur l'équipement des 2 Muses à hauteur de 46 500 € puisqu'elle propose des tarifs identiques à ceux de Melun pour tous les habitants de l'agglomération.

Un marché immobilier plus aussi dynamique

Le marché immobilier 2019 a été moins favorable comparée à 2018 avec **des droits de mutation** de l'ordre de 1,428 M€ en baisse de 11,5 % (1,613 M€ en 2018 +26,50 %). Dans le cadre du budget 2020, il sera proposé un montant d'environ 1,2 M€.

Baisse du taux de fiscalité de la Taxe Foncière

2018 a été la première année d'application de la réforme de la taxe d'habitation avec une baisse d'un tiers, qui s'est poursuivie en 2019 avec un second tiers et enfin cette année, aboutissant à la suppression de cette taxe pour les ménages ciblés.

Tout comme en 2018 et 2019, en parallèle du dégrèvement pour les foyers, la Ville a été compensée à l'€uro prés sur la base des taux de 2017.

En 2019, le Maire et son équipe ont redistribué une partie des résultats positifs 2018 aux Melunais en réduisant le taux de taxe foncière de 3%. En 2020, ce mouvement se poursuivra par une nouvelle diminution.

Le pourcentage de baisse n'est pas encore définitivement arrêté lors de la rédaction de cette note mais deux scénarii sont envisagés avec une première hypothèse de variation de -2% et une seconde de -3%.
Une évolution de 1% du taux de Taxe foncière génère un effet d'environ 150 K€ en fonction des hypothèses de réajustement de base.

En ce qui concerne l'exercice 2019, l'état 1386 qui récapitule les produits issus des rôles généraux affiche un montant de **28,502 M€** de taxes directes soit une progression du produit de +2,77 %. **Les bases de la TH sont en progression de 1,69%** alors que celles de **la TF** sur les propriétés bâties connaissent **une évolution de +2,72%,** hors effet revalorisation forfaitaire décidée par le gouvernement et fixée à 2,2% en 2019. La fin du premier PRU et le démarrage de livraisons de nouveaux produisent des effets fiscaux, qui sont d'ores et déjà visibles sur les bases (520 logements livrés environ).

Toutefois, la Ville a bénéficié de contributions complémentaires et supplémentaires ce qui porte le produit fiscal encaissé à 29,13 M€ soit une progression de + 3,48 % (+ 978,2 K€).

Pour 2020, en ce qui concerne l'évolution des bases, la revalorisation annuelle des valeurs locatives est maintenant basée sur l'inflation constatée sur la dernière année. Cette année, la loi de finances prévoit une revalorisation forfaitaire des bases de l'ordre de **+ 1,2 % au titre de la taxe foncière** et également de la **TH sur les résidences secondaires**(IPCH) et +**0,9% au titre de la Taxe d'habitation** (IPC).

L'élargissement des bases pour le budget 2020 tiendra compte des livraisons de 600 nouveaux logements, principalement sur l'éco-quartier, plateau de Corbeil, rue Capitaine Bastien rue Marcel Houdet, avenue de Meaux et rue Rosa Bonheur.
Avec la revalorisation forfaitaire des bases, l'évolution des bases de TH et de TFPB seraient respectivement de +3,86 % et de +3,05%.

Des rôles complémentaires sont estimés à 300 K€.

Pour finir, les compensations de fiscalité par l'Etat suite aux exonérations sont prévues pour un montant de 1,261 M€, identiques à 2019.

Gel des tarifs des services

Dans le cadre du DOB 2020, **il n'est pas prévu d'augmentation des tarifs des services** pour les actions dont la Ville est libre de fixer les tarifs. C'est la deuxième année consécutive que la Ville prend complètement à sa charge l'inflation sans la répercuter sur l'usager.
Bien consciente des difficultés de certains ménages, la Ville souhaite limiter l'augmentation du coût de la vie des Melunais.

En 2020, **l'évolution de la participation des usagers est en hausse par rapport au budget (+1,76%).** Toutefois si l'on compare avec le CA 2019 et à périmètre constant, il y a une baisse de -2,01% (5,16 M€ soit -106 K€).
Du fait de nombreux travaux de voirie sur le territoire de Melun, par prudence, le montant des droits de stationnement a été baissée de 51 K€. De plus, l'année 2019 a été marqué par des départs d'agents de la Police Municipale pour lesquels la Ville a facturé les frais de formation des collectivités accueillantes (-43 K€ en 2020 par rapport à 2019). On note également une

baisse de recettes pour le conservatoire de Musique et de Danse au vu de la rentrée 2019/2020 de 12 K€ ; les tarifs étant réduits pour l'ensemble des habitants de la CAMVS.
Toutefois, la Ville va inscrire en recette sur son budget principal un montant de 302 K€ correspondant aux redevances liées à la vente et à la distribution de l'eau au titre de 2019. Pour des raisons techniques, ces recettes n'ont pu être rattachées sur le budget eau avant le 31/12/2019. **Avec l'accord de la trésorerie, cette somme est réinjectée sur le budget Ville. Au final, ce serait donc une évolution de +3,72% par rapport au CA 2019 qui serait constatée sur ce chapitre.**

Le forfait post stationnement (comptabilisé en chapitre 70)
La Ville a mis en place le forfait post stationnement à compter du premier trimestre 2018. Ce forfait remplace l'amende pour infraction au stationnement payant. Le Conseil Municipal a délibéré en faveur d'un FPS à hauteur de 22 € pour l'ensemble des zones.
En 2018 et 2019, la Ville a perçu respectivement une recette de 163 K€ et 197 K€ (13 mois de comptabilisé en 2019).
Pour l'année 2020 une recette de 185 K€ est envisagée.

Un nouveau contrat enfance jeunesse va être signé avec de nouvelles dispositions.
En 2020, pour le secteur de la jeunesse seules les actions BAFA/BAFD et le poste de coordination sont subventionnés. Quant aux centres sociaux, leurs actions ne sont plus financées soit une perte pour la Ville de **157,82 K€**. **Le montant attendu serait de 681 K€ qui reste une hypothèse de travail puisque le contrat avec la CAF est en cours de discussion (-18,8%).**
Pour rappel, en 2019, pour l'exercice 2018 la Ville a perçu 838,83 K€ alors que le contrat précédent prévoyait un montant de 866,84 K€ d'où une réfaction de 28 K€.

Les redevances versées par les fermiers et concessionnaires
Suite à la signature d'un nouvel avenant avec Indigo, la Ville a bénéficié d'une part fixe et d'une part variable en fonction du chiffre d'affaires. La première part est figée à 250 K€. En 2019, la Ville a encaissé 285,95 K€, comprenant 250 K€ de part fixe et 35,95 K€ de part variable.
En 2020, cette recette est estimée à **250 K€ avec uniquement la part fixe.** Les différents travaux de voirie et les travaux du parking de la gare vont engendrer une diminution du nombre de places de stationnement sur la commune. Aussi, par prudence, la part variable en fonction du chiffre d'affaires n'a pas été prise en compte.

La redevance **Stahl 2020** est prévue à hauteur de 250 K€ soit une augmentation de 3,5 K€. Enfin quant à **la redevance marchés forains,** elle est en hausse de 5 K€ conformément à l'avenant signé (105 K€).

Le chapitre 013 – atténuations de charge en baisse de – 23.72% pour le budget 2020 soit une perte de 171,54 K€.
Le remboursement des indemnités journalières est difficile à évaluer. Alors qu'en 2017, elles s'élevaient à 607,66K€, en 2018 leur montant a chuté à 409,10K€ pour ré-augmenter en 2019 à 504,12K€. Pour 2020, une estimation à 463K€ est retenue par mesure de prudence (-41K€).
Les remboursements sur rémunérations sont également aléatoires car ils correspondent à des trop perçus d'agents suite à des arrêts maladies, journée de carence, remboursement de congés paternités, des remboursements de cotisations. En 2020, la somme de 20K€ a été prévue (-25,5K€).

Enfin, les remboursements divers portent en 2019 sur les fluides soit 48 K€, la restitution de véhicules en location soit 20,5K€ et le remboursement des charges salariales d'un agent en détachement soit 50 K€, qui partira en retraite en juin 2020. Le montant 2020 qu'il est proposé de prévoir au budget est en baisse de 105,04 K€.

La reprise du budget eau dans le budget principal

A compter du 1er janvier 2020, la CAMVS a pris la compétence eau, ce qui a eu pour conséquence de clôturer le budget eau, de mettre à disposition l'ensemble des ouvrages et de transférer l'ensemble des contrats.
En matière budgétaire, la Ville ayant assumé l'ensemble des obligations en 2019, les résultats issus de la gestion 2019 en fonctionnement et en investissement sont repris dans le budget principal.

RESULTAT 2019	
1) Résultat section de fonct	337 895,99
2) Solde net d'invt	421 846,21
1+2) Résultat global de clôture y cpris 001 et 002	759 742,20

Le résultat de la section de fonctionnement qui résulte du solde entre les recettes et les dépenses s'élève à 337,9 K€ (chapitre 002 de la section de fonctionnement).

3.C.2. Les dépenses

Le fonctionnement correspond aux dépenses qui permettent de faire fonctionner les services et d'assurer les politiques publiques décidées par la municipalité.
Depuis 2014, des efforts importants ont été faits par les services et ont donné des résultats financiers favorables.
Ces économies ont été réalisées sans que la ville rogne sur la qualité du service public. Elle n'a pas fait le choix d'abandonner des actions publiques. Au contraire, en 2020, elle augmente encore ses places en crèches, en centres de loisirs et accueille un nombre plus important d'élèves.
L'efficience des dépenses est donc le maître-mot pour limiter la variation des moyens nécessaires pour réaliser le service public.
La mise en place de marchés transversaux et la négociation systématique dans le cadre des achats est un premier niveau d'exigence.
La voie de **la rationalisation des dépenses passe également par une rupture des habitudes et nous devons nous interroger sur un éventuel autre mode de fonctionnement qui serait encore plus efficient.**

C'est pourquoi, les dépenses de fonctionnement continueront à faire l'objet d'une attention toute particulière.

Seront financées en premier lieu **les charges obligatoires** telles que la masse salariale, les remboursements liés aux emprunts contractés, les différents contrats de toute nature signés avec nos prestataires et les engagements pris avec nos subventionneurs, plus précisément les dépenses liées au PRU et à l'éco-quartier.

En ce qui concerne notre engagement avec l'Etat, la contractualisation fige le montant des dépenses de fonctionnement à consommer en 2020 à **64,96 M€.** A ce jour, **les dépenses réelles de fonctionnement (méthode de calcul contractualisation) évolueraient de +2,36% pour atteindre 63,41 M**€. **Sur la période contractuelle, malgré l'inflation, l'évolution prévisionnelle des DRF aboutirait seulement à +2,07%** contre +4,5% autorisée.
La Ville va donc, comme en 2018 et 2019, respecter le contrat dit de Cahors. Elle espère à ce titre avoir un abondement de la DSIL.

Les DRF (méthode de calcul maquette budgétaire M14) sont prévues en baisse de 0,27% par rapport au budget 2019 soit – 176 K€. Toutefois elles s'avèrent être en augmentation de +2,09% par rapport au CA 2019 (+1,32 M€) et de +1,29 % par rapport au Budget Primitif (+0,82 M€).

Les dépenses de personnel = une maitrise de la masse salariale en 2019 (+0,93%) (annexe c)

La masse salariale a connu une progression de +0,93% en 2019 après une réduction de -1,86 % en 2018.
Cette évolution se traduit par une hausse sur les salaires bruts de 0,79% et sur les charges patronales de 1,26%.

Les dépenses de personnel (chapitre 012) de la ville de Melun représentent environ 67,25% des dépenses réelles de fonctionnement en 2019.
La Ville a bien conscience que ce ratio est trop élevé et va poursuivre ses efforts de rationalisation et d'optimisation en étudiant, au cas par cas, chaque demande de remplacement suite à départ en retraite ou mutation.

Comme cela a déjà été souligné, la ville de Melun subit des charges de centralité et n'a pas fait le choix de l'externalisation et gère en régie directe la plupart de ses services publics à la population.
Le CCAS de Melun n'a pas dans son budget de charges de personnel. En retraitant le montant de la masse salariale pris en charge par le budget principal, alors les frais de personnel représentent 65,77 % des Dépenses Réelles de Fonctionnement.

Au 31 décembre 2019, la ville compte dans ses effectifs **1003,63 Equivalents Temps Plein (ETP)** soit une hausse de **27,71 ETP par rapport à 2018**. Cette variation s'explique principalement par la création de 12 postes, dont 8 dans les structures de l'enfance et de l'éducation, Il s'agit aussi de 22 recrutements pour des remplacements d'agents (4 cantonniers, 4 agents des espaces verts, 3 agents de police municipale, 5 agents en charge de l'entretien des locaux, …) et 5 suppressions de postes. Des recrutements pour des remplacements de maladie ordinaire, de longues maladies et de congés maternité sur les postes normés viennent gonfler les ETP au 31/12. Notons enfin que 23 agents ont demandé à bénéficier de leur droit à la retraite.

L'évolution des frais de personnel est attendue à +2 % pour l'exercice 2020.

Le nombre d'ETP est estimé à 1024,13 soit une hausse de 20,5 postes principalement occupés par des agents contractuels (remplacement), intégration des agents en contrats aidés sur des contrats permanents (propreté urbaine très impactée) et embauche de spécialistes maîtrisant une compétence particulière.
Concernant l'année 2020, les dépenses supplémentaires estimées sont les suivantes :

Recrutements	Créations suite au projet de la collectivité mais aussi : Cadre de vie : - Un chargé d'étude urbaine - 2 agents polyvalents dans les structures Renforcer l'équipe de brigade verte par le biais de mise en relation entre différents service (Police et Propreté = 6 postes) A la sécurité et tranquillité 1 opérateur de vidéo-surveillance	400 000 €
Stagiairisations		30 690 €
Arrivées 2019 impactées en année pleine en 2020		721 704 €
Carrière 2020	Avancement d'échelons, de grade, promotion interne, PPCR, médaille, GIPA, cotisations, …	500 000 €
Carrière 2019 impactées en année pleine en 2020	Avancement d'échelons, de grade, promotion interne, PPCR, médaille, GIPA, cotisations, …	438 209 €
Revalorisation de régime indemnitaire	NBI, prise de responsabilités,…	80 000 €
Impact contrat permanent		23 347 €
TOTAL		**2 193 950 €**

Les réductions de dépenses portent principalement sur :

Postes économisés 2019	116 778 €
Départs 2019	980 000 €
Impact retraites 2020	250 000 €
TOTAL	**1 346 778 €**

Le **volume des heures supplémentaires** a augmenté en 2019 de 91,26 K€ et s'élève à 557,056 K€. Ce montant représente 1,32% de la masse salariale.
Le budget 2020 sera identique compte tenu des élections municipales qui génèrent des heures supplémentaires pour l'organisation et la tenue des bureaux de vote.

Ces chiffres sont estimés au 9 janvier 2020 en fonction des éléments connus à ce jour et des perspectives envisagées sur cette année. Des réajustements seront opérés en décision modificative si besoin.

Par conséquent, le montant à inscrire au BP 2020 sera de 43,206 M€.

<u>Une légère augmentation des charges à caractère général en 2019 = +1.07%</u>

En 2019, les frais généraux ont légèrement augmenté de 141 K€ (1,07%) après des baisses successives de -0.41% en 2018, de -4,62% en 2017, de -6,49% en 2016 et -3,21% en 2015.

A titre d'exemples, nous pouvons citer les baisses de dépenses sur 2019 :

- ✓ Récompenses pour les diverses manifestations = - 57,45% (- 9,6 K€)
- ✓ Entretien des réseaux, une partie des dépenses passée en investissement = -28,42% (- 4,5 K€)
- ✓ Fêtes et cérémonies = - 22,15% (- 94,00 K€) essentiellement liés aux communications pour l'événementiel
- ✓ Frais de mission = - 15,72% (- 13,90 K€)
- ✓ Cotisation concours divers = - 13,80% (- 5,9 K€)
- ✓ Petit équipement = - 7,27% (-9,7 K€)
- ✓ Location immobilière = - 6,65% (- 40,3 K€)
- ✓ Entretien du matériel roulant, pannes moindres = - 5,70% (-8,6 K€)
- ✓ Livres, disques… = -4,22% (- 4,7K€)
- ✓ Contrat de maintenance = - 3,76% (- 20,8 K €),
- ✓ Fournitures diverses = -1,31% (- 5,5 K€)

Des hausses de dépenses ont été nécessaires pour assurer les services publics :

- ✓ Repas personnel: +260,84% (18,1K€) essentiellement liés au moment de convivialité autour d'un barbecue pour l'ensemble du personnel
- ✓ Réparation des Voiries : +205.35% (48 K€)
- ✓ Livraison de repas pour les crèches : +83,58% (8 K€)
- ✓ Compensation sociale Elior : +4,14% (28 K€)
- ✓ Entretien des terrains : +76,94% (84,7 K€) principalement liés à l'entretien des aires de jeux
- ✓ Assurances : +52,13% (20,6K€)
- ✓ Foires et expositions : +43,03% (20,6K) notamment liés à la gratuité des parkings pour la période de Noël
- ✓ Autres fournitures : +33,82% (5K€) essentiellement liés à l'achat de confiseries, boissons… pour le cinéma qui a vu sa fréquentation augmentée en 2019.
- ✓ Annonces et insertion +28,19% (8.2K€) dans le cadre des publications pour la boutique éphémère et les marchés publics.
- ✓ Produits d'entretien : +27,80% (15,6 K€) essentiellement liée à l'achat des produits d'entretien pour la piscine de nouveau en fonctionnement en début d'année.
- ✓ Fournitures administratives : +16,73% (6,5 K€)
- ✓ Réparation autres biens mobiliers : +8.96% (7,2K€)
- ✓ Affranchissement : +5,75% (8,5K€)
- ✓ Documentation générale : +8,30 % (3,4K€)
- ✓ Autres frais : +8,01% (62.1K€) en partie pour l'animation de location de bateaux sur la Seine
- ✓ Entretien réparation bâtiments : 6,73% (11.9 K€)
- ✓ Fournitures scolaires : +6,70% (12,4 K)

- ✓ Transports collectifs : +4,36% (19,7K€) essentiellement liés aux transports pour l'éducation (+39K€) au vu des effectifs
- ✓ Electricité : +3.02% (38 K€) dus à l'augmentation règlementaire du tarif.

Le chapitre 011 en 2020 est attendu en progression de **+ 0,41 %** par rapport au budget **soit 14,1 M€ (+ 57 K€)**. Si l'on se réfère au Compte Administratif, il devrait être en évolution de +5,83%. Il convient de préciser que ce taux d'évolution de CA à CA sera revu à la baisse puisque, par expérience, les crédits consommés sont toujours inférieurs aux crédits budgétés.

Les principaux postes en hausse relèvent de :

- L'achat de 20 berceaux dans une Crèche privée (160 K€)
- La mise en place d'un coaching scolaire afin d'aider les élèves en difficultés
- Le renouvellement du PLU
- L'évolution des dépenses pour les fluides pour tenir compte des augmentations de prix (eau, gaz, électricité)

Des pistes d'économies sont espérées suite à la mise en place de procédures sur les axes suivants :

- La mise en place du marché transversal sur les achats alimentaires
- Poursuite de l'inventaire de notre patrimoine pour limiter les loyers versés aux bailleurs et optimiser les locaux dont nous sommes propriétaires
- Déploiement d'un logiciel courrier pour tendre au zéro papier
- Le nouveau marché négocié pour les transports scolaires
- Etude sur les modes de gestion (DSP, régie, marchés)
- Poursuite de la mutualisation des actions interservices

Les subventions aux associations maintenues

La Ville s'engage en 2020 à poursuivre **l'accompagnement des associations par le versement de subventions mais aussi par la mise à disposition de locaux ou le prêt de matériel dans le cadre des manifestations**.

Il s'agit de fixer au mieux le niveau des subventions versées aux associations sous réserve de l'équité et de l'envergure communale de ces associations au profit des Melunais.

En 2019, la Ville a versé un montant de 1,629 M€. Dans le cadre des orientations budgétaires, la municipalité a pour objectif de maintenir le volume global des subventions en 2020.

En matière sportive, le soutien aux clubs sera poursuivi (724 K€). La première licence sera remboursée en 2020 à hauteur de 50%.

En ce qui concerne les quartiers, la Ville accompagne sur 3 années l'association Fidamuris, dans le cadre de la **régie de quartiers**. Après un premier versement de 120 K€ en 2018 puis 100 K€ en 2019, il est prévu un soutien de 80 K€ en 2020.

Dans le domaine social, la subvention du CCAS pour l'exercice 2020 sera dimensionnée à 400 K€ comme en 2019.

La subvention versée à l'ASSADRM (Association Soins et Services à Domicile de la Région Melunaise) pour le maintien des personnes en difficulté à domicile, est estimée en hausse de 11 K€ (de 75K€ à 86 K€) suite à l'évolution du nombre d'heures effectuées chez les personnes mais aussi au transfert du « Handisitting » (prise en charge temporaire d'une personne en difficulté pour permettre à la famille de se dégager un peu de temps) qui était auparavant géré par un agent de la Ville parti à la retraite.

Au final, **les subventions versées aux associations seraient maintenues** à leur niveau 2019.

Les autres Contributions qui comprennent les participations de la Ville aux écoles privées, aux dépenses de fonctionnement du SIGF « Résidence pour personnes âgées de la Chesnaie à Livry sur Seine » et au Fonds de Solidarité Logement sont prévues en légère hausse (+1,95 %).

Les Indemnités des élus (indemnités, cotisations – part patronale et formations) sont estimées en évolution de +6,9 %. En effet, au 1er janvier 2019, la population municipale a franchi la barre des 40 000 habitants. Le nombre de conseillers municipaux évolue donc de 39 à 43 conformément à la loi du 17 mai 2013.

Au final, le chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » serait en hausse de +1,84% par rapport au réalisé 2019.

L'autofinancement, résultante de l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement

Afin d'assurer le programme ambitieux d'investissement, il est proposé de porter l'autofinancement à **8 M€** afin de couvrir le remboursement en capital de la dette et d'autofinancer une partie des dépenses d'équipement.
L'épargne nette serait de 3,1 M€.

Budget principal	BP 2019	CA 2019	CA 2019 BP 2019 ROB
RRF hors cessions	71	71,5	71,9
DRF	63,5	63	64,3
= Epargne brute	7,5	8,5	7,6
Epargne nette	**3,4**	**4**	**3,1**

Nota : les intérêts sont analysés avec la dette.

3.D. Section d'investissement

3.D.1. Dette

Le détail de l'analyse de la dette est présenté en annexe d

.

<u>L'encours de la dette de Melun</u> par habitant au 31/12/2019 s'élève à **2 274 € par habitant** contre 2 255 € en 2018 (déduction du fonds de soutien dans l'encours de la dette), soit une augmentation de 19 € par Melunais, due exclusivement au fait que la population Melunaise au 1er janvier 2020 comptabilisée par l'INSEE en 2017 est en diminution de -2,03%, ce qui a pour effet mécaniquement d'augmenter les ratios calculés. Dans les faits, au vu de la livraison de logements, la population est bien en progression, donc le ratio devrait être en baisse.

En 2019, l'encours de la dette est de **97,89 M€** contre **99,4 M€** au 31/12/2018. **La ville de Melun s'est désendettée à hauteur de 1,51 M€** (-1,52% après déjà une réduction de 2,34% en 2018).
Sur 4 ans, la Ville s'est désendettée de 7,8 M€ sur le budget principal.

L'encours de la dette au **31/12/2020** s'élèverait à **96,4 M€** et serait, de nouveau, **en réduction de 1,48 M€, soit sur 5 années un désendettement net de 9,3 M€.**

PROSPECTIVE 2020	Dette Budget Principal
Encours de la dette au 31/12/2019	**97 886 756**
Remboursement en capital (hors L3 trav)	*4 479 899*
Emprunt contracté	*3 000 000*
encours de la dette au 31/12/2020	**96 406 857**

Désendettement	**-1 479 899**

La Ville n'est pas dans une dynamique d'un besoin net de financement mais dans un cycle de désendettement.

<u>Le taux moyen des intérêts de la dette</u> au 31/12/2019 est de l'ordre de **4,10 %** avec une **durée résiduelle de 20 ans** (contre 4,05% en 2018). En 2020, il est estimé à 4,12%.

Les **intérêts d'emprunts** au titre de 2020 s'élèveraient à 3,96 M€ et sont donc en réduction de -0,19% (non pris en compte impact ICNE). **En ce qui concerne le remboursement en capital,** c'est une baisse de 0,74 % qui sera constatée en 2020 (4,48 M€ en 2020 contre 4,51 M€ en 2019).

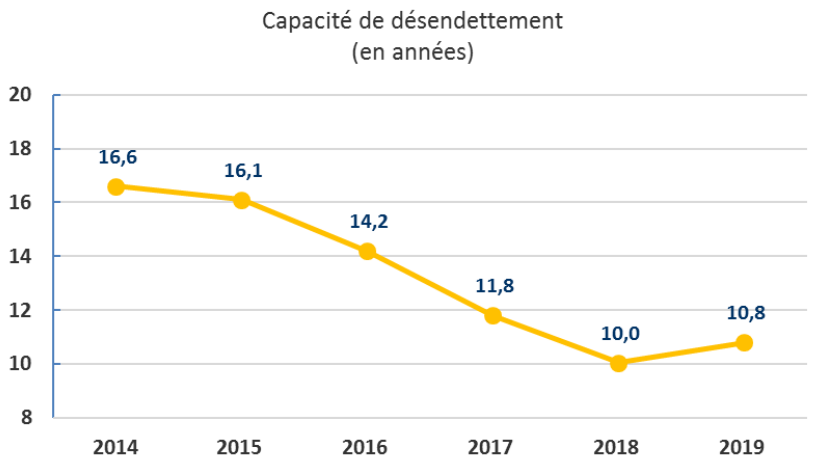
<u>L'annuité de la dette</u> (intérêt + remboursement en capital) représente en 2019 pour la Ville de Melun **210,30 € par habitant** (contre 228 € en 2018). En 2020, elle devrait s'établir à 209,30 € par habitant (-0,48%) sur la base d'une population de 40 348.

Recours à l'emprunt de 2020

Compte-tenu du niveau de l'endettement actuel et du programme d'investissement, la ville de Melun poursuit son désendettement. En 2019, il a été effectué un emprunt à hauteur de 3 M€. Un nouvel emprunt d'un montant similaire est programmé en 2020. En d'autres termes, la Ville va emprunter un montant inférieur à celui du remboursement en capital d'où un **désendettement** mécanique **de -1,48 M€.**

La capacité de désendettement de la Ville en dessous des ratios de la contractualisation

Alors que l'Etat a instauré un suivi de la capacité de désendettement dans le cadre de la contractualisation, ce ratio s'établit à 10,8 années en 2019 (en intégrant l'aide au fonds de soutien) contre 10 ans en 2018. Depuis trois années, la Ville respecte cet objectif de 12 années maximum pour rembourser la dette par l'épargne brute.



3.D.2. Dépenses d'investissement

Le rapport d'Orientations Budgétaires repose sur la déclinaison de l'ensemble des opérations d'investissement dans un outil stratégique dénommé PPI (Programme Pluriannuel d'Investissement).

Dernière année pleine du mandat, **2019 a vu un niveau de dépenses d'équipement très élevé puisque la Ville a investi un montant de 17,97 M€.** Il convient de mettre en exergue le taux de consommation des crédits qui atteint **83,29%.**

Sur la période 2014-2019, elle a investi pour plus de 91 M€ soit une moyenne annuelle de 15,3 M€ d'investissement.

Concernant les opérations gérées en CP dans le cadre des autorisations de programme, **pour 2020, c'est 20,5 M€ qui seraient inscrits uniquement dans le cadre du budget primitif 2020, auxquels s'ajouteront 2,81 M€ prévus pour les reports.**

En 2020, **sur le domaine éducatif,** la Ville va consacrer environ **3 M€ (12,88% des crédits d'opérations d'équipements)** pour la construction, la réhabilitation et la sécurisation des écoles : en premier lieu, la nouvelle école de l'Eco Quartier mais aussi l'aménagement de la salle de danse de l'école Pasteur en 4 classes, la réfection des écoles Mézereaux et Capucins. De plus, les études pour la nouvelle école Decourbe nécessiteront sur 2020 un montant de 506 K€. Enfin le programme de renouvellement du matériel informatique et matériels divers à destination des écoles est poursuivi pour 142 K€.

En outre**, en matière d'entretien et de rénovation des voiries, 4,47 M€** sont fléchés sur diverses opérations **soit 19,19% des crédits** consacrés aux opérations d'équipement dont

- 1,4 M€ sur les voiries touchées par les inondations,
- 1 M€ sur la réfection de la rue Louis Beaunier,
- 1 M€ sur diverses voiries (rue des Fabriques, rue Aristide Briand dans le cadre des études, …)
- 0,9 M€ pour la rue Houdet

Quant à la rénovation des **bâtiments publics autres que scolaires,** ce n'est pas moins de **4,04 M€** de crédits inscrits au budget soit **17,34% des opérations d'équipements**.

- ✓ 1,27 M€ pour les consolidations des églises Notre Dame et Saint Aspais
- ✓ 0,67 M€ pour la réhabilitation du gymnase Duvauchelle
- ✓ 0,7 M€ sur divers bâtiments sportifs, sociaux, culturels, …
- ✓ 0,37 M€ pour les travaux commandés par l'office du tourisme localisé à l'Espace Jean
- ✓ 0,38 M€ pour solder l'opération d'aménagement du second poste de police
- ✓ 0,23 M€ pour l'accessibilité des bâtiments
- ✓ 0,22 M€ pour la climatisation des 2 résidences autonomie
- ✓ 0,2 M€ pour l'aménagement du poste de police à l'Hôtel de ville pour la brigade verte et les ASVP

2,2 M€ sont attribués à la fin des opérations du premier PRU soit **9,45% des crédits** pour les opérations d'équipement.

Par ailleurs, dans le même ordre financier, les **opérations liées à « Action Cœur de Ville »,** pour rendre notre ville plus attractive et favoriser les commerces notamment de bouche, se poursuivent sur l'exercice 2020 à hauteur de **1,7 M€ soit 7,30%** des crédits d'opérations d'équipements. Il s'agit principalement de :

- la première tranche liée au cinéma proche de la place Saint Jean (1 M€ en 2020 sur le coût total de 4,65 M€)
- l'acquisition, la préemption de locaux commerciaux (0,5 M€)
- les subventions d'investissement pour les ravalements de façades des logements des particuliers et des commerces (80 K€)
- l'étude quantitative et qualitative des flux piéton (30 K€)

De plus, le projet emblématique de rénovation urbaine, qui a pour objectif de reconfigurer plusieurs quartiers de Melun, avance dans sa définition et selon le calendrier établi en partenariat avec l'ANRU. Plus précisément, le projet NPRU a reçu un accord de l'ANRU dans le cadre du comité d'engagement sur les secteurs Lorient, Chateaubriand, Beauregard et Plein Ciel avec des actions de démolition, réhabilitation et

résidentialisation et des requalifications des espaces publics. A fin 2020, une clause de revoyure prévoit une nouvelle étude sur le secteur Schuman et notamment la restructuration de Jean Bonis. La rénovation de l'école Jules Ferry, ayant été écarté par l'ANRU, la Ville doit revoir le projet en détail puisque les subventions ne sont pas au rendez-vous.

De même, l'éco-quartier a vu l'arrivée des premiers habitants en 2019. En 2020, la construction de la crèche d'une capacité de 55 berceaux **(663 K€ 2020 soit 2,85% des crédits)** et d'un groupe scolaire de 16 classes, doté d'un restaurant scolaire pouvant accueillir jusqu'à 400 élèves, débutera dans le premier semestre 2020, d'où l'inscription de crédits à hauteur de **1,5 M€.** Le versement à l'aménageur pour le merlon, le bassin et la route de Voisenon ainsi que la participation à verser au Département pour la rocade et le rond-point intermédiaire avoisinent des crédits de **1,8 M€** en 2020, soit **7,73% des crédits** d'opérations d'équipement.

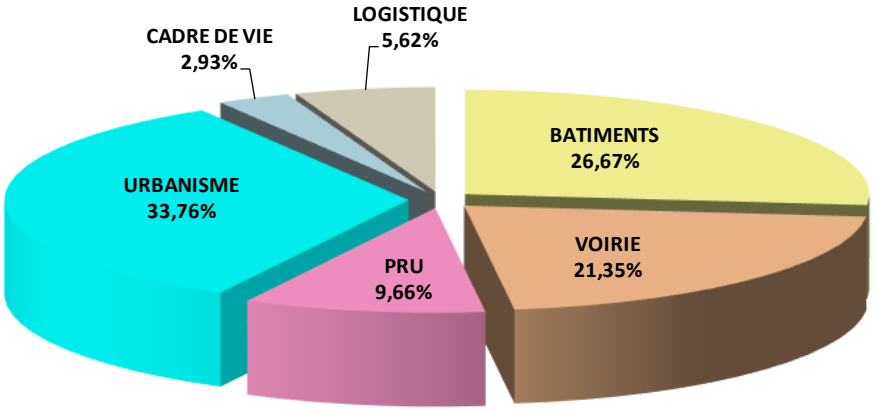
Dans le domaine des nouvelles technologies, la ville investit dans **la technologie RFID** (méthode permettant de mémoriser et récupérer des données à distance) à la médiathèque ainsi que par le changement du matériel informatique pour obtenir le label bibliothèque numérique de référence **(312 K€). 220 K€** sont consacrés pour **le matériel informatique et logiciels pour les autres services.**

Enfin, le cimetière nord a déjà bénéficié d'une première extension de 226 places, auxquelles viendront s'ajouter 274 places en 2020, qui nécessitent l'inscription de 222 K€. Enfin, notons la poursuite de la **rénovation du parking gare** (317 K€).

Le budget 2020 en investissement (Budget primitif et report) concentrera principalement ces crédits sur les opérations suivantes, jugées prioritaires par l'équipe municipale.

Il peut s'agir de crédits pour terminer un équipement ou pour débuter une nouvelle tranche de travaux. Il s'agit uniquement des crédits de paiements pour l'année 2020.

Dépenses d'équipement au BP 2020 par politique



Les montants par programmes et opérations qui sont à l'étude sont détaillés dans le document joint en annexe e. **Le total des crédits 2020 (y compris les reports) en dépenses d'investissement hors remboursement dette s'élèverait à 25,7 M€ dont 23,34 M€ pour les opérations d'équipement gérées en AP/CP.**

BP 2020 + reports	
Opérations d'équipement	23 296 318
Opérations d'équipement report eau	44 186
Opération sous mandat	809 267
Enveloppe matériel tous services + divers	81 034
Dépenses imprévues	1 320 381
Total hors remboursement de la dette	25 551 186

Principales opérations CP 2020 ***(y compris report 2020)***

	Report 2020	BP 2020	Budget 2020	
Montant dépenses d'équipement en AP/CP	**2 810 112 €**	**20 486 206 €**	**23 296 318 €**	***part de chaque opération***
Travaux voirie suite aux inondations	89 747 €	1 269 618 €	1 359 365 €	*5,84%*
Construction groupe scolaire, restauration scolaire et logt gardien éco quartier	196 709 €	1 157 776 €	1 354 485 €	*5,81%*
Consolidation Eglise St Aspais et Eglise Notre Dame	93 979 €	1 173 840 €	1 267 819 €	*5,44%*
Aménagement entrée des Mézereaux	17 416 €	1 185 400 €	1 202 816 €	*5,16%*
Aménagement voirie Houdet, acquisition terrain	3 096 €	1 079 000 €	1 082 096 €	*4,64%*
Réfection pluriannuelle voirie, ponts et accessibilité	180 740 €	842 275 €	1 023 015 €	*4,39%*
Plaine de Montaigu - versement à l'aménageur et au Département	70 500 €	1 796 954 €	1 867 454 €	*8,02%*
Redynamisation centre ville dont acquistion de commerces	245 819 €	770 000 €	1 015 819 €	*4,36%*
Réfection Louis Beaunier	4 500 €	1 000 000 €	1 004 500 €	*4,31%*
Cinéma	- €	1 000 000 €	1 000 000 €	*4,29%*
Aménagement école Pasteur, aménagement classe complémentaire et réfection école Mézereaux, réfection plafonds école élémentaire Les Capucins	16 854 €	807 200 €	824 054 €	*3,54%*
Gros travaux bâtiments sportifs, culturels, sociaux et autres	296 205 €	512 300 €	808 505 €	*3,47%*
Coulée verte, plan vélo, plantation arbres	104 730 €	600 550 €	705 280 €	*3,03%*
Réhabilitation Gymnase Duvauchelle	8 564 €	664 800 €	673 364 €	*2,89%*
Crèche éco quartier	63 124 €	600 123 €	663 247 €	*2,85%*
Véhicule, matériel et outillage services techniques	106 404 €	453 800 €	560 204 €	*2,40%*
Nouvelle école Decourbe	13 040 €	493 326 €	506 366 €	*2,17%*
Restructuration maillage viaire cité jardin	96 995 €	395 000 €	491 995 €	*2,11%*
Création Police Municipale Hauts de Melun	105 948 €	271 800 €	377 748 €	*1,62%*
Requalification Eglise St François	1 091 €	368 171 €	369 262 €	*1,59%*
Acquisition et renouvellement du matériel informatique logiciel	145 759 €	220 750 €	366 509 €	*1,57%*
Climatisation résidences autonomie, étanchéité maison Picot	10 691 €	310 000 €	320 691 €	*1,38%*
Etanchéité parking de la gare	48 815 €	269 000 €	317 815 €	*1,36%*
Gros travaux de maintenance chauffage	24 503 €	217 000 €	241 503 €	*1,04%*
Etude pour aménagement plaine Beauregard	22 840 €	213 560 €	236 400 €	*1,01%*
Travaux accessibilité des bâtiments	3 708 €	230 000 €	233 708 €	*1,00%*
Réfection dalle Almont	- €	224 400 €	224 400 €	*0,96%*
Extension cimetière nord	- €	222 361 €	222 361 €	*0,95%*
Aménagement poste Police Municipale Brigade verte, ASVP Hôtel de Ville	- €	201 000 €	201 000 €	*0,86%*
Surcharge et résidentialisation foncière *(bâilleurs sociaux)*	200 000 €	- €	200 000 €	*0,86%*
Eclairage public	17 617 €	147 000 €	164 617 €	*0,71%*
Mise à niveau des réseaux de télécommunication et informatiques	26 766 €	136 817 €	163 583 €	*0,70%*
Acquisition et renouvellement du matériel informatique écoles	1 074 €	140 800 €	141 874 €	*0,61%*
Sécurisation des écoles	- €	105 132 €	105 132 €	*0,45%*
Rénovation aire de jeux	- €	101 232 €	101 232 €	*0,43%*
Total des principales opérations	**2 217 233 €**	**19 180 985 €**	**21 398 218 €**	***91,85%***

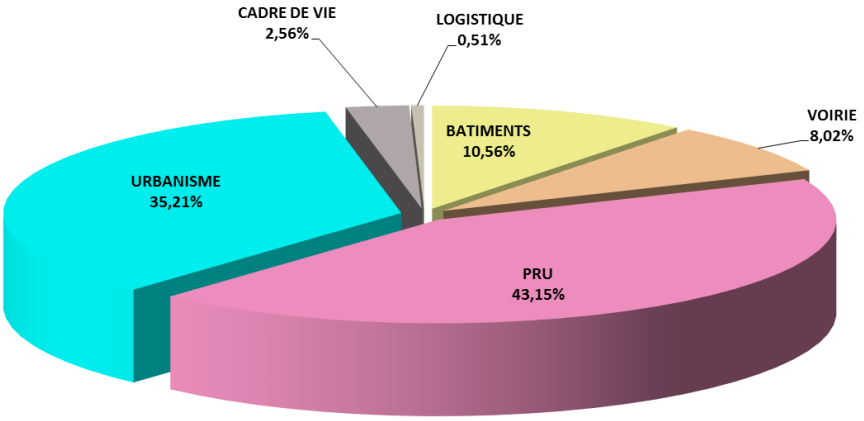
3.D.3. Recettes d'investissement

Les subventions d'investissement contribuent au financement des dépenses d'équipement. C'est pourquoi, le PPI propose de cadencer les versements des subventions en fonction des mandatements réalisés. Les principaux financeurs de 2020 seront l'ANRU, le Conseil Régional, la CAMVS, l'Etat et l'aménageur LOTICIS dans le cadre de l'éco-quartier.

En 2019, les recettes sur opérations d'équipement s'élèvent à 4,12 M€ contre 4,56 M€ en 2018.

Les recettes d'équipement en 2020 inscrites au budget primitif à hauteur de 7,03 M€ (annexe f) sont réparties comme il suit :

Recettes d'équipement au BP 2020 par politique
(hors report)



Principaux partenaires CP 2020 ***(y compris report 2020)***

Montant recettes d'équipement en AP/CP	Report 2020 **1 931 141 €**	BP 2020 **5 091 438 €**	Budget 2020 **7 022 579 €**	***part de chaque partenaires***
ANRU	138 855 €	1 304 066 €	1 442 921 €	*20,55%*
CONSEIL REGIONAL	349 908 €	773 541 €	1 123 449 €	*16,00%*
CAMVS	261 280 €	697 352 €	958 632 €	*13,65%*
LOTICIS	- €	842 487 €	842 487 €	*12,00%*
DPV	228 526 €	554 133 €	782 658 €	*11,14%*
CONSEIL DEPARTEMENTAL *(CID)*	17 660 €	74 881 €	92 541 €	*1,32%*
DSIL - ACV	- €	266 515 €	266 515 €	*3,80%*
DSIL (hors ACV)	158 448 €	118 922 €	277 370 €	*3,95%*
OFFICE DE TOURISME	280 000 €	140 000 €	420 000 €	*5,98%*
CNDS	229 000 €	- €	229 000 €	*3,26%*
DRAC	3 239 €	165 422 €	168 661 €	*2,40%*
ETAT	- €	86 851 €	86 851 €	*1,24%*
CNC	12 848 €	14 000 €	26 848 €	*0,38%*
COMMUNE LE MEE S/SEINE	- €	3 106 €	3 106 €	*0,04%*
Total des principales subventions	**1 679 764 €**	**5 041 277 €**	**6 721 041 €**	*95,71%*

La **dotation de soutien à l'investissement local** au titre des projets 2020 a été estimée à 900 K€ en AP et 270 K€ en CP pour l'opération de construction d'un cinéma. Il s'agit de crédits fléchés action « Cœur de Ville ».

Par ailleurs, la Ville, respectant la contractualisation avec l'Etat, espère bénéficier d'une DSIL générale équivalente à 2018 (DSIL 2019 attribuée = 0€ malgré le respect de la contractualisation – DSIL 2018 = 1,026 M€).

Concernant la Dotation Politique de la Ville 2020, elle est fléchée dans le PPI à hauteur de 645 K€ sur les exercices 2020 et 2021. Des compléments seront intégrés après notification pour atteindre au final 900 K€.

Le financement des dépenses totales d'investissement incluant la dette (budget primitif et report) est réparti en :

- ✓ un ensemble des subventions d'investissement de 7,02 M€
- ✓ un autofinancement qui a été porté à 8 M€, ce qui permet de dégager une épargne nette positive
- ✓ des cessions à hauteur de 554 K€
- ✓ un FCTVA, une Taxe d'Aménagement, des amendes de police à hauteur de 2,12 M€
- ✓ des opérations de mandats équilibrées en dépenses et en recettes pour 809 K€
- ✓ un emprunt de 3 M€ seulement pour le financement des investissements 2020

BP 2020 + reports	
Opération d'équipement	23 340 504
Epargne nette	3 130 753
Subvention d'investissement	7 022 579
FCTVA - Taxe d'aménagement - Amendes de Police	2 120 439
Cession patrimoine	554 000
% de financement	54,96%

Le résultat de clôture 2019, estimé au 9 janvier 2020, à 8,5 M€ sera affecté au financement de la section d'investissement 2020. De même, le résultat d'investissement du budget eau est repris au sein du budget principal en investissement pour 0,42 M€. Au final, la section d'investissement sera financée à hauteur de 8,9 M€ par les résultats antérieurs

Il convient, tout de même de souligner que ces projections sont réalisées sans tenir compte des aléas, qui peuvent survenir. En conséquence, il sera important de veiller mensuellement à l'évolution de la consommation des crédits d'investissement et si nécessaire de rééchelonner le cadencement des crédits.

Par ailleurs, la gestion en APCP implique une nouvelle façon de penser en appréhendant l'inscription des crédits de paiement comme des crédits à mandater et non les crédits nécessaires à l'engagement des marchés. Il s'agit d'une planification financière et non technique.

Le PPI fera l'objet d'ajustements mineurs dans le cadre du BP 2020 pour tenir compte des principalement des demandes de subvention en cours de montage.

CONCLUSION

Cette dernière année du mandat 2014-2020 révèle une nouvelle fois les **efforts de gestion** décidés par l'équipe municipale. Trois chiffres peuvent résumer l'assainissement des finances de Melun, à savoir **un désendettement sur 5 ans qui frôle les 10 M€**, **une capacité de désendettement inférieure à 12 ans**, seuil limite annoncé dans la contractualisation avec l'Etat et **une épargne brute en forte hausse**, passant de 5,9 M€ à 8,5 M€ en fin de mandat. Le désendettement, axe fort de la politique Melunaise, se poursuit de manière progressive et continue.

En 2019, ces résultats financiers ont été partagés avec les Melunais avec deux mesures fortes : **le gel des tarifs** malgré l'inflation à +1,3% et **la première baisse du taux de Taxe Foncière** sur les Propriétés bâties. **En 2020, la Ville a la ferme intention de poursuivre cette redistribution pour augmenter le pouvoir d'achat des Melunais** avec de nouveau la stagnation des tarifs des services municipaux et l'évolution à la baisse de la Taxe Foncière dans une fourchette entre -2% et -3%.

De facto, le niveau de cette épargne a donné les moyens d'investir dans tous les domaines **Educatif, Enfance, Culturel, Sportif, Social, Voirie, Développement Durable, Rénovation Urbaine.** Avec une moyenne de 15,3 M€ par an, **la Ville a investi pas moins de 91 M€,** au cours du mandat, ce qui représente 2 255 € par habitant.
Des chantiers emblématiques vont démarrer cette année comme **le groupe scolaire**, **le restaurant scolaire et la crèche de l'Eco quartier** mais aussi **la nouvelle école Decourbe, la rénovation du gymnase Duvauchelle** ou encore le nouveau **cinéma** proche de la Place Saint Jean. La Ville a également engagé un plan conséquent sur les **rénovations de voiries** où 4,47 M€ sont fléchés en 2020 après 4,41 M€ en 2019 auxquelles viennent s'ajouter **l'extension du cimetière nord avec la création de 500 places** ou la réfection de la place Lucien Auvert. Enfin, la Ville se projette déjà dans la reconfiguration de plusieurs quartiers dans le cadre du **NPNRU** avec l'accompagnement de l'ANRU.

Parallèlement, **la Ville engagée auprès de l'Etat, a dépassé les objectifs de la contractualisation** puisque l'évolution des dépenses de fonctionnement sur la période du contrat 2018-2020 serait seulement de +2,07% au lieu des 4,5% autorisés, accroissement bien en dessous de l'inflation cumulée sur cette même période.

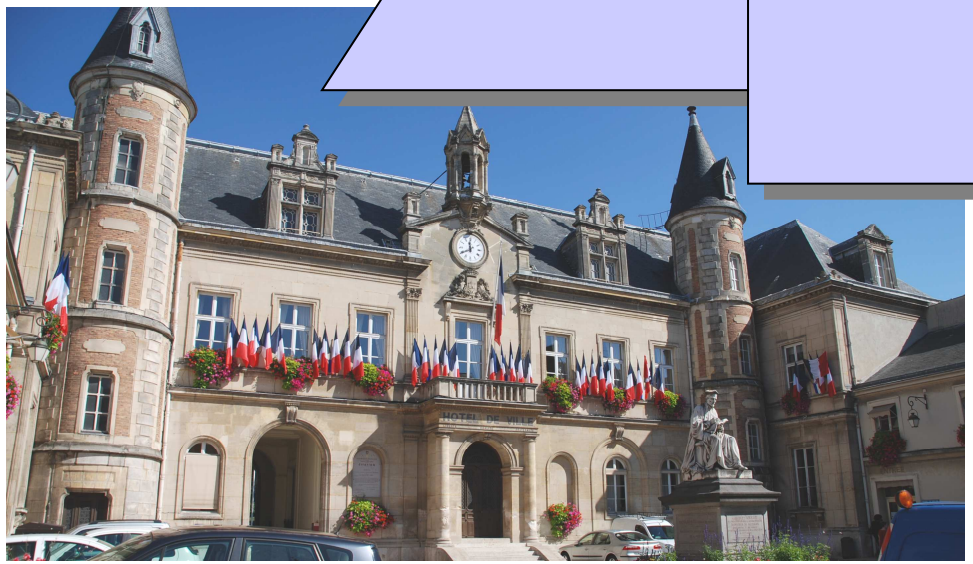
En outre, **l'attractivité de la Ville avec l'amélioration du cadre de vie** reste une priorité. **Faciliter la vie des Melunais, leur offrir des services de qualité et rendre leur vie plus agréable**, voici les leitmotives qui animent les choix de la Ville. En 2020, l'équipe municipale a décidé de créer de **nouvelles places en crèche** dédiées aux jeunes Melunais auxquelles s'ajoutent **80 places supplémentaires en centres de loisirs**, tout comme l'augmentation de **l'accueil dans les restaurants scolaires** (plus de 7% constatée en 2019). Par ailleurs, les animations de qualité, l'ouverture d'une boutique éphémère favorisent le dynamisme de Melun.

Pour autant, **la question de la sécurité** reste très prégnante avec un engagement fort de la Ville qui en a fait une de ses priorités **: création d'un poste de police municipale à Montaigu** avec un centre de supervision urbain à la pointe de la technologie, développement de **la vidéo-protection** dans des lieux ciblés notamment aux abords des écoles, renforcement des effectifs. Nous avons également mené des actions multiples à vocation sociale et humaine avec par exemple le label d'excellence des cités éducatives ou l'ouverture de la Boussole, nouveau centre socio-culturel à l'Almont.

Enfin, **la Ville aide fortement les associations**, que ce soit sur le plan financier avec plus de 1,6 M€ de subventions, par la mise à disposition de locaux ou par l'accès à des formations et des échanges au sein de la maison des associations.

REPUBLIQUE FRANCAISE
VILLE DE MELUN
(Seine et Marne)

RAPPORT D' ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020



Analyse rétrospective (annexe a)

S O M M A I R E

3 Tableau synthétique des principales données budgétaires 2019
4 I - Les grandes masses de Dépenses
5 II - Les grandes masses de Recettes
7 III - Les trois taxes locales directes
8 Evolution du Budget prévisionnel et du Compte Administratif de la Ville 2010 à 2019 - DEPENSES
10 Evolution du Budget prévisionnel et du Compte Administratif de la Ville 2010 à 2019 - RECETTES
12 Evolution de la dette de 2014 à 2019
13 Evolution des taux et bases des 4 taxes entre 2010 à 2019
15 Evolution des dépenses de personnel dans le Budget de Fonctionnement 2010 à 2019
18 Evolution des résultats et du fonds de roulement de 2010 à 2019
19 Evolution de l'épargne de gestion, brute et nette de 2010 à 2019
20 Evolution de certains postes budgétaires en dépenses de 2010 et 2019
34 Evolution de certains postes budgétaires en recettes de 2010 et 2019

TABLEAU SYNTHETIQUE DES PRINCIPALES DONNEES BUDGETAIRES DE LA VILLE DE MELUN (ANNEE 2019) SERVANT DE BASE POUR L'ETABLISSEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2020

BUDGET PRIMITIF 2019			**104 650 943 €**	
FONCTIONNEMENT	71 085 677 €	67,93%		
INVESTISSEMENT	33 565 266 €	32,07%		
BUDGET SUPPLEMENTAIRE + DECISIONS MODIFICATIVES 2019			**-292 339 €**	
FONCTIONNEMENT	73 580 €	-25,17%		
INVESTISSEMENT	-365 919 €	125,17%		
TOTAL BUDGET 2019			**104 358 604 €**	
FONCTIONNEMENT	71 159 257 €	68,19%	0,15%	
INVESTISSEMENT	33 199 347 €	31,81%	0,96%	
COMPTE ADMINISTRATIF PREVISIONNEL 2019 (au 10 JANVIER 2020)				
Dépenses			**91 462 729 €**	
FONCTIONNEMENT	67 437 621 €	61,63%		3,03%
INVESTISSEMENT	24 025 108 €	38,37%		7,87%
Recettes			**95 400 467 €**	
FONCTIONNEMENT	73 281 316 €	76,76%		1,88%
INVESTISSEMENT	22 119 151 €	23,24%		8,12%

I - LES GRANDES MASSES DES DEPENSES (BUDGET 2019)

♦ **Dépenses de Personnel - Chapitre 012** (selon calcul du Guide des ratios) **:**

(Salaires, charges) : 42 358 620 € (+0,93 % par rapport à 2018 y compris assurance du personnel)
(Salaires bruts : 0,79 %
Charges patronales : 1,26%)

Dans le budget global 2019, les charges de personnel représentent **67,25 %** des dépenses réelles de fonctionnement.

Pour information : les dépenses de personnel consolidées (salaires, charges, formations) s'élèvent 42 481 745 €.

♦ **Remboursement des emprunts** – y compris BEA (Le Bail Emphytéotique Administratif a été contracté en 2011 pour la construction d'un bâtiment technique municipal pour la Propreté Urbaine)

	Budget Ppal	Budget eau	Total	evol 2018/2019
ANNUITE TOTALE	**8 456 722**	**320 853**	**8 777 576**	**-9,61%**
CAPITAL DONT TRAV CTM L3 19,99K€	4 533 212	215 767	4 748 979	-15,55%
INTERETS (y compris ICNE B.PPAL :- 48,6K€ -B.Eau - 28,28K€)	3 923 510	105 086	4 028 597	-1,43%

En 2019, comme en 2017 et 2018, il n'a pas été nécessaire de contracter une ligne de trésorerie.

♦ **Participations** pour Syndicats Intercommunaux (FOYER DE LIVRY) : **93 485 €** (+ 0,77 % par rapport à 2018)
pour les Écoles Privées sous contrat (274 élèves à 745€) : 204 130 € (-1,79% par rapport à 2018 : 279 élèves à 745 €= 207 855€)
pour le Fonds de Solidarité Logement (41 183 hab à 0,30 €) : 12 344,90 € (+0,61 % par rapport à 2018 40 867 hab à 0,30 € : 12 270 €)

♦ **Contribution CCAS** : 400 000 €

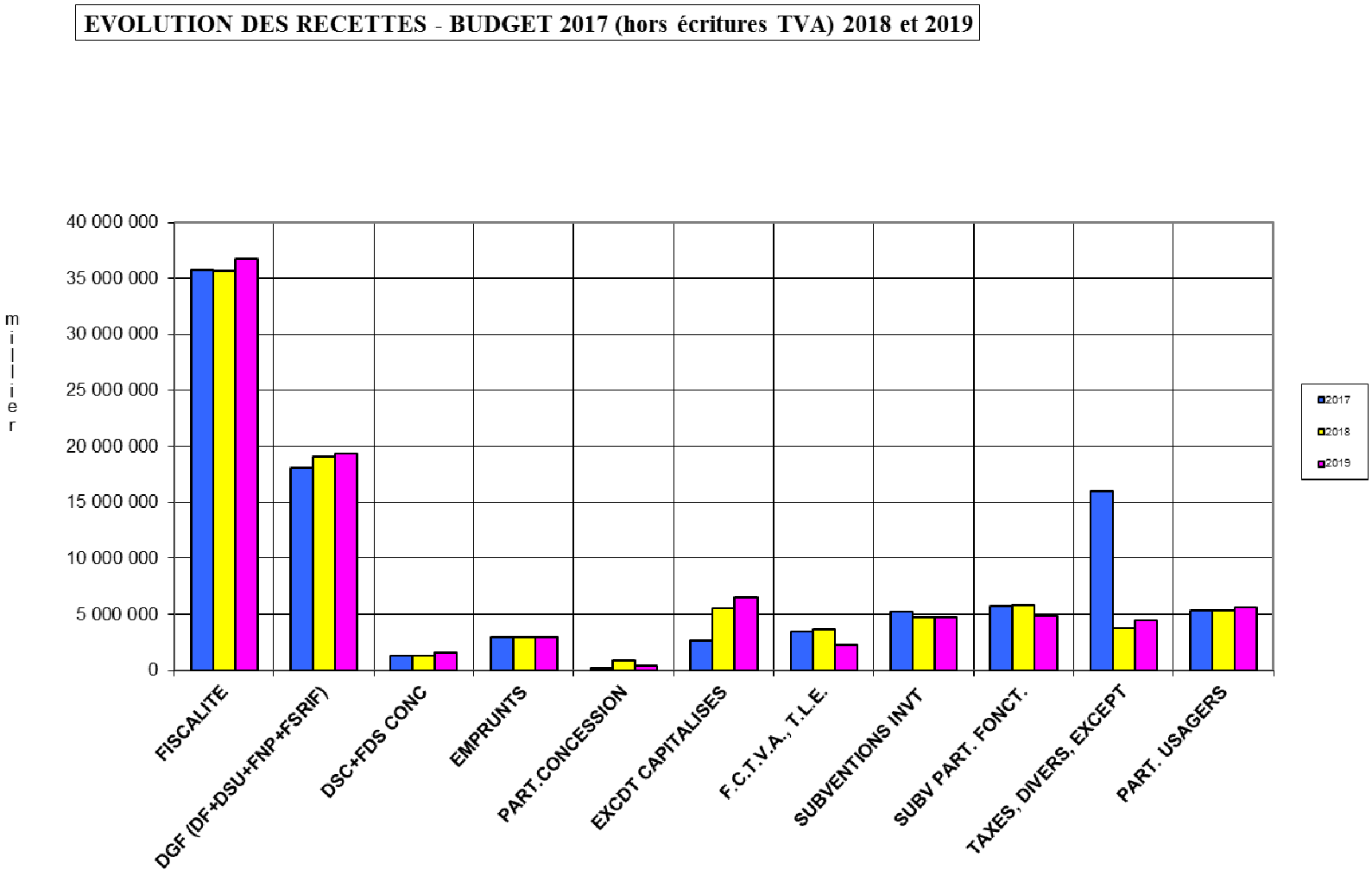
♦ **Subventions versées aux Associations** :
1 228 680 €

- Subventions générales : +3,72 % (313 065 € dont ASSADRM 75 000€)
- Regie de quartier : -16,67 % (100 000 € selon convention sur 3 années)
- Subventions culturelles : + 13,32 % (29 733 € + 33 195 € Evénementiel)
- Subventions sportives : -2,28 % (726 552 € en 2018 : 15 000 € exceptionnel)
- Subventions Commerces -44,09 % (26 000€, -20 500 € exceptionnel en 2018)
- Subventions Dévt Durable maintien (135€)

II - LES GRANDES MASSES DES RECETTES (BUDGET 2019)

	Rappel Montant 2018	2019	évolution
- Produit des Impôts Locaux*	*28 148 274 €*	***29 126 471 €***	
- Compensation TP C.A.M.V.S.	*6 285 195 €*	***6 345 195 €***	3,05%
- Produit des compensations fiscales (FB, TH, FDTP, FNGIR)	*1 238 643 €*	***1 288 352 €***	
- Dotation de solidarité communautaire (révisable chaque année) + Fds de concours	*1 327 352 €*	***1 567 918 €***	18,12%
- Produit de la Dotation Forfaitaire	*4 925 361 €*	***4 937 482 €***	0,25%
- Dotations de solidarité (DSU + FSRIF + DNP)	14 153 416 €	**14 470 881 €**	2,24%
- Produit des emprunts	3 000 000 €	**3 000 000 €**	0,00%
- Produit des participations des Concessionnaires (Eau, Stationnement [2017 et 2018 comptabilisés en 2018], Marchés, Chauffage)	857 908 €	**601 674 €**	-29,87%
- Excédent de fonctionnement capitalisés	5 520 302 €	**6 473 866 €**	17,27%
- Produit du FCTVA,TA, dépôts et cautionnements, divers (dont régular ou Avoirs sur ex antérieurs hors TVA).invest	3 687 988 €	**2 258 934 €**	-38,75%
- Subventions d'investissement (ETAT, REGION, DEPART., CAMVS, CAF, AMENDES DE POLICE)	4 767 110 €	**4 698 249 €**	-1,44%
- Subv. participations de Fonctionnement (ETAT, DEPART.,CAMVS,CAF, dot.recenst, instit, fctva fonct)	5 306 331 €	**4 103 284 €**	-22,67%
- Rembt divers (chap.013), produits divers de gestion courante (758)	558 952 €	**740 601 €**	32,50%
- Participations des usagers, droits de stationnement, droits de place, revenus des immeubles, forfaits post-stationnement	5 388 463 €	**5 593 750 €**	3,81%
- Produits financiers et exceptionnels (dont indemnités d'assurance)	1 284 006 €	**1 996 965 €**	55,53%
- Taxes diverses (électricité, TLPE, droits de mutation autres taxes...)	2 402 370 €	**2 226 307 €**	-7,33%
- Opération sous mandat pour l'assainissement et les arrêts de bus (CAMVS)	74 315 €	**268 996 €**	261,97%

* TH, FB, FNB + rôles complémentaires+ rôles supplémentaires


EVOLUTION DES RECETTES - BUDGET 2017 (hors écritures TVA) 2018 et 2019
40 000 000
35 000 000
30 000 000
25 000 000
20 000 000
15 000 000
10 000 000
5 000 000
0
milliier
2017
2018
2019
FISCALITE
DGF (DF+DSU+FNP+FSRIF)
DSC+FDS CONC
EMPRUNTS
PART.CONCESSION
EXCDT CAPITALISES
F.C.T.V.A., T.L.E.
SUBVENTIONS INVT
SUBV PART. FONCT.
TAXES, DIVERS, EXCEPT
PART. USAGERS

III - QUELQUES DONNEES FONDAMENTALES CONCERNANT NOTRE BUDGET

TAUX DES QUATRE TAXES DIRECTES LOCALES EN 2019

- TAXE D'HABITATION : **23,86 %**
- FONCIER BATI : **28,14 %**
- FONCIER NON BATI : **47,70 %**

1 POINT D'IMPOT MENAGE = 291 265 €

- Les impôts ménage sont constitués de la Taxe d'Habitation, le Foncier bâti, le Foncier non bâti + rôles complémentaires.

EVOLUTION DU BUDGET PREVISONNEL ET DU COMPTE ADMINISTRATIF DE LA VILLE
DEPENSES

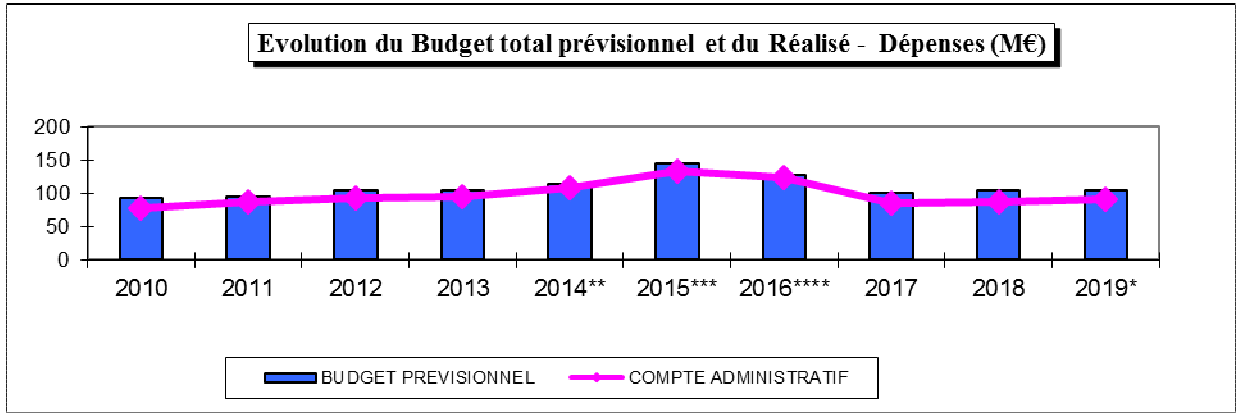
ANNEES	BUDGET PREVISIONNEL			COMPTE ADMINISTRATIF					
	PRIMITIF Fonct + Invt	TOTAL Fonct + Invt	% variation	Fonctionnement	% variation	Investissement	% variation	TOTAL	% variation
2010	84 689 018 €	**92 792 055 €**	8,64%	64 401 528 €	6,11%	13 522 717 €	-9,63%	**77 924 245 €**	2,99%
2011	91 389 385 €	**95 223 149 €**	2,62%	63 729 002 €	-1,04%	22 900 930 €	69,35%	**86 632 403 €**	11,18%
2012	100 230 823 €	**104 154 218 €**	9,38%	65 601 849 €	2,94%	27 175 515 €	18,67%	**92 777 364 €**	7,09%
2013	96 909 006 €	**104 171 924 €**	0,02%	68 299 797 €	4,11%	27 284 172 €	0,40%	**95 583 969 €**	3,03%
2014**	113 132 525 €	**113 735 326 €**	9,18%	76 566 457 €	12,10%	32 684 799 €	19,79%	**109 251 256 €**	14,30%
2015***	91 206 548 €	**144 708 407 €**	27,23%	78 942 973 €	3,10%	55 421 307 €	69,56%	**134 364 280 €**	22,99%
2016****	93 469 757 €	**128 257 322 €**	-11,37%	75 935 148 €	-3,81%	47 273 774 €	-14,70%	**123 208 922 €**	-8,30%
2017	90 038 960 €	**100 339 009 €**	-21,77%	65 745 564 €	-13,42%	19 285 633 €	-59,20%	**85 031 197 €**	-30,99%
2018	103 879 184 €	**103 935 519 €**	3,58%	65 456 147 €	-0,44%	22 272 908 €	15,49%	**87 729 055 €**	3,17%
2019*	104 650 943 €	**104 358 604 €**	0,41%	67 437 621 €	3,03%	24 025 108 €	7,87%	**91 462 729 €**	4,26%

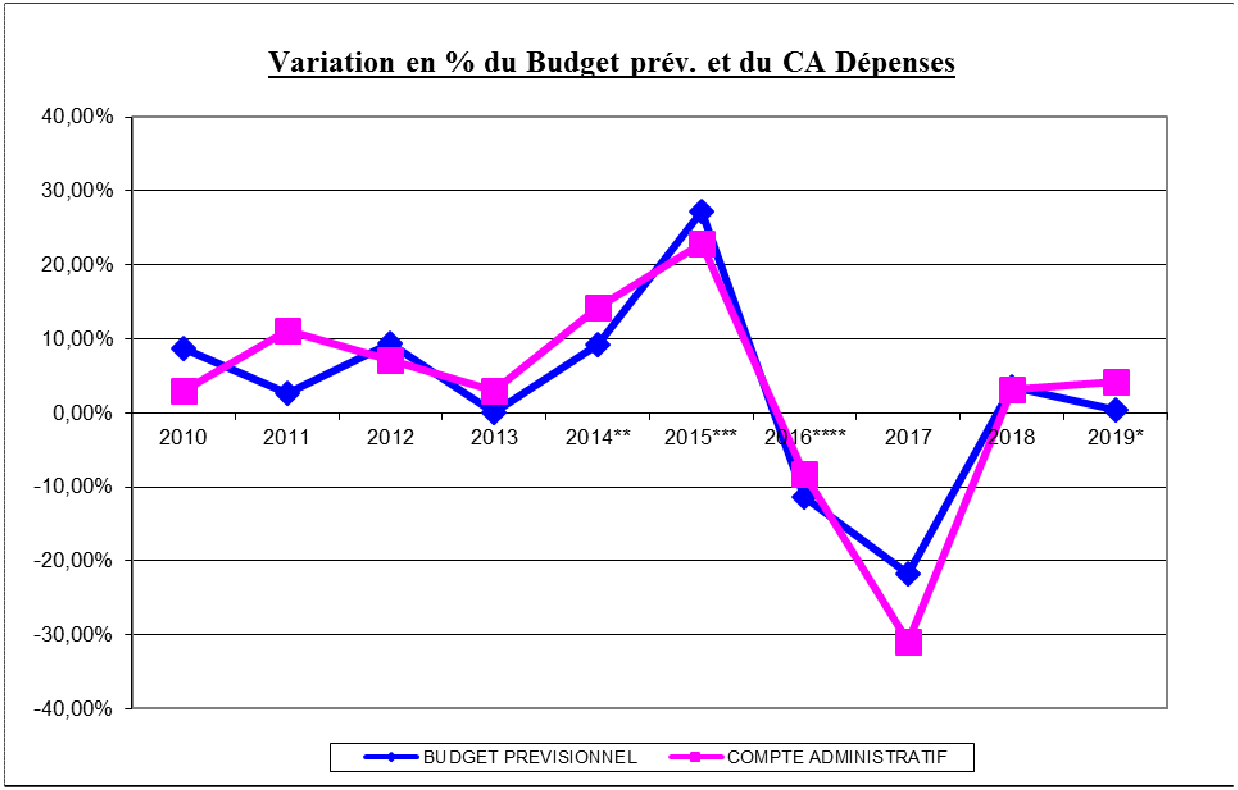
* Compte Administratif prévisionnel au 10 janvier 2020

** dont 7,5 M€ capitalisation indemnité de remboursement anticipé

*** dont 24 895 470 € reintégr puis transfert de l'actif au Budget Eau et 9M450 € recapitalisation IRA suite sortie emprunts à risque dans le capital et 2M645€ dans le tx

**** dont 10 412 586 € recapital IRA suite sortie emprunts à risque SFIL dans le capital et 2 003 000 € dans le tx + 6 618 795 € écritures regularisation TVA sur ex anter


Evolution du Budget total prévisionnel et du Réalisé - Dépenses (M€)
200
150
100
50
0
2010
2011
2012
2013
2014**
2015***
2016****
2017
2018
2019*
BUDGET PREVISIONNEL
COMPTE ADMINISTRATIF


Variation en % du Budget prév. et du CA Dépenses
40,00%
30,00%
20,00%
10,00%
0,00%
-10,00%
-20,00%
-30,00%
-40,00%
2010
2011
2012
2013
2014**
2015***
2016****
2017
2018
2019*
BUDGET PREVISIONNEL
COMPTE ADMINISTRATIF

EVOLUTION DU BUDGET PREVISONNEL ET DU COMPTE ADMINISTRATIF DE LA VILLE
RECETTES

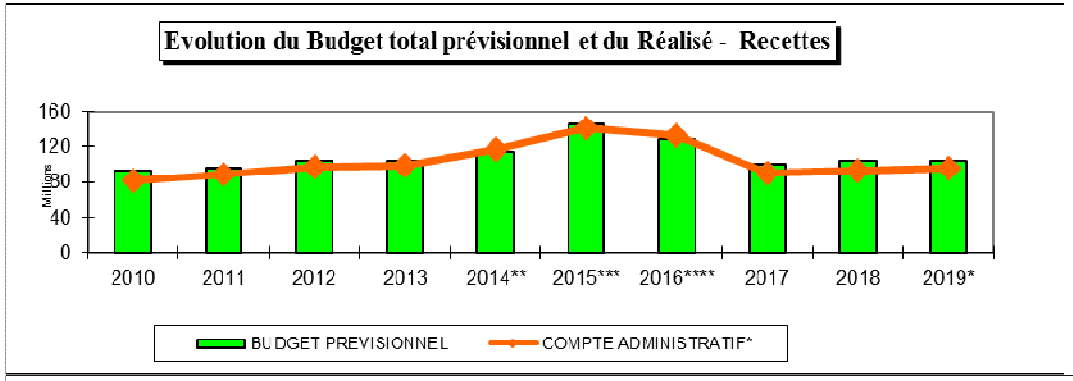
ANNEES	BUDGET PREVISIONNEL			COMPTE ADMINISTRATIF*					
	PRIMITIF Fonct + Invt	TOTAL Fonct + Invt	% variation	Fonctionnement	% variation	Investissement	% variation	TOTAL	% variation
2010	84 689 018 €	**92 792 055 €**	8,64%	67 467 926 €	6,64%	13 452 873 €	-15,93%	**80 920 798 €**	2,08%
2011	91 389 385 €	**95 223 149 €**	2,62%	68 574 161 €	1,64%	19 807 099 €	47,23%	**88 365 793 €**	9,20%
2012	100 230 823 €	**104 154 218 €**	9,38%	68 788 684 €	0,31%	28 599 953 €	44,39%	**97 388 637 €**	10,21%
2013	96 909 006 €	**104 171 924 €**	0,02%	70 556 509 €	2,57%	28 357 099 €	-0,85%	**98 913 608 €**	1,57%
2014**	113 132 525 €	**113 735 326 €**	9,18%	83 142 729 €	17,84%	33 685 335 €	18,79%	**116 828 064 €**	18,11%
2015***	91 206 548 €	**144 708 407 €**	27,23%	83 474 566 €	0,40%	57 500 191 €	70,70%	**140 974 757 €**	20,67%
2016****	93 469 757 €	**128 257 322 €**	-11,37%	80 049 896 €	-4,10%	52 390 937 €	-8,89%	**132 440 833 €**	-6,05%
2017	90 038 960 €	**100 339 009 €**	-21,77%	71 250 494 €	-10,99%	18 458 744 €	-64,77%	**89 709 238 €**	-32,26%
2018	103 879 184 €	**103 935 519 €**	3,58%	71 930 014 €	0,95%	20 458 142 €	10,83%	**92 388 156 €**	2,99%
2019*	106 348 830 €	**104 358 604 €**	0,41%	73 281 316 €	1,88%	22 119 151 €	8,12%	**95 400 467 €**	3,26%

* Compte Administratif prévisionnel au 10 janvier 2020

** dont 7,5 M€ capitalisation indemnité de remboursement anticipé

*** dont 24 895 470 € reintégr puis transfert de l'actif au Budget Eau et 9M450 € recapitalisation IRA suite sortie emprunts à risque dans le capital et 2M645€ dans le tx

**** dont 10 412 586 € recapital IRA suite sortie emprunts à risque SFIL dans le capital et 2 003 000 € dans le tx + 5 952 968 € d'écritures régularisation TVA ex antér + 8M€ d'écriture d'ordre de cessions


Evolution du Budget total prévisionnel et du Réalisé - Recettes
160
120
80
40
0
Milliers
2010
2011
2012
2013
2014**
2015***
2016****
2017
2018
2019*
BUDGET PREVISIONNEL
COMPTE ADMINISTRATIF*

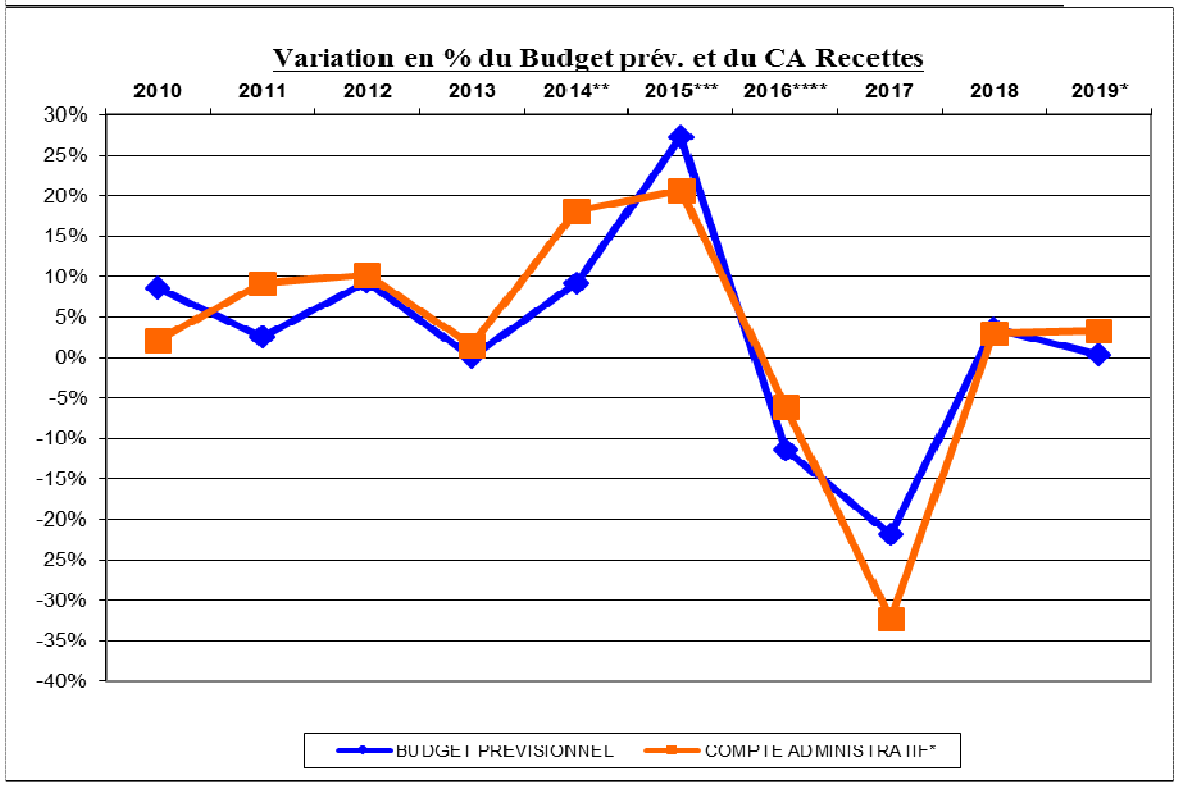

Variation en % du Budget prév. et du CA Recettes
2010
2011
2012
2013
2014**
2015***
2016****
2017
2018
2019*
30%
25%
20%
15%
10%
5%
0%
-5%
-10%
-15%
-20%
25%
-30%
-35%
-40%
BUDGET PREVISIONNEL
COMPTE ADMINISTRATIF*

TABLEAU RETRACANT L'EVOLUTION DE LA DETTE DE MELUN ENTRE 2014 ET 2019 Y COMPRIS BEA								
		Stock de dette						
ANNEES		DETTE "COURANTE" EN CAPITAL AU 31/12	BEA CRD AU 31/12	DETTE TOTALE BUDG PPAL	nbre hab	DETTE EN CAPITAL PAR HABITANT AU 31/12	MONTANT TOTAL DE L'ANNUITE (CAP hors L3+ INT)	MONTANT TOTAL DE L'ANNUITE PAR HABITANT
2014	**BUDG PPAL***	89 457 727 € *16,49%*	3 660 382 €	93 118 109 €	41506	**2 366,98 €**	8 052 837,47 €	208,75 €
2015	**BUDG PPAL****	102 108 250 € *14,14%*	3 555 608 €	105 663 858 € 13,47%	41036	**2 574,91 €** ***8,78%***	8 090 915,51 € *0,47%*	197,17 €
2016	**BUDG PPAL**	100 470 770 € *-1,60%*	3 445 509 €	103 916 279 € *-1,65%*	40971	**2 357,49 € avec fds soutien** ***-1,23%***	8 837 076,13 € *9,22%*	215,69 €
2017	**BUDG PPAL*****	98 460 545 € *-2,00%*	3 329 813 €	101 790 358 € *-2,05%*	40867	**2 321,1 € avec fds soutien** ***-1,54%***	9 155 084,87 € *3,60%*	224,02 €
2018	**BUDG PPAL******	96 191 746 € *-2,30%*	3 208 236 €	99 399 982 € *-2,35%*	41183	**2 254,8 € avec fds soutien** ***-2,86%***	9 385 922,19 € *2,52%*	227,90 €
2019	**BUDG PPAL**	94 806 280 € *-1,44%*	3 080 476 €	97 886 756 € *-1,52%*	40348	**2 273,71 € avec fds soutien** ***-2,86%***	8 485 306,37 € *-9,60%*	**210,30 €**

* en 2014 la dette courante intégre 7,5M€ : IRA suite renégoc CE

** en 2015 la dette courante intègre 9,415 M€ : IRA suite renégociation DEXIA

*** en 2017, un remboursement anticipé de 550 K€ a été effectué

**** en 2018, un remboursement anticipé de 859,4 K€ a été effectué

TAUX DES QUATRE TAXES

TAXES	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	% évol. 18/19
Taxe d'habitation	21,30	21,30	21,30	21,30	21,30	23,86	23,86	23,86	23,86	23,86	0 %
Foncier Bâti	25,90	25,90	25,90	25,90	25,90	29,01	29,01	29,01	29,01	28,14	-3 %
Foncier Non Bâti	42,59	42,59	42,59	42,59	42,59	47,70	47,70	47,70	47,70	47,70	0 %
Taxe Professionnelle											

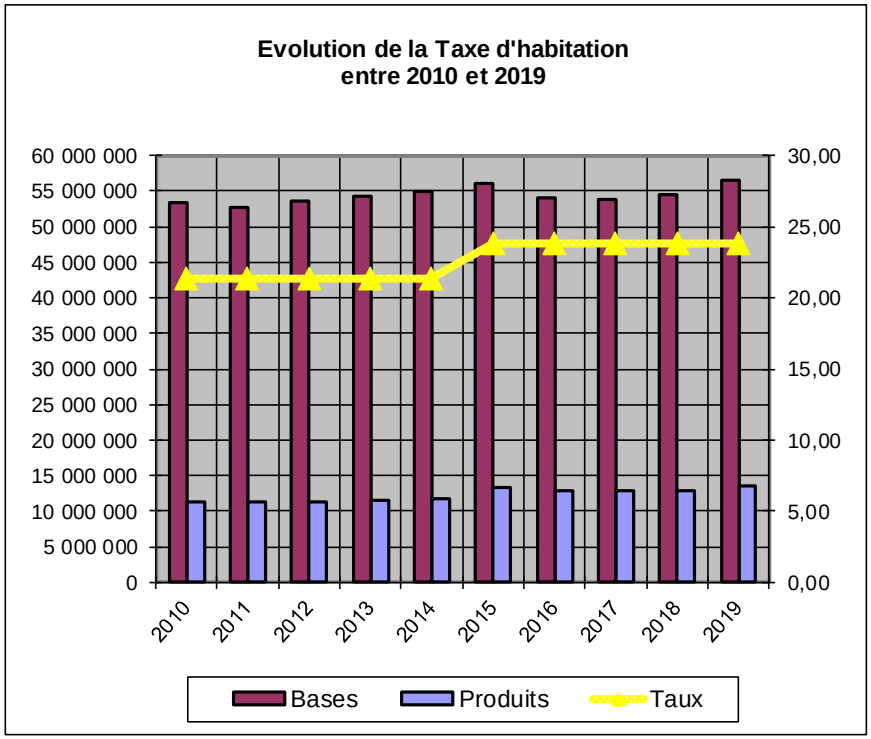
* taux voté par la C.A.M.V.S.

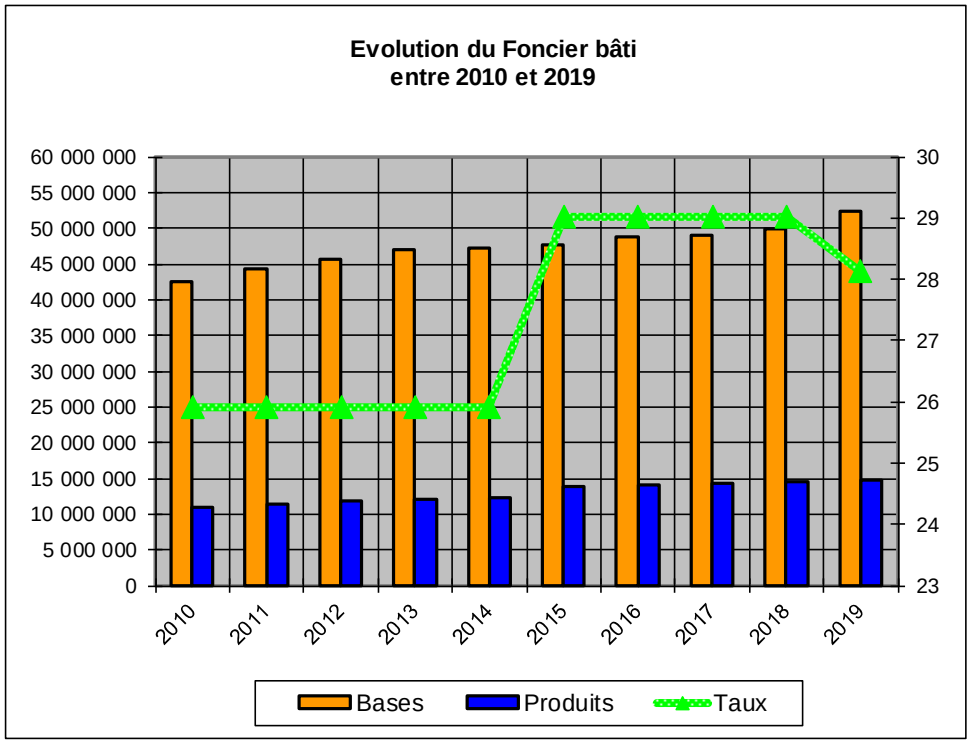
A compter de 2010 la Taxe Professionnelle est remplacée par la cotisation foncière des Entreprises

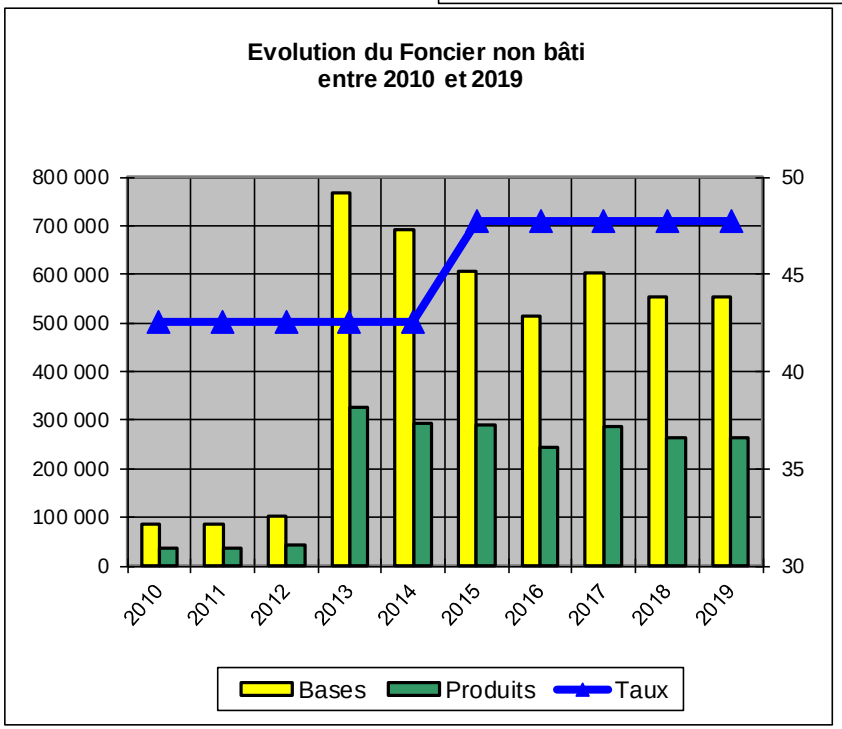
BASE DES QUATRE TAXES

	Bases réelles										
TAXES	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (1)	% évol. 18/19
Taxe d'habitation	53 314 754	52 736 114	53 552 125	54 285 942	54 943 029	56 038 611	54 153 407	53 728 853	54 406 206	56 520 586	3,89 %
Foncier Bâti	42 620 140	44 287 977	45 744 417	47 110 090	47 290 628	47 781 659	48 829 843	49 141 714	49 943 833	52 402 534	4,92 %
Bases exonérées											
Foncier Non Bâti	84 790	85 422	102 013	768 536	691 351	606 756	512 019	601 562	551 669	554 679	0,55%

(1) 2019 Revalorisation forfaitaire des bases de 2,2 %


Evolution de la Taxe d'habitation
entre 2010 et 2019
60 000 000
55 000 000
50 000 000
45 000 000
40 000 000
35 000 000
30 000 000
25 000 000
20 000 000
15 000 000
10 000 000
5 000 000
0
30,00
25,00
20,00
15,00
10,00
5,00
0,00
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
Bases
Produits
Taux


Evolution du Foncier bâti
entre 2010 et 2019
60 000 000
55 000 000
50 000 000
45 000 000
40 000 000
35 000 000
30 000 000
25 000 000
20 000 000
15 000 000
10 000 000
5 000 000
0
30
29
28
27
26
25
24
23
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
Bases
Produits
Taux

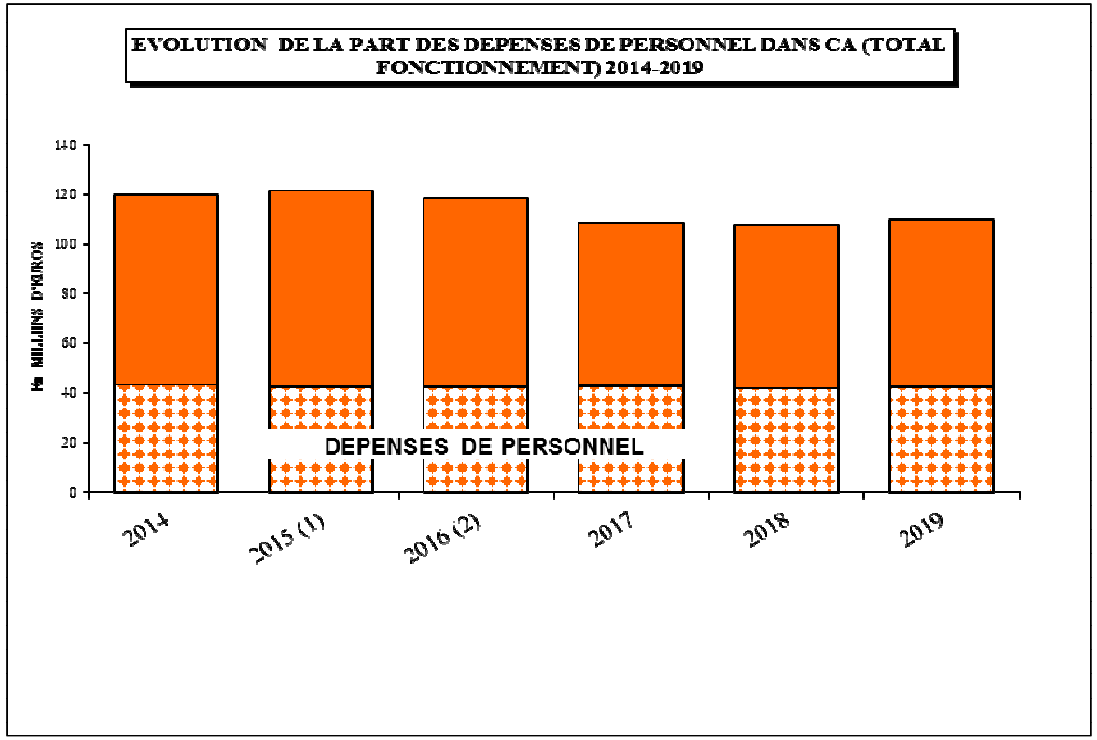

Evolution du Foncier non bâti
entre 2010 et 2019
800 000
700 000
600 000
500 000
400 000
300 000
200 000
100 000
0
50
45
40
35
30
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
Bases
Produits
Taux

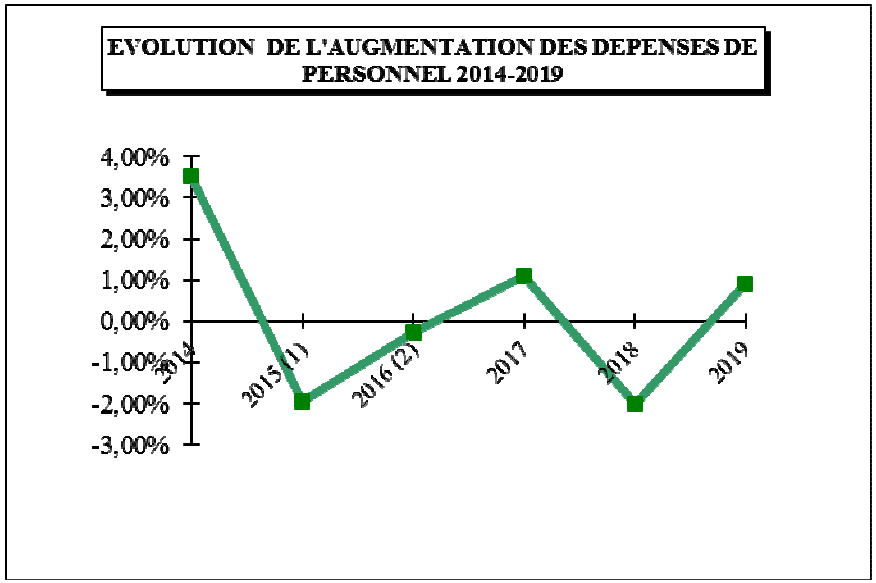
EVOLUTION DE LA PART DES DEPENSES DE PERSONNEL DANS LE COMPTE ADMINISTRATIF TOTAL DE FONCTIONNEMENT EN EUROS 2014-2019

ANNEES	COMPTE ADMINISTRATIF	DEPENSES PERSONNEL C.ADMINIST.	% DU BUDGET FONCT.	% d'évolution y compris assur.	% d'évolution retraité DMSI Polit de la Ville UIA, OT, PRE
2014	76 566 457 €	43 331 269 €	56,59%	3,54%	
2015 (1)	78 942 973 €	42 486 304 €	53,82%	-1,95%	-0,49%
2016 (2)	75 938 023 €	42 373 951 €	55,80%	-0,26%	0,20%
2017	65 742 555 €	42 834 219 €	65,15%	1,09%	1,56%
2018	65 456 147 €	41 969 328 €	64,12%	-2,02%	-1,86 %
2019	67 437 621 €	42 358 620 €	62,81%	0,93%	

(1) : en 2015 intègre 15,4 M€d'opération d'ordre contre 10,5 M€ en 2014 et 3,6 M€ en 2013

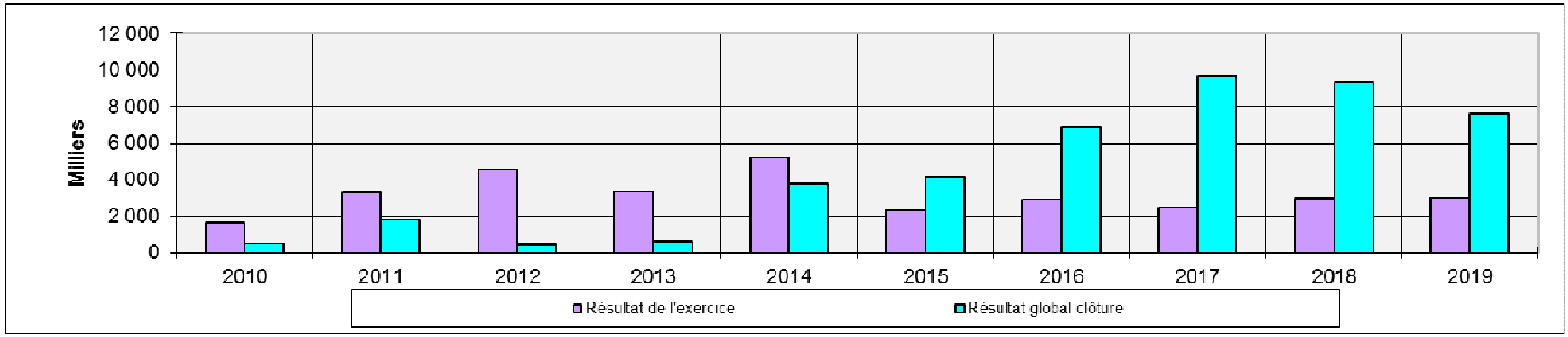
(2) en 2016, intègre 12,7 M€ d'opération d'ordre


EVOLUTION DE LA PART DES DEPENSES DE PERSONNEL DANS CA (TOTAL FONCTIONNEMENT) 2014-2019
140
120
100
80
60
40
20
0
MILLIONS D'EUROS
DEPENSES DE PERSONNEL
2014
2015 (1)
2016 (2)
2017
2018
2019


EVOLUTION DE L'AUGMENTATION DES DEPENSES DE PERSONNEL 2014-2019
4,00%
3,00%
2,00%
1,00%
0,00%
-1,00%
-2,00%
-3,00%
2014
2015 (1)
2016 (2)
2017
2018
2019

EVOLUTION DES RESULTATS ET DU FONDS DE ROULEMENT DE 2010 A 2019

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	% évol
Résultat de l'exercice	1 650 926	3 313 595	4 579 319	3 328 386	5 222 754	2 302 198	2 931 902	2 480 220	2 961 213	3 047 732	2,92%
Résultat global clôture	511 232	1 780 155	452 348	635 001	3 752 118	4 122 560	6 879 684	9 691 814	9 330 546	7 602 298	-18,52%
Fonds de roulement	1 856 859	217 889	479 891	636 253	4 851 890	6 599 649	13 178 709	11 889 634	11 028 433	8 492 303	-23,00%



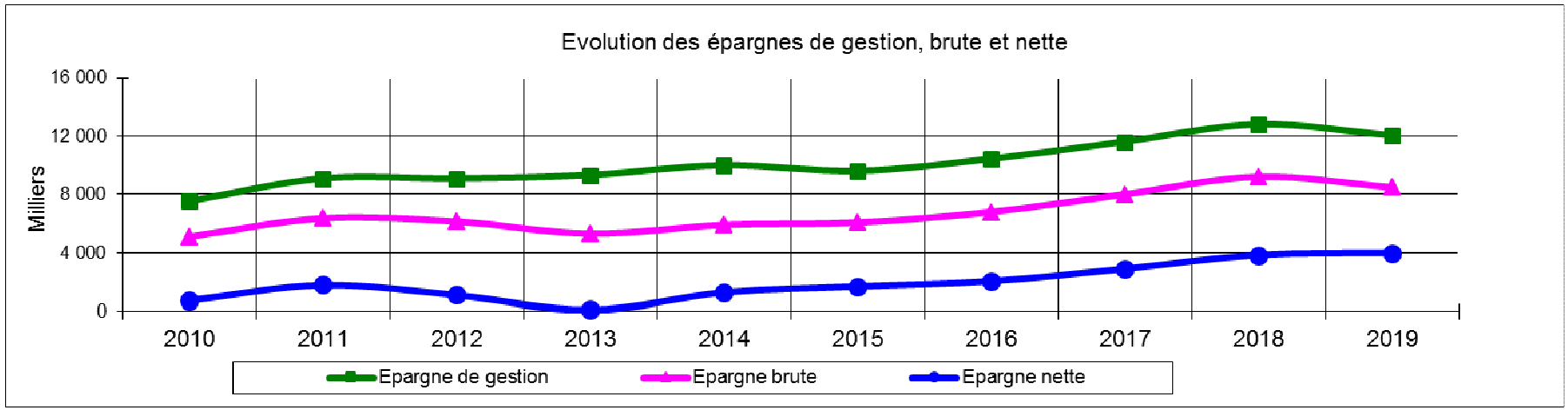
EVOLUTION DE L'EPARGNE DE GESTION, BRUTE ET NETTE DE 2010 A 2019

Budget principal	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	% evol
Epargne de gestion	7 527 768	9 094 823	9 086 822	9 330 109	10 001 611	9 607 986	10 445 930	11 626 939	12 806 517	12 051 077	-5,90%
Epargne brute	5 093 878	6 371 070	6 152 278	5 306 913	5 914 563	6 079 314	6 811 559	8 031 316	9 248 467	8 521 003	-7,87%
Epargne nette	746 022	1 778 367	1 101 983	105 466	1 285 059	1 688 557	2 048 628	2 893 834	3 837 755	3 987 791	3,91%

- L'Epargne de gestion : différence entre les produits réels de fonctionnement et les charges réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette et produit des cessions.

- **L'Epargne brute** est dégagée de la section de fonctionnement (Recettes Réelles de Fonctionnement - Dépenses réelles de Fonctionnement) et a pour objectif immédiat de financer le remboursement en capital de la dette.

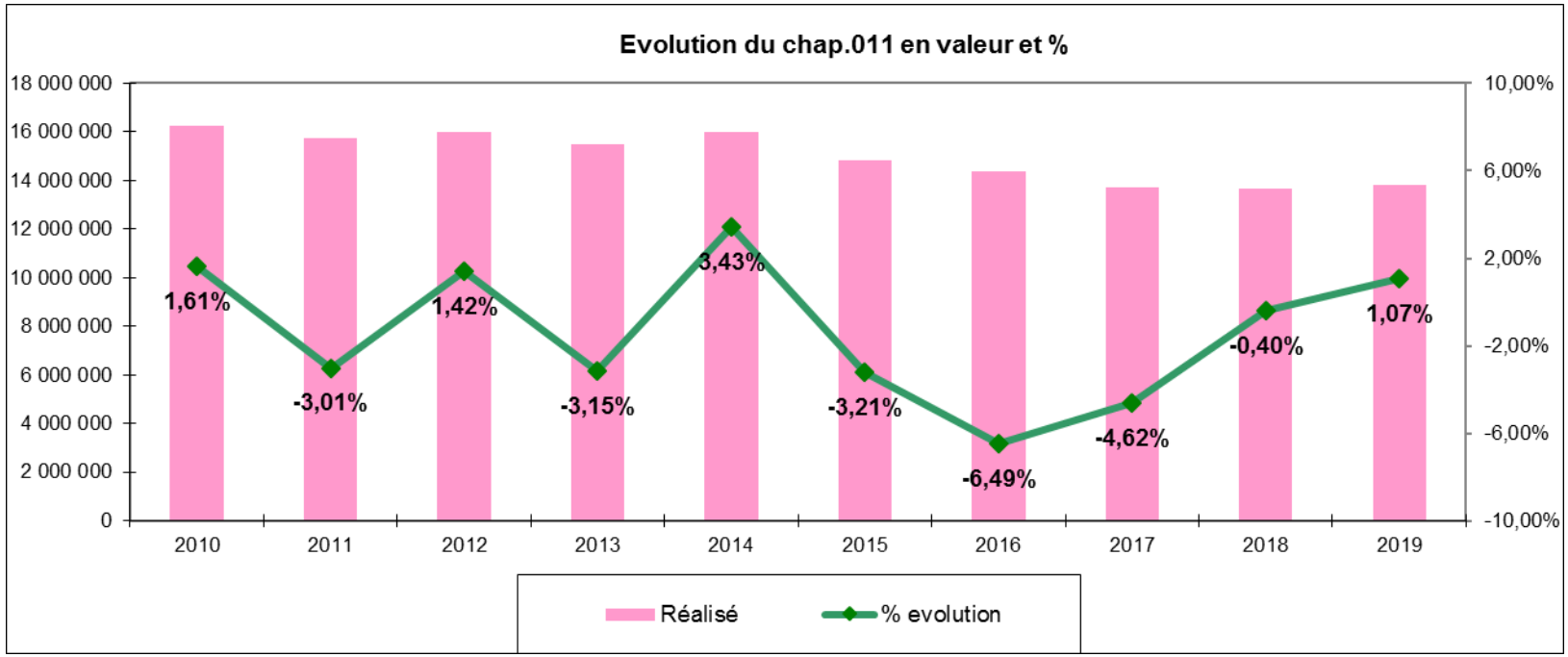
-**L'Epargne nette** est le solde de l'Epargne brute déduction faîte du remboursement en capital des emprunts.
Elle doit permettre de participer au financement des investissements nouveaux.



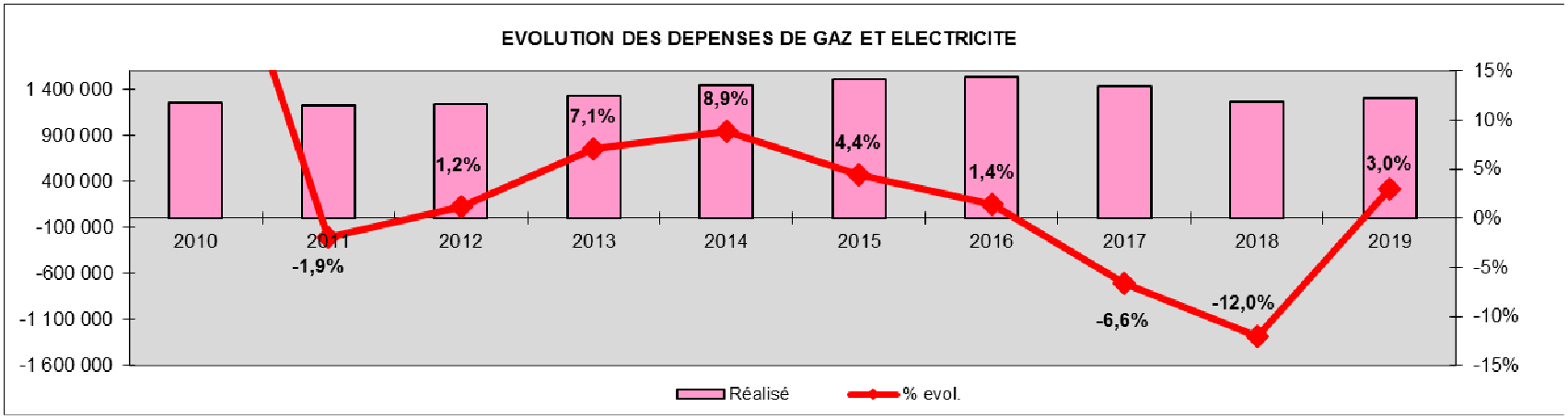
	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (budget principal)	2016 (budget principal)	2017 (budget principal)	2018 (budget principal)	2019 (budget principal)
CRD au 31/12	66 715 550	74 018 788	79 124 114	84 686 783	98 243 940	105 663 858	103 916 279	101 790 359	99 399 982	97 886 756
CAF brute	5 093 878	6 371 070	6 152 278	5 306 913	5 914 563	6 079 314	6 811 559	8 031 316	9 248 467	8 521 003
Capacité de désendettement (en années)	13,1	11,6	12,9	16,0	16,6	17,4	15,3	12,7	10,8	11,5
en intégrant le Fonds de soutien SFIL						16,1	14,2	11,8	10,04	10,8

EVOLUTION DES CHARGES A CARACTERE GENERAL "011" 2010/2019

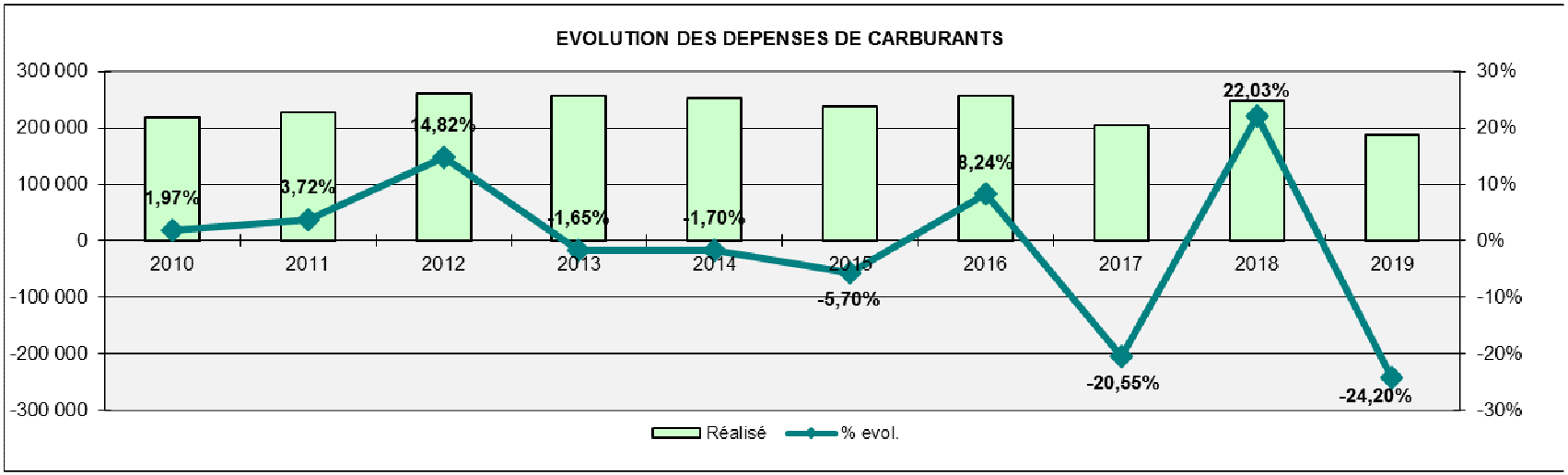
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	16 857 395	16 906 479	16 639 853	15 886 340	16 012 821	15 858 727	15 965 405	15 009 898	13 594 713	14 009 612
Réalisé	16 246 738	15 757 102	15 980 472	15 477 195	16 008 018	14 844 611	14 396 890	13 700 210	13 150 718	13 291 694
	Reverst recette stationnement au 014 à partir de 2018								533 975	523 539
Réalisé retraitement	16 246 738	15 757 102	15 980 472	15 477 195	16 008 018	14 844 611	14 396 890	13 700 210	13 684 693	13 815 233
% evolution	1,61%	-3,01%	1,42%	-3,15%	3,43%	-7,27%	-3,02%	-4,84%	-4,01%	1,07%
évolution retraitée effet transfert de compétence	1,61%	-3,01%	1,42%	-3,15%	3,43%	-3,21%	-6,49%	-4,62%	-0,40%	1,07%
TAUX INFLATION	1,50%	2,10%	2,00%	0,90%	0,50%	0,00%	0,20%	1,00%	1,80%	1,30%



GAZ ELECTRICITE - 60612	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	1 063 500	1 109 500	1 255 000	1 250 306	1 340 969	1 550 049	1 773 749	1 773 750	1 261 449	1 315 084
Réalisé	1 250 449	1 226 627	1 241 328	1 329 819	1 448 409	1 512 758	1 534 435	1 433 866	1 261 448	1 299 532
% evol.	38,55%	-1,91%	1,20%	7,13%	8,92%	4,44%	1,43%	-6,55%	-12,02%	3,02%

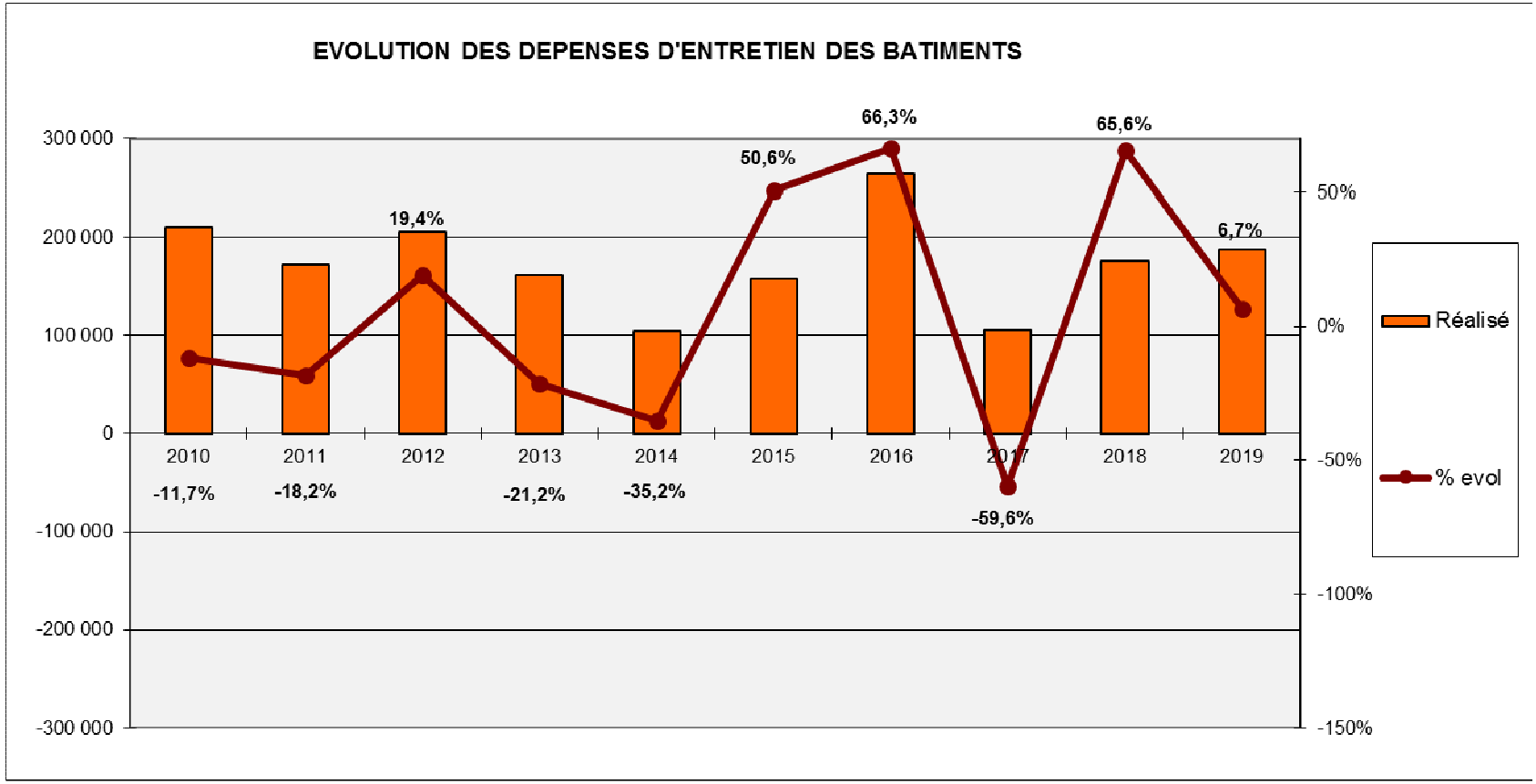


CARBURANTS - 60622	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	207 400	237 900	260 241	262 800	263 865	258 200	258 200	203 698	248 822	188 604
Réalisé	218 394	226 511	260 086	255 785	251 431	237 094	256 642	203 899	248 821	188 604
% evol.	1,97%	3,72%	14,82%	-1,65%	-1,70%	-5,70%	8,24%	-20,55%	22,03%	-24,20%



EVOLUTION DES DEPENSES D'ENTRETIEN DES BATIMENTS (615221-615228)

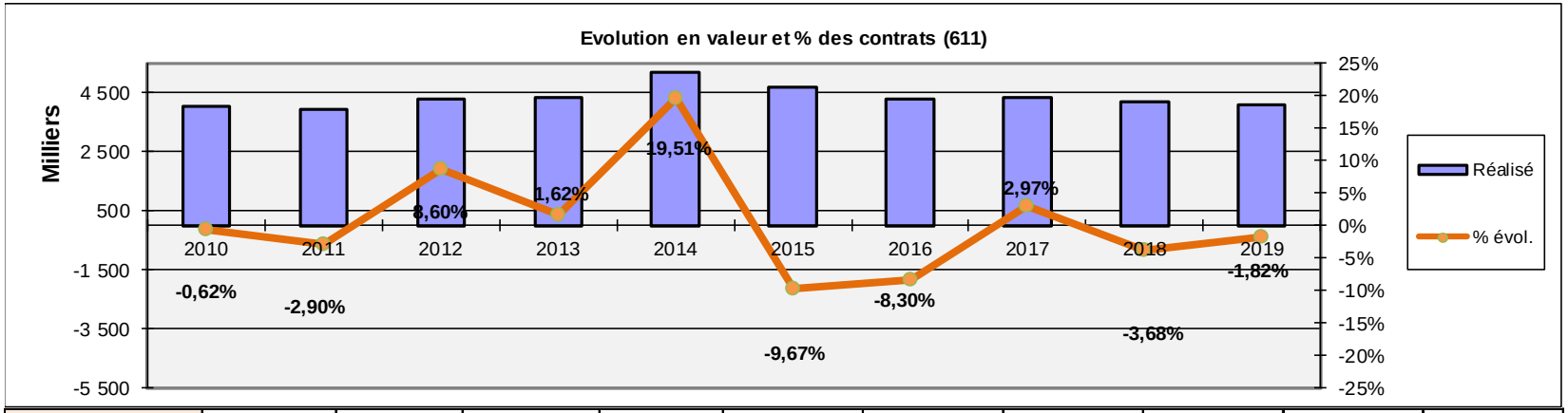
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	248 405	221 620	249 462	182 417	135 099	169 177	285 690	147 799	178 808	199 118
Réalisé	210 677	172 282	205 659	162 084	105 052	158 256	263 208	106 257	176 007	187 860
% evol	-11,66%	-18,22%	19,37%	-21,19%	-35,19%	50,65%	66,32%	-59,63%	65,64%	6,73%



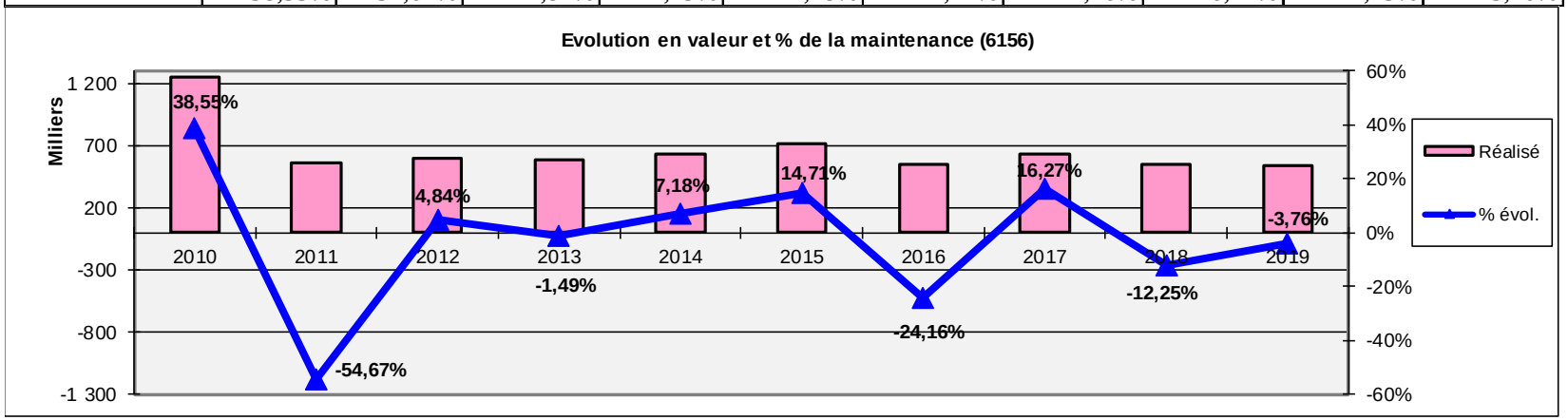
Depuis le début du mandat, les dépenses initialement prévues en fonctionnement ont été transférées en investissement car éligibles au FCTVA

EVOLUTION (en €) DES DEPENSES CONTRATS (611) ET MAINTENANCE (6156)

CONTRATS	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	4 034 065	3 920 090	4 279 571	4 364 842	4 880 146	4 939 138	5 072 548	4 733 640	4 268 633	4 255 451
Réalisé	4 054 587	3 937 086	4 275 544	4 344 733	5 192 184	4 689 899	4 300 574	4 350 179	4 189 916	4 113 843
% évol.	-0,62%	-2,90%	8,60%	1,62%	19,51%	-9,67%	-8,30%	2,97%	-3,68%	-1,82%

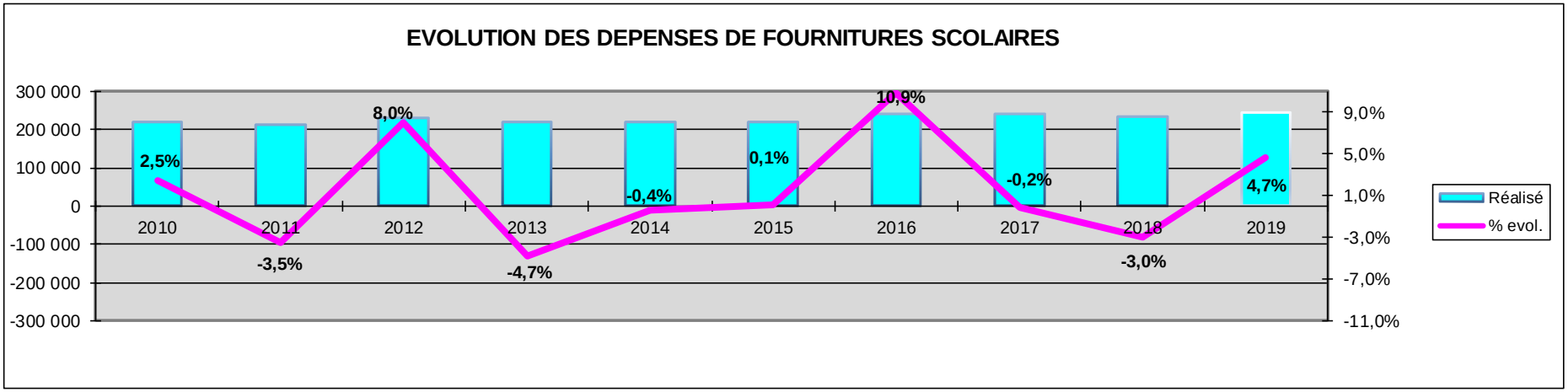


MAINTENANCE	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	1 063 500	650 539	621 623	682 541	742 327	753 577	698 789	701 754	629 493	671 111
Réalisé	1 250 449	566 880	594 344	585 488	627 505	719 841	545 898	631 183	553 839	533 017
% évol.	38,55%	-54,67%	4,84%	-1,49%	7,18%	14,71%	-24,16%	16,27%	-12,25%	-3,76%

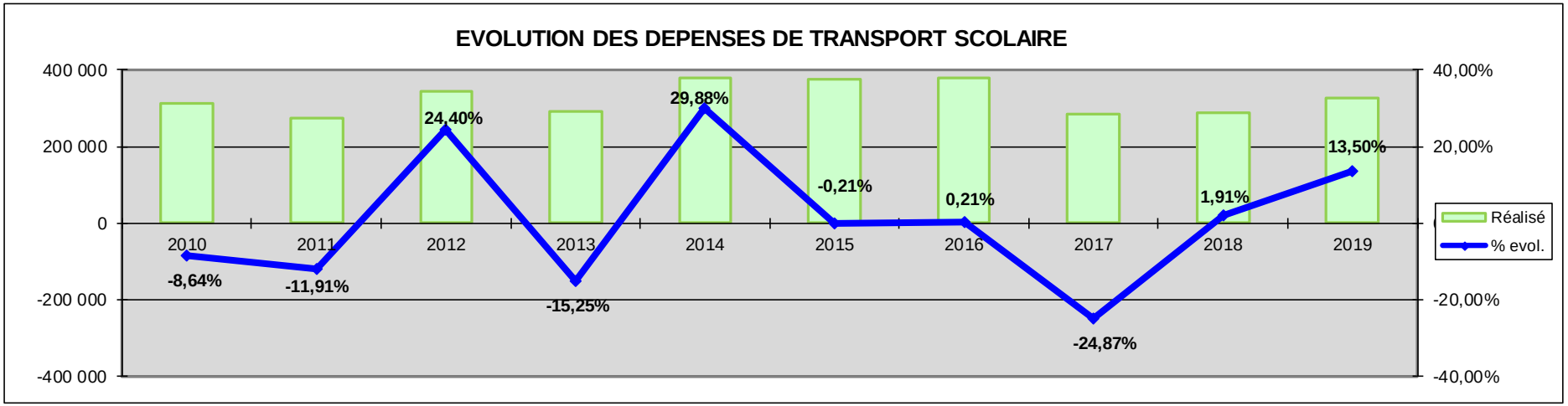


EVOLUTION (en €) DES DEPENSES SCOLAIRES

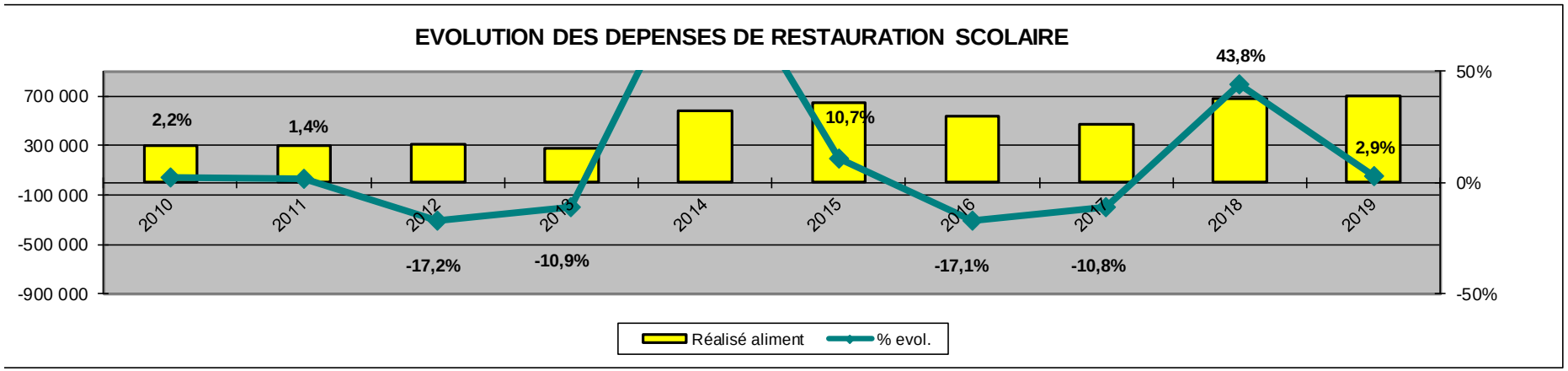
FOURNITURES	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	235 100	223 458	241 660	238 003	223 905	237 248	244 720	252 390	252 256	247 875
Réalisé	221 820	213 970	230 997	220 066	219 147	219 425	243 346	242 944	235 686	246 724
% evol.	2,5%	-3,5%	8,0%	-4,7%	-0,4%	0,1%	10,9%	-0,2%	-3,0%	4,7%



TRANSPORTS	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	314 800	313 780	330 950	331 490	345 015	382 900	377 000	320 800	281 685	328 090
Réalisé	312 580	275 352	342 526	290 278	377 025	376 225	377 000	283 253	288 672	327 632
% evol.	-8,64%	-11,91%	24,40%	-15,25%	29,88%	-0,21%	0,21%	-24,87%	1,91%	13,50%



RESTAURATION SCOLAIRE	2010 Aliment°	2011 Aliment°	2012 (1) Aliment° rémun déleg*	2013 (2) Alim + partic soc 11 mois	2014 (3) Alim + partic soc	2015 (4) Alim + partic soc	2016 (5) Alim + partic soc	2017 (6) Alim + particip soc	2018 (7) Alim + partic soc	2019 (8) Alim + partic soc
Prévu	308 434	307 288	270 500	278 152	580 551	662 392	567 000	520 000	684 017	716 778
Réalisé aliment	297 675	301 872	250 041	6 305	4 822	6 000	6 786	7 884	8 251	10 741
participation Ville + impayés			60 000	270 000	575 342	636 425	525 903	467 241	675 017	791 267
Total	**297 675**	**301 872**	**310 041**	**276 305**	**580 164**	**642 425**	**532 689**	**475 125**	**683 268**	**702 960**
% evol.	2,2%	1,4%	-17,2%	-10,9%	110,0%	10,7%	-17,1%	-10,8%	43,8%	2,9%



(1) A partir de Septemb (60K€ : 20k€ x3 acpte au titre de la compensation)

(2) 2013: Participation sociale (acpte :20k€ + 25K€ x 10)

(3) 2014 : Participation sociale (acpte 25K€ X 2 + 44k€ X 10) + régul 2013 : 52 526 € + impayés 2012/2013 : 32 814,92 = 575 341,79 €

(4) 2015 : Participation sociale (acpte : 437 145,75€) + (regul 2013/2014 : 101 354,61 €) + (impayés 14/15 : 97 924,59€) = 636 434,95€

(5) 2016 : Participation sociale (acpte : 453 305,59 €) + (impayés 15/16 : 72 597,79€) = 525 903,38 €

(6) 2017 : Participation sociale (acpte : 406 216,64 €) + (impayés 16/17 : 61 024,11 €) = 467 240,75 €

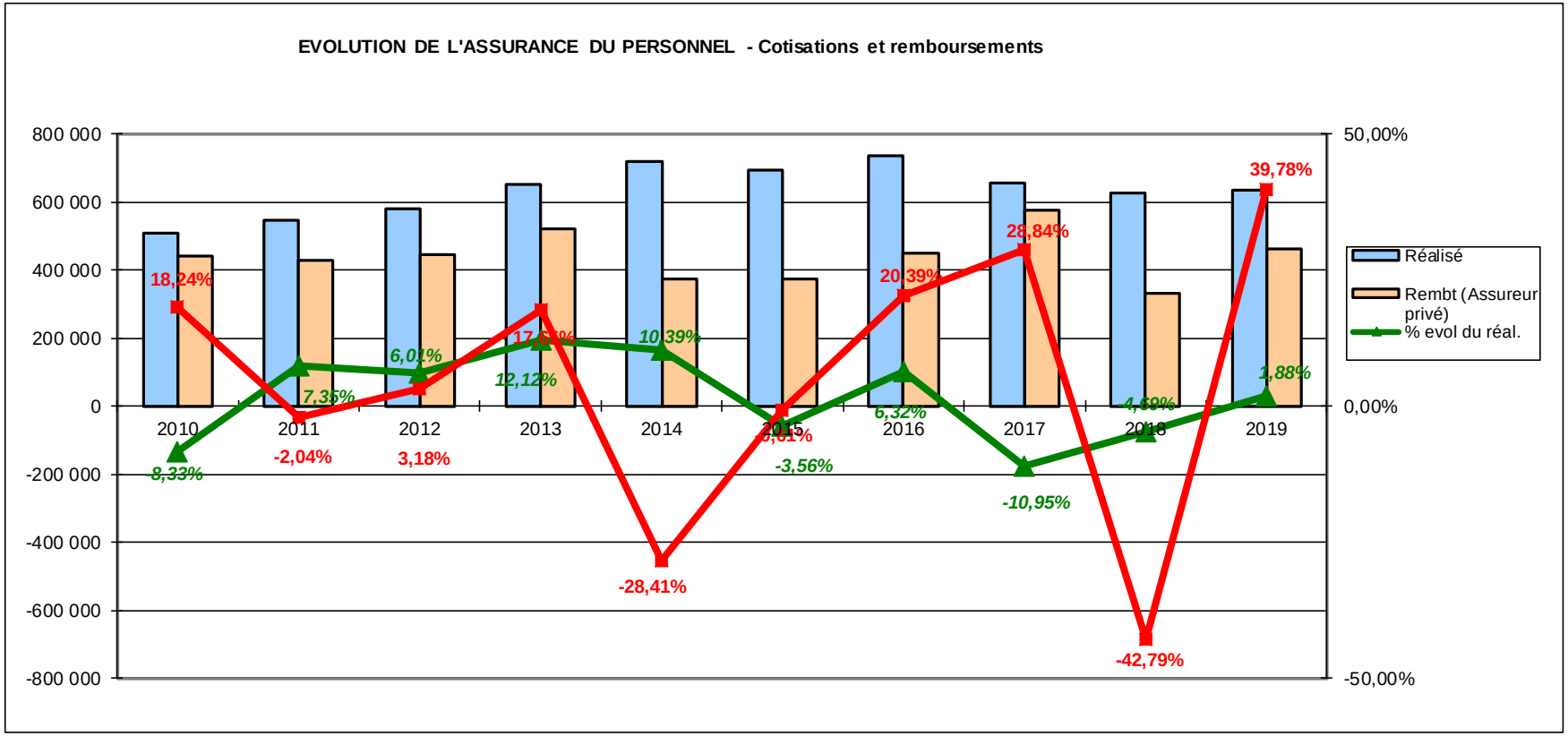
(7) 2018 : Participation sociale (acpte : 663 613 €) + (impayés 17/18 : 11 404 €) = 675 017 €

(8) 2019 : acompte et regularisations 2017/2018

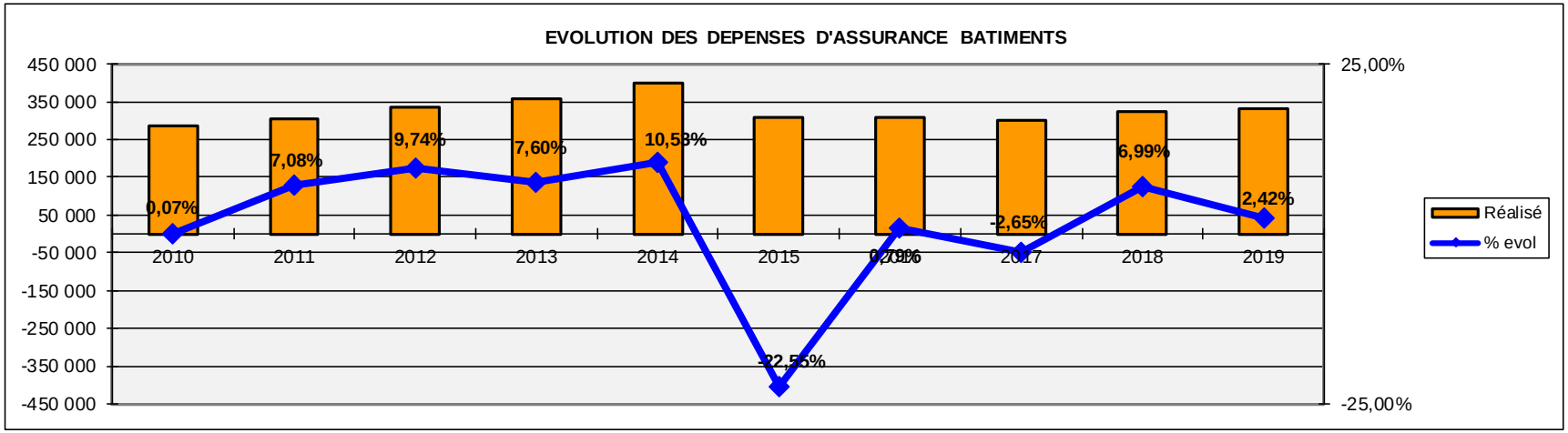
	Montant dû par les familles (1)	paiement réel des familles (2)	Participation sociale de la Ville (1)-(2) = (3)	acpte déjà versés (4)	reste dû par la Ville (3)-(4)	impayés pris en charge par la Ville	Coût total pour la Ville
2012/2013	1 138 063,51	805 536,65	332 526,86	280 000,00	52 526,86	32 814,92	365 341,78
2013/2014	1 297 031,66	864 275,86	432 755,80	452 000,00	-19 244,20	130 391,03	563 146,83
2014/2015	1 268 016,96	871 871,20	396 145,76	520 000,00	-123 854,24	97 924,59	494 070,35
2015/2016	1 214 394,83	796 089,24	418 305,59	500 000,00	-81 694,41	72 597,79	490 903,38
2016/2017	1 237 528,93	841 312,29	396 216,64	484 000,00	-87 783,36	61 024,11	457 240,75
2017/2018	1 418 982,75	834 514,19	584 468,56	489 002,00	95 466,56	11 404,00	595 872,56
2018/2019	1 681 508,46	890 241,24	791 267,22	582 800,00	208 467,22	0,00	791 267,22
	9 255 527,10	**5 903 840,67**	**3 351 686,43**			**406 156,44**	**3 757 842,87**

EVOLUTION (en €) DES ASSURANCES

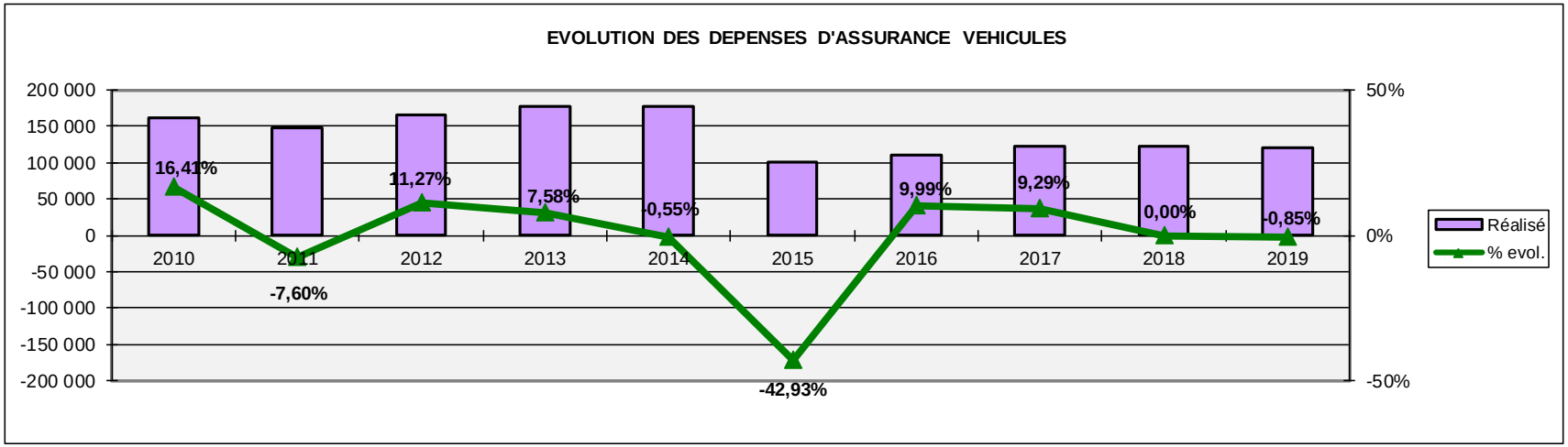
PERSONNEL COMMUNAL	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	565 000	547 680	580 620	630 000	715 738	718 640	736 852	677 510	682 000	682 904
Réalisé	**510 178**	**547 677**	**580 619**	**650 999**	**718 641**	**693 083**	**736 852**	**656 148**	**625 371**	**637 102**
Rembt (Assureur privé)	439 757	430 791	444 512	522 976	374 373	372 089	447 963	577 153	330 192	461 557
% evol du réal.	**-8,33%**	**7,35%**	**6,01%**	**12,12%**	**10,39%**	**-3,56%**	**6,32%**	**-10,95%**	**-4,69%**	**1,88%**
% évol du rembt	**18,24%**	**-2,04%**	**3,18%**	**17,65%**	**-28,41%**	**-0,61%**	**20,39%**	**28,84%**	**-42,79%**	**39,78%**



BATIMENTS	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	300 000	309 000	334 420	360 000	383 500	325 500	310 975	302 550	325 291	331 195
Réalisé	284 592	304 743	334 419	359 837	397 722	308 044	310 472	302 247	323 370	331 195
% evol	0,07%	7,08%	9,74%	7,60%	10,53%	-22,55%	0,79%	-2,65%	6,99%	2,42%



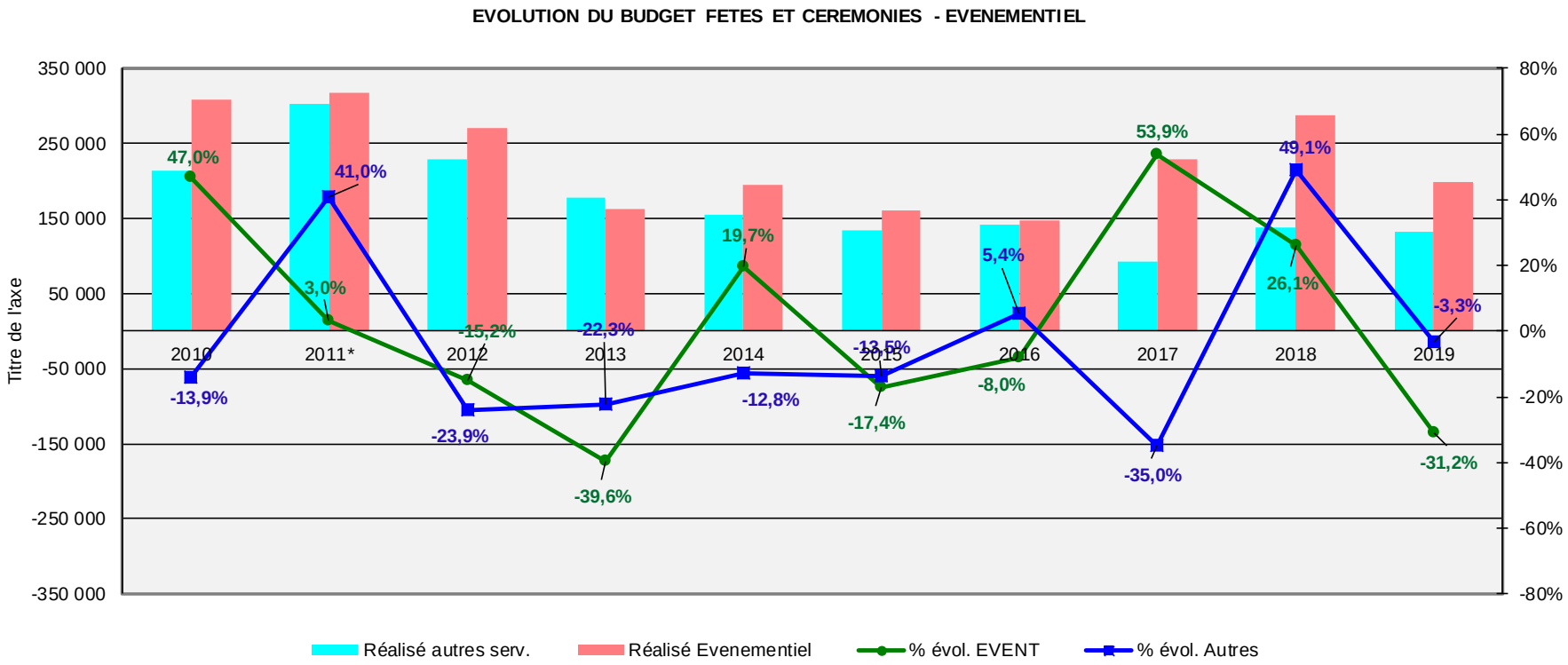
VEHICULES	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	145 000	161 000	165 326	181 000	180 000	110 000	111 025	121 500	122 500	120 400
Réalisé	160 802	148 577	165 326	177 859	176 877	100 941	111 025	121 344	121 349	120 322
% evol.	16,41%	-7,60%	11,27%	7,58%	-0,55%	-42,93%	9,99%	9,29%	0,00%	-0,85%



EVOLUTION DU BUDGET (en €) "FETES ET CEREMONIES/EVENEMENTIEL" (6232 tous services)

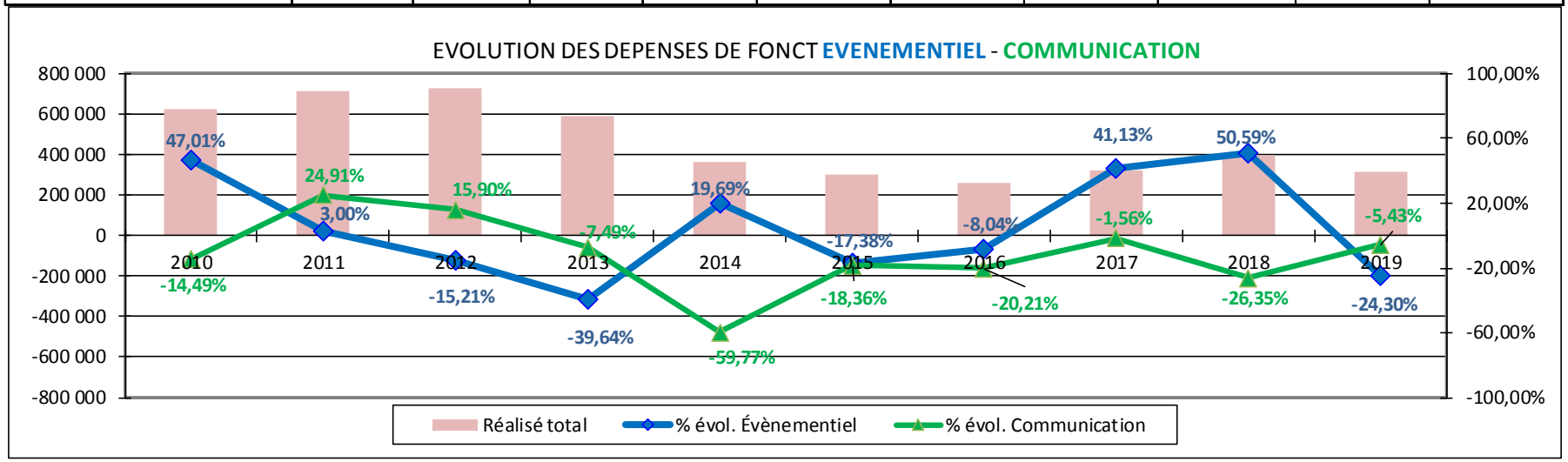
	2010	2011*	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	550 562	602 758	499 512	335 692	368 876	347 306	298 547	357 644	425 031	389 827
Réalisé Evenementi	308 779	318 033	269 665	162 762	194 804	160 952	148 014	227 783	287 241	197 708
% évol. EVENT	47,01%	3,00%	-15,21%	-39,64%	19,69%	-17,38%	-8,04%	53,89%	26,10%	-31,17%
Réalisé autres serv	214 036	301 688	229 611	178 367	155 618	134 540	141 810	92 200	137 507	132 951
% évol. Autres	-13,94%	40,95%	-23,89%	-22,32%	-12,75%	-13,54%	5,40%	-34,98%	49,14%	-3,31%
Réalisé total	522 815	559 720	499 276	341 129	350 422	295 492	289 824	319 682	424 748	330 659
% Evolution Total	**13,97%**	**7,06%**	**-10,80%**	**-31,68%**	**2,72%**	**-15,68%**	**-1,92%**	**10,30%**	**32,87%**	**-22,15%**

** dont 60kE pour le Concert Noah/Mae*



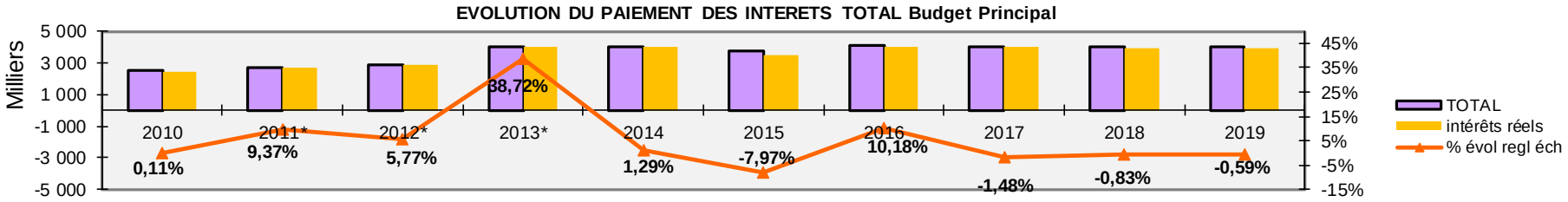
EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT EVENEMENTIEL-COMMUNICATION

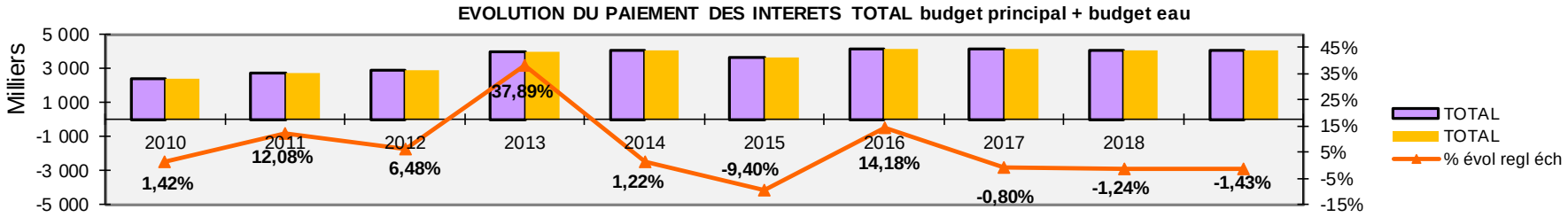
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	622 025	735 275	725 300	584 670	416 775	341 555	279 384	338 031	379 797	376 413
Réalisé total	626 711	715 172	729 953	588 565	366 101	300 807	259 608	321 045	398 770	314 640
% évol.	7,71%	14,12%	2,07%	-19,37%	-37,80%	-17,84%	-13,70%	23,67%	24,21%	-21,10%
réalisé EVENEMENTIEL (plusieurs natures comptables)	308 779	318 033	269 665	162 762	194 804	160 952	148 014	208 893	314 571	238 135
% évol. Évènementiel	47,01%	3,00%	-15,21%	-39,64%	19,69%	-17,38%	-8,04%	41,13%	50,59%	-24,30%
réalisé COMMUNICATION	317 932	397 139	460 288	425 804	171 297	139 854	111 594	109 849	80 899	76 505
% évol. Communication	-14,49%	24,91%	15,90%	-7,49%	-59,77%	-18,36%	-20,21%	-1,56%	-26,35%	-5,43%



EVOLUTION DU REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS 2010/2019

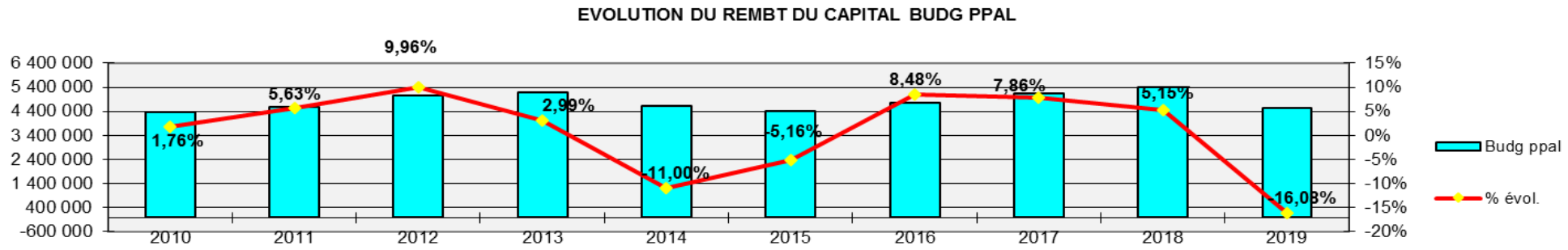
INTERETS	2010	2011*	2012*	2013*	2014	2015	2016	2017	2018	2019
budg ppal intérêts payés	2 481 123	2 713 698	2 870 414	3 981 788	4 033 063	3 711 665	4 089 497	4 029 165	3 995 545	3 972 081
% évol regl éch	0,11%	9,37%	5,77%	38,72%	1,29%	-7,97%	10,18%	-1,48%	-0,83%	-0,59%
courus non échus	-60 000	0	19 220	0	0	-232 621	-71 544	-52 087	-49 611	-48 571
intérêts réels	2 421 123	2 713 698	2 889 634	3 984 540	4 033 063	3 479 044	4 017 953	3 977 078	3 945 935	3 923 510
budg eau avec ICNE						174 830	154 084	161 602	141 219	105 086
TOTAL	2 421 123	2 713 698	2 889 634	3 984 540	4 033 063	3 653 874	4 172 037	4 138 679	4 087 154	4 028 596
% évol regl éch	1,42%	12,08%	6,48%	37,89%	1,22%	-9,40%	14,18%	-0,80%	-1,24%	-1,43%

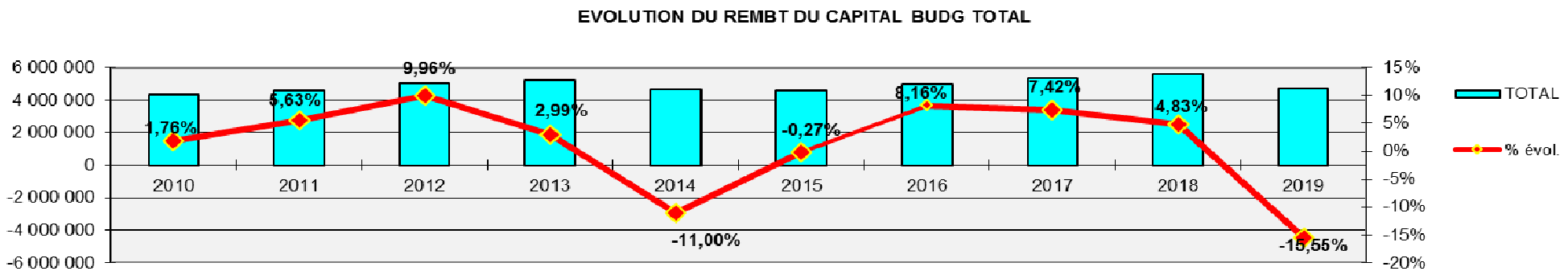




CAPITAL	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Budg ppal	4 347 856	4 592 703	5 050 295	5 201 447	4 629 503	4 390 757	4 762 931	5 137 482	5 402 135	4 533 212
% évol.	1,76%	5,63%	9,96%	2,99%	-11,00%	-5,16%	8,48%	7,86%	5,15%	-16,08%
Budget eau						226 363	230 746	226 686	221 224	215 767
TOTAL	4 347 856	4 592 703	5 050 295	5 201 447	4 629 503	4 617 120	4 993 677	5 364 168	5 623 359	4 748 979
% évol.	1,76%	5,63%	9,96%	2,99%	-11,00%	-0,27%	8,16%	7,42%	4,83%	-15,55%

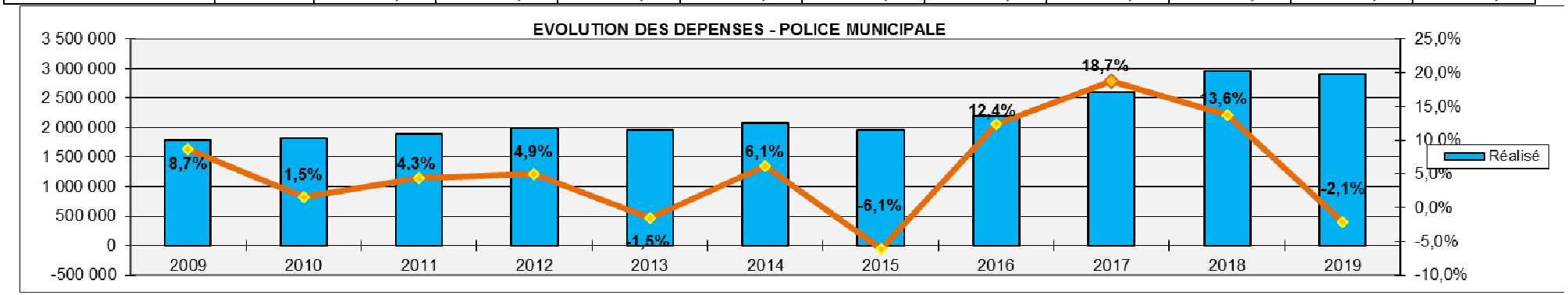
en 2011 : renégo d'un emprunt DEXIA sur la parité EUR/CHF
en 2012 : renégo d'un emprunt CE sur la parité EUR/CHF
en 2013 : renégo d'un emprunt CE sur la parité EUR/CHF
en 2017 Budget Ppal : le montant du remboursement du capital comprend un remboursement anticipé de 550 K€
en 2018 Budget Ppal : le montant du remboursement du capital comprend un remboursement anticipé de 859,44 K€





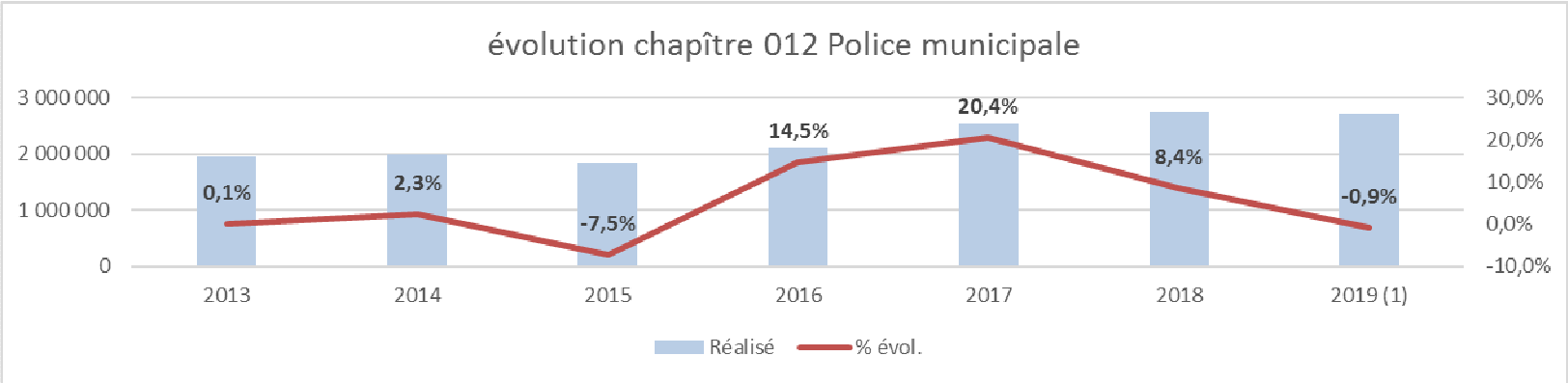
EVOLUTION DU BUDGET (en €) DE LA POLICE MUNICIPALE

		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Investissement	**Prévu**	50 407	46 395	47 884	91 893	19 088	19 355	95 320	64 643	92 480	100 920
	Réalisé	15 708	35 681	47 365	84 678	9 463	13 314	37 200	56 886	43 306	93 791
Fonctionnement	**Prévu**	1 844 833	1 866 700	1 943 386	2 017 469	2 159 510	2 248 431	2 238 094	2 430 288	2 965 420	2 799 400
	Réalisé	1 818 192	1 897 043	1 990 129	1 960 444	2 080 348	1 953 561	2 196 741	2 607 741	2 963 604	2 900 752
	% évol.	1,5%	4,3%	4,9%	-1,5%	6,1%	-6,1%	12,4%	18,7%	10,9%	-2,1%



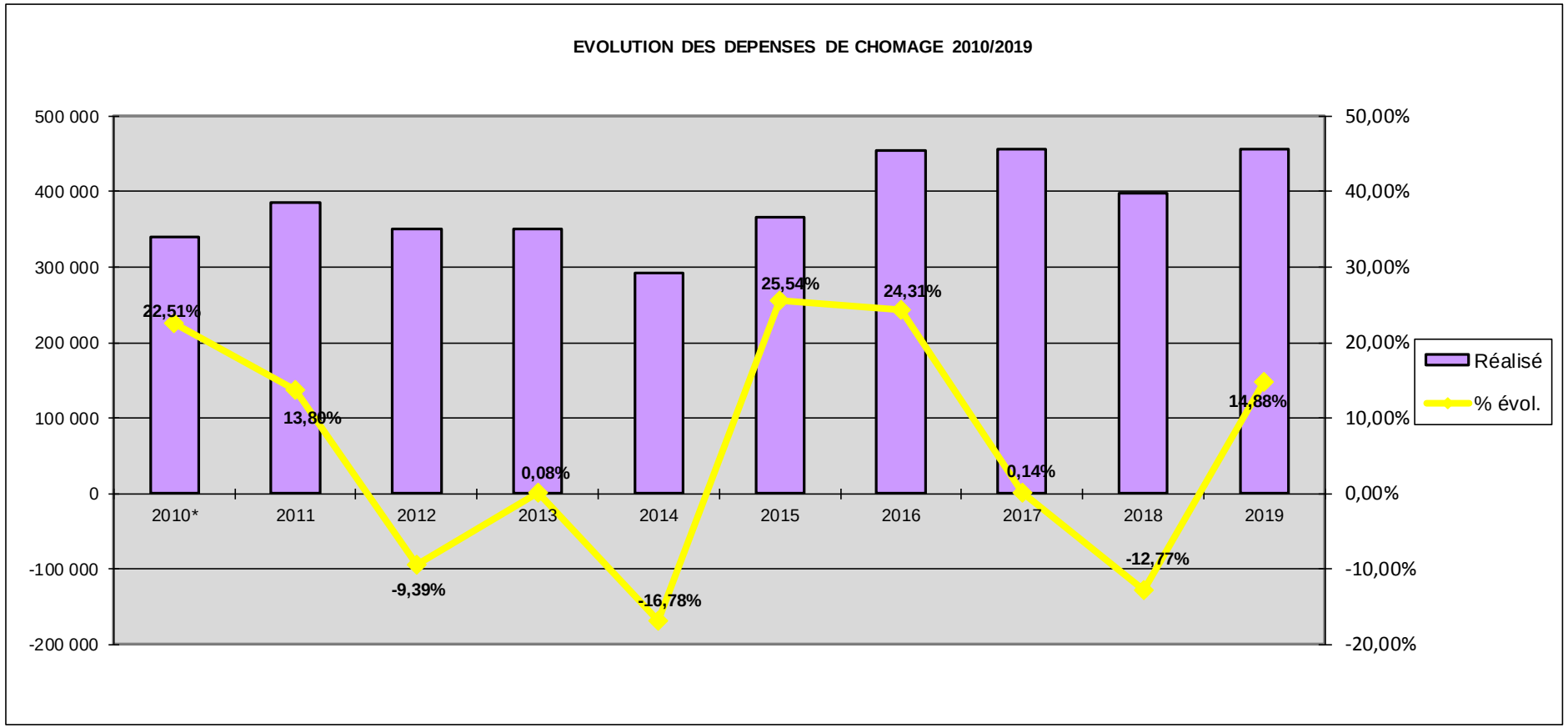
EVOLUTION DES FRAIS DE PERSONNEL (en €) DE LA POLICE MUNICIPALE

		2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (1)
chapitre 012	**Prévu**	1 876 982	1 990 138	2 036 473	2 116 380	2 086 537	2 272 287	2 595 443	2 547 769
	Réalisé	**1 941 158**	**1 942 434**	**1 987 182**	**1 838 541**	**2 105 283**	**2 535 057**	**2 748 654**	**2 722 886**
	% évol.		0,1%	2,3%	-7,5%	14,5%	20,4%	8,4%	-0,9%



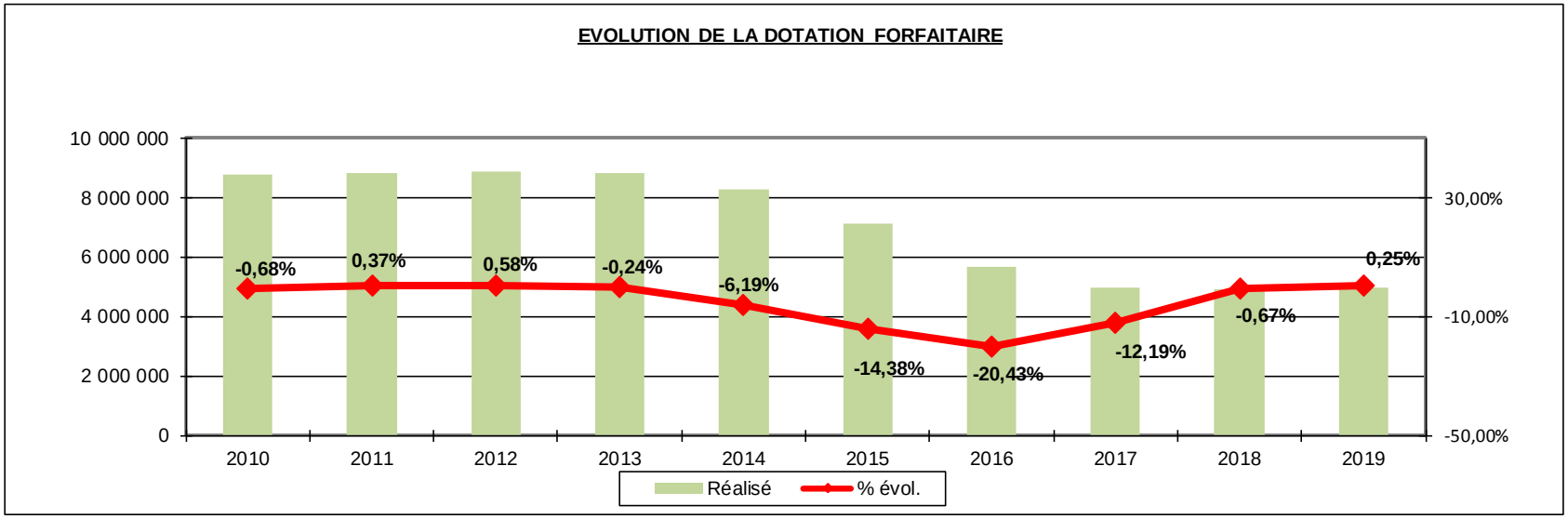
EVOLUTION DES DEPENSES DE CHOMAGE

	2010*	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	285 552	420 000	350 240	365 000	300 000	350 000	411 674	456 516	482 451	414 336
Réalisé	339 645	386 505	350 231	350 523	291 713	366 226	455 250	455 873	397 639	456 825
% évol.	22,51%	13,80%	-9,39%	0,08%	-16,78%	25,54%	24,31%	0,14%	-12,77%	14,88%

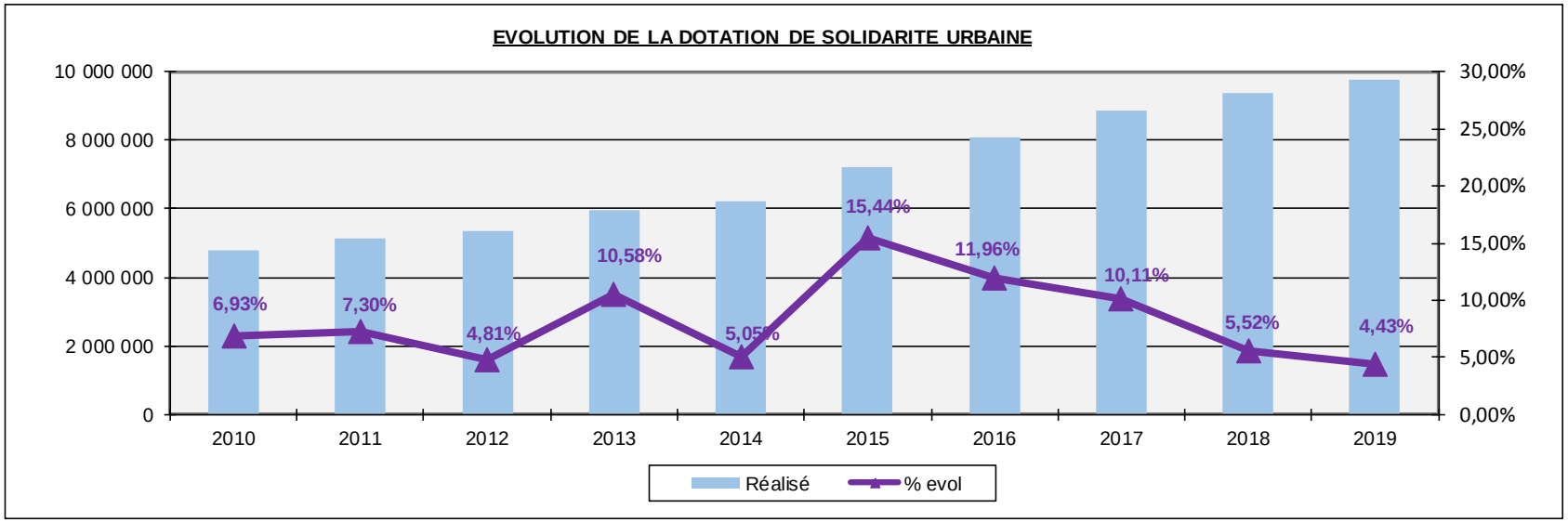


EVOLUTION des dotations

DOTATION FORFAITAIRE	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	*8 773 476*	*8 806 055*	*8 856 759*	*8 835 719*	*8 288 927*	*7 096 707*	*5 646 929*	*4 958 383*	*4 925 361*	*4 937 482*
Réalisé	8 773 476	8 806 055	8 856 759	8 835 719	8 288 927	7 096 707	5 646 929	4 958 383	4 925 361	4 937 482
% évol.	-0,68%	0,37%	0,58%	-0,24%	-6,19%	-14,38%	-20,43%	-12,19%	-0,67%	0,25%
					-546 792	-1 192 220	-1 449 778	-688 546	-33 022	12 121



DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	*4 772 123*	*5 120 381*	*5 366 501*	*5 934 171*	*6 233 953*	*7 196 412*	*8 056 861*	*8 871 631*	*9 361 283*	*9 776 420*
Réalisé	4 772 123	5 120 381	5 366 501	5 934 171	6 233 953	7 196 412	8 056 861	8 871 631	9 361 283	9 776 420
% evol	6,93%	7,30%	4,81%	10,58%	5,05%	15,44%	11,96%	10,11%	5,52%	4,43%



EVOLUTION DE LA PARTICIPATION DES USAGERS (chapitre 70 tous services confondus)

	2010	2011	2012*	2013	2014**	2014 sans rembt DMSI	2015	2016***	2017	2018****	2019 (1)
Prévu	*4 685 640*	*4 786 064*	*4 188 191*	*3 979 397*	*4 529 258*	*3 874 258*	*4 073 330*	*3 832 662*	*3 905 660*	*4 102 220*	*5 368 538*
Réalisé	4 601 287	4 820 416	4 204 044	3 703 495	4 424 241	3 784 224	4 000 921	3 984 526	4 001 692	4 098 762	5 267 041
% évol	2,1%	4,8%	-12,8%	-11,9%	19,5%	2,2%	5,7%	-0,4%	0,4%	2,4%	28,5%
							retraité sans OT et UIA		3,68%	retraité sans stationnemt	5,29%

* 2012 plus d'encaissement pour : - la restauration scolaire à partir de septembre 2012 (DSP)
- l'Espace Littoral Le Cormier (fermeture)

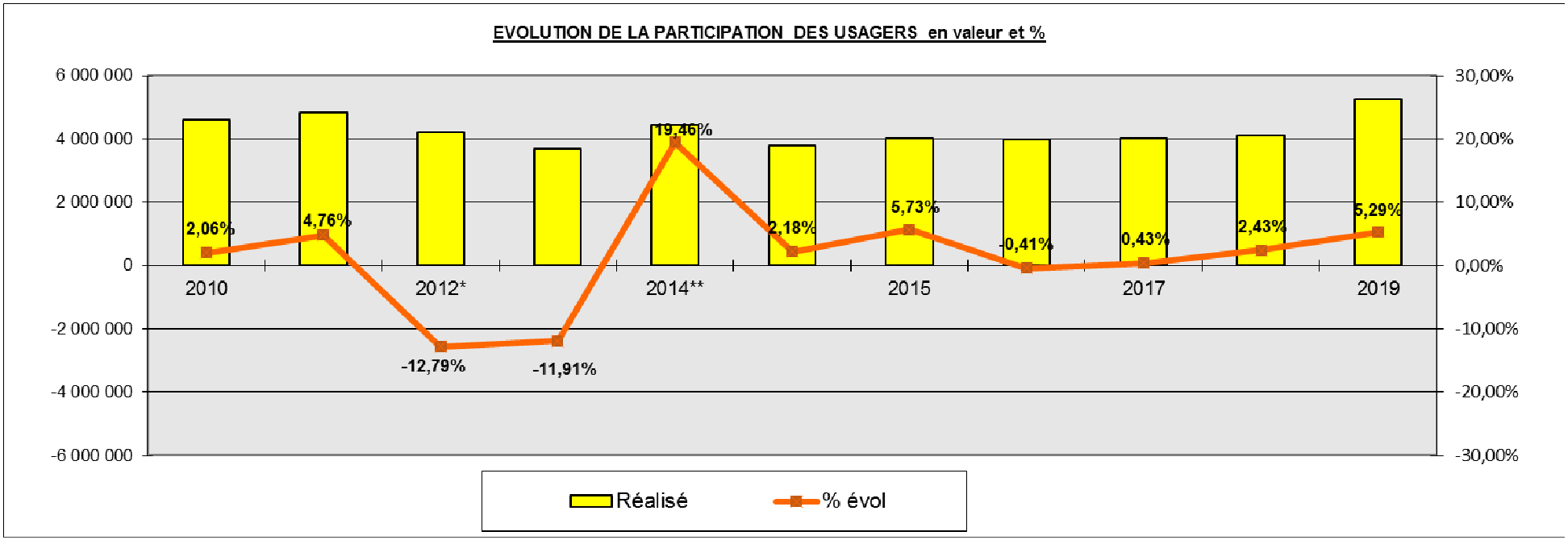
** 2014 : y compris rbst rémunération DMSI par la CAMVS (640 017,28€)

*** 2016 : inondation et FRPA (passage au post-paiement , décalage d'un mois comptabilisé en année N+1

**** 2018 : A compter du 1er janvier 2018 encaissement des forfaits post-stationnement, fermeture de la piscine

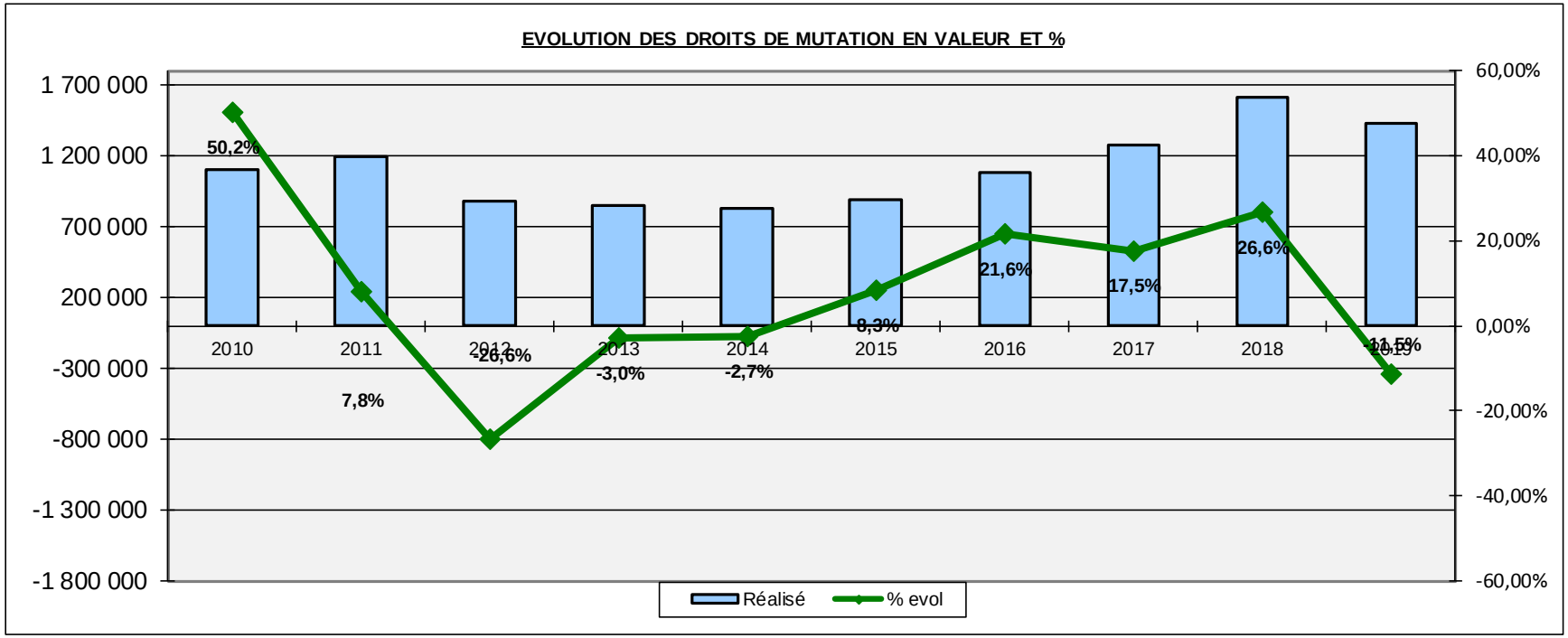
(1) 2019 : réouverture de la Piscine (+131 069 €) et redevance de Stationnement sur le chapitre 70 (avant 73)

Gel des tarifs 2019
Réouverture de la Piscine en Janvier 2019



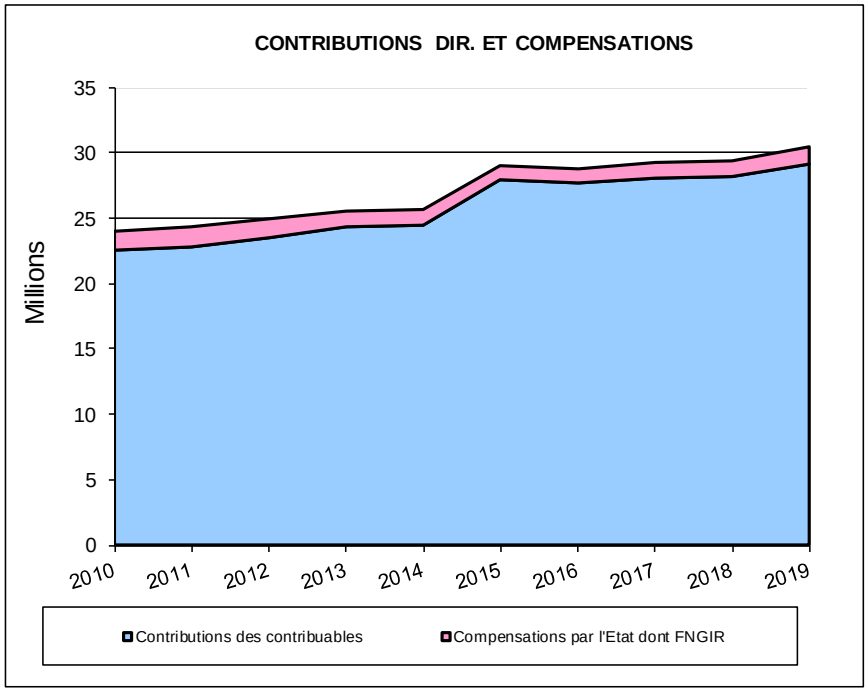
EVOLUTION DES DROITS DE MUTATIONS 2010/2019

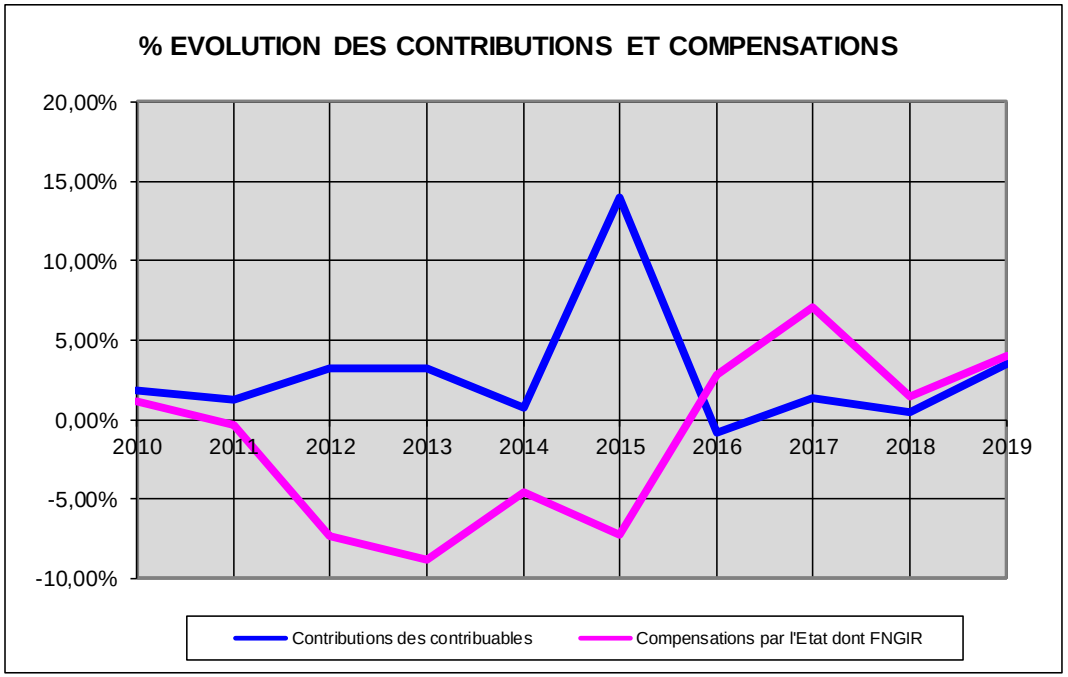
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prévu	*1 054 000*	*1 002 500*	*902 500*	*870 000*	*800 000*	*740 000*	*910 000*	*1 156 722*	*1 287 000*	*1 400 000*
Réalisé	1 103 334	1 189 771	872 725	846 553	823 997	892 553	1 085 022	1 274 853	1 614 002	1 427 685
% evol	50,2%	7,8%	-26,6%	-3,0%	-2,7%	8,3%	21,6%	17,5%	26,6%	-11,5%



EVOLUTION DES CONTRIBUTIONS ET COMPENSATIONS FISCALES

		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Contributions des contribuables	***Prévu***	*22 609 866*	*23 249 588*	*23 549 865*	*24 264 716*	*24 345 242*	*27 450 472*	*27 991 585*	*27 802 145*	*27 994 864*	*28 641 177*
	Réalisé	**22 553 344**	**22 830 276**	**23 552 671**	**24 298 668**	**24 481 371**	**27 892 326**	**27 652 524**	**28 023 096**	**28 148 274**	**29 126 471**
	% évol	1,86%	1,23%	3,16%	3,17%	0,75%	13,93%	-0,86%	1,34%	0,45%	3,48%
Compensations par l'Etat dont FNGIR	***Prévu***	*1 484 993*	*1 460 351*	*1 387 132*	*1 253 422*	*1 196 417*	*1 110 391*	*1 141 218*	*1 221 878*	*1 238 494*	*1 290 544*
	Réalisé	**1 487 942**	**1 483 222**	**1 374 739**	**1 253 423**	**1 196 417**	**1 109 584**	**1 140 667**	**1 220 892**	**1 238 643**	**1 288 352**
	% évol	1,10%	-0,32%	-7,31%	-8,82%	-4,55%	-7,26%	2,80%	7,03%	1,45%	4,01%





EVOLUTION DE FISCALITE REVERSEE PAR LA COMMUNAUTE

	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (1)	2016 (2)	2017(3)	2018 (4)	2019 (5)
Prévu	*7 899 945*	*7 899 945*	*7 899 945*	*7 899 945*	*7 899 945*	*7 274 323*	*6 992 390*	*6 410 733*	*6 294 502*	*6 345 195*
Réalisé	7 899 945	7 899 945	7 899 945	7 899 945	7 899 945	7 274 323	6 992 324	6 410 733	6 285 195	6 345 195
% évol	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-7,92%	-3,88%	-8,32%	-1,96%	0,95%

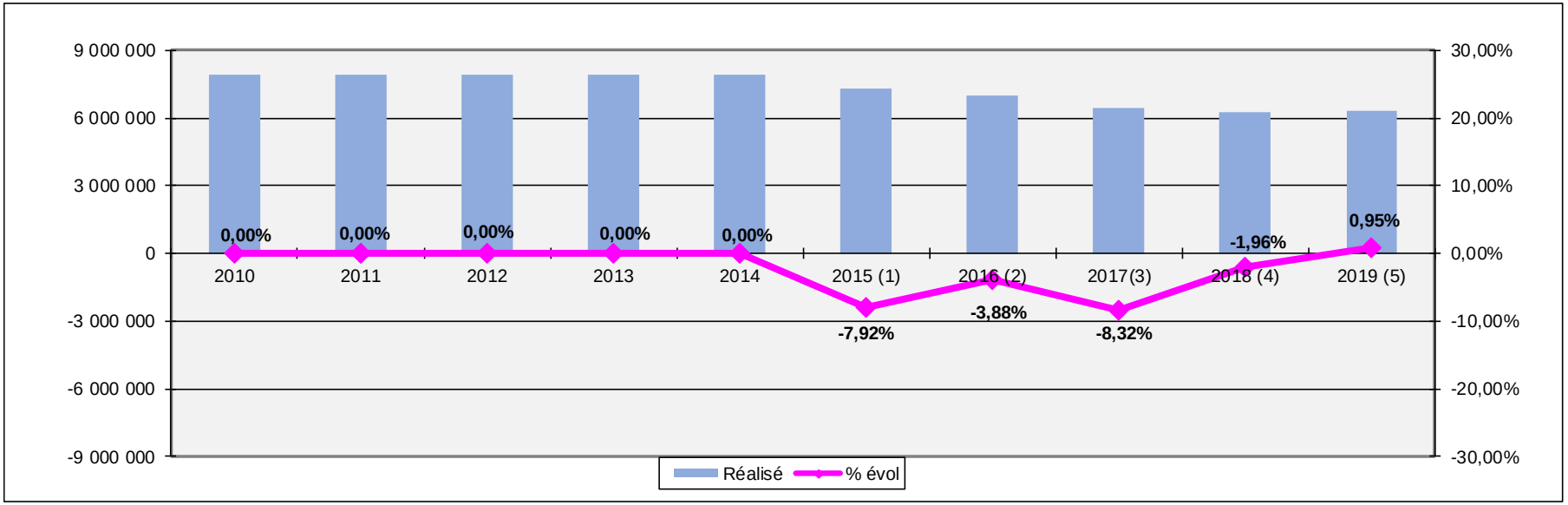
(1) 2015 Transfert de la DMSI (-625 622 €)

(2) 2016 Transfert de la Politique de la Ville (-281 999 €)

(3) 2017 Transfert UIA 270 669 € et OT 310 922 €

(4) 2018 Transfert PRE - 51 600 €, GEMAPI - 8 394 €, Subv Action Educative - 84 760 €, Subv Politique de la Ville 2016 - 60 000 €, supplément OT + 27 846 €, supplément UIA + 51 370 €

(5) 2019 : Régularisation actions éducatives + 60 000 €

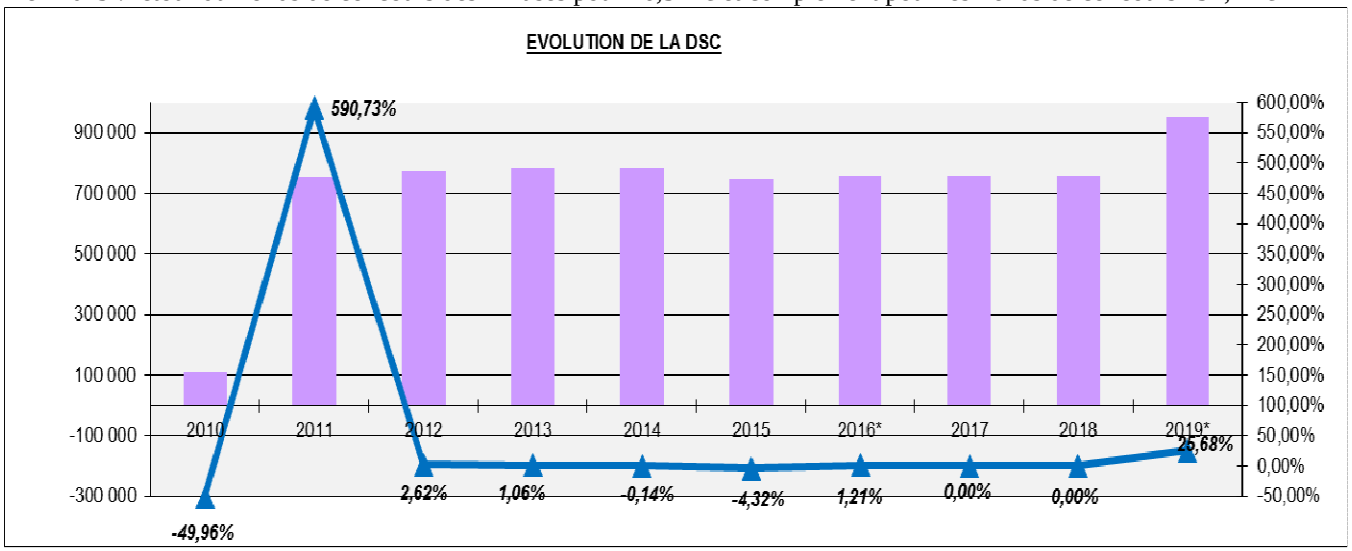


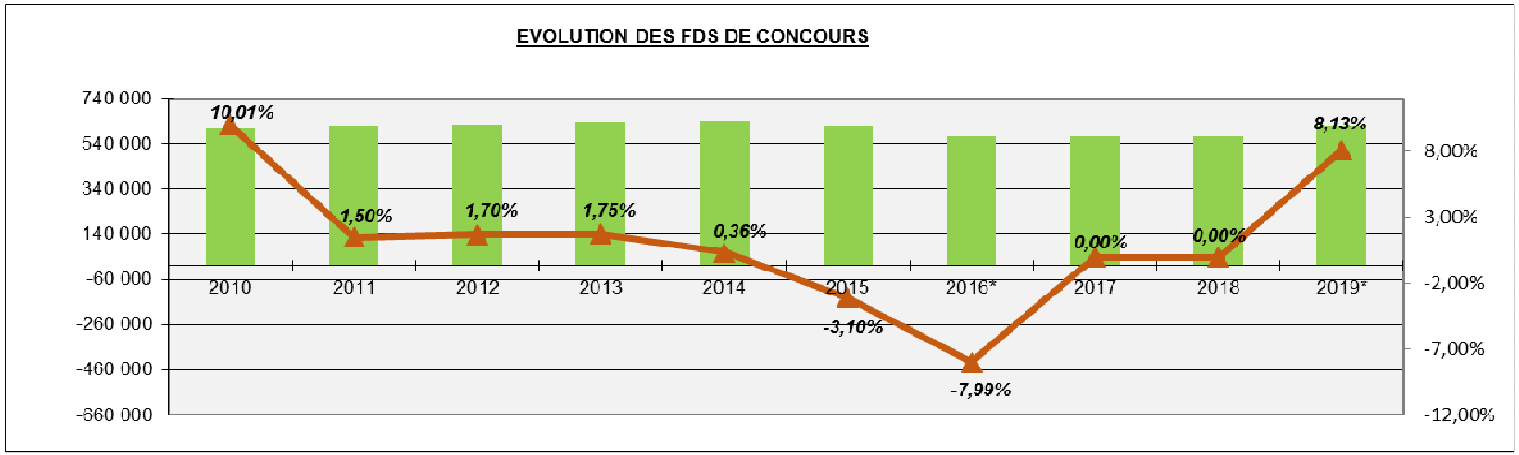
EVOLUTION DE DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE
et des fonds de concours versés

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016*	2017	2018	2019*
Prévu	*109 093*	*753 539*	*773 313*	*781 533*	*781 534*	*794 194*	*755 706*	*755 706*	*755 705*	*949 771*
Réalisé	109 093	753 539	773 313	781 534	780 410	746 683	755 705	755 705	755 705	949 771
% évol DSC	-49,96%	590,73%	2,62%	1,06%	-0,14%	-4,32%	1,21%	0,00%	0,00%	25,68%
Fds concours	608 235	617 358	627 853	638 841	641 146	621 260	571 647	571 647	571 647	618 147
% évol fds conc.	10,01%	1,50%	1,70%	1,75%	0,36%	-3,10%	-7,99%	0,00%	0,00%	8,13%

*en 2016 : suppression du fonds de concours Les 2 Muses (-49 613 €)

*en 2019 : retour du Fonds de concours des 2Muses pour 46,5 K€ et complément pour les Fonds de concours 194,1K€





Situation synthétique du Compte administratif provisoire 2019 établi le 08 01 2020

RESULTAT 2018		
1) Résultat section de fonct		**6 473 866,44**
2) Solde brut d'invt		**4 554 566,08**
3) Solde des RAR investissement	-	**1 697 886,84**
4) Solde net d'invt		**2 856 679,24**
5) Résultat global de clôture y cpris 001 et 002		**9 330 545,68**
6) Résultat de l'exercice (y cpris RAR inv)		**2 961 213,27**
Fonds de roulement		11 028 432,52

	RRF	71 876 271,46
	DRF	62 257 128,13
CESSION	R 775	370 676,67
	Epargne Gestion	**12 806 517,00**
	CAF brute	**9 248 466,66**
	CAF nette	**3 837 754,51**

RESULTAT 2019			Ecart 2018/2019	*en %*
1) Résultat section de fonct		**5 843 695,04**	-630 171	-9,73%
2) Solde brut d'invt		2 648 608,31	-1 905 958	-41,85%
3) Solde des RAR investissement	-	890 005,17	807 882	-47,58%
4) Solde net d'invt		**1 758 603,14**	-1 098 076	-38,44%
5) Résultat global de clôture y cpris 001 et 002		**7 602 298,18**	-1 728 247	-18,52%
6) Résultat de l'exercice (y cpris RAR inv)		**3 047 732,10**	86 519	2,92%
Fonds de roulement		**8 492 303,35**	-2 536 129	-23,00%

			Ecart 2019/2018	*en %*
	RRF	72 998 878,96	1 122 608	1,56%
	DRF	62 985 199,55	728 071	1,17%
CESSION	R 775	1 492 676,00	1 121 999	302,69%
	Epargne Gestion	**12 051 077,00**	-755 440	-5,90%
	CAF brute	**8 521 003,41**	-727 463	**-7,87%**
	CAF nette	**3 987 791,39**	150 037	**3,91%**

CA 2019

Annexe b

Situation synthétique du Compte administratif provisoire 2019 établi le 08 01 2020

Dépenses de fonctionnement		Réalisé	Restes à réaliser
Résultat reporté			
002	Résultat reporté		
Opérations réelles			
011	Charges à caractère général	13 291 693,51	
012	Charges de personnel	42 358 620,06	
65	Participations et subventions	2 312 404,79	
66	*Charges financières*	3 923 510,11	
67	Charges exceptionnelles	575 432,12	
014	Atténuation de produits	523 538,96	
Opérations d'ordre			
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	-	
042	Opérations d'ordre entre sections	4 452 421,81	
Total		**67 437 621,36**	

Recettes de fonctionnement		Réalisé	Restes à réaliser
Résultat reporté			
002	Résultat reporté		
Opérations réelles			
70	Produit des services	5 267 040,58	
73	Produits d'imposition	42 708 635,69	
74	Participations et subventions reçues	21 406 550,78	
75	Autres produits de gestion courante	896 618,78	
76	Produits financiers	393 436,96	
77	Produits exceptionnels	1 603 527,91	
013	Atténuation de charges	723 068,26	
Opérations d'ordre			
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	-	
042	Opérations d'ordre entre sections	282 437,44	
Total réalisé		**73 281 316,40**	**-**

Annexe b

Situation synthétique du Compte administratif provisoire 2019 établi le 08 01 2020

Dépenses d'investissement			
		Réalisé	**Restes à réaliser**
Report du résultat			
001	Solde d'investissement reporté	0,00	
Opérations d'ordre			
040	Opérations d'ordre entre sections	282 437,44	
041	Opérations patrimoniales	966 683,57	
Opérations réelles			
4581	Opération pour compte de tiers	268 996,14	209 886,70
10	Dotations, fonds divers et réserves	-	
13	Subvention d'investissement recue		
16	Emprunts et dettes	4 539 585,94	
204	subv équipement versées	571 715,00	
20	Immobilisations incorporelles		
21	Immobilisations corporelles	599 472,57	5 667,80
23	Immobilisations en cours	52 852,76	5 366,18
27	Autres immobilisations financières	-	
26	Titres de participation	-	
	opérations d'équipement	16 743 364,97	2 810 111,85
Total réalisé		**24 025 108,39**	
Restes à réaliser			**3 031 032,53**
		24 025 108,39	
Total section d'investissement			**27 056 140,92**

Recettes d'investissement			
		Réalisé	**Restes à réaliser**
Affectation du résultat			
001	Excédent de fonctionnement capitalisé	4 554 566,08	
Opérations d'ordre			
040	Opérations d'ordre entre sections	4 452 421,81	
041	Opérations patrimoniales	966 683,57	
Opérations réelles			
4582	Opération pour compte de tiers	268 996,14	209 886,70
			dont 1068 = 6 473 866,44
024	Produits des cessions		
10	Dotations et réserves	**8 721 436,05**	
13	Subventions d'équipement	583 031,57	
20	Autres immobilisations financières	-	
16	Emprunts et dettes	3 011 363,94	
21 et 23	Immobilisation corporelle et en cours	103,21	
27	Autres immobilisations financières	-	
	opérations d'équipement	4 115 114,33	1 931 140,66
Total réalisé		**26 673 716,70**	
Restes à réaliser			**2 141 027,36**
		22 119 150,62	
			28 814 744,06

	CA 2016	Variation 2015/2016	Variation retraitée polit ville	CA 2017	Variation 2017/2016	Variation retraitée uia ot	CA 2018	Variation 2018/2017	Variation retraitée subv et rbst	CA 2019	Variation 2019/2018	Variation retraitée chap 70 et	Ecart
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT													
Opérations réelles													
011 Charges à caractère général	14 396 890	-3,02%	-6,49%	13 700 210	-4,84%	-4,62%	13 150 718	-4,01%	-0,40%	13 291 694	1,07%		140 975
012 Charges de personnel	42 373 952	-0,26%	0,20%	42 834 219	1,09%	1,56%	41 969 328	-2,02%	-1,86%	42 358 620	0,93%		389 293
014 Atténuation de produits	-			-			533 975			523 539	-1,95%		- 10 436
65 Autres charges de gestion courante	2 272 827	-7,52%	0,02%	2 319 445	2,05%	2,50%	2 423 844	4,50%	8,78%	2 312 405	-4,60%		- 111 440
Total des charges de gestion	**59 043 668**	**-1,25%**	**-1,48%**	**58 853 874**	**-0,32%**	**0,40%**	**58 077 866**	-1,32%	-1,05%	**58 486 257**	**0,70%**		**408 392**
	-			-									
66 Charges financières	4 028 076	14,14%	14,14%	3 989 328	-0,96%	-0,96%	3 951 716	-0,94%	-0,94%	3 923 510	-0,71%		- 28 206
67 Charges exceptionnelles	114 333	-56,67%	-56,67%	36 669	-67,93%	-67,93%	227 546	520,55%	520,55%	575 432	152,89%		347 886
Total des charges fi et except.	**4 142 409**	**4,40%**	**4,40%**	**4 025 996**	**-2,81%**	**-2,81%**	**4 179 263**	3,81%	3,81%	**4 498 942**	7,65%		**319 680**
	-			-									
Dépenses réelles de fonctionnement	**63 186 077**	**-1,08%**	**-0,84%**	**62 879 871**	**-0,48%**	0,19%	**62 257 128**	**-0,99%**	**-0,73%**	**62 985 200**	**1,17%**	**1,17%**	728 071
part masse salariale	67,06%			68,12%			67,41%			67,25%			
OBJ CONTRACTUALISATION	62 569 923			62 121 759			61 178 305	-1,52%		61 738 592	0,92%		*comparatif 2017*
				objectif 2018 63 053 585	***avec reintégration compétence transférée***		61 382 817	**-1,19%**	objectif 2019 63 999 389	61 943 104	**0,91%**		**-0,29%**
											autorisation		max : +3%
Opérations d'ordre													
023 Virement à la section d'investissement													
043 Opé d'ordre à l'intérieur de la section	2 003 000	-24,27%	-24,27%	-			-			-			
042 Opérations de transfert entre section	10 746 070	-15,61%	-15,61%	2 865 693			3 199 019			4 452 422			1 253 403
Total des opérations d'ordre	**12 749 070**	**-3,20%**	**-3,20%**	**2 865 693**	**-77,52%**		**3 199 019**			**4 452 422**			
	-			-									
Total général	**75 935 147**	**-3,83%**		**65 745 564**	**-13,42%**		**65 456 147**	**-0,44%**		**67 437 621**	**3,03%**	**3,03%**	**1 981 474**
	-												
	-			-									

	CA 2016	Variation 2015/2016	Variation retraitée	CA 2017	Variation 2017/2016	Variation retraitée uia ot	CA 2018	Variation 2018/2017		CA 2019	Variation 2019/2018		Ecart
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	-			-									
Opérations réelles	-			-									
70 Produits de services et du domaine	3 984 526	-0,41%	-0,41%	4 001 692	0,43%	3,49%	4 098 762	2,43%		5 267 041	28,50%	5,29%	1 168 278
73 Impôts et taxes	41 947 317	**-0,47%**	**-0,47%**	42 257 866	**0,74%**	0,74%	42 670 364	**0,98%**	**412 498**	42 708 636	0,09%	2,32%	38 271
74 Dotations et subventions reçues	21 339 020	**-0,10%**	**-0,10%**	21 309 889	**-0,14%**	-0,14%	22 133 240	**3,86%**		21 406 551	-3,28%		- 726 689
75 Autres produits de gestion courante	590 140	-22,44%	-22,44%	817 313	38,49%	38,49%	1 145 052	40,10%	327 739	896 619	-21,70%		- 248 433
013 Atténuation de charges	616 154	-1,36%	-1,36%	758 112	23,04%	23,04%	544 848	-28,13%		723 068	32,71%		178 220
Total des produits de gestion	**68 477 157**	**-0,60%**	**-0,60%**	**69 144 872**	**0,98%**	1,15%	**70 592 266**	**2,09%**		**71 001 914**	**0,58%**	**0,58%**	409 648
	-			-									
76 Produits financiers	393 704	136583,93%	136583,93%	393 704	0,00%	0,00%	393 666	-0,01%		393 437	-0,06%		- 229
77 Produits exceptionnels	7 834 747	392,20%	363,76%	1 622 160	-79,30%	-79,30%	890 340	-45,11%		1 603 528	80,10%		713 188
Total des produits fi et except.	**8 228 451**	**416,84%**	**388,40%**	**2 015 864**	**-75,50%**	-75,50%	**1 284 006**	**-36,30%**		**1 996 965**	**55,53%**	**55,53%**	712 959
	1 126 775				**-100,00%**	-100,00%							
Recettes réelles de fonctionnement	**76 705 608**	**8,83%**	**8,18%**	**71 160 736**	**-7,23%**	-7,09%	**71 876 271**	**1,01%**		**72 998 879**	**1,56%**	**1,56%**	1 122 608
	-			-									
Opérations d'ordre	-			-									
043 Opé d'ordre à l'intérieur de la section	2 003 000	-24,27%		-						-			
042 Opérations de transfert entre section	1 340 304	-85,94%		89 758	-93,30%		53 742	-40,13%		282 437	425,54%		228 695
Total des opérations d'ordre	**3 343 304**	**-72,54%**		**89 758**	**-97,32%**		**53 742**	**-40,13%**		**282 437**	**425,54%**		228 695
	-			-									
Total général	**80 048 912**	**-3,16%**		**71 250 494**	**-10,99%**		**71 930 014**	**0,95%**		**73 281 316**	**1,88%**	**1,88%**	1 351 303

CA 2019 décomposition de l'autofinancement	CA 2016	Variation 2015/2016	CA 2017	Variation 2017/2016	Variation	CA 2018	Variation 2018/2017	CA 2019	Variation 2019/2018
Excédent brut de fonctionnement	**9 433 489**	**3,63%**	**10 290 998**	**9,09%**		**12 514 400**	**21,61%**	**12 515 657**	**0,01%**
	-		-			-		-	
Résultat fi et excep	4 086 042	-285,67%	- 2 010 132	-149,20%		- 2 895 257	44,03%	- 2 501 977	-13,58%
Produit des cessions	6 707 972	714,85%	249 550	-96,28%		370 677	48,54%	1 492 676	302,69%
Produits excep	1 126 775	46,61%	1 372 610	21,82%	245 835	519 664	-62,14%	110 852	-78,67%
Résultat retraité	**- 2 621 930**	**-13,29%**	**- 2 259 682**	**-13,82%**	**362 248**	**- 3 265 934**	**44,53%**	**- 3 994 653**	**22,31%**
	-		-						
CAF brute	**6 811 559**	**12,04%**	**8 031 316**	**17,91%**	**1 219 757**	**9 248 467**	**15,16%**	**8 521 003**	**-7,87%**
	-		-						
Rbst dette en capital	4 762 931	8,48%	5 137 482	7,86%		5 410 712	5,32%	4 533 212	-16,22%
	-		-						
CAF nette	**2 048 628**	**21,32%**	**2 893 834**	**41,26%**		**3 837 755**	**32,62%**	**3 987 791**	**3,91%**
capacité de désendettement	**15,26**	**12,23%**	**12,67**	**-16,92%**		**10,75**	**-15,20%**	**11,49**	**6,88%**
Encours de la dette TOTALE par habitar	**2 536,34 €**	**-1,50%**	**2 490,77 €**	**-1,80%**		**2 413,62 €**	**-3,10%**	**2 426,06 €**	**0,52%**
	population 2016		**population 2017**			**population 2018**		**population 2019**	
	40 971	-0,16%	40 867			41 183		40 348	
	2 016		**2 017**			**2 018**		**2019**	
encours de la dette avec déduction fonds de soutien	**96 588 736,72**		**94 856 253,40**			**92 859 313,57**		**91 739 524,76**	
capacité désendettement avec déduction fonds de soutien	**14,18**		**11,81**			**10,04**		**10,77**	

INVESTISSEMENT

Analyse rétrospective

		CA 2016	*Variat.16/15*	*Variat.16/15 retraitée TVA*	CA 2017	*Variat.16/17*	*Variat. retraitée 16/17*	CA 2018	*Variat.18/17*	CA 2019	*Variat.19/18*	Ecart
Opérations réelles												
	Opérations d'équipement	17 799 054	12,22%	-26,26%	11 899 189	-33,15%	1,74%	14 180 772	19,17%	16 743 365	18,07%	2 562 593
20	Immob incorp	-	-100,00%									
204	Subventions d'équipement vers	57 368			61 241	6,75%	6,75%	526 596	759,88%	571 715	8,57%	45 119
21	Immobilisations corporelles	154 061	5,47%		130 456	-15,32%	-15,32%	97 058	-25,60%	599 473	517,64%	502 414
23	Immobilisations en cours	438 594	1070,15%		102 871	-76,55%	-76,55%	1 328 422	1191,35%	52 853	-96,02%	- 1 275 570
Total des dépenses d'équipement		18 449 078	**14,99%**	**-23,05%**	12 193 756	**-33,91%**	**-1,23%**	16 132 849	**32,30%**	17 967 405	**11,37%**	1 834 556
10 et 13	Dotation, fonds divers et réserv	892 268	4		990 831	11,05%		85 454	-91,38%	-	-100,00%	- 85 454
16	Emprunts et dettes	4 769 934	6,87%		5 144 339	7,85%	7,85%	5 420 107	5,36%	4 539 586	-16,25%	- 880 521
27 26		1 800	24,71428571		-			298 369		-	-100,00%	- 298 369
compte 4 -20-21-23	Opérations sous mandat	277 191	0,150660999		854 561	208,29%	208,29%	74 315	-91,30%	268 996	261,97%	194 681
Total des dépenses financières		5 941 193	**21,95%**	**21,95%**	6 989 731	**17,65%**	**17,65%**	5 878 244	**-15,90%**	4 808 582	**-18,20%**	- 1 069 662
Dépenses réelles d'investissement		24 390 271	**16,61%**	**-12,57%**	19 183 487	**-21,35%**	**4,90%**	22 011 093	**14,74%**	22 775 987	**3,48%**	764 894
Opérations d'ordre												
040	Opérations de transfert entre s	1 340 304	-85,94%		89 758	-93,30%		53 742	-40,13%	282 437	425,54%	228 695
041	Opérations patrimoniales	21 543 199	-13,73%		12 389	-99,94%		208 073	1579,56%	966 684	364,59%	758 611
Total des opérations d'ordre		**22 883 503**	**-33,68%**	**-33,68%**	**102 146**	**-99,55%**	**-99,55%**	**261 815**	**156,31%**	**1 249 121**	**377,10%**	987 306
Total général		**47 273 774**	**-14,70%**	**-25,71%**	**19 285 633**	**-59,20%**	**-53,16%**	**22 272 908**	**15,49%**	**24 025 108**	**7,87%**	- 1 752 200

Recettes d'investissement		**CA 2016**	*Variat.16/15*	*Variat.16/15 retraitée TVA*	**CA 2017**	*Variat.16/17*	*Variat. retraitée 16/17*	**CA 2018**	*Variat.18/17*	**CA 2019**	*Variat.19/18*	Ecart
Opérations réelles												
13	Subventions d'investissement reçues	5 188 971	61,10%	61,10%	2 995 622	-42,27%	-42,27%	6 085 984	103,16%	4 698 146	-22,80%	- 1 387 838
16	Emprunts et dettes	3 019 170	-59,83%	-59,83%	3 017 409	-0,06%	-0,06%	3 018 246	0,03%	3 011 364	-0,23%	- 6 883
20 21 23	Immobilisations corp	5 967 882	48	3						103		
Total des recettes d'équipement		**14 176 023**	**30,54%**	**-20,11%**	**6 013 031**	**-57,58%**	**-30,69%**	**9 104 231**	**51,41%**	**7 709 613**	**-15,32%**	**- 1 394 617**
10	Dotations, fonds divers	2 957 803	-36,51%	-36,51%	2 746 603	-7,14%	-7,14%	2 327 221	-15,27%	2 247 570	-3,42%	- 79 652
1068	excédent de fonct. Capitalisé	2 651 868	-12,52%	-12,52%	5 982 662	125,60%	125,60%	5 520 302	-7,73%	6 473 866	17,27%	953 564
compte 4582	Opérations sous mandat	306 674	27,30%	27,30%	825 078	169,04%	169,04%	74 315	-90,99%	268 996	261,97%	194 681
27	Autres immobilisations financières	9 300	321,84%	321,84%	13 289	42,89%	42,89%	24 981	87,99%	-	-100,00%	- 24 981
Total des recettes financières		**5 925 644**	**-25,31%**	**-25,31%**	**9 567 632**	**61,46%**	**61,46%**	**7 946 819**	**-16,94%**	**8 990 432**	**13,13%**	**1 043 613**
Recettes réelles d'investissement		**20 101 667**	**6,96%**	**-22,30%**	**15 580 662**	**-22,49%**	**6,71%**	**17 051 050**	**9,44%**	**16 700 045**	**-2,06%**	**- 351 005**

Opérations d'ordre												
040	Opérations de transfert entre s	10 746 070	-15,61%		2 865 693	-73,33%		3 199 019	11,63%	4 452 422	39,18%	1 253 403
041	Opérations patrimoniales	21 543 199	-13,73%		12 389	-99,94%		208 073		966 684	364,59%	758 611
Total des opérations d'ordre		**32 289 270**	**-14,37%**	**-14,37%**	**2 878 082**	**-91,09%**	**-91,09%**	**3 407 092**	**18,38%**	**5 419 105**	**59,05%**	**2 012 013**
Total général		**52 390 937**	**-7,27%**	**-17,01%**	**18 458 744**	**-64,77%**	**-60,63%**	**20 458 142**	**10,83%**	**22 119 151**	**8,12%**	**1 661 009**

Tableau de financement des investissements

	CA 2016	*Variat.16/15*	*Ecart en €*	CA 2017	*Variat.16/17*	*Ecart en €*	CA 2018	*Variat.18/17*	CA 2019	*Variat.19/18*	Ecart
Dépenses d'équipement	**18 449 078**	14,99%	2 404 596	**12 193 756**	-33,91%	- 6 255 322	**16 132 849**	32,30%	**17 967 405**	11,37%	**1 834 556**
Financements											
CAF nette	2 048 628	21%	360 071	2 893 834	41%	845 206	3 837 755	32,62%	3 987 791	3,91%	150 037
Subventions d'investissement reçues	11 156 853	234%	7 813 410	2 995 622	-73%	- 8 161 232	6 085 984	103,16%	4 698 249	-22,80%	- 1 387 735
FCTVA et TA	2 957 803	-37%	- 1 701 127	2 746 603	-7%	- 211 200	2 327 221	-15,27%	2 247 570	-3,42%	- 79 652
Cessions d'actifs et except	6 707 972	715%	5 884 758	249 550	-96%	- 6 458 422	370 677	48,54%	1 492 676	302,69%	1 121 999
Autres immob.fin	9 300	263%	6 740	13 289	43%	3 989	24 981	87,99%	-	-100,00%	- 24 981
Emprunt	3 000 000	-60%	- 4 500 000	3 000 000	0%	-	3 000 000	0,00%	3 000 000	0,00%	0
Total des financements mobi	**25 880 556**	**43,65%**	**7 863 852**	**11 898 897**	**-54,02%**	**- 13 981 659**	**15 646 618**	31,50%	**15 426 286**	**-1,41%**	**- 220 331**

Endettement	CA 2016	*Variat.16/15*	*Ecart en €*	CA 2017	*Variat.16/17*	*Ecart en €*	CA 2018	*Variat.18/17*	CA 2019	*Variat.19/18*	Ecart
Emprunts remboursés, dette courante	4 637 480	*8,49%*	363 004	5 010 225	*8,04%*	*37274461,00%*	5 268 800	*5,16%*	4 385 466	*-16,77%*	
Remboursement BEA	125 451	*7,89%*	9 170	127 257	*1,44%*	*-12545063,56%*	133 336	*4,78%*	147 746	*10,81%*	
Total remboursements de dette financière	**4 762 931**	*8,48%*	**372 174**	**5 137 482**	*7,86%*	*37455141,00%*	**5 402 135**	*5,15%*	**4 533 212**	*-16,08%*	**- 868 923**
			0								
Emprunts mobilisés, dette courante	3 000 000	*-60,00%*	-4 500 000	3 000 000	*0,00%*	*0,00%*	3 000 000	*0,00%*	3 000 000	*0,00%*	
BEA - trav bâtiment l3 + tva	15 352	*33,41%*	3 845	11 562	*-24,69%*	*-378968,00%*	11 758	*1,70%*	19 987	*69,98%*	
Capitalisation de l'IRA produit structuré	0	*-100,00%*	-9 425 000	0			0		0		
Total des emprunts mobilisés	**3 015 352**	*-82,20%*	**-13 921 155**	**3 011 562**	*-0,13%*	*-378968,00%*	**3 011 758**	*0,01%*	**3 019 987**	*0,27%*	**8 228**

Emprunts reportés sur ex. suivant

	CA 2016	*Variat.16/15*	*Ecart en €*	CA 2017	*Variat.16/17*	*Ecart en €*	CA 2018	*Variat.18/17*	CA 2019	*Variat.19/18*
Endettement total sur l'exercice	**- 1 747 579**	*-113,93%*	- 14 293 329	**- 2 125 920**	*21,65%*	*#DIV/0!*	**- 2 390 377**	*12,44%*	**- 1 513 225**	*-36,70%*
*** Endettement relatif à la dette courante**	**- 1 637 480**	*-110,10%*		**- 2 010 225**	*22,76%*	*#DIV/0!*	**- 2 268 800**	*12,86%*	**- 1 385 466**	*-38,93%*
*** Endettement relatif au BEA**	**- 110 099**	*5,08%*		**- 115 695**	*5,08%*	*#DIV/0!*	**- 121 578**	*5,08%*	**- 127 760**	*5,09%*

Annexe b

INVESTISSEMENT

Evolution de l'encours de dette

	budget principal		budget principal	budget eau		budget principal	budget eau	budget principal	budget eau
Décomposition du stock de dette	**au 31/12/2016**		**au 31/12/2017**	**au 31/12/2017**		**au 31/12/2018**	**au 31/12/2018**	**au 31/12/2019**	**au 31/12/2019**
Emprunt canalisation eau+Dammarie				4 442 036			4 220 813		4 005 046
Crédit relais									
Dette courante	103 916 279		101 790 359			99 399 982		97 886 756	
BEA		total encours			total encours				
Encours total	**103 916 278,98**	**108 585 001**	**101 790 358,83**	**4 442 036,00**	**106 232 394,83**	**99 399 982,00**	**4 220 813,00**	**97 886 756,19**	**4 005 045,56**
								97 886 756,56	
Evolution encours dette	-1,65%		-2,05%	-4,86%	-2,17%	-2,35%	-4,98%	-1,52%	-5,11%
	9 425 000,00								
	-1 747 579 *désendettement*	-1 978 325 BP	**-2 125 920** *désendettement*	**-226 686** *désendettement*	**-2 352 607**	**-2 390 377** *désendettement*	**-221 223** *désendettement*	**-1 513 226** *désendettement*	**-215 767** *désendettement*
			rbst anticipé 2017			*rbst anticipé 2018*			
						859 436			

	budget principal		budget principal	budget eau		budget principal	budget eau	budget principal	budget eau	
	au 31/12/2016		**au 31/12/2017**	**au 31/12/2017**		**au 31/12/2018**	**au 31/12/2018**	**au 31/12/2019**	**au 31/12/2019**	
Fonds de soutien restant	7 327 542	- 393 437	6 934 105			6 540 668		6 147 231		
dette après réduction fonds d	96 588 737		**94 856 253**	**4 442 036**		**92 859 314**	**4 220 813**	**91 739 525**	**4 005 046**	
encours par habitant	2 357,49		**2 321,10**	108,69		**2 254,80**	102,49	**2 273,71**	99,26	**18,91**
encours par habitant total	**2 471,44**		**2 429,79**		-1,69%	**2 357,29**		**2 372,97**		
écart en €			-41,65			-72,51		15,68		
									18,91	
dette globale après réduction fonds de soutien			**99 298 289**			**97 080 127**		**95 744 570**		

PRESENTATION DE LA STRUCTURE ET

DE L'EVOLUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL ET DES EFFECTIFS – Année 2020

La ville de Melun affirme une volonté de financer ses priorités, en matière de sécurité des habitants, de bien-être à Melun, d'éducation, de petite enfance, de développement de services de proximité (Mairie +, point d'accès au droit, …), en dotant les services de moyens humains pour assumer dans de bonnes conditions les services publics.

Après une baisse de la masse salariale de l'ordre de 1,86% en 2018, l'année 2019 présente une maîtrise des dépenses de personnel puisque l'augmentation est limitée à +0,93%.
Si l'on compare ces dépenses constatées en 2019 à celles de 2014, l'évolution est négative, de l'ordre de -2,24%.

Pour 2020, les contraintes imposées et subies pour les collectivités au niveau des dépenses de fonctionnement porteront sur :

- Les incidences liées au « Glissement Vieillesse Technicité » (GVT) issu du déroulement de carrière des agents.

- Le Parcours Professionnels, Carrières et Rémunération (PPCR), lequel concerne les revalorisations indiciaires, la mise en œuvre de la nouvelle tranche du dispositif dit du « transfert primes/points » pour les corps concernés ainsi que les mesures de création de corps, grades et échelons.

- A partir du 1er janvier 2020, en application du décret n°2019-1387 du 18.12.2019 : le taux horaire du SMIC est fixé à 10,15 € bruts, suivant un principe général du droit, l'employeur public est tenu de verser à son agent une rémunération au moins égale à la valeur du SMIC. Compte tenu de ce relèvement, la rémunération brute mensuelle minimale de la Fonction Publique Territoriale se trouve ainsi inférieure au montant du SMIC et ce, malgré la revalorisation de certains indices de l'échelle C1, suite aux mesures PPCR. Par conséquent, pour les agents publics dont la rémunération est calculée par rapport à un indice majoré inférieur à l'indice 329, il convient de verser une indemnité différentielle.

- L'évolution du montant de remboursement des frais de repas par arrêté du 11 octobre 2019 passant le forfait à 17,50€ à compter du 1er janvier 2020, au lieu de 15.25 €.

La loi TFP du 6 août 2019 entraîne plusieurs conséquences :

- l'alignement des rémunérations des apprentis du secteur public sur celles du secteur privé, la fin de la majoration de 10 ou 20 points en fonction du diplôme de l'agent et le financement d'une partie de la formation des apprentis par le CNFPT.
- Les évolutions sur le recours aux contrats suite à la loi de transformation de la fonction publique : création d'un contrat de projet, contrat de 3 ans pour toutes les catégories exerçant des missions ne rentrant pas dans le cadre des métiers de la fonction publique
- la mise en œuvre, à titre expérimental, de la rupture conventionnelle et l'abandon de l'indemnité de départ volontaire.

1. Structure des effectifs au 31 décembre 2019

Au 31 décembre 2019, les recrutements ont porté :
- soit sur une création de poste :
  - 1 chargé de mission patrimoine à temps complet adjoint administratif principal de 2ème classe
  - Deux gardiens d'école réaffectés pour revenir à la règle d'un gardien par groupe scolaire

- 2 assistantes maternelles
- 1 auxiliaire volante pour le service des crèches
- 1 chargé de mission au sein du service jeunesse : projet des cités-éducatives
- une auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe, en raison de la requalification de la Halte-garderie des oursons en crèche
- un agent de vidéo surveillance en raison du passage 24/24h
- un agent volant au sein de l'hygiène des locaux dans le cadre de signes d'usures professionnelles occasionnant des arrêts sur des structures postes normés
- deux ATSEM suite à l'ouverture de deux classes maternelles dans les écoles Decourbes et Montaigu.

- soit à des remplacements :
    - une directrice de crèche au 01/02/2019 par voie de détachement
    - 4 agents en charge des espaces verts
    - 4 cantonniers
    - 5 agents en charge de l'entretien des locaux, répartis sur l'année
    - 3 agents de police municipale
    - un adjoint au responsable des ateliers courant octobre 2019
    - une animatrice centre social
    - un assistant de conservation à la médiathèque au 01/09/2019 sous contrat
    - un contrôleur de gestion au 01/12/2019
    - une directrice des ressources humaines au 01/10/2019

Suppressions de poste :
- Un agent administratif à temps non complet (20h semaine) au service social
- Un agent administratif à temps non complet (26h semaine) au sein des Résidences autonomies
- Un poste d'assistante administrative à la direction des centres de loisirs
- Une assistante administrative à la crèche Les dauphins
- Un poste de SIRH au sein des ressources humaines

Au ROB 2019, 15 stagiairisations étaient prévues initialement. Cependant, 24 stagiairisations ont eu lieu, dont 7 suite à des réussites concours : les agents occupent déjà leurs postes côtés dans la catégorie du concours passé et obtenu. La collectivité a souhaité valoriser les agents ayant obtenu un concours, et intégrer les agents ayant donné satisfaction depuis trois ans dans la collectivité. Jusqu'à présent, la collectivité avait l'obligation de nommer un agent contractuel qui réussissait le concours du grade sur lequel il avait été recruté. La loi de tranformation de la fonction publique donne désormais le choix à la collectivité de stagiairiser ou non l'agent contractuel suite à la réussite à concours.

Il y a eu 23 départs en retraite.

L'effectif global constaté au 31 décembre 2019 est de **1057 agents**, titulaires et contractuels, toute filière confondue, soit 1003.63 ETP. Cette hausse de 27,71 ETP s'explique notamment par des recrutements pour effectuer des remplacements de maladie ordinaire et de longues maladies, des créations de postes intervenus et des remplacements de congé maternité sur les postes normés (CLSH et Crèches).

Au 31 décembre 2019, 923 postes budgétaires sont pourvus au tableau des effectifs. L'effectif permanent est constitué des agents recrutés sur des postes dont le caractère est durable. Il comprend les agents titulaires, stagiaires, contractuels de la fonction publique territoriale. Cet effectif reste assez stable.

Ces postes budgétaires se répartissent de la façon suivante :

	TITULAIRES		CONTRACTUELS		TOTAL
	Tps complet	Tps non complet	Tps complet	Tps non complet	
FILIERE ADMINSTRATIVE	199	6	21	8	231
FILIERE ANIMATION	67	1	17	1	86
FILIERE CULTURELLE	62	17	2	9	90
FILIERE MEDICO-SOCIALE	65	0	0	0	65
FILIERE POLICE MUNICIPALE	39	0	0	0	39
FILIERE SOCIALE	23	0	2	0	25
FILIERE SPORTIVE	15	0	3	3	21
FILIERE TECHNIQUE	316	4	46	0	366

La filière technique reste la filière la plus importante en nombre de postes pourvus au sein de la collectivité. Les agents exercent leurs missions au sein des services techniques (propreté urbaine, voirie, ateliers, ...), en qualité d'agents d'entretien ou d'agents technique dans les Résidences autonomie, les restaurants scolaires, …

Le pourcentage de postes à temps non complet reste stable et faible et concerne principalement les emplois de professeurs ou d'assistants d'enseignement artistique.

Par catégorie, cet effectif se répartit ainsi et reste également stable :

	Titulaires		Contractuels	
	Complet	Non complet	Complet	Non complet
A	73	7	14	0
B	96	10	13	12
C	617	11	61	9
TOTAL	**786**	**28**	**88**	**21**

La part de contractuels sur emplois permanents représente 11.80 % du total des emplois permanents.
On remarque une augmentation du nombre d'agents contractuels à temps complet (88 en 2019 contre 78 en 2018), cela s'explique par des agents titulaires partis remplacés par des agents contractuels.

225 postes sont non pourvus au tableau des effectifs :

- 59 agents en disponibilités ou détachements,
- 147 postes non pourvus suite à des départs.
- 19 agents (suite à réussite concours et disponibilité d'office)

Seuls les emplois permanents apparaissent au tableau des effectifs. En sont exclus :

- les contrats d'apprentissage qui ne font pas l'objet de création de poste : 26 postes
- les contrats occasionnels, saisonniers et de remplacements : 71 postes
- les assistantes maternelles : 26 postes
- les collaborateurs de cabinet : 3 postes
- les stagiaires de longues durées et les services civiques : 8 postes.

Cela représente 134 postes budgétaires sur emplois non permanents.
Gelés depuis 4 ans, les avancements de grade ont repris en 2018 et se sont poursuivis en 2019. Cela a généré la nomination de 149 agents à des grades supérieurs. En 2019, la promotion interne a été relancée et à ce titre, 6 agents ont été nommés.

Dans ce cadre, la collectivité n'a créé au tableau des effectifs que 50 emplois, des postes visés par les avancements de grade se libérant ou étant déjà libérés. Au vu de l'activité des services, certains postes n'ont pas été maintenus (35 suppressions de postes).
La modification de la durée du nombre d'heures hebdomadaires de service d'un emploi à temps non complet est assimilée à une suppression d'emploi lorsqu'elle excède 10 % du nombre d'heures de service afférent à l'emploi concerné et/ou prive le bénéficiaire de l'affiliation à la CNRACL. C'est pourquoi il y a eu des créations/suppressions assez importantes pour les postes du Conservatoire Les deux muses.

	Détail des emplois créés et supprimés en 2019	
Filière	**Emplois créés**	**Emplois supprimés**
Filière administrative	1 emploi d'attaché hors classe	
	17 emplois d'adjoint administratif principal de 1ère classe	6 emplois d'adjoint administratif
Filière technique	1 emploi d'ingénieur hors classe	
	5 emplois d'agent de maîtrise principal	5 emplois d'agent de maîtrise
	20 emplois d'adjoint technique principal de 1ère classe	
	14 emplois d'adjoint technique principal de 2ème classe	11 emplois d'adjoint technique
Filière sportive	1 opérateur des APS qualifié	
	1 educateur des APS	
Filière culturelle	1 emploi de professeur d'enseignement artistique hors classe	
	1 emploi d'assistant de conservation du patrimoine principal de 1ère classe	1 emploi d'assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe de 2h
	1 professeur d'enseignement artistique de classe normale pour (9h)	1 emploi d'assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe de 4h
	1 emploi d'assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe (10 heures)	1 emploi d'assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe de 15h30
	1 AEA à temps complet	1 emploi d'assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe de 10h hebdomadaires
	1 AEA ppal de 2ème classe à temps complet	
	2 emplois d'adjoint du patrimoine ppal de 1ère classe	
	1 emploi d'adjoint du patrimoine ppal de 2ème classe	3 emplois d'adjoint du patrimoine
Filière police municipale	2 emplois de brigadier-chef principal de PM	

Filière	Emplois créés	Emplois supprimés
Filière médico-sociale	1 emploi d'agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	
	11 emplois d'auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe	10 emplois d'auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe
	1 emploi d'agent social ppal de 1ère classe	
Filière animation	1 emploi d'adjoint d'animation principal de 1ère classe	
	2 emplois d'adjoint d'animation principal de 2ème classe	
	1 animateur ppal de 2ème classe	
Suite à des réussites concours		
Filière culturelle	1 assistant d'enseignement ppal de 2ème classe (8 heures)	
	1 professeur d'enseignement artistique de classe normale (10 heures)	
Suite à recrutements		
Filière administrative	1 adjoint administratif ppal de 2ème classe	Arrivée sur le poste de chargé de mission patrimoine
	1 attaché	Direction action cœur de ville
Filière sociale	1 agent social ppal de 2ème classe	Arrivée en agent d'accompagnement dans les résidences autonomies
Filière médico-sociale	1 infirmière en soins généraux	
Filière sportive	1 éducateur des APS	Remplacer un agent en disponibilité, par voie de détachement
Filière animation	1 adjoint d'animation	Poste d'un maitre nageur
Filière police	3 emploi de brigadier-chef ppal	Poste d'animateur jeunesse

2. Evolution des effectifs en 2020

Des recrutements sont encore en cours, et devraient intervenir sur 2020 :

- un maçon (poste transformé en poste d'agent polyvalent compte tenu des difficultés à recruter et aux missions qui lui seront affectées)
- un responsable voirie
- deux ASVP suite à une mobilité interne
- un bibliothécaire, responsable du service adultes
- un agent en charge de gestion budgétaire et comptable en remplacement d'un poste au sein de la commande publique

Des créations suites aux projets en cours de la collectivité :

- Un médiateur culturel
- 4 ATSEM en raison des cités-éducatives et des ouvertures de classes
- Un correspondant de cadre de vie et de citoyen proximité
- Deux agents (journaliste et webmaster) à la communication
- Un chargé d'étude urbaine
- 2 agents polyvalents au sein des infrastructures
- 8 agents contractuels pour les mercredi dans les CLSH en raison de la sur-occupation
- 1 agent opérateur de vidéo-surveillance en raison de l'ouverture 24 h/24
- Deux gardiens de Police Municipale
- 2 agents de brigade verte pour renforcer l'équipe en place
- Une brigade de 4 agents à la propreté pour intervenir le soir sur la ville et éviter les dépôts sauvages.

La démarche de Gestion Prévisionnelle des Emplois, des Effectifs et des Compétences (GPEEC) initiée au sein de la collectivité a pour objectif de favoriser une gestion anticipative des ressources humaines, en détectant et résolvant en amont les questions relatives à l'évolution des métiers, des emplois et des compétences, en fonction des contraintes budgétaires et des choix stratégiques de la collectivité.

Les axes stratégiques développés par l'autorité territoriale restent :

- favoriser la mobilité interne avant l'ouverture à l'externe des offres d'emploi,
- privilégier le développement des compétences pour une plus grande polyvalence des agents,
- privilégier la mutualisation de postes plutôt que de proposer le remplacement d'un agent en partance, sauf dans le cas d'une technicité particulière,
- le non remplacement systématique des agents partant en retraite et une meilleure anticipation des départs pour réorganiser en interne les services.

Au sein de la Direction des Ressources Humaines, le secteur de la formation accompagne les agents que la Collectivité doit reclasser pour des raisons médicales dans l'adaptation à leur nouveau poste, permettant ainsi à l'agent de rester efficace et efficient dans l'exercice de ses nouvelles missions.
La formation est, par conséquent, un outil de lutte contre l'absentéisme et d'amélioration de la qualité de vie au travail.

Il s'agit, par ailleurs, de mettre en place des actions de prévention pour réduire les absences et améliorer le bien-être au travail.

Ces actions ont comme objectifs de :
- Sensibiliser les évaluateurs à repérer les situations précaires par des formations sur les risques psychosociaux : En 2019 et 2020, les membres du CHSCT ont été et seront formés.
- Prévenir les pathologies professionnelles (stress, troubles musculo-squelettiques) : ateliers du bien-être (Le bien être par la communication positive, sophrologie), activités sportives (gym, yoga) dispensées par des agents municipaux ressources, bénévoles, organisés tous les 15 jours pour les agents.

Il est important de relever que la Formation hygiène et sécurité a concerné 33 000 euros en 2019 :

- Sauveteur secouriste au travail (budget médecine du travail, chapitre 012)
- AIPR : 8 agents des espaces verts
- Formation aux Gestes et soins d'Urgences secteur enfance : 30 agents des crèches
- Formation Sécurité incendie
- Gestes qui sauvent (formations gratuites)
- Habilitations électriques
- Autorisation de conduite d'engins
- Signalisation temporaire de chantiers : 20 agents
- Surveillance de la qualité de l'air dans les lieux accueillant des enfants / Crèches

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale a, en outre, dispensé en 2019 les formations suivantes, toujours dans l'optique de prévenir les pathologies et d'améliorer les conditions de vie au travail :

- Prévenir les pathologies professionnelles et améliorer la qualité de vie au travail, par exemple en 2019 :

6 jours de Formation en intra pour 49 agents ATSEM formées sur la thématique « gérer les troubles du comportement des enfants de 3 à 6 ans ».

- Accompagner les agents dans leur projet d'évolution professionnelle

Par ailleurs, 3 agents ont bénéficié en 2019 via le CNFPT des itinéraires :
- Construction de son projet de transition professionnelle dans le cadre d'inaptitude et de reclassement
- Construction de son projet d'évolution professionnelle dans le cadre de la mobilité interne
- Connaissance de l'environnement territorial et des métiers au service de son projet de mobilité

De plus, l'obligation d'emploi des personnes handicapées correspond à 63 agents. Sur l'année 2019, nous comptabilisons 67 personnes reconnues handicapées par la MDPH et 6 agents reclassés en interne pour des raisons médicales.
Nous travaillons en relation avec CAP EMPLOI pour les recrutements de catégorie C, cette année 4 agents recrutés initialement en contrat aidés ont été placés sur des contrats permanents, pour pérenniser leurs emplois.

Nous sommes toujours liés par une convention de partenariat avec la Mutuelle Nationale des Fonctionnaires des Collectivités Territoriales (MNFCT) pour le reclassement professionnel des agents reconnus inaptes définitivement à l'exercice de leurs missions par le Comité Médical Départemental.
Cette démarche s'inscrit dans la prévention et la promotion d'une culture de santé au travail au moyen de formations thématiques destinées aux fonctionnaires territoriaux. La MNFCT a conclu des conventions en partenariat avec des centres de réadaptation à de nouveaux métiers compatibles avec l'état de santé. La convention a pour objet de définir les modalités promouvoir le maintien de l'emploi et la réadaptation professionnelle des agents reconnus inaptes à leur poste de travail. C'est une démarche pilote dans la FPT.

A ce titre, la DRH et la cellule prévention a visité le centre de réadaptation professionnelle et de formation de Nanteau-sur-Lunain près de Nemours.
Des agents reconnus inaptes ont pu être reclassés. Ainsi, un agent qui exerçait les missions d'auxiliaire de puériculture a été reclassée sur un poste administratif, mais aussi des agents techniques usés, sur des postes de gardiens (gymnase ou médiathèque).

Nous sommes dans une démarche d'accompagnement au reclassement, grâce à la mise en place de RDV individuel notamment par la cellule formation, visant à conseiller les agents sur les pistes de mobilité interne compte tenu de leurs usures professionnelles et des pathologies individuelles, nous permettons ainsi une meilleure qualité de vie au travail. La loi de transformation de la fonction publique met l'obligation pour les collectivités de mettre en place un entretien de carrière à l'attention des agents présentant des risques d'usure professionnelle. (Décret en attente)

Toute demande d'embauche, même ponctuelle, doit être justifiée et validée en amont par l'autorité territoriale avec la présentation préalable d'un projet de service. Les recrutements effectués, le sont pour maintenir à l'équilibre les effectifs et non pour des créations d'emplois.

Aussi, en 2020, 14 agents ont déjà effectué les démarches pour partir en retraite, les postes libérés par les agents partant à la retraite sont proposés prioritairement en interne.

La police municipale a connu en 2019 de nombreux départs. En interne, des agents de catégorie C de la filière police municipale, remplissant les conditions statutaires, se sont inscrits au concours de chef de service de police municipale (catégorie B). Dans l'attente de leurs résultats, le recrutement d'un agent de catégorie B a été mis en suspens.

La ville a décidé de supprimer des postes courant 2020, liés notamment à des départs qui ne seront pas remplacés par des agents possédant le même grade (21 postes), principalement dans les filières administratives et sportives

La ville doit recruter des postes dans le cadre de vie, notamment à la propreté urbaine pour renforcer la propreté de la ville, nous allons essayer de recourir aux contrats aidés, afin de limiter la dépense et de travailler en relation avec emploi et insertion pour favoriser l'emploi de proximité.

Evolution des effectifs 2019/2020

Pôle	POSTES POURVUS		PROJECTION ROB - ETP au 31/12/2019		POSTES POURVUS		ETP au 31/12/2019		POSTES POURVUS		ETP au 31/12/2020	
	T	C	T	C	T	c	T	C	T	C	T	C
ACVD	230.5	51	218.08	51	215	61	212,3	61	221	58	218,8	58
CABINET DU MAIRE	4	5	4	5	4	5	4	4	4	7	4	6
COHESION SOCIALE	165	61	155.66	66.74	162	67	158,31	66,74	163	67	157,31	66,74
EDUCATION CULTURE ET LOISIRS	275	51	259.28	39.1	270	85	257,2	57,37	271	88	258,2	65,37
MAIRIE +	34	2	33,6	2	34	2	33,7	2	34	2	33,7	2
RESSOURCES	42,5	8	39,2	7,7	43	5	41,3	5	44	5	42,3	5
POLICE MUNICIPALE	65	12	63.85	5,91	60	11	60	7,91	64	14	64	9,91
VIE ASSOC JEUNESSE DEMO PROXI	26	9	25,8	9	23	10	22,8	10	23	10	22,8	10
DIVERS	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL AGENTS	**843**	**199**			**811**	**246**			**824**	**251**		
	1042				**1057**				**1075**			
TOTAL AGENTS EN ETP			**800.47**	**186.45**			**789,61**	**214,02**			**801,11**	**223,02**
			986.92				**1003,63**				**1024,13**	

Le détail par poste est analysé ci-dessous :

<u>Pôle Aménagement Cadre de Vie et Développement durable :</u>

On remarque une augmentation des agents titulaires, nous avons des agents qui sont présents depuis plus de trois ans, et qui seront proposés à la stagiarisation.

Les renforts porteront sur :

- Un poste au sein du service fêtes et cérémonies en raison de la pyramide des âges vieillissante et des absences prévues pour maladie professionnelle et usure professionnelle
- Les remplacements en cours de recrutements
- Les renforts par les postes de chargés d'études dans le cadre du développement de Melun

<u>Au niveau de la communication et du cabinet du Maire</u>

Un renfort est prévu sur des thématiques : journalisme et webmaster

<u>Au niveau de la cohésion sociale</u>

L'enfance, axe prioritaire de Monsieur le Maire a bénéficié en 2019 de créations de postes de volantes, afin de pouvoir renforcer au pied levé, les équipes lors d'absences maladie.

On remarque une forte augmentation des agents contractuels :

- Notamment au sein de la petite enfance, les personnes recrutées pour remplacer les agents en congé parentaux, disponibilités le sont essentiellement par des agents contractuels dans l'attente de la réussite au concours d'auxiliaire puériculture principal de 2ème classe.
- Mais aussi sur des renforts sous la forme de contrat dans les centres sociaux (contrat d'apprentissage)

Au niveau de l'éducation, de la culture et du sport :
La création d'un renfort sous la forme d'une brigade d'agents contractuels qui intervient le mercredi en raison de la sur-occupation dans les CLSH. Des postes sont non pourvus au 31/12/2019, mais les prises de fonction vont intervenir au cours du 1er trimestre 2020.

Au niveau des autres pôles, il n'y a pas de modification significative sur les effectifs, nous sommes stables avec des recrutements en cours (Ressources humaines et jeunesse).

Nous constatons donc une hausse de 20.5 ETP : les postes sont principalement occupés par des agents contractuels (remplacement), intégration des agents en contrats aidés sur des contrats permanents (propreté urbaine très impactée). En outre, la ville cherche à acquérir des compétences et les candidats sont généralement des contractuels.

De plus, les projets liés à l'éco-quartier, nécessite le recours à des contractuels, et sont limités dans le temps. La conclusion de contrats de projets, d'une durée maximale de 6 ans, sera sûrement privilégiée.

3. Rémunération

Total du chapitre 012

2017	2018	2019
42.834.219	41.969.328	42.358.621

Dont principalement

		2017	2018	2019	Variation 2018/2019	% d'évolution 2018/2019
Rémunération principale	Titulaire	18 256 623	17 805 695	17 638 512	-167 183	-0,94%
Rémunération principale	Contractuel	1 973 421	2 531 028	2 861 851	330 823	13,07%
TOTAL REMUNERATION PRINCIPALE		**20 230 044**	**20 336 723**	**20 500 363**	**163 640**	**0,80%**
NBI	Titulaire	**409 740**	**419 040**	**405 649**	**330 823**	**78,95%**
Heures supplémentaires	Titulaire	503 830	426 966	485 620	58 654	13,74%
Heures supplémentaires	Contractuel	40 349	38 800	71 436	32 636	84,11%
TOTAL HEURES SUPPLEMENTAIRES		**544 179**	**465 766**	**557 056**	**91 290**	**19,60%**

		2017	2018	2019	Variation 2018/2019	% d'évolution 2018/2019
Régime indemnitaire	Titulaire	3 510 040	3 339 004	3 973 802	634 798	19,01%
Régime indemnitaire	Contractuel	175 801	449 459	651 235	201 776	44,89%
TOTAL REGIME INDEMNITAIRE		**3 685 841**	**3 788 463**	**4 625 037**	**836 574**	**22,08%**
Emplois d'avenir		281301	70 206	0	-70 206	**-100,00%**
Autres emplois d'insertion		457 337	432 632	70278	-362 354	**-83,76%**
PFA	Titulaire	1 145 910	1 103 430	1 083 452	-19 978	-1,81%
PFA	Contractuel	69 919	117 202	154 772	37 570	32,06%
TOTAL PRIME DE FIN D'ANNEE		**1 215 829**	**1 220 632**	**1 238 224**	**17 592**	**1,44%**
Avantage en nature	Titulaire	110 875	93 141	72 767	-20 374	-21,87%
Avantage en nature	Contractuel	30 472	34 511	32 833	-1 678	-4,86%

Au final, la masse salariale (totalité du chapitre 012) a progressé de +0,93% en 2019.

On remarque une très forte augmentation de la rémunération principale des contractuels, qui s'explique par :

- la fin du recours aux contrats aidés, où les postes sont occupés désormais par des contrats permanents ;
- les remplacements d'agents dans l'incapacité d'exercer leurs fonctions (maladie ordinaire, congé longue maladie, longue durée, congé maternité) ;
- au conservatoire de musique et de danse, certains professeurs ont bénéficié d'une requalification indiciaire : leur rémunération est fixée sur l'indice 420 au lieu de l'indice 360 soit 280 € bruts par mois. 10 agents sont concernés ce qui représente 33.600 € bruts annuels en plus.

Le maintien des heures supplémentaires et non leur diminution s'explique par :

- la non mise en place de l'annualisation des espaces verts, ni de l'escale. Ces services génèrent un fort nombre d'heures supplémentaires et qui justifie l'augmentation des heures supplémentaires des contractuels ;
- le paiement en février d'heures supplémentaires effectuées en décembre 2018 (police municipale, escale, technique) ;
- l'impact du paiement d'un dimanche sur 2 à la Police Municipale soit : 42 000 € (6000 €*7) et cela depuis juin 2019 ;
- Les gardiens suppléants de l'hôtel de ville sont rémunérés en HS lorsqu'ils interviennent à la place du gardien titulaire en semaine depuis le mois de mai 2019 ;
- Régularisation d'heures supplémentaires effectuées par un agent de la médiathèque en 2017/2018.

Au niveau du régime indemnitaire, plusieurs éléments :

- l'ouverture du dimanche de la médiathèque entraîne le paiement par dimanche travaillé d'une indemnité de 100 € par agent (en moyenne 10 agents par dimanche) versé sur le régime indemnitaire ;
- les primes d'insalubrité pour la filière technique sont intégrées depuis le début d'année dans le régime indemnitaire dans le cadre de la mise en œuvre du RIFSEEP ;
- la prime de service des auxiliaires de puériculture était versée auparavant en une seule fois en janvier de chaque année. Or, cette prime doit être versée mensuellement. Celle de 2018 a été versée en janvier 2019 et celle de 2019 est versée mensuellement depuis le 1er février 2019 : pour cette année, cela représente 99 376.86 € ;
- paiement de la compensation 2018 pour les deux agents gérant la halte fluviale ;

- mise en place du versement de l'indemnité de nuit et jours fériés/dimanches travaillés.

De plus, la municipalité a relancé la mesure petits salaires, qui consiste à

- Passer à 1300€ nets ceux qui sont actuellement en dessous de cette rémunération,
- Passer à 1350€ nets ceux entre 1300€ et 1350€
- Assurer à minima une augmentation de 20€ nets à tous.

Cela a impacté 80 agents (50 agents contractuels et 30 agents titulaires) pour un budget total de 20 889 € pour l'année 2019.
Par conséquence, tous les recrutements prévus seront au minima effectués sur la base de 1 300 € nets.

La Ville a continué son travail, avec les syndicats, de cotation des postes afin de mettre en œuvre le Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour l'ensemble des agents. Ce groupe de travail sera poursuivi en 2020.

Au niveau des impacts réglementaires :

- Rappel des 200 € des catégories A au niveau des charges effet 2018.
- Au niveau de la carrière, revalorisation des catégories A, indice personnel : 1 404 €, reclassement des Educatrices de Jeunes Enfants et des assistants socio-éducatif : 6 388 €
- Assistante maternelle : revalorisation de l'indemnité d'entretien à 3.62€ au lieu de 3.57€.

En outre :

- un agent titulaire a bénéficié, dans le cadre d'un départ volontaire, d'une indemnité de départ d'un montant de 21 000 €.
- Recours à l'intérim pour renforcer l'équipe des fêtes et cérémonies

4. Durée effective du travail

Le décompte du temps de travail est réalisé sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1607 heures (1600 heures + 7 heures au titre de la journée de solidarité), sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées.
Le temps de travail des agents était inférieur, notamment pour les agents portant à la retraite. En effet, l'agent portant à la retraite bénéficiait de l'intégralité de ses jours de congés et ce, quelle que soit sa date de départ officielle de la collectivité. La reprise du règlement des congés en 2018 a permis de corriger cela : **depuis le 1er janvier 2019, les agents partant en retraite bénéficie uniquement des jours de congés qu'ils ont acquis à la date de leur départ.**

De plus, le temps de travail des agents de la ville est inférieur aux 1607 heures dans la mesure où ils travaillent 227 jours par an au lieu de 228, la différence provenant d'un jour de congé supplémentaire dit « jour du Maire ». Un travail sera mené en concertation avec les syndicats afin de régulariser la situation.

5. L'absentéisme

La maladie ordinaire est la nature d'absence la plus importante et compte, à elle seule pour près de la moitié de l'ensemble du taux d'absentéisme.

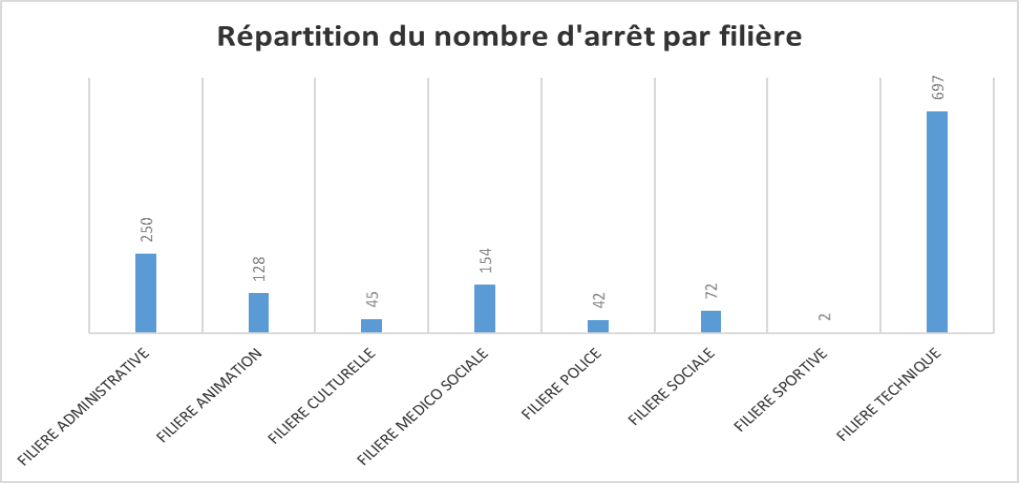
La réflexion entamée par le groupe de travail sur l'absentéisme et les actions proposées doivent être poursuivies en 2020 pour faire baisser le nombre d'accidents de travail. Des actions de formation ont eu lieu ces dernières années afin d'améliorer les postures au travail, limiter les risques physiques en formant à la bonne utilisation du matériel, et

accompagner les agents vivant des situations traumatisantes (ex : décès d'un résident dans les résidences autonomie).
Détails des absences au titre 2019:

	MO	MAT.	Garde enfant malade	Congé de présence parentale	CONGE PAT.	MP	CLM	CLD	DO	AT	Exclusion Temporaire de Fonction	Absence injustifiée	TOTAL
2016	15 958	1 750	525	*	121	931	2 369	1 125	*	2 739	*	597	**26 115**
2017	14 541	1 935	571	99	143	769	5 068	2 189	*	3 685	151	503	**29 654**
2018	14 662	2 147	529	193	121	1 495	4 668	1 357	*	2 930	5	374	**28 481**
2019	14 577	2 203	632	338	111	653	3 546	365	2 282	3 579	1	269	**28 556**

* ces éléments n'étaient pas identifiés dans le logiciel précédemment.

En ce qui concerne la maladie ordinaire, la journée de carence s'applique. 765 jours de carence ont été retenus soit une somme 48 947 €.



Le nombre de jours d'absences au titre des accidents de travail sont en hausse. Il faut nuancer cette information par le fait que ce n'est pas le nombre d'accidents de travail qui est en hausse mais bien la durée, certains agents sont en arrêt depuis plusieurs années. Il est à noter que le report de la charge de travail de l'agent absent sur le reste de l'équipe peut aboutir à la survenance d'accidents du travail, fatigue supplémentaire et insatisfaction des agents présents, aboutissant à plus ou moins longs termes à de nouveaux arrêts.

On constate également, que nous sommes sur un absentéisme de courte durée, moins de 10 jours (985 arrêts sur l'année 2019 entre 0 et 10 jours), ce qui est d'autant plus pénalisant pour les responsables de services dans l'organisation de la continuité de service :

Pour rappel, le congé attribué au titre de la longue maladie peut durer 3 ans maximum alors que le congé de longue durée est de 5 ans maximum. Les conditions d'attribution d'un congé longue durée sont plus restrictives que celles d'un congé maladie.

Cinq dossiers agents ont été mis à jour, ils ont pu bénéficier d'une disponibilité d'office, soit un demi-traitement à verser. Ce sont des personnes qui ont cumulé plus de 365 jours de maladie ordinaire et dont le dossier n'est pas encore reconnu en longue maladie ou longue durée par le comité médical.

Nous avons cette année, des demandes de reconnaissance de maladie professionnelle qui sont en cours d'étude (9), et qui sont principalement dans le domaine technique. Ces demandes peuvent aboutir à la prise en charge de frais

importants, sur une demande de reclassement ou une absence prolongée. Lorsqu'ils sont reconnus en maladie professionnelle, le salaire est maintenu en intégralité.

6. Dépenses globales de personnel pour 2020

Pour l'année 2020, il est estimé une hausse prévisionnelle de la rémunération globale et autres dépenses de personnel de 847 172 €.

Les dépenses supplémentaires principales sont les suivantes :

Recrutements	Créations suite au projet de la collectivité mais aussi : Cadre de vie : - Un chargé d'étude urbaine - 2 agents polyvalents dans les structures Renforcer l'équipe de brigade verte par le biais de mise en relation entre différents service (Police et Propreté = 6 postes) A la sécurité et tranquillité 1 opérateur de vidéo-surveillance	400 000 €
Stagiairisations		30 690 €
Arrivées 2019 impactées en année pleine en 2020		721 704 €
Carrière 2020	Avancement d'échelons, de grade, promotion interne, PPCR, médaille, GIPA, cotisations, …	500 000 €
Carrière 2019 impactées en année pleine en 2020	Avancement d'échelons, de grade, promotion interne, PPCR, médaille, GIPA, cotisations, …	438 209 €
Revalorisation de régime indemnitaire	NBI, prise de responsabilités,…	80 000 €
Impact contrat permanent		23 347 €
TOTAL		**2 193 950 €**

Les réductions de dépenses portent principalement sur :

Postes économisés 2019	116 778 €
Départs 2019	980 000 €
Impact retraites 2020	250 000 €
TOTAL	**1 346 778 €**

En ce qui concerne la carrière, les propositions de stagiairisations, titularisations, avancement de grade et promotion interne doivent être faites dans l'intérêt du service, en cohérence avec l'organisation de ce service et des besoins de la collectivité.
Avec la mise en œuvre de la réforme PPCR, les avancements d'échelon se font dorénavant selon un cadencement unique.

Par conséquent, l'évolution du chapitre 012 progresserait de **+2,00% en 2020**, après +0,93% en 2019.

Ville de MELUN

Tableau de bord – analyse de la dette du budget principal

Synthèse de la dette au 31/12/2020

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx,Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
96 406 857.52 €	4,12 %	20 ans et 1 mois	10 ans et 6 mois	58

En retraitant la dette du fonds de soutien, l'encours s'élève à 90,653 M€.

Synthèse de la dette au 31/12/2019

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx,Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
97 886 756.16 €	4,10 %	20 ans et 7 mois	10 ans et 11 mois	60

L'encours est de 91,740 M€ après déduction du fonds de soutien.

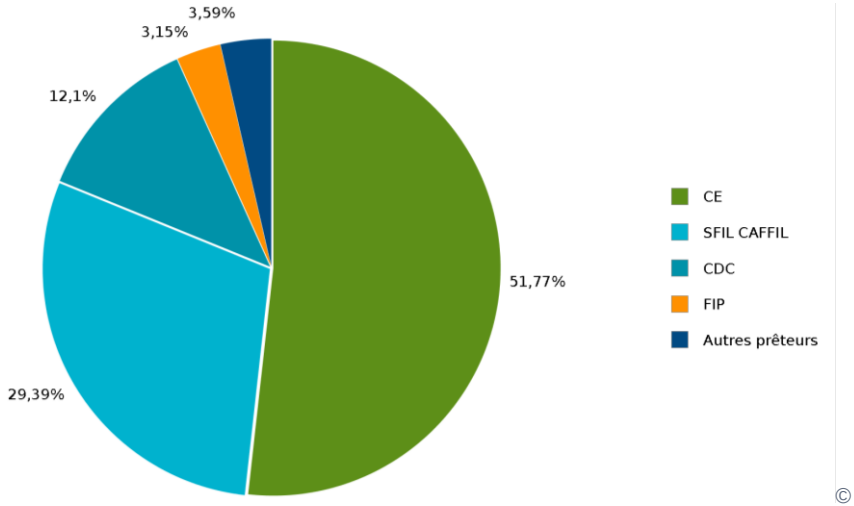
Synthèse de la dette au 31/12/2018

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx,Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
99 399 981.61 €	4,05 %	21 ans et 2 mois	11 ans et 3 mois	61

La Ville s'est désendettée de 1,513 M€ en 2019 en ayant un recours limité à l'emprunt de 3 M€.
En 2020, le désendettement s'établira à -1,480 M€.

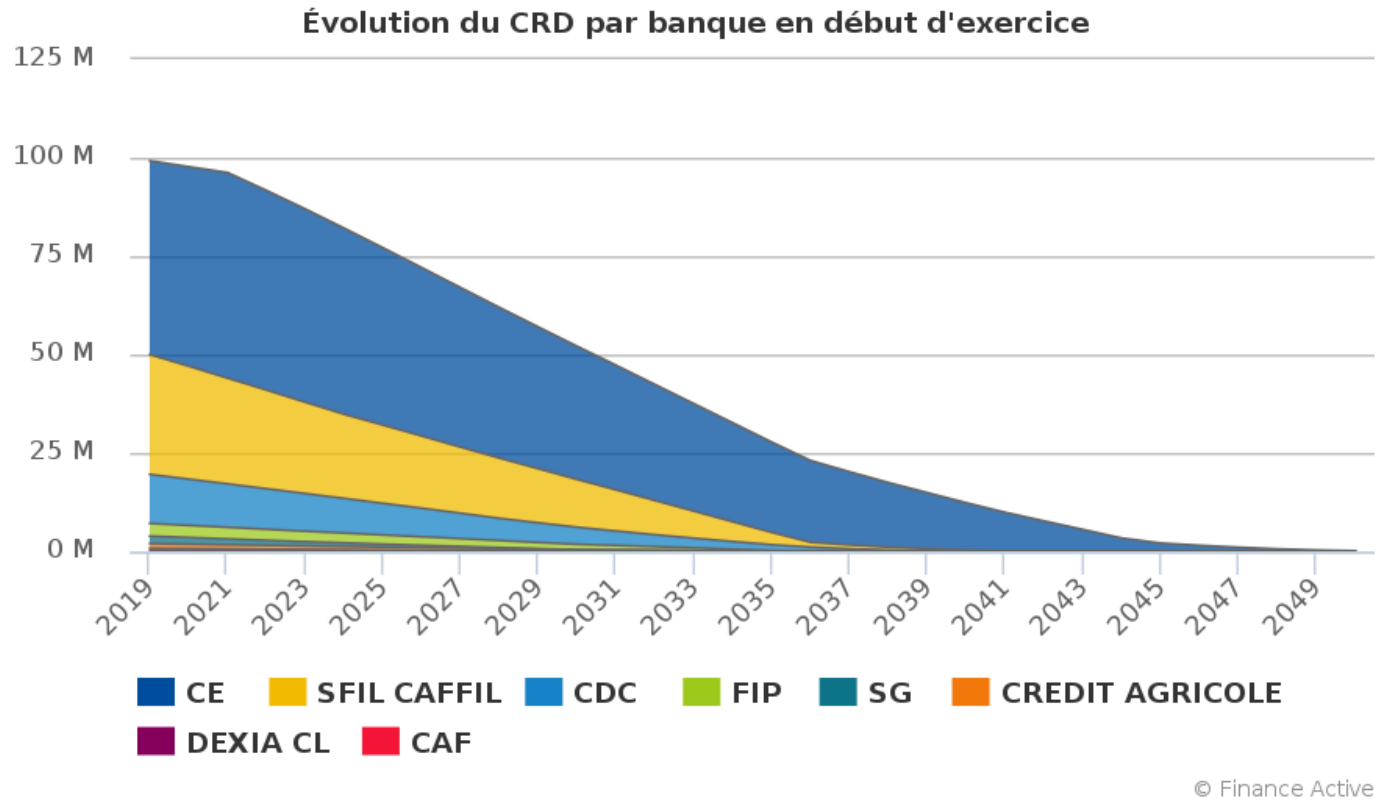
1- Partenaires bancaires

Prêteur	Capital Restant Dû au 01/01/2020	% du CRD
CAISSE D'EPARGNE	50 673 883.12 €	51,77 %
SFIL CAFFIL	28 766 904.03 €	29,39 %
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11 847 015.52 €	12,10 %
L'AUXIFIP	3 080 475.64 €	3,15 %
Autres prêteurs	3 518 477.85 €	3,59 %
Ensemble des prêteurs	**97 886 756.16 €**	**100,00 %**



© Finance Active

Evolution du CRD par banque



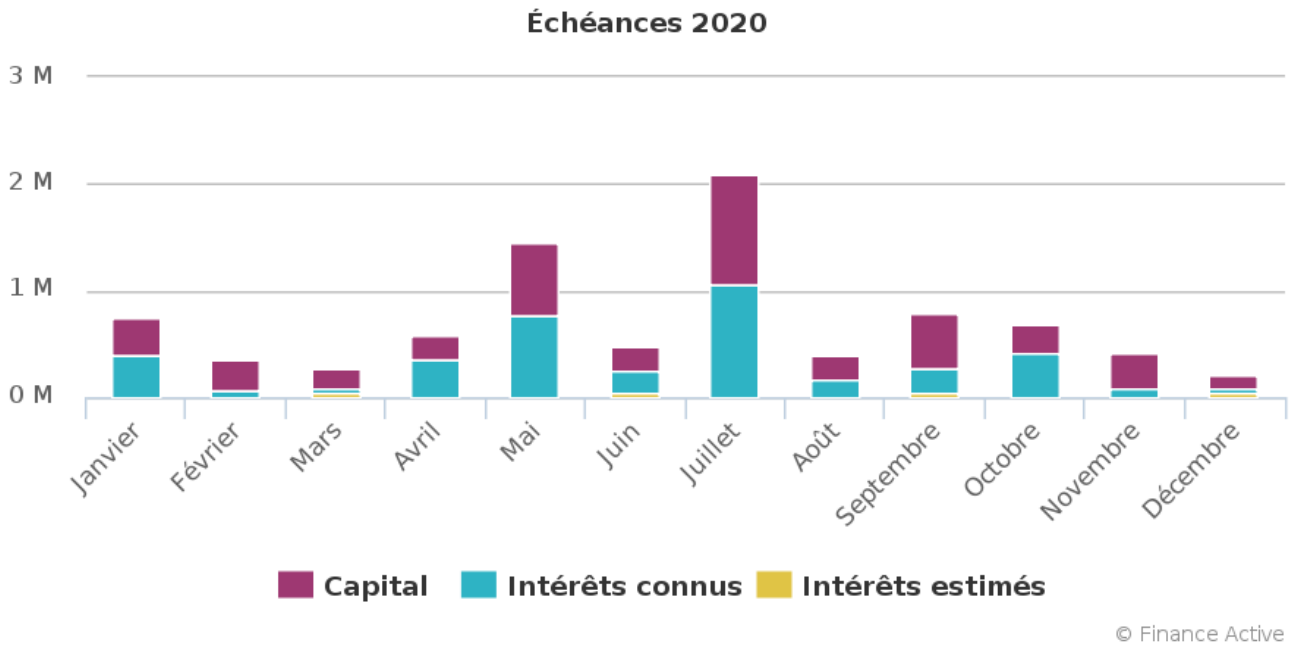
2- Suivi des échéances connues ou estimées 2020

Vos échéances : 2020

Echéance	Capital	Intérêts	Total
janvier 2020	357 237	390 500	747 738
février 2020	278 989	63 916	342 905
mars 2020	176 961	83 316	260 277
avril 2020	236 401	348 053	584 454
mai 2020	693 383	758 185	1 451 569
juin 2020	229 627	245 624	475 250
juillet 2020	1 029 184	1 064 219	2 093 403
août 2020	242 308	160 019	402 326
septembre 2020	514 216	276 153	790 369
octobre 2020	259 794	421 921	681 715
novembre 2020	342 958	74 716	417 674
décembre 2020	118 840	78 227	197 067
	4 479 899	**3 964 847**	**8 444 746**

La Ville empruntera 3 M€ en 2020 pour financer ses investissements.

Ville de MELUN

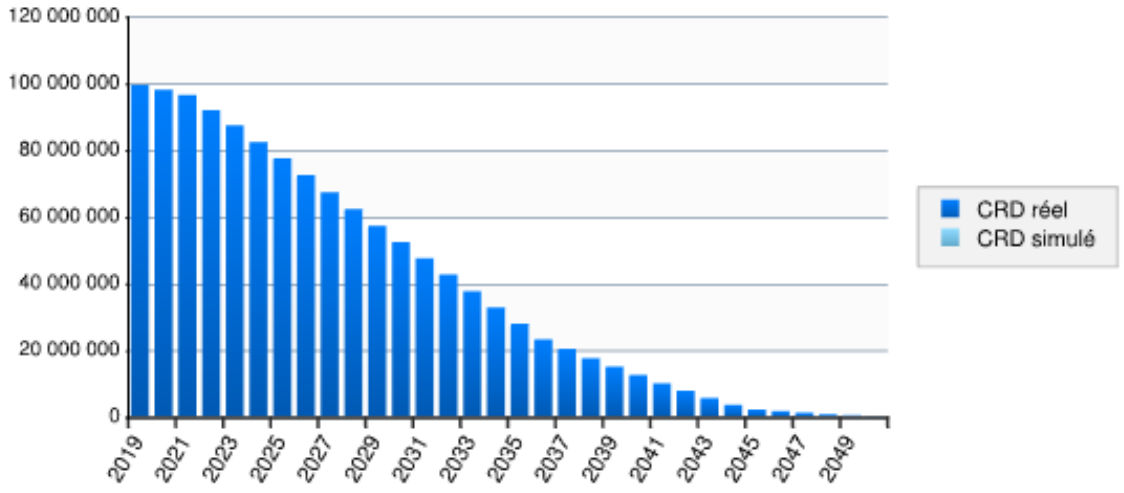


3- Flux de remboursement

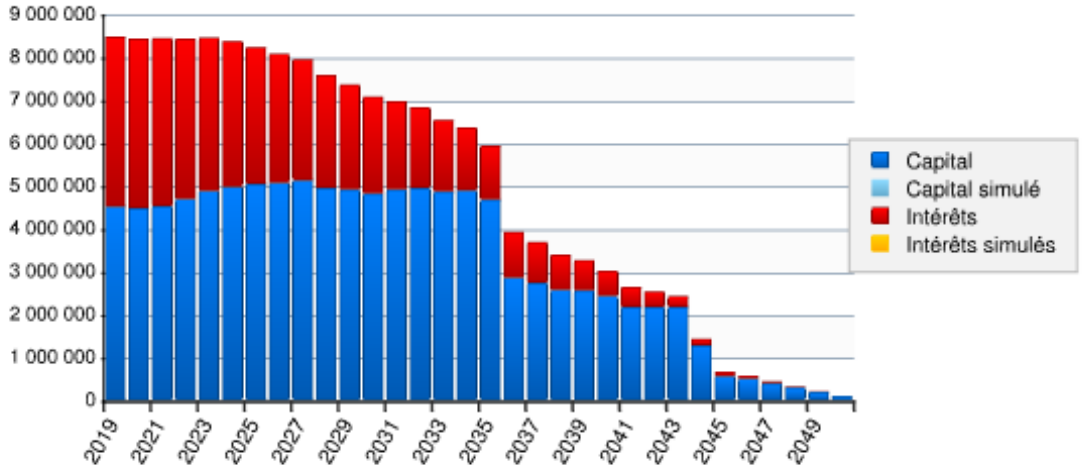
Tableau du profil d'extinction par exercice annuel du 01/01/N au 31/12/N

Année de la date de début d'exercice	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice
2019	99 399 981,61 €	4 513 225,44 €	3 972 080,93 €	8 485 306,38 €	97 886 756,16 €
2020	97 886 756,16 €	4 479 898,64 €	3 964 724,24 €	8 444 622,88 €	96 406 857,52 €
2021	96 406 857,52 €	4 531 913,31 €	3 919 224,67 €	8 451 137,98 €	91 874 944,21 €
2022	91 874 944,21 €	4 695 771,58 €	3 748 464,51 €	8 444 236,09 €	87 179 172,63 €
2023	87 179 172,63 €	4 885 356,33 €	3 573 263,50 €	8 458 619,83 €	82 293 816,30 €
2024	82 293 816,30 €	4 983 330,96 €	3 392 556,69 €	8 375 887,65 €	77 310 485,34 €
2025	77 310 485,34 €	5 046 763,06 €	3 195 810,21 €	8 242 573,27 €	72 263 722,28 €
2026	72 263 722,28 €	5 074 343,27 €	3 010 137,57 €	8 084 480,84 €	67 189 379,01 €
2027	67 189 379,01 €	5 132 605,63 €	2 824 663,67 €	7 957 269,30 €	62 056 773,38 €
2028	62 056 773,38 €	4 952 212,06 €	2 640 406,36 €	7 592 618,42 €	57 104 561,32 €
2029	57 104 561,32 €	4 923 631,49 €	2 446 471,82 €	7 370 103,31 €	52 180 929,83 €
2030	52 180 929,83 €	4 820 991,96 €	2 261 414,31 €	7 082 406,27 €	47 359 937,87 €
2031	47 359 937,87 €	4 913 455,49 €	2 070 734,10 €	6 984 189,59 €	42 446 482,38 €
2032	42 446 482,38 €	4 957 230,72 €	1 877 886,94 €	6 835 117,66 €	37 489 251,66 €
2033	37 489 251,66 €	4 871 293,53 €	1 673 084,00 €	6 544 377,53 €	32 617 958,13 €
2034	32 617 958,13 €	4 899 014,93 €	1 470 573,79 €	6 369 588,72 €	27 718 943,20 €
2035	27 718 943,20 €	4 681 332,47 €	1 266 947,45 €	5 948 279,92 €	23 037 610,73 €
2036	23 037 610,73 €	2 853 628,28 €	1 082 302,91 €	3 935 931,19 €	20 183 982,45 €
2037	20 183 982,45 €	2 737 060,01 €	953 348,52 €	3 690 408,53 €	17 446 922,44 €
2038	17 446 922,44 €	2 571 663,58 €	830 032,89 €	3 401 696,47 €	14 875 258,86 €
2039	14 875 258,86 €	2 563 709,74 €	709 704,52 €	3 273 414,26 €	12 311 549,12 €
2040	12 311 549,12 €	2 434 755,30 €	591 000,89 €	3 025 756,19 €	9 876 793,82 €
2041	9 876 793,82 €	2 176 192,94 €	471 309,11 €	2 647 502,05 €	7 700 600,88 €
2042	7 700 600,88 €	2 176 192,94 €	362 532,69 €	2 538 725,63 €	5 524 407,94 €
2043	5 524 407,94 €	2 176 192,94 €	253 756,31 €	2 429 949,25 €	3 348 215,00 €
2044	3 348 215,00 €	1 281 548,43 €	156 628,24 €	1 438 176,67 €	2 066 666,57 €
2045	2 066 666,57 €	566 666,57 €	103 301,75 €	669 968,32 €	1 500 000,00 €
2046	1 500 000,00 €	500 000,00 €	74 977,08 €	574 977,08 €	1 000 000,00 €
2047	1 000 000,00 €	400 000,00 €	49 984,72 €	449 984,72 €	600 000,00 €
2048	600 000,00 €	300 000,00 €	30 073,00 €	330 073,00 €	300 000,00 €
2049	300 000,00 €	200 000,00 €	14 995,41 €	214 995,41 €	100 000,00 €
2050	100 000,00 €	100 000,00 €	4 998,47 €	104 998,47 €	0,00 €
total		**105 399 981,60 €**	**52 997 391,27 €**	**158 397 372,88 €**	

Evolution du CRD



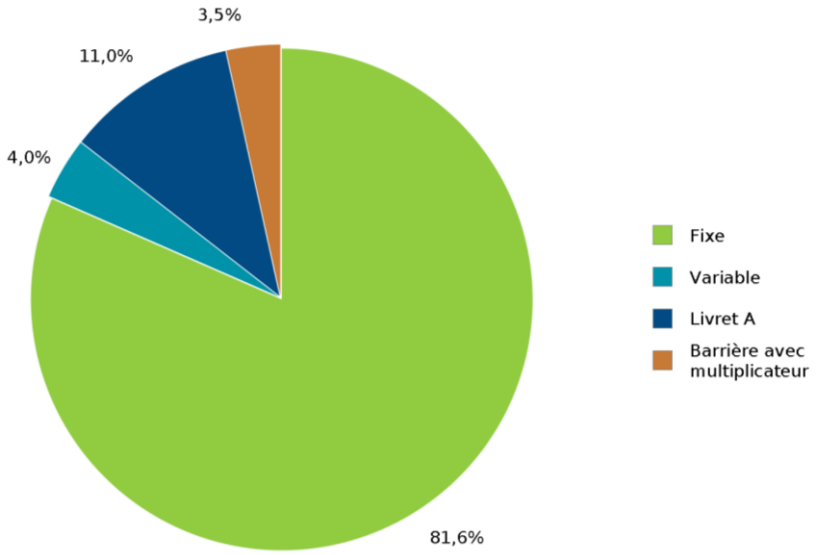
Flux de remboursement



4- La structure de la dette

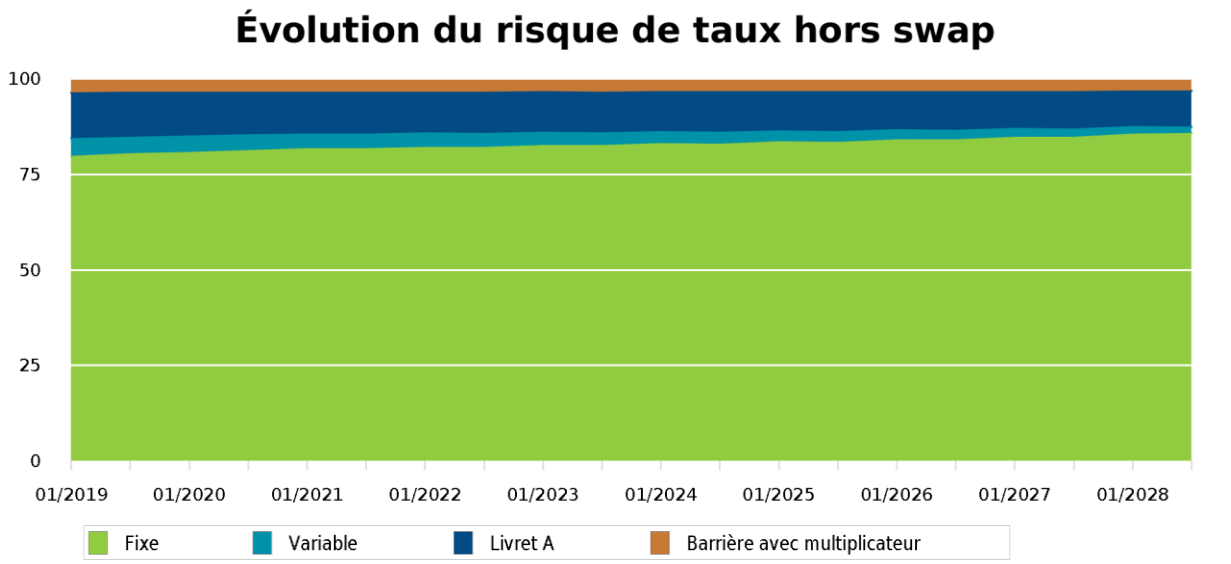
Dette par type de risque au 31/12/2020

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	78 633 254.23 €	81,56 %	4,69 %
Variable	3 810 985.90 €	3,95 %	0,22 %
Livret A	10 628 371.63 €	11,02 %	1,19 %
Barrière avec multiplicateur	3 334 245.76 €	3,46 %	4,41 %
Ensemble des risques	**96 406 857.52 €**	**100,00 %**	**4,12 %**



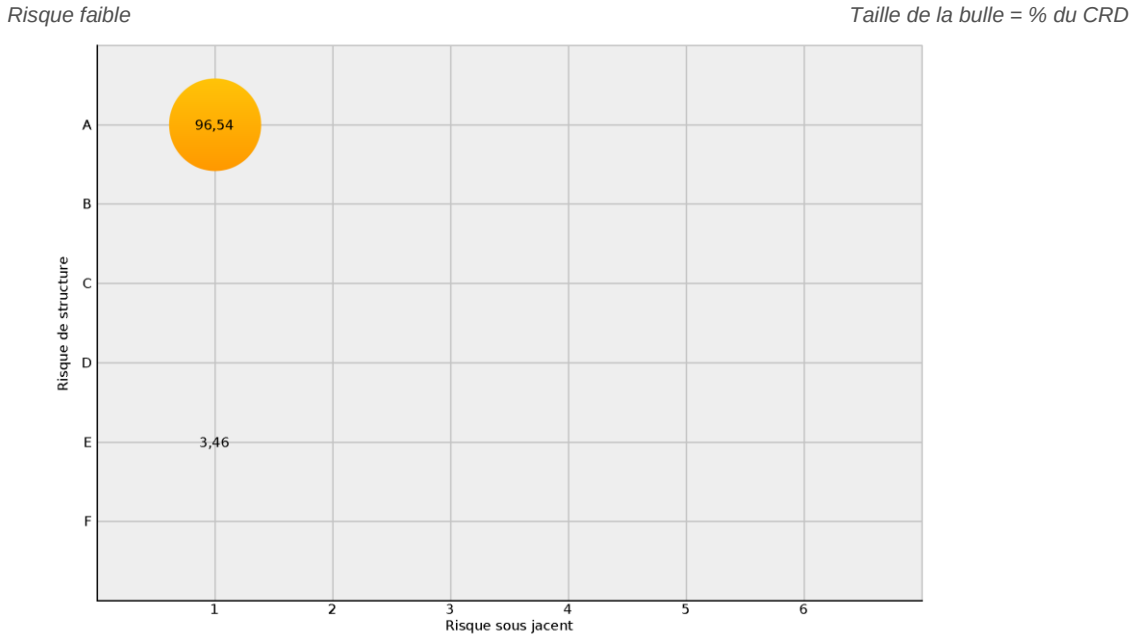
© Finance Active

Risque de taux



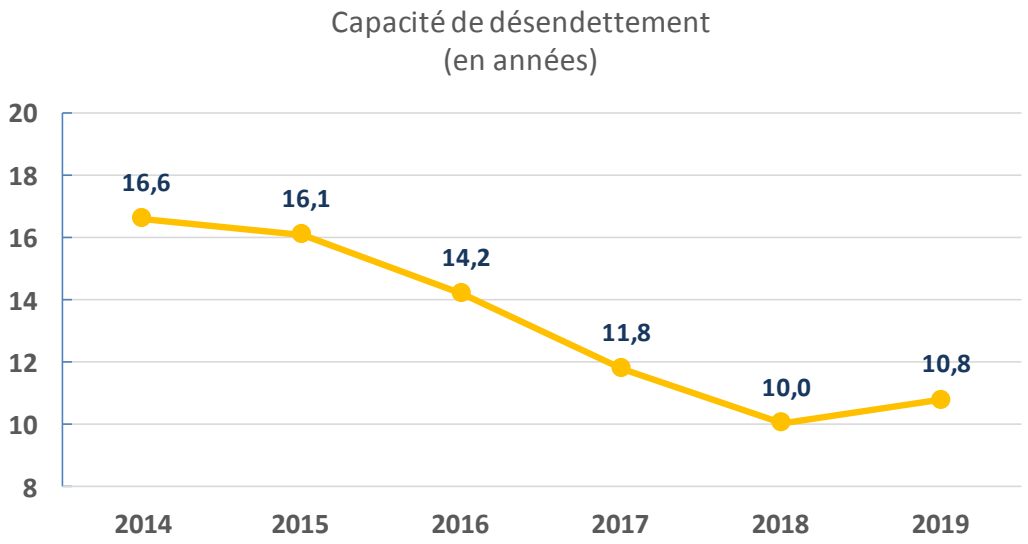
© Finance Active

5- Dette selon la charte de bonne conduite



6- Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement indique le nombre d'années pour rembourser l'encours de la dette grâce à l'épargne brute dégagée de la section de fonctionnement.
La CAF brute s'établit en 2019 à 8,52 M€ (chiffre provisoire du 08 janvier 2020). Dans ces conditions, la capacité de désendettement s'élève à 10,8 ans (en intégrant l'aide du fonds de soutien).



7- Dette et annuité par habitant

Avec une population de 40 348 Melunais, la dette par habitant pour le budget Ville s'élève à 2 273,71 € en 2019 (en intégrant l'aide du fonds de soutien).
En 2020, elle s'établira à 2 246,78 € par habitant après déduction du fonds de soutien (-1,18%).

L'annuité par habitant est en légère baisse en 2020 (-0,48%) et s'établit à 209,30 €.

8- Fonds de soutien aux produits structurés = 7,72 M€ au titre des produits SFIL

Pour rappel les IRA capitalisées dans la dette s'élèvent à environ 16,925 M€.
- 7,5 M€ pour l'emprunt CE
- 9,425 M€ pour l'emprunt SFIL EUR/CHF

Le fonds de soutien obtenu permet d'alléger la section de fonctionnement et de financer en partie l'amortissement annuel de l'IRA.

ETAT DES LIEUX DES PRODUITS STRUCTURES ANTERIEUREMENT CLASSES 6F ET 4E

	IRA comptabilisée			Fonds de soutien au produits structurés	% fonds de soutien
	Capitalisée	**Taux**	**Total IRA**		
CE EUR/CHF	7 500 000		7 500 000		
SFIL EUR/CHF	9 425 000	2 645 000	12 070 000	7 446 568	
SFIL LIBOR		2 003 000	2 003 000	274 411	
ss total SFIL	*9 425 000*	*4 648 000*	*14 073 000*	*7 720 979*	54,86%
TOTAL	16 925 000	4 648 000	21 573 000	7 720 979	

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR POLITIQUE

Dépenses — budget primitif

POLITIQUE	code pgme	PROGRAMME	REPORT 2020	2020	BUDGET 2020
Bâtiment			**722 702**	**5 463 533**	**6 186 235**
	201101		275 516	1 589 237	1 864 753
		Construction équipements nouveaux et réhabilitation équipements existants	275 516	1 589 237	
	201102		447 187	3 874 296	4 321 482
		Gros entretien patrimoine bâti	447 187	3 874 296	
Cadre de vie			**105 905**	**600 550**	**706 455**
	201114		105 905	600 550	706 455
		Aménagement et entretien parc et espace naturel	105 905	600 550	
Logistique			**382 847**	**1 151 675**	**1 534 522**
	201115		382 847	1 151 675	1 534 522
		Matériel et outillage divers services (dont Œuvres d'art)	382 847	1 151 675	
PRU			**424 432**	**1 979 897**	**2 404 330**
	201108		17 796	0	17 796
		ingenierie PRU	17 796	0	
	201110		206 636	1 979 897	2 186 534
		Aménagements PRU	206 636	1 979 897	
	201111		200 000	0	200 000
		Subvention investissement PRU	200 000	0	
Urbanisme			**827 721**	**6 917 031**	**7 744 752**
	201112		535 110	3 572 368	4 107 477
		Aménagement éco quartier	535 110	3 572 368	
	201113		292 612	3 344 663	3 637 275
		Etude d'urbanisme et travaux	292 612	3 344 663	
Voirie			**346 503**	**4 373 521**	**4 720 024**
	201104		89 747	1 491 979	1 581 726
		Aménagement et restructuration voirie	89 747	1 491 979	
	201105		231 505	2 503 674	2 735 179
		Gros entretien patrimoine voirie	231 505	2 503 674	
	201106		25 251	377 868	403 119
		Gros entretien réseaux	25 251	377 868	
Total général			**2 810 112**	**20 486 206**	**23 296 318**

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201101				564 505	46 646 359	4 449 886	1 932 154	6 400 102	672 345	2 497 458	2 173 604	275 516	1 589 237	3 459 093	5 399 895
	Bâtiment														
				564 505	46 646 359	4 449 886	1 932 154	6 400 102	672 345	2 497 458	2 173 604	275 516	1 589 237	3 459 093	5 399 895
		01COLCIM			841 408	67 494	11 607	113 598	6 512	23 614	13 041		0	239 093	90 438
			Cimetières Nord et Sud - monuments aux morts		841 408	67 494	11 607	113 598	6 512	23 614	13 041		0	239 093	90 438
		01COMSPO			6 641 665	152 715	14 779	22 500							
			complexe sportif		6 641 665	152 715	14 779	22 500							
		01CSSCHU			183 510	180 279	0	0							
			Restructuration Centre Social Schuman		183 510	180 279	0	0							
		01ECOGAT			3 971 516	6 014	0	0							
			Ecole Gatelliet		3 971 516	6 014	0	0							
		01EGSTAS		425 000	1 078 424	33 512	17 046	0	11 897	6 438	37 495	18 351	408 735	200 000	202 265
			Eglise Saint Aspais	425 000	1 078 424	33 512	17 046	0	11 897	6 438	37 495	18 351	408 735	200 000	202 265
		01PRGARE		169 000	1 369 000	0	0	0		0	350 788	48 815	269 000	350 000	350 397
			Etanchéité Parc Relais Gare	169 000	1 369 000	0	0	0		0	350 788	48 815	269 000	350 000	350 397
		01PRISAU			147 846	2 526	19 315	0							
			Prieuré Saint Sauveur		147 846	2 526	19 315	0							
		01SALFET			90 113			0							
			Salle des fêtes TTC 2012		90 113			0							
		01SERRES			500 000	0	0	0	1 084	5 360	1 762		30 000	70 000	391 795
			Rénovation des serres municipales		500 000	0	0	0	1 084	5 360	1 762		30 000	70 000	391 795
		01SFETHT			8 842 825	4 007 346	1 845 978	2 713 336	28 899	0			0	0	0
			Salle des fêtes HT		8 842 825	4 007 346	1 845 978	2 713 336	28 899	0			0	0	0

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201101	Bâtiment	**01SSPEHT**			0	0	0	0					0		
			Aménagement d'une salle Dac/nef de l'église		0	0	0	0					0		
		01VESTPF			64 211			0							
			Vestiaires stade Paul Fisher		64 211			0							
		01CINEHT			288 316		23 428	115 572	97 264	38 296	11 081	0	2 676		
			Reprise en régie cinéma les Variétés		288 316		23 428	115 572	97 264	38 296	11 081	0	2 676		
		01CSMEDA		8 808	421 800			0		9 710	355 329	43 061	13 700		
			La Boussole	8 808	421 800			0		9 710	355 329	43 061	13 700		
		01DEMCSU		66 846	1 158 497			25 969	3 000	4 626	747 153	105 948	271 800		
			Ouverture poste Police Municipale - Hts Melun	66 846	1 158 497			25 969	3 000	4 626	747 153	105 948	271 800		
		01PISCIN		-11 285	2 925 089			0	282 930	2 374 046	223 693	44 420	0		
			Piscine	-11 285	2 925 089			0	282 930	2 374 046	223 693	44 420	0		
		01SFETTTC			3 443 418			3 409 128	34 290				0	0	0
			Salle des fêtes TTC		3 443 418			3 409 128	34 290				0	0	0
		01EXPO		-75 000	0			0						0	
			Salle d'exposition astrolabe	-75 000	0			0						0	
		01COUVHDV			24 998			0		24 998			0	0	0
			couverture HDV		24 998			0		24 998			0	0	0
		01CREFAM			0			0							
			Déménagement crèche familiale		0			0							
		01ECODEC		-18 865	591 723				206 468	720	382 655	1 880	0		
			Pré fabriqué Ecole Decourbe	-18 865	591 723				206 468	720	382 655	1 880	0		

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201101	Bâtiment	01COUVHDR			3 000 000					0	23 640		100 000	600 000	700 000
			couverture HDV		3 000 000					0	23 640		100 000	600 000	700 000
		01NECODE			11 062 000					9 650	26 967	13 040	493 327	2 000 000	3 665 000
			Nouvelle Ecole Decourbe		11 062 000					9 650	26 967	13 040	493 327	2 000 000	3 665 000
201102				920 489	31 549 954	1 452 543	2 472 756	2 211 140	2 130 105	2 872 289	1 827 356	447 187	3 874 296	3 569 742	2 305 998
	Bâtiment														
				920 489	31 549 954	1 452 543	2 472 756	2 211 140	2 130 105	2 872 289	1 827 356	447 187	3 874 296	3 569 742	2 305 998
		02ACCBAT		-679 886	5 726 113		3 687	17 917	202 452	259 738	190 669	3 708	230 000	635 320	961 000
			Travaux et études accessibilité bâtiment	-679 886	5 726 113		3 687	17 917	202 452	259 738	190 669	3 708	230 000	635 320	961 000
		02BACULT		30 546	624 868	23 569	30 040	18 486	109 407	153 231	100 210	9 194	67 300	17 600	17 600
			Gros travaux maintenance divers secteur CULTUREL	30 546	624 868	23 569	30 040	18 486	109 407	153 231	100 210	9 194	67 300	17 600	17 600
		02BAENF		15 893	503 117	104 786	127 813	36 281	10 740	55 035	53 651	11 434	49 000		
			Gros travaux maintenance divers secteur ENFANCE	15 893	503 117	104 786	127 813	36 281	10 740	55 035	53 651	11 434	49 000		
		02BATCHT		-36 781	12 788			0	594	3 293	0	0	6 500	800	800
			Gros travaux maintenance batiments CULTURELS HT	-36 781	12 788			0	594	3 293	0	0	6 500	800	800
		02BATSCO		7 153	1 679 997	58 601	226 933	112 437	219 515	311 924	118 839	4 110	27 200	0	
			Gros travaux maintenance batiments SCOLAIRE	7 153	1 679 997	58 601	226 933	112 437	219 515	311 924	118 839	4 110	27 200	0	

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201102	Bâtiment	**02BATSOC**		83 223	1 173 618	21 686	9 358	15 383	258 728	130 526	62 387	10 961	310 000	0	
			Gros travaux maintenance divers secteur SOCIAL (leg HARET)	111 611	619 627	6 687	3 671	7 579	195 927	116 037	24 033	1 337	110 000		
			Gros travaux maintenance diverses secteur SOCIAL	-28 388	553 991	15 000	5 688	7 804	62 801	14 489	38 353	9 624	200 000	0	
			Gros travaux maintenance divers secteur SOCIAL VOIRIE		0								0		
		02BSPJEU		40 075	1 640 050	228 052	102 318	233 388	198 946	187 584	72 427	72 946	45 000	237 000	
			Gros travaux maintenance divers secteur JEUNESSE SPORT	40 075	1 640 050	228 052	102 318	233 388	198 946	187 584	72 427	72 946	45 000	237 000	
		02DESAMI			389 362	69 430	0	0							
			Désamiantage Ateliers Vaux le penil et Rénovation les Serres		389 362	69 430	0	0							
		02EGNDAM		70 000	1 057 234			0	19 440	11 349	9 376	75 627	765 106	150 458	
			Eglise Notre Dame	70 000	1 057 234			0	19 440	11 349	9 376	75 627	765 106	150 458	
		02EPISOC		9 000	108 671	76 745	5 986				15 180		9 000		
			Réfection épicerie sociale	9 000	108 671	76 745	5 986				15 180		9 000		
		02ETANTT		-115 000	802 762	168 306	135 587	112 461	15 052	3 810	20 520	0	85 000	50 000	50 000
			Etanchéités toitures terrasses	-115 000	802 762	168 306	135 587	112 461	15 052	3 810	20 520	0	85 000	50 000	50 000
		02MACHAU		-26 510	3 799 697	268 458	963 471	284 484	323 507	259 598	309 159	25 637	288 500	245 000	246 598
			Gros travaux maintenance chauffage, DPE	-26 510	3 799 697	268 458	963 471	284 484	323 507	259 598	309 159	25 637	288 500	245 000	246 598

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201102	Bâtiment	**02MAIREV**		-145 585	3 491 905	239 277	655 952	474 473	223 515	222 051	194 611	30 575	136 000	200 000	200 000
			Gros travaux maintenance diverses opérations à reventiler	-145 585	3 491 905	239 277	655 952	474 473	223 515	222 051	194 611	30 575	136 000	200 000	200 000
		02MAISBL			124 548	0	0								
			Maison Blanche		124 548	0	0								
		02MENEXT			669 140	36 277	4 896	218 091	148 712	2 844			0	50 000	50 000
			Menuiserie extérieure		669 140	36 277	4 896	218 091	148 712	2 844			0	50 000	50 000
		02MUCOUR			68 764	14 593	54 170	0							
			Aménagement locaux musée Courtille		68 764	14 593	54 170	0							
		02RAVALT			0			0							
			Ravalement		0			0							
		02SECASC			121 113	0	0	0							
			Mise en conformité batiments divers (dont ascenseurs)		121 113	0	0	0							
		02SECDIV		-391	624 658	66 691	8 576	70 268	34 932	83 812	87 431	78 818	40 000	35 000	35 000
			Mise en sécurité divers	-391	624 658	66 691	8 576	70 268	34 932	83 812	87 431	78 818	40 000	35 000	35 000
				-391	624 658	66 691	8 576	70 268	34 932	83 812	87 431	78 818	40 000	35 000	35 000
				-391	624 658	66 691	8 576	70 268	34 932	83 812	87 431	78 818	40 000	35 000	35 000
		02SECINF		-172 184	493 337	75 975	59 756	49 966	107 899	105 316	2 506	275	0	0	0
			Développement voix sur IP divers		59 877	16 758		0							
			Mise à niveau installations électriques et téléphoniques pour réseaux informatiques divers	-172 184	433 460	59 216	59 756	49 966	107 899	105 316	2 506	275	0	0	0

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201102	Bâtiment	02TRIBSA			199 572	96	0	0	469						
			Eglise Saint Aspais tribune orgue		199 572	96	0	0	469						
		02TOURIS			95 765	0	84 213	11 552							
			Installation OT à l'ESJ		95 765	0	84 213	11 552							
		02ETATCI		-12 579	361 610		0	0	184 912	139 176	8 298	9 224	20 000		
			Aménagement Mairie Plus	-12 579	361 610		0	0	184 912	139 176	8 298	9 224	20 000		
		02CASSAG		-300 000	749 710			209 664	600	539 314	0	132	0	0	0
			Gros travaux maintenance batiments SCOLAIRE	-300 000	749 710			209 664	600	539 314	0	132	0	0	0
		02ATELVO			358 281			346 289	11 992	0	0				
			Gros travaux maintenance diverses opérations à reventiler		358 281			346 289	11 992	0	0				
		02ECCAPU		-610	461 207					156 103	105 104		100 000	100 000	
			Réfection plafonds sinistrés -14 élémentaires Capucins	-610	461 207					156 103	105 104		100 000	100 000	
		02ECOMEZ		-85 030	353 663				58 693	101 560	113 410	0	80 000		
			Aménagt classe comp + Réfection école Mézereaux	-85 030	353 663				58 693	101 560	113 410	0	80 000		
		02FERMONT			0										
			ferme de Montaigu		0										
		02ESCALETC		4 380	73 484					2 117	65 367	0	6 000		
			travaux ESCALE TTC	4 380	73 484					2 117	65 367	0	6 000		
		02ESCALEHT		3 590	61 237					1 764	54 473	0	5 000		
			TRAVAUX ESCALE HT	3 590	61 237					1 764	54 473	0	5 000		

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201102	Bâtiment	02ESCALEHT													
		02ECOLYMPE			1 400 000									500 000	400 000
			Gros travaux maintenance batiments SCOLAIRE		1 400 000									500 000	400 000
		02PAPI			16 544					0	13 154		3 390		
			Risque inondation PAPI		16 544					0	13 154		3 390		
		02PISCEXT		15 282	237 948					142 145	75 302		20 500		
			Piscine extérieure	15 282	237 948					142 145	75 302		20 500		
		02PISCPAT			280 000								0	280 000	
			Piscine pataugeoire		280 000								0	280 000	
		02GYMDUVAU			1 108 000						37 072	8 564	664 800	397 564	
			Travaux et études accessibilité bâtiment		1 108 000						37 072	8 564	664 800	397 564	
		02GYMRECOL		874 078	1 002 860						21 684	1 176	0	210 000	245 000
			Travaux et études accessibilité bâtiment	874 078	1 002 860						21 684	1 176	0	210 000	245 000
		02ACCUIA			100 000								0	0	100 000
			Travaux et études accessibilité bâtiment		100 000								0	0	100 000
		02OURSONS		1 590	168 098						79 257	83 841	5 000		
			Gros travaux maintenance divers secteur ENFANCE	1 590	168 098						79 257	83 841	5 000		
		02POUSSIN											0		
			Gros travaux maintenance divers secteur ENFANCE										0		

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201102	Bâtiment	**02ECPAST**		768 234	788 234						5 490	12 744	600 000	170 000	
			Aménagement Ecoles Pasteur	**768 234**	**788 234**						**5 490**	**12 744**	**600 000**	**170 000**	
				768 234	788 234						5 490	12 744	600 000	170 000	
				768 234	788 234						5 490	12 744	600 000	170 000	
		02ESPJVIV		23 000	73 000						11 779	8 221	53 000		
			Esp Jeunes Vivaldi	**23 000**	**73 000**						**11 779**	**8 221**	**53 000**		
				23 000	73 000						11 779	8 221	53 000		
				23 000	73 000						11 779	8 221	53 000		
		02PM		201 000	201 000								201 000		
			Gros travaux maintenance diverses opérations à reventiler	**201 000**	**201 000**								**201 000**		
		02PISCINE		296 000	296 000								5 000	291 000	
			Piscine	**296 000**	**296 000**								**5 000**	**291 000**	
		02SERRES		52 000	52 000								52 000		
			serres municipales	**52 000**	**52 000**								**52 000**		
				52 000	52 000								52 000		
				52 000	52 000								52 000		
201103					**152 212**	**69 379**	**0**	**0**							
	Bâtiment														
					152 212	**69 379**	**0**	**0**							
		03SECHDV			74 262			0							
			Mise en sécurité HDV		**74 262**			**0**							
		03SECMUS			77 949	69 379	0	0							
			Mise en sécurité MUSEE		**77 949**	**69 379**	**0**	**0**							
201104				**-9 300**	**18 535 287**	**25 469**	**66 190**	**2 018 633**	**2 087 101**	**1 037 050**	**1 382 113**	**89 747**	**1 491 979**	**1 262 439**	**400 858**
	Voirie														
				-9 300	**18 535 287**	**25 469**	**66 190**	**2 018 633**	**2 087 101**	**1 037 050**	**1 382 113**	**89 747**	**1 491 979**	**1 262 439**	**400 858**
		04C3MOUL			474 199			0							
			chemin de MELUN 3 moulins		**474 199**			**0**							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*							*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201104	Voirie	04CIRCUD			40 015			0							
			Plan de circulation et déplacement		40 015			0							
		04PATPOM			0		0	0							
			deuxième tranche avenues Patton et Pompidou		0		0	0							
		04PLAGE			117 064			0							
			Aménagement La PLAGE		117 064			0							
		04PLTZEN			7 018 499	25 108	66 190	15 960	54 199	0	0		0	25 842	200 000
			Paces urbaines traversées par le TZEN		0			0	0				0	0	0
			Places urbaines traversées par le TZEN		7 018 499	25 108	66 190	15 960	54 199	0	0		0	25 842	200 000
		04RCARNO			87 726			0							
			réfection chaussée Carnot		87 726			0							
		04RSBART			135 636	362	0	0							
			Aménagement rue Saint Barthélemy		135 636	362	0	0							
		04FOOT			3 678 232			2 002 673	1 625 461	50 098					
			terrains de foot synthetique		3 678 232			2 002 673	1 625 461	50 098					
		04INONVO			4 642 202			0	402 005	863 600	579 777	89 747	1 269 618	1 236 597	200 858
			Inondation voirie		4 642 202			0	402 005	863 600	579 777	89 747	1 269 618	1 236 597	200 858
		04PLJEAN			61 715			0	5 435	56 280					
			Aménagement Place Saint Jean		61 715			0	5 435	56 280					

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201104	Voirie	04SPORT			0			0							
			Parc des Sports		0			0							
		04BOULO			0										
			boulodrome - réfection		0										
		04CIMENORD		-9 300	510 109					18 615	269 133	0	222 361		
			cimetière nord	-9 300	510 109					18 615	269 133	0	222 361		
		04DEVTZEN		0	1 769 889		0	0	0	48 458	533 203		0	0	0
			Dévoiement réseaux TZEN	0	1 769 889		0	0	0	48 458	533 203		0	0	0
201105				3 537 675	24 701 449	457 976	570 170	1 119 654	1 296 217	2 262 103	3 420 284	231 505	2 503 674	4 051 845	2 936 710
	Voirie														
				3 537 675	24 701 449	457 976	570 170	1 119 654	1 296 217	2 262 103	3 420 284	231 505	2 503 674	4 051 845	2 936 710
		05ACCVOI		-10 000	785 202	32 734	59 867	76 444	66 790	90 619	0	0	40 000	50 000	50 000
			Travaux accessibilité voirie	-10 000	785 202	32 734	59 867	76 444	66 790	90 619	0	0	40 000	50 000	50 000
		05AIRJEU		60 608	1 075 424	47 997	2 298	0	216 680	107 595	231 102	0	101 232	40 000	40 000
			Rénovation aire de Jeux	60 608	1 075 424	47 997	2 298	0	216 680	107 595	231 102	0	101 232	40 000	40 000
		05CONTEN		-823	599 901	12 035	34 404	13 143	3 881	8 183	58 411	40 855	32 000	100 000	60 000
			Conteneurs semi-enterrés	-823	599 901	12 035	34 404	13 143	3 881	8 183	58 411	40 855	32 000	100 000	60 000
		05COUECO		-20 284	381 893	19 692	0	0	6 568	48 427	85 639		0	10 000	10 000
			Réfection cours d'école	-20 284	381 893	19 692	0	0	6 568	48 427	85 639		0	10 000	10 000
		05GAULAR			273 573	3 883	3 727	0							
			Réfection rue Lucien Gaulard		273 573	3 883	3 727	0							
		05GEODET			187 706	0	15 842	0		0	864		70 000	70 000	31 000
			Etude de Géodétection		187 706	0	15 842	0		0	864		70 000	70 000	31 000
		05MOBURB		-15 012	825 482	43 781	54 219	63 942	104 124	109 909	77 671		80 000	75 000	50 000
			mobilier urbain	-15 012	825 482	43 781	54 219	63 942	104 124	109 909	77 671		80 000	75 000	50 000

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201105	Voirie	05PONTS		1 000	190 711	0	31 618	7 502	10 273	319			40 000	51 000	50 000
			ponts -travaux suite à diagnostic ponts	1 000	190 711	0	31 618	7 502	10 273	319			40 000	51 000	50 000
		05RCOTY			465 347	4 212	276 599	182 796		1 740					
			Rue René Coty		465 347	4 212	276 599	182 796		1 740					
		05TSPVIV			271 858			0		135 853					
			Aménagement terrain sport synthétique square Vivaldi		271 858			0		135 853					
		05VOERDF			198 993	5 795	10 636	0		13 431	25 479		50 000	56 485	10 000
			travaux voirie ERDF		198 993	5 795	10 636	0		13 431	25 479		50 000	56 485	10 000
		05VOIRDD			3 104			0							
			Travaux Voirie DEVT DURABLE		3 104			0							
		05VOIREV		-200 000	7 054 486	287 847	80 961	621 183	626 686	979 021	629 754	42 105	300 000	400 000	400 000
			Réfection pluriannuelle Voirie	-200 000	7 054 486	287 847	80 961	621 183	626 686	979 021	629 754	42 105	300 000	400 000	400 000
		05VOIRTR			219 487			0							
			Réfection voirie et trottoir OPERATION A FUSIONNER EN 2013 AVEC 05VOIREV		219 487			0							
		05AIRLEB			159 177			154 644	4 533						
			CITY STADE LEBON		159 177			154 644	4 533						
		05AIRMEZ			242 703			0	242 151	552					
			Remplacement city stade Mézereaux		242 703			0	242 151	552					
		05MOBBEA			136 243			0		136 243					
			Cloture gs Beauregard		136 243			0		136 243					
		05TOILET			72 239			0	3 810	68 429					
			Implantation toilettes publiques et canisettes		72 239			0	3 810	68 429					

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201105	Voirie	05TOILET													
		05COMPA			0										
			Mise en place de compacteur		0										
		05COUECR			145 000								0	145 000	
			Réfection cours d'école		145 000								0	145 000	
		05CCALMO			520 855				10 720	459 872	50 262	0			
			parking CC Almont		520 855				10 720	459 872	50 262	0			
		05PRISAU		3 767	73 709					7 944	56 588	5 409	3 767		
			Marché local Prieuré Saint Sauveur	3 767	73 709					7 944	56 588	5 409	3 767		
		05QUAIRB			214 782					0	214 782				
			Quai reine Blanche		214 782					0	214 782				
		05ROUDOT		184 000	1 540 000					0				852 500	687 500
			Rue Jacques Oudot	184 000	1 540 000					0				852 500	687 500
		05PAUVERT			431 000						418 498	4 502	8 000		
			Refection pluriannuelle Voirie		431 000						418 498	4 502	8 000		
		05RBEAUN			1 861 617					76 617	0	4 500	1 000 000	780 500	
			Réfection pluriannuelle Voirie		1 861 617					76 617	0	4 500	1 000 000	780 500	
		05RMEZER			739 500					7 675	11 400	2 214			618 210
			Réfection pluriannuelle Voirie		739 500					7 675	11 400	2 214			618 210
		05SCHUMAN		0	206 350					3 000	203 350		0		
			Parking Schuman	0	206 350					3 000	203 350		0		
		05BASTIEN		299	324 315					864	295 002	28 149	300		
			Réfection pluriannuelle Voirie	299	324 315					864	295 002	28 149	300		

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201105	Voirie	**05RCEZAN**			25 130						0	25 130			
			Réfection pluriannuelle Voirie		**25 130**						**0**	**25 130**			
		05RFONTLIESNE		-1 075	284 225						284 225				
			Réfection pluriannuelle Voirie	**-1 075**	**284 225**						**284 225**				
		05RCHAPU		4 251	168 584						158 605	5 728	4 251		
			Réfection pluriannuelle Voirie	**4 251**	**168 584**						**158 605**	**5 728**	**4 251**		
		05RGONON			134 035						134 035				
			Réfection pluriannuelle Voirie		**134 035**						**134 035**				
		05RFABRIQUE		14 585	434 585						4 584		430 001		
			Réfection pluriannuelle Voirie	**14 585**	**434 585**						**4 584**		**430 001**		
		05RUESACV		900 000	980 000								0	80 000	100 000
			Réfection pluriannuelle Voirie	**900 000**	**980 000**								**0**	**80 000**	**100 000**
		05RROCHET		-85	170 915						170 617	298			
			Réfection pluriannuelle Voirie	**-85**	**170 915**						**170 617**	**298**			
		05RGATELL		4 040	309 040						299 317		9 723		
			Réfection pluriannuelle Voirie	**4 040**	**309 040**						**299 317**		**9 723**		
		05SIEGFRIED		141 360	141 360									141 360	
			Réfection pluriannuelle Voirie	**141 360**	**141 360**									**141 360**	
		05DALALMON		-53 569	240 306					5 808	10 099		224 400		
			dalle Almont	**-53 569**	**240 306**					**5 808**	**10 099**		**224 400**		

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201105	Voirie	05RBRIAND		1 650 000	1 650 000								50 000	1 000 000	600 000
			Rue Arsitide Briand	1 650 000	1 650 000								50 000	1 000 000	600 000
				1 650 000	1 650 000								50 000	1 000 000	600 000
				1 650 000	1 650 000								50 000	1 000 000	600 000
		05RCHAMBL		-15 387	72 613						0	72 613			
			Réfection pluriannuelle Voirie	-15 387	72 613						0	72 613			
		05RUEACV2		890 000	890 000								60 000	200 000	230 000
			Réfection pluriannuelle Voirie	890 000	890 000								60 000	200 000	230 000
201106				-436 188	9 149 104	387 951	277 875	257 940	610 692	571 010	580 442	25 251	377 868	439 000	450 000
	Voirie														
				-436 188	9 149 104	387 951	277 875	257 940	610 692	571 010	580 442	25 251	377 868	439 000	450 000
		06ECPUBL		-136 187	2 451 773	230 049	121 117	111 440	248 843	227 232	102 664	17 617	247 000	200 000	250 000
			éclairage public Feux tricolores	-136 187	2 451 773	230 049	121 117	111 440	248 843	227 232	102 664	17 617	247 000	200 000	250 000
		06FIBOPT		-200 000	1 327 786	85 144	93 246	31 711	179 298	104 800	55 968	7 634	0	150 000	150 000
			fibre optique	-200 000	1 327 786	85 144	93 246	31 711	179 298	104 800	55 968	7 634	0	150 000	150 000
		06INCEND			372 785	0	46 777	38 061	30 364	120 393	11 040		30 868	20 000	20 000
			défense incendie		372 785	0	46 777	38 061	30 364	120 393	11 040		30 868	20 000	20 000
		06INTEAU			1 015 432	1 987	780	0							
			interconnexion d'eau		1 015 432	1 987	780	0							
		06RESGAT			219 710	870	660	0							
			Réseaux rue Gatteliet		219 710	870	660	0							
		06RPARRO			844	844	0	0							
			remplacement branchement arrosage		844	844	0	0							
		06RPBRAN			2 546 000			0							
			remplacement branchement plomb		2 546 000			0							
		06VIDEOP		-100 001	1 214 775	69 057	15 296	76 729	152 186	118 585	410 770		100 000	69 000	30 000
			vidéo protection	-100 001	1 214 775	69 057	15 296	76 729	152 186	118 585	410 770		100 000	69 000	30 000

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201107					**3 233 138**	**142 667**	**1 798 063**	**778 056**	**439 771**	**49 135**					
	Voirie														
					3 233 138	**142 667**	**1 798 063**	**778 056**	**439 771**	**49 135**					
		07DRAGON			3 233 138	142 667	1 798 063	778 056	439 771	49 135					
			Aménagement Carrefour 13eme Dragon Patton/Leclerc		**3 233 138**	**142 667**	**1 798 063**	**778 056**	**439 771**	**49 135**					
201108				**-100 453**	**1 472 272**	**91 953**	**57 910**	**115 439**	**301 537**	**369 150**	**490 257**	**17 796**	**0**		
	PRU														
				-100 453	**1 472 272**	**91 953**	**57 910**	**115 439**	**301 537**	**369 150**	**490 257**	**17 796**	**0**		
		08ETUPRU		-100 453	1 472 272	91 953	57 910	115 439	301 537	369 150	490 257	17 796	0		
			Etude et suivi PRU	**-100 453**	**1 472 272**	**91 953**	**57 910**	**115 439**	**301 537**	**369 150**	**490 257**	**17 796**	**0**		
		08SCHNUM			0			0							
			Schéma numérique sur la Ville		**0**			**0**							
201109					**21 526 414**	**6 816 153**	**4 663 410**	**512 131**	**38 006**	**7 592**					
	PRU														
					21 526 414	**6 816 153**	**4 663 410**	**512 131**	**38 006**	**7 592**					
		09AJENGA			100 558			0							
			Aménagement aire de jeux engazonnée		**100 558**			**0**							
		09COMUDA			10 923 678	3 261 118	505 781	64 069	30 472	4 740					
			Conservatoire de musique		**10 923 678**	**3 261 118**	**505 781**	**64 069**	**30 472**	**4 740**					
		09ECMALM			10 483 436	3 555 035	4 157 628	448 062	7 534	2 852					
			Construction, réhabilitation Ecoles Almont		**10 483 436**	**3 555 035**	**4 157 628**	**448 062**	**7 534**	**2 852**					
		09MSPBOS			18 743			0							
			Création Terrain multisport les Bosquets		**18 743**			**0**							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201109	PRU	**09TMSVAL**			0			0							
			Création Terrain multisports rue Paul Valéry		0			0							
201110				**497 456**	**22 297 892**	**2 264 959**	**1 993 375**	**3 011 164**	**1 091 488**	**1 558 190**	**2 096 341**	**206 636**	**1 979 897**	**931 069**	**352 081**
	PRU														
				497 456	**22 297 892**	**2 264 959**	**1 993 375**	**3 011 164**	**1 091 488**	**1 558 190**	**2 096 341**	**206 636**	**1 979 897**	**931 069**	**352 081**
		10ASSAIN			0			0							
			Assainissement div opérations		0			0							
		10AVPATT			1 580 250	11 427	709								
			Requalification av. du Général Patton et Aire de Stationnement Patton		1 580 250	11 427	709								
		10AVPEGU		0	931 022	0	9 524	19 954	121 272	477 638	185 994	85 313	31 326		
			Dévoiement et réaménagement av. Charles Péguy	0	931 022	0	9 524	19 954	121 272	477 638	185 994	85 313	31 326		
		10AVPOMP			1 329 003	572 329	56 633	0	2 451						
			Requalification av. George Pompidou		1 329 003	572 329	56 633	0	2 451						
		10BROSSE		-243	1 497 067	237 920	59 755	995 247	80 802	16 430	80 050	5 822			
			Requalification av. Brosselette et création voie piétonne entre GS et PK J. Moulin	-243	1 497 067	237 920	59 755	995 247	80 802	16 430	80 050	5 822			
		10CARMON			531 848		0	5 221	9 106	52 521				200 000	252 081
			Création carrefours de liaison de Montaigu à la Plaine		531 848		0	5 221	9 106	52 521				200 000	252 081
		10ECMALM			419 427	53 014	322 084	44 329							
			Démolition école maternelle Almont 1 et 2		419 427	53 014	322 084	44 329							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201110	PRU	10ECMALM													
		10EGSTFR		2 700	525 561	0	0	0		0	156 299	1 091	368 171	0	
			Requalification place de l'Eglise Saint François	**2 700**	**525 561**	**0**	**0**	**0**		**0**	**156 299**	**1 091**	**368 171**	**0**	
		10ENTMEZ		450 000	5 656 752	537 653	512 955	1 007 285	71 962	62 167	41 709	17 416	1 185 400	731 069	100 000
			Aménagement global entrée Mézereaux	**450 000**	**5 656 752**	**537 653**	**512 955**	**1 007 285**	**71 962**	**62 167**	**41 709**	**17 416**	**1 185 400**	**731 069**	**100 000**
		10HTSMEZ			882			0							
			Aménagement Place des Hauts Mezereaux		**882**			**0**							
		10MOEGIC			725 569	93 280	1 270								
			Requalification rue Montaigu et place de l'Eglise Immaculée Conception et Prolongt rue de Montaigu		**725 569**	**93 280**	**1 270**								
		10PKLESP			17 818		0	0							
			Aménagement parking du gymnase Lespiat		**17 818**		**0**	**0**							
		10PLBPAS			298 228	5 676	268 376	21 364							
			Requalification place Blaise Pascal Lorient		**298 228**	**5 676**	**268 376**	**21 364**							
		10RESTEX			1 692 943	338 619	443 088	835 677	66 534						
			Accompagnement résidentialisation Saint Exupery		**1 692 943**	**338 619**	**443 088**	**835 677**	**66 534**						
		10RSSNOM			959 192	328 123	35 597	144		163 598	6 437				
			Transfert rue sans nom et Accompagnement résidentialisation Couperin		**959 192**	**328 123**	**35 597**	**144**		**163 598**	**6 437**				

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201110	PRU	**10VDLUNE**			1 044 116	0	0	0							
			Création voie demi lune		**1 044 116**	**0**	**0**	**0**							
		10VNFLUM			1 309 564	82 847	225 397	8 398							
			Voie nouvelle Frères Lumières		**0**			**0**							
					0			0							
					0			0							
			Voie nouvelle Frères Lumières		**1 309 564**	**82 847**	**225 397**	**8 398**							
		10JARDIN		45 000	3 551 077	4 071	57 988	68 462	516 873	785 836	1 625 853	96 995	395 000		
			restructuration maillage viaire cité jardin (ex voie douce rue Gaston Tunc)	**45 000**	**3 551 077**	**4 071**	**57 988**	**68 462**	**516 873**	**785 836**	**1 625 853**	**96 995**	**395 000**		
		10LATOUR			227 574		0	5 086	222 488						
			Requalification rue du Colonel de Latour		**227 574**		**0**	**5 086**	**222 488**						
201111					**2 404 795**	**18 264**	**551 487**	**181 330**	**442 572**	**541 998**	**59 486**	**200 000**	**0**	**246 276**	
	PRU														
					2 404 795	**18 264**	**551 487**	**181 330**	**442 572**	**541 998**	**59 486**	**200 000**	**0**	**246 276**	
		11AMEAUX			63 696	0	0	0	63 696						
			OPH surcharge avenue de Meaux		**63 696**	**0**	**0**	**0**	**63 696**						
		11BOSSUE			154 375	0	38 594	68 281							
			TMH résidentialisation Résidence Bossuet		**154 375**	**0**	**38 594**	**68 281**							
		11COUPER			800 000	0	0	0	311 376	288 624	0	200 000			
			OPH résidentialisation C.Péguy, Mérimée, Couperin, Pascal, Lorient, St Exupéry		**800 000**	**0**	**0**	**0**	**311 376**	**288 624**	**0**	**200 000**			

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201111	PRU	**11FLUMIE**			192 000	0	120 000	72 000							
			TMH résidentialisation Frères Lumières		**192 000**	**0**	**120 000**	**72 000**							
		11FONREI			0	0	0	0							
			TMH surcharge rue Fontaine la Reine		**0**	**0**	**0**	**0**							
		11GAULAR			41 049	0	0	41 049							
			OPH surcharge rue L. Gaulard		**41 049**	**0**	**0**	**41 049**							
		11HOUDAR			200 000			0	40 000	160 000					
			OPH résidentialisation 8-12 et 15-23 G. Houdard		**200 000**			**0**	**40 000**	**160 000**					
					200 000			0	40 000	160 000					
					200 000			0	40 000	160 000					
		11LAVOIS			298 530	0	219 250	0		0	0		0	79 280	
			TMH résidentialisation Rue Lavoisier		**298 530**	**0**	**219 250**	**0**		**0**	**0**		**0**	**79 280**	
		11LBARON			7 700			0							
			FSM Construction Bâtiment Immobilier d'entreprise Place Loïc Baron		**7 700**			**0**							
		11MONT20			34 274		0	0		18 851	11 996		0	3 427	
			OPH surcharge Plaine de Montaigu site 1 PLUS		**34 274**		**0**	**0**		**18 851**	**11 996**		**0**	**3 427**	
		11MONT50			85 686	0	0	0		47 127	29 990		0	8 569	
			OPH surcharge Plaine de Montaigu site 1		**85 686**	**0**	**0**	**0**		**47 127**	**29 990**		**0**	**8 569**	

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201111	PRU	**11MONTAI**			150 000	0	0	0					0	150 000	
			logicil surcharge Plaine de Montaigu SITE 2		150 000	0	0	0					0	150 000	
		11POLSER			108 181		0	0							
			Pôle de Services		108 181		0	0							
		11SQLEBO			0	0	0	0							
			SABLIERE surcharge Square Lebon		0	0	0	0							
		11VALERY			127 984	0	127 984	0							
			OPH surcharge Rue Paul Valéry		127 984	0	127 984	0							
		11VARENN			91 320	18 264	45 660	0		27 396					
			OPH surcharge rue de la Varenne		91 320	18 264	45 660	0		27 396					
		11VAUX			50 000		0	0	27 500	0	17 500		0	5 000	
			OPH Vaux le Penil		50 000		0	0	27 500	0	17 500		0	5 000	
201112				**-18 722**	**34 802 867**	**70 890**	**2 856**	**804**	**524 577**	**677 516**	**1 135 423**	**535 110**	**3 572 368**	**7 961 773**	**10 032 459**
	Urbanisme														
				-18 722	**34 802 867**	**70 890**	**2 856**	**804**	**524 577**	**677 516**	**1 135 423**	**535 110**	**3 572 368**	**7 961 773**	**10 032 459**
		12MERLON			1 201 300				262 295	134 209	183 786		104 001	155 510	195 812
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		1 201 300				262 295	134 209	183 786		104 001	155 510	195 812
		12ECOQ		-21 232	156 904	70 890	2 856	804		22 230	0	18 240	0		0
			Plaine de Montaigu et Eco quartier	-21 232	156 904	70 890	2 856	804		22 230	0	18 240	0		0
		12COPRO			15 000								15 000		
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		15 000								15 000		
		12BASSIN			2 160 000				262 283	402 625	0		85 592	128 700	1 000 000
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		2 160 000				262 283	402 625	0		85 592	128 700	1 000 000

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201112	Urbanisme	12CRECHE			3 781 800					0	217 935	63 124	600 123	1 501 183	1 199 435
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		3 781 800					0	217 935	63 124	600 123	1 501 183	1 199 435
		12RTEVOIS			864 000					118 452	138 187	0	607 361		
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		864 000					118 452	138 187	0	607 361		
		12RD605			5 616 000								0	1 527 200	1 904 000
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		5 616 000								0	1 527 200	1 904 000
		12BVDURB			480 000									140 000	340 000
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		480 000									140 000	340 000
		12PARKSILO			800 000										
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		800 000										
		12RDPOINT			1 785 212					0	0	70 500	1 000 000	621 500	93 212
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		1 785 212					0	0	70 500	1 000 000	621 500	93 212
		12GYM			6 753 600								0	337 680	1 000 000
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		6 753 600								0	337 680	1 000 000
		12ECOELE			11 000 000					0	595 515	196 709	1 157 776	3 550 000	4 300 000
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		11 000 000					0	595 515	196 709	1 157 776	3 550 000	4 300 000
		12VOISENON		2 510	189 051							186 537	2 514		
			Plaine de Montaigu et Eco quartier	2 510	189 051							186 537	2 514		

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201113				3 018 250	16 699 452	58 927	197 585	170 931	808 897	322 315	1 931 252	292 612	3 344 663	3 587 972	3 696 982
	Urbanisme														
				3 254 650	16 699 452	58 927	197 585	170 931	808 897	322 315	1 931 252	292 612	3 344 663	3 587 972	3 696 982
		13ACQFON		1 191 823	1 285 969	2 600	1 127	638	4 911	6 666	31 121	2 514	20 000	605 000	605 000
			Acquisitions foncières	1 191 823	1 285 969	2 600	1 127	638	4 911	6 666	31 121	2 514	20 000	605 000	605 000
		13CVSIGN			57 528			0							
			étude centre ville et signalétique		57 528			0							
		13ETCHIU			219 170	0	83 460	42 000	25 668						
			CHMJ et IUFM		219 170	0	83 460	42 000	25 668						
		13ETILSE		-100 000	20 000			0					0		
			Ile Saint Etienne ancien site Prison	-100 000	20 000			0					0		
		13ETPRAS		599 474	1 215 346		1 250	0		0	592 570	7 716			300 000
			Place Praslin	599 474	1 215 346		1 250	0		0	592 570	7 716			300 000
		13ETPSPO		162 000	2 461 847	18 012	42 534	76 931	261 935	30 349	3 716	3 096	1 079 000	744 000	200 000
			Réaménagement parc des sports	162 000	2 461 847	18 012	42 534	76 931	261 935	30 349	3 716	3 096	1 079 000	744 000	200 000
		13ETUDIV		-3 490	174 603	5 768	6 000	19 152	13 200	960	3 882	6 336	25 452		
			Etudes diverses	-1 864	174 603	5 768	6 000	19 152	13 200	960	3 882	6 336	25 452		
			Etudes diverses PLANIFICATION FONCIERES	-1 626	0						0				
				-1 626	0						0				
				-1 626	0						0				
		13ETUPLU			134 393	15 579		0							
			PLU		134 393	15 579		0							
		13ZPPAUP			86 338	16 968	31 866	5 339							
			ZPPAUP/AVAP		86 338	16 968	31 866	5 339							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201113	Urbanisme	13CESSION		-121 653	436 934		522	6 086	66 721	284 340	17 494	4 291	57 481		
			Cessions foncières	-121 653	436 934		522	6 086	66 721	284 340	17 494	4 291	57 481		
		13OPAH		-155 000	78 679		30 826	2 853					15 000	15 000	15 000
			OPAH	-155 000	78 679		30 826	2 853					15 000	15 000	15 000
		13COMMER		-30 000	24 277			17 932	6 345	0			0	0	0
			Subvention équipement commerçants	-30 000	24 277			17 932	6 345	0			0	0	0
		13BEAURE		-106 143	723 616			0	430 116	0	20 700	22 840	213 560	36 400	
			Beauregard	-106 143	723 616			0	430 116	0	20 700	22 840	213 560	36 400	
		13REDYCENTRE		1 437 688	4 204 607					0	1 200 299	2 389	600 000	400 000	1 566 919
			Redynamisation centre ville	1 437 688	4 204 607					0	1 200 299	2 389	600 000	400 000	1 566 919
		13ERMIT			100 000								100 000		
			Ermitage		100 000								100 000		
		13REDYACV		30 000	54 900						7 470	17 430	30 000		
			Etudes ACTION CŒUR DE VILLE	30 000	54 900						7 470	17 430	30 000		
				30 000	54 900						7 470	17 430	30 000		
				30 000	54 900						7 470	17 430	30 000		
		13REDYOT			420 000						54 000	226 000	140 000		
			Etudes ACTION CŒUR DE VILLE		420 000						54 000	226 000	140 000		
					420 000						54 000	226 000	140 000		
					420 000						54 000	226 000	140 000		
		13BORNE		29 100	29 100									18 000	
			Ancienne Place de la Préfecture	29 100	29 100									18 000	
				29 100	29 100									18 000	
				29 100	29 100									18 000	
		13OPAHRU		320 850	320 850								64 170	64 170	64 170
			OPAH	320 850	320 850								64 170	64 170	64 170

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201113	Urbanisme	13OPAHRU													
		13REDYCINEHT			4 651 295								1 000 000	1 705 402	945 893
			Redynamisation centre ville		4 651 295								1 000 000	1 705 402	945 893
	(vide)														
				-236 400	0								0		
		13BEAURE		-236 400	0								0		
			Beauregard	-236 400	0								0		
		13ETGIMEL			0										
			Etude Globale Melun		0										
201114				**186 968**	**2 317 290**	**97 033**	**22 985**	**53 908**	**127 702**	**190 912**	**98 221**	**105 905**	**600 550**	**385 000**	**185 000**
	Cadre de vie														
				186 968	**2 317 290**	**97 033**	**22 985**	**53 908**	**127 702**	**190 912**	**98 221**	**105 905**	**600 550**	**385 000**	**185 000**
		14AGEN21		-27 500	347 019	18 862	21 105		61 953	0	1 140		22 500	20 000	20 000
			agenda 21	-27 500	347 019	18 862	21 105		61 953	0	1 140		22 500	20 000	20 000
		14ARBRES		32 486	652 846	27 697	1 881	53 908	54 428	51 318	49 840	666	170 000	55 000	55 000
			Plantation Arbres Peupliers bords de Seine Amenagement divers Espaces verts	32 486	652 846	27 697	1 881	53 908	54 428	51 318	49 840	666	170 000	55 000	55 000
		14CARMES			58 469			0							
			Aménagement du Jardin des Carmes tranche 1		58 469			0							
		14COULVE		210 000	736 038	19 479	0	0	4 018	359	0		290 000	310 000	110 000
			Aménagement Coulée verte	210 000	736 038	19 479	0	0	4 018	359	0		290 000	310 000	110 000
		14LUCING		-45 566	110 824			0		76 160	27 183	1 175	0	0	
			Parc Faucigny Lucinge	-45 566	110 824			0		76 160	27 183	1 175	0	0	

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201114	Cadre de v	14PSTUTT			99 543	30 994	0	0							
			Aménagement Parc Stuttgart MULTI SPORT		99 543	30 994	0	0							
		14AGVELO		17 549	312 551			0	7 303	63 075	20 058	104 064	118 050		
			plan vélo	17 549	312 551			0	7 303	63 075	20 058	104 064	118 050		
201115				293 339	12 712 027	586 557	1 242 384	967 822	1 196 458	1 224 053	1 548 587	382 847	1 151 675	966 250	696 500
	Logistique														
				293 339	12 712 027	586 557	1 242 384	967 822	1 196 458	1 224 053	1 548 587	382 847	1 151 675	966 250	696 500
		15AUDMED			199 593	0	66 484	2 060							
			audiovisuel informatique médiathèque,ressources numériques		0			0							
			audiovisuel,ressources numériques CAPNUMERIQUE Médiathèque		199 593	0	66 484	2 060							
		15BNUMEL		-40 800	140 151	12 500	0	20 000		12 757	11 857	43 039			
			NUMEL (Bibliothèque numérique)	-40 800	140 151	12 500	0	20 000		12 757	11 857	43 039			
		15INFCOM		20 000	79 318		15 024	0		0			0	60 000	
			informatique et matériel communication	20 000	79 318		15 024	0		0			0	60 000	
		15INFMED		-18 200	505 653	24 146	5 097	479	7 176				0	312 300	59 500
			Matériel informatique Médiathèque	-18 200	505 653	24 146	5 097	479	7 176				0	312 300	59 500
		15MATCAR			12 920	12 920	0	0							
			acquisition chars		12 920	12 920	0	0							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201115	Logistique	**15MATINF**		-58 250	3 407 398	323 916	391 328	242 066	318 620	151 061	278 001	145 759	220 750	200 000	300 000
			informatique ts services matériel LOGICIEL	-58 250	3 407 398	323 916	391 328	242 066	318 620	151 061	278 001	145 759	220 750	200 000	300 000
		15MATPOL		-5 004	337 709	9 463	11 352	11 111	52 935	32 588	85 015	6 250	30 000	20 000	20 000
			matériel police	-5 004	337 709	9 463	11 352	11 111	52 935	32 588	85 015	6 250	30 000	20 000	20 000
		15MATSCO		97 792	1 067 878	36 230	81 770	72 037	116 277	105 811	69 066	1 074	147 900	50 000	50 000
			informatique et matériel scolaire	97 792	1 067 878	36 230	81 770	72 037	116 277	105 811	69 066	1 074	147 900	50 000	50 000
		15NUCINE			340 251		0	25 877	24 270	46 439	25 810		13 076		
			Projecteurs numériques Cinéma les Variétés		340 251		0	25 877	24 270	46 439	25 810		13 076		
		15OEUART		20 000	265 087	32 161	41 524	71 895		0	0	837	18 000	5 000	5 000
			Acquisition, restauration d'œuvres d'art	20 000	257 087	32 161	41 524	63 895		0	0	837	18 000	5 000	5 000
			Œuvres art acquisition et restauration		8 000			8 000							
		15OUTBAT		15 000	796 540	55 794	40 568	65 609	65 728	71 015	56 888	31 621	74 000	59 000	59 000
			Outillage bâtiment	15 000	796 540	55 794	40 568	65 609	65 728	71 015	56 888	31 621	74 000	59 000	59 000
		15OUTEVT		119 800	2 891 995	79 426	303 442	346 322	330 117	254 032	528 945	74 782	379 800	80 000	80 000
			mat outillage voirie - propreté - espace vert	150 300	2 891 995	79 426	303 442	346 322	330 117	254 032	528 945	74 782	379 800	80 000	80 000
			Outillage bâtiment	-30 500	0										
		15INFCLA		55 959	977 228		108 168	67 129	111 971	63 956	314 606	1 398	0	65 000	65 000
			classes mobiles	55 959	977 228		108 168	67 129	111 971	63 956	314 606	1 398	0	65 000	65 000
		15INFAVE			104 880		104 880	0							
			participation Ville Dépense d'avenir		104 880		104 880	0							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201115	Logistique	**15INFTEL**		-1 297	543 994		53 748	25 453	43 357	20 669	18 185	26 766	136 817	53 000	53 000
			Réseaux Télécommunication (autocom, switch..)	-1 297	543 994		53 748	25 453	43 357	20 669	18 185	26 766	136 817	53 000	53 000
		15BORNE			19 000		19 000	0							
			BORNE INTERACTIVE		19 000		19 000	0							
		15ASSOC			13 713			9 219		4 494					
			matériel vie associative		13 713			9 219		4 494					
		15PFNPAR			0			0							
			PLATE FORME NUMERIQUE PARICIPATIVE		0			0							
		15MUSIQ		-53	69 676			5 267	16 210	7 324	19 676	2 899	5 200	5 000	5 000
			Instruments musique	-53	69 676			5 267	16 210	7 324	19 676	2 899	5 200	5 000	5 000
		15PACULT		-13 040	112 739			3 296	32 719	19 289	24 740	19 694	13 000		
			PACTE CULTUREL	-13 040	112 739			3 296	32 719	19 289	24 740	19 694	13 000		
		15INONCU			10 446			0	10 446	0					
			Inondation matériel culturel		10 446			0	10 446	0					
		15INOEHT		-31	39 453			0	3 317	0	827	13 058	0	22 250	
			Inondation matériel culturel	-31	39 453			0	3 317	0	827	13 058	0	22 250	
		15INOETTC		-37	47 343			0	3 981	0	993	15 670	0	26 700	
			Inondation matériel culturel	-37	47 343			0	3 981	0	993	15 670	0	26 700	
		15SECURI		89 000	620 571			0	2 994	415 586	96 859		105 132		
			Sécurisation des écoles	89 000	620 571			0	2 994	415 586	96 859		105 132		

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Dépenses d'investissement en €uros

				Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201115	Logistique	15DEFIBRIL		12 500	41 434				0	8 316	17 118		8 000	8 000	
			DEFIBRILLATEUR	12 500	41 434				0	8 316	17 118		8 000	8 000	
		15MATPST			67 058				56 340	10 718					
			matériel police/ forfait post stationnement		67 058				56 340	10 718					
201717					34 853 664			0						404 340	496 906
	PRU														
					34 853 664			0						404 340	496 906
		17NPRU			34 853 664			0						404 340	496 906
			17NPRU		34 853 664			0						404 340	496 906
201416					142 946		11 225	0	131 721	0					
	Politique de la ville														
					142 946		11 225	0	131 721	0					
		16AMSPORT			36 596		0	0	36 596	0					
			AMENAGEMENT VERTE ET SPORTIF NOVATEUR		36 596		0	0	36 596	0					
		16BARBEC			11 225		11 225	0							
			INSTALLATION BARBECUE		11 225		11 225	0							
		16INSERT			10 679			0	10 679						
			AMENAGEMENT SQUARE		10 679			0	10 679						
		16PHOTO			0			0							
			FRESQUE PHOTO		0			0							
		16SQUARE			84 446			0	84 446						
			AMENAGEMENT SQUARE		84 446			0	84 446						
Total général				**8 454 019**	**283 197 120**	**16 990 608**	**15 860 427**	**17 799 054**	**11 899 189**	**14 180 772**	**16 743 365**	**2 810 112**	**20 486 206**	**27 264 800**	**26 953 388**

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
RECETTES D'INVESTISSEMENT PAR POLITIQUE

Recettes — budget primitif

POLITIQUE	code pgme	PROGRAMME	REPORT 2020	2020	BUDGET 2020
Bâtiment			**472 954**	**537 440**	**1 010 395**
	201101		**364 954**	**20 000**	**384 954**
		Construction équipements nouveaux et réhabilitation équipements existants	**364 954**	**20 000**	
	201102		**108 000**	**517 440**	**625 440**
		Gros entretien patrimoine bâti	**108 000**	**517 440**	
Cadre de vie				**130 227**	**130 227**
	201114			**130 227**	**130 227**
		Aménagement et entretien parc et espace naturel		**130 227**	**130 227**
Logistique			**151 648**	**25 854**	**177 502**
	201115		**151 648**	**25 854**	**177 502**
		Matériel et outillage divers services (dont Œuvres d'art)	**151 648**	**25 854**	
PRU			**721 804**	**2 196 923**	**2 918 727**
	201108			**103 106**	**103 106**
		ingenierie PRU		**103 106**	
	201110		**721 804**	**2 093 817**	**2 815 620**
		Aménagements PRU	**721 804**	**2 093 817**	
Urbanisme			**430 448**	**1 792 752**	**2 223 200**
	201112			**1 032 487**	**1 032 487**
		Aménagement éco quartier		**1 032 487**	
	201113		**430 448**	**760 265**	**1 190 713**
		Etude d'urbanisme et travaux	**430 448**	**760 265**	
Voirie			**154 287**	**408 242**	**562 529**
	201104		**0**	**186 851**	**186 851**
		Aménagement et restructuration voirie	**0**	**186 851**	
	201105		**144 287**	**42 326**	**186 613**
		Gros entretien patrimoine voirie	**144 287**	**42 326**	
	201106		**10 000**	**179 065**	**189 065**
		Gros entretien réseaux	**10 000**	**179 065**	
Total général			**1 931 141**	**5 091 438**	**7 022 579**

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201101					-101 433	9 830 533	915 607	415 496	15 480	179 631	2 020 964	1 203 003	364 954	20 000	544 000	657 499
	Bâtiment															
					-101 433	9 830 533	915 607	415 496	15 480	179 631	2 020 964	1 203 003	364 954	20 000	544 000	657 499
		01COLCIM				3 000			0							
			Cimetières Nord et Sud			3 000			0							
						3 000			0							
				AGENCE EAU		0										
				CG		3 000			0							
				CR		0			0							
		01COMSPO				2 208 214	37 231	76 812	0							
			complexe sportif			2 208 214	37 231	76 812	0							
		01CSSCHU				114 890	69 165	725	0							
			Restructuration Centre Social Schuman			114 890	69 165	725	0							
		01EGSTAS				283 128			0							
			Eglise Saint Aspais			283 128			0							
		01PRGARE				575 000			0		575 000			0		
			Etanchéité Parc Relais Gare			575 000			0		575 000			0		
		01PRISAU				10 100	0		0							
			Prieuré Saint Sauveur			10 100	0		0							
		01SFETHT				1 630 801	809 211	337 959	15 480							
			Salle des fêtes			1 630 801	809 211	337 959	15 480							
						1 630 801	809 211	337 959	15 480							
				ADEME		0			0							
				CAMVS		1 000 000	500 000	200 000	0							
				CG		0			0							
				DIVERS		1 339		1 339	0							
				DPV		589 462	309 211	112 100	0							
				RP		40 000		24 520	15 480							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201101	Bâtiment	01SSPEHT				0			0							
			Aménagement d'une salle Dac/nef de l'église			0			0							
		01VESTPF				170 349			0							
			Vestiaires stade Paul Fisher			170 349			0							
		01CINEHT			2 626	116 796			0	50 671	0	17 778	12 848	14 000	14 000	7 499
			Reprise en régie cinéma les Variétés		2 626	116 796			0	50 671	0	17 778	12 848	14 000	14 000	7 499
		01CSMEDA			-3 134	253 584			0		211 200	26 312	10 072	6 000		
			Transfert médiathèque/CS Almont		-3 134	253 584			0		211 200	26 312	10 072	6 000		
					-3 134	253 584			0		211 200	26 312	10 072	6 000		
				DPV		211 200			0		211 200					
				DRAC	-8 934	26 312			0			26 312				
				CAF	6 000	6 000								6 000		
				REGION	-200	10 072							10 072			
		01DEMCSU				446 800			0		69 240	284 341	93 219			
			Ouverture poste Police Municipale - Hts Melun			446 800			0		69 240	284 341	93 219			
		01PISCIN			0	1 251 916					227 604	795 312	229 000			
			Piscine		0	1 251 916					227 604	795 312	229 000			
		01COUVHDV				0			0							
			couverture HDV et façade			0			0							
						0			0							
				fondation		0			0							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**PARTENAIRES**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201101	Bâtiment	**01CREFAM**				0			0							
			Déménagement crèche familiale			0			0							
		01ECODEC			-925	199 075				100 000		79 260	19 815			
			Pré fabriqué Ecole Decourbe		-925	199 075				100 000		79 260	19 815			
		01NECODE			-100 000	2 537 920					937 920			0	530 000	650 000
			Nouvelle Ecole Decourbe		-100 000	2 537 920					937 920			0	530 000	650 000
		01SFTHT				28 960				28 960						
			Salle des fêtes HT			28 960				28 960						
201102					**554 930**	**3 828 042**	**339 777**	**101 450**	**297 860**	**368 017**	**338 942**	**305 084**	**108 000**	**517 440**	**577 382**	**100 000**
	Bâtiment															
					554 930	**3 828 042**	**339 777**	**101 450**	**297 860**	**368 017**	**338 942**	**305 084**	**108 000**	**517 440**	**577 382**	**100 000**
		02BACULT				20 061			0							
			Gros travaux maintenance divers secteur CULTUREL			20 061			0							
		02BAENF				202 808	0	71 404	53 087	13 739						
			Gros travaux maintenance divers secteur ENFANCE			202 808	0	71 404	53 087	13 739						
		02BATSCO			94 999	374 213				105 791	90 022	75 400	8 000	0	95 000	
			Gros travaux maintenance batiments SCOLAIRE		94 999	374 213				105 791	90 022	75 400	8 000	0	95 000	
		02BATSOC			60 000	685 828			0	2 645	50 000	50 000		133 333	0	
			Gros travaux maintenance divers secteur SOCIAL			552 494			0	2 645	50 000	50 000				
						552 494			0	2 645	50 000	50 000				
				LEGS		452 494			0	2 645						

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**PARTENAIRES**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201102	Bâtiment	02BATSOC	Gros travaux maintenance divers secteur SOCIAL	CG		0										
				CNAV		100 000				0	50 000	50 000				
			Gros travaux maintenance diverses secteur SOCIAL		**60 000**	**133 333**						**0**		**133 333**	**0**	
		02BSPJEU				59 972	2 000		16 927	6 265						
			Gros travaux maintenance divers secteur JEUNESSE SPORT			**59 972**	**2 000**		**16 927**	**6 265**						
		02EGNDAM			95 901	432 118								216 370	215 748	
			Eglise Notre Dame		**95 901**	**432 118**								**216 370**	**215 748**	
		02EPISOC				39 462	32 000	7 462	0							
			Réfection épicerie sociale			**39 462**	**32 000**	**7 462**	**0**							
		02ETANTT			28 000	46 122	0		18 122			0		28 000		
			Etanchéités toitures terrasses		**28 000**	**46 122**	**0**		**18 122**			**0**		**28 000**		
		02MACHAU				307 600	305 777	235	0							
			Gros travaux maintenance chauffage, DPE			**307 600**	**305 777**	**235**	**0**							
		02MAIREV				58 346			28 550	7 291	22 505					
			Gros travaux maintenance diverses opérations à reventiler			**58 346**			**28 550**	**7 291**	**22 505**					
		02MENEXT				230 360			85 532	144 828						
			Menuiserie extérieure			**230 360**			**85 532**	**144 828**						

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**PARTENAIRES**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201102	Bâtiment	**02MUCOUR**				25 741	0	22 348	3 392							
			Aménagement locaux musée Courtille			**25 741**	**0**	**22 348**	**3 392**							
		02SECINF				16 098					12 879	3 220				
			Mise à niveau installations électriques et téléphoniques pour réseaux informatiques divers			**16 098**					**12 879**	**3 220**				
		02TRIBSA				53 234			0							
			Eglise Saint Aspais tribune orgue			**53 234**			**0**							
		02CASSAG				306 918			92 250	34 922	89 873	89 873				
			Etanchéités toitures terrasses			**306 918**			**92 250**	**34 922**	**89 873**	**89 873**				
		02ECCAPU				98 000					67 129	30 871				
			Réfection plafonds sinistrés - 14 élémentaires Capucins			**98 000**					**67 129**	**30 871**				
		02ECOMEZ			36 220	167 299				52 535	6 044	55 720		53 000		
			Aménagt classe comp + Réfection école Mézereaux		**36 220**	**167 299**				**52 535**	**6 044**	**55 720**		**53 000**		
		02PAPI				5 833					490	0	0	5 343		
			Risque inondation PAPI			**5 833**					**490**	**0**	**0**	**5 343**		
		02GYMDUVAU				291 584								74 950	216 634	
			Travaux et études accessibilité bâtiment			**291 584**								**74 950**	**216 634**	

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**PARTENAIRES**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201102	Bâtiment	**02GYMRECOL**			243 366	300 000								0	50 000	100 000
			Travaux et études accessibilité bâtiment		**243 366**	**300 000**								**0**	**50 000**	**100 000**
		02OURSONS			-3 556	106 444						0	100 000	6 444		
			Gros travaux maintenance divers secteur ENFANCE		**-3 556**	**106 444**						**0**	**100 000**	**6 444**		
		02POUSSIN														
			Gros travaux maintenance divers secteur ENFANCE													
	(vide)															
						0										
		02ESPJVIV				0										
			Esp Jeunes Vivaldi			**0**										
						0										
				(vide)		0										
201103						**0**			**0**							
	Bâtiment															
						0			**0**							
		03SECMUS				0			0							
			Mise en sécurité MUSEE			**0**			**0**							
201104						**4 340 767**	**30 000**		**193 553**	**164 366**	**260 461**	**168 483**	**0**	**186 851**	**200 000**
	Voirie															
						4 340 767	**30 000**		**193 553**	**164 366**	**260 461**	**168 483**	**0**	**186 851**	**200 000**
		04C3MOUL				272 802			0							
			chemin de MELUN à3 moulins			**272 802**			**0**							
						272 802			0							
				DPV		272 802			0							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201104	Voirie	04PLAGE				26 250			0							
			Aménagement La PLAGE			26 250			0							
		04PLTZEN				2 600 000	30 000		0					0		
			Paces urbaines traversées par le TZEN			100 000	30 000		0					0		
			Places urbaines traversées par le TZEN			2 500 000			0							
		04RSBART				50 000			0							
			Aménagement rue Saint Barthélemy			50 000			0							
		04FOOT				390 457			0	164 366	226 091					
			terrains de foot synthetique			390 457			0	164 366	226 091					
		04INONVO				783 257			193 553		34 370	168 483	0	186 851	200 000	
			Inondation voirie			783 257			193 553		34 370	168 483	0	186 851	200 000	
		04DEVTZEN				218 000								0		
			Dévoiement réseaux TZEN			218 000								0		
201105					51 963	3 042 711	105 519	31 550	31 349	276 493	207 593	404 052	144 287	42 326	285 601	634 725
	Voirie															
					51 963	3 042 711	105 519	31 550	31 349	276 493	207 593	404 052	144 287	42 326	285 601	634 725
		05ACCVOI			0	22 086					0	22 086				
			Travaux accessibilité voirie		0	22 086					0	22 086				
		05AIRJEU			15 000	327 680			14 746	80 362	16 125	61 345		15 803		
			Rénovation aire de Jeux		15 000	327 680			14 746	80 362	16 125	61 345		15 803		

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201105	Voirie	05CONTEN				36 374		10 620	6 938		11 216	0	0	7 600		
			Conteneurs semi-enterrés			23 774		10 620	6 938		6 216					
			mobilier urbain			12 600					5 000	0	0	7 600		
		05COUECO				14 945			0							
			Réfection cours d'école			14 945			0							
		05GAULAR				21 412	21 412		0							
			Réfection rue Lucien Gaulard			21 412	21 412		0							
		05MOBURB				9 959					9 959					
			mobilier urbain			9 959					9 959					
		05PONTS				35 676								0	35 676	
			ponts -travaux suite à diagnostic ponts			35 676								0	35 676	
		05RCOTY				28 922				28 922						
			Rue René Coty			28 922				28 922						
		05TSPVIV			49	136 665			0		0	56 665				
			Aménagement terrain sport synthétique square Vivaldi		49	136 665			0		0	56 665				
		05VOERDF				75 106	75 106		0							
			travaux voirie ERDF			75 106	75 106		0							
		05VOIRDD				11 582			0							
			Travaux de voirie développement durable			11 582			0							
						11 582			0							
				CR		11 582			0							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**PARTENAIRES**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201105	Voirie	**05VOIREV**				15 209			9 666	5 543						
			Réfection pluriannuelle Voirie			**15 209**			**9 666**	**5 543**						
		05AIRMEZ			-33 226	162 622			0	161 666	956					
			Remplacement city stade Mézereaux		**-33 226**	**162 622**			**0**	**161 666**	**956**					
		05MOBBEA				90 618			0	0	90 618					
			Cloture gs Beauregard			**90 618**			**0**	**0**	**90 618**					
		05CCALMO				262 400					78 720	183 680				
			parking CC Almont			**262 400**					**78 720**	**183 680**				
		05PRISAU				27 032					0	8 110		18 922		
			Marché local Prieuré Saint Sauveur			**27 032**					**0**	**8 110**		**18 922**		
		05ROUDOT				518 950									155 685	363 265
			Rue Jacques Oudot			**518 950**									**155 685**	**363 265**
		05RMEZER				482 126	9 000	20 930	0							135 660
			Réfection pluriannuelle Voirie			**482 126**	**9 000**	**20 930**	**0**							**135 660**
		05SCHUMAN				0						0				
			Parking Schuman			**0**						**0**				
		05BASTIEN			-24 100	216 453					0	72 166	144 287	0		
			Réfection pluriannuelle Voirie		**-24 100**	**216 453**					**0**	**72 166**	**144 287**	**0**		
		05RUESACV				452 656								0	0	135 800
			Réfection pluriannuelle Voirie			**452 656**								**0**	**0**	**135 800**
		05SIEGFRIED			94 240	94 240									94 240	
			Réfection pluriannuelle Voirie		**94 240**	**94 240**									**94 240**	

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201106					15 000	3 476 004	27 585	12 000	0	55 898	9 523	71 677	10 000	179 065		
	Voirie															
					15 000	3 476 004	27 585	12 000	0	55 898	9 523	71 677	10 000	179 065		
		06FIBOPT				21 006	21 006		0							
			fibre optique			21 006	21 006		0							
		06INTEAU				2 974 256			0							
			interconnexion d'eau			2 974 256			0							
		06VIDEOP			15 000	480 742	6 579	12 000	0	55 898	9 523	71 677	10 000	179 065		
			vidéo protection		15 000	480 742	6 579	12 000	0	55 898	9 523	71 677	10 000	179 065		
201107						975 231	0	427 079	288 046		260 107					
	Voirie															
						975 231	0	427 079	288 046		260 107					
		07DRAGON				975 231	0	427 079	288 046		260 107					
			Aménagement Carrefour 13eme Dragon Patton/Leclerc			975 231	0	427 079	288 046		260 107					
201108					-44 000	703 500			0	120 000	239 729	240 664		103 106		
	PRU															
					-44 000	703 500			0	120 000	239 729	240 664		103 106		
		08ETUPRU			-44 000	703 500			0	120 000	239 729	240 664		103 106		
			Etude et suivi PRU		-44 000	703 500			0	120 000	239 729	240 664		103 106		
201109						7 234 636	2 347 110	791 875	1 283 739	45 838	0	17 419				
	PRU															
						7 234 636	2 347 110	791 875	1 283 739	45 838	0	17 419				
		09AJENGA				16 574			0							
			Aménagement aire de jeux engazonnée			16 574			0							
		09COMUDA				2 712 962	535 226	15 995	274 499							
			Conservatoire de musique			2 712 962	535 226	15 995	274 499							
		09ECMALM				4 489 379	1 811 885	775 880	1 009 240	45 838	0	17 419				
			Construction, réhabilitation Ecoles Almont			4 489 379	1 811 885	775 880	1 009 240	45 838	0	17 419				

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**PARTENAIRES**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201109	PRU	09ECMALM														
		09MSPBOS				15 721			0							
			Création Terrain multisport les Bosquets			15 721			0							
		09TMSVAL				0			0							
			Création Terrain multisports rue Paul Valéry			0			0							
201110					**466 066**	**16 848 044**	**1 855 313**	**1 108 725**	**2 629 123**	**1 395 450**	**1 087 936**	**1 167 840**	**721 804**	**2 093 817**	**368 940**	**280 743**
	PRU															
					466 066	**16 848 044**	**1 855 313**	**1 108 725**	**2 629 123**	**1 395 450**	**1 087 936**	**1 167 840**	**721 804**	**2 093 817**	**368 940**	**280 743**
		10ASSAIN				148 625			0							
			Assainissement div opérations			148 625			0							
		10AVPATT				1 018 443	75 913		0							
			Requalification av. du Général Patton et Aire de Stationnement Patton			1 018 443	75 913		0							
		10AVPEGU			-445	760 615	0	4 364	52 196	31 429	365 733	147 043		159 852		
			Dévoiement et réaménagement av. Charles Péguy		-445	760 615	0	4 364	52 196	31 429	365 733	147 043		159 852		
		10AVPOMP				1 051 126	476 969	122 282	97 286							
			Requalification av. George Pompidou			1 051 126	476 969	122 282	97 286							
		10BROSSE			-14 450	1 148 325	197 315		681 309	93 571	5 077	24 499	138 855	0		
			Requalification av. Brosselette et création voie piétonne entre GS et PK J. Moulin		-14 450	1 148 325	197 315		681 309	93 571	5 077	24 499	138 855	0		

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201110	PRU	10CARMON				282 597		1 610	12 000		63 284				100 000	100 743
			Création carrefours de liaison de Montaigu à la Plaine			282 597		1 610	12 000		63 284				100 000	100 743
		10ECMALM				57 340		8 601	0	31 537	17 202					
			Démolition école maternelle Almont 1 et 2			57 340		8 601	0	31 537	17 202					
		10EGSTFR				288 227			0			0		255 827		
			Requalification place de l'Eglise Saint François			288 227			0			0		255 827		
		10ENTMEZ			640 724	4 166 186	342 105	344 120	756 868	233 174	63 562	255 300	545 895	685 140	230 000	100 000
			Aménagement global entrée Mézereaux		640 724	4 166 186	342 105	344 120	756 868	233 174	63 562	255 300	545 895	685 140	230 000	100 000
		10HTSMEZ				40 139			0							
			Aménagement Place des Hauts Mezereaux			40 139			0							
		10MOEGIC				1 060 318	251 344	216 370	0							
			Requalification rue Montaigu et place de l'Eglise Immaculée Conception et Prolongt rue de Montaigu			1 060 318	251 344	216 370	0							
		10PKLESP				26 388			0							
			Aménagement parking du gymnase Lespiat			26 388			0							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**PARTENAIRES**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201110	PRU	**10PLBPAS**				231 380	45 167	79 138	56 720	32 865						
			Requalification place Blaise Pascal Lorient			**231 380**	**45 167**	**79 138**	**56 720**	**32 865**						
		10RESTEX				980 432	174 922	171 666	450 562	57 323	77 337					
			Accompagnement résidentialisation Saint Exupery			**980 432**	**174 922**	**171 666**	**450 562**	**57 323**	**77 337**					
		10RSSNOM				649 577	262 470	31 224	0							
			Transfert rue sans nom et Accompagnement résidentialisation Couperin			**649 577**	**262 470**	**31 224**	**0**							
		10VDLUNE				219 272			0							
			Création voie demi lune			**219 272**			**0**							
		10VNFLUM				963 044	27 701	111 290	156 923							
			Voie nouvelle Frères Lumières			**963 044**	**27 701**	**111 290**	**156 923**							
						963 044	27 701	111 290	156 923							
				ANRU		302 468	0		86 099							
				CAMVS		660 575	27 701	111 290	70 823							
		10JARDIN			-37 053	3 448 797	1 406	14 113	365 260	819 467	487 364	740 998	37 053	983 135		
			restructuration maillage viaire cité jardin (ex voie douce rue Gaston Tunc)		**-37 053**	**3 448 797**	**1 406**	**14 113**	**365 260**	**819 467**	**487 364**	**740 998**	**37 053**	**983 135**		
		10LATOUR				108 410		3 948	0	96 085	8 377					
			Requalification rue du Colonel Picot			**108 410**		**3 948**	**0**	**96 085**	**8 377**					
						108 410		3 948	0	96 085	8 377					
				ANRU		26 321		3 948	0	14 477	7 896					

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**PARTENAIRES**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201110	PRU	10LATOUR	Requalification rue du	CAMVS		82 089			0	81 608	480					
		10DIVERS			**-122 710**	**198 803**			**0**		**0**	**0**		**9 863**	**38 940**	**80 000**
			diverses opé		**-122 710**	**198 803**			**0**		**0**	**0**		**9 863**	**38 940**	**80 000**
					-122 710	**198 803**			**0**		**0**	**0**		**9 863**	**38 940**	**80 000**
				CAMVS	-122 710	198 803			0		0	0		9 863	38 940	80 000
201112					**-707 050**	**14 023 306**	**0**				**0**	**288 936**		**1 032 487**	**1 854 851**	**5 788 512**
	Urbanisme															
					-707 050	**14 023 306**	**0**				**0**	**288 936**		**1 032 487**	**1 854 851**	**5 788 512**
		12ECOQ				**10 000**	**0**							**0**	**0**	**0**
			Plaine de Montaigu et Eco quartier			**10 000**	**0**									
			Plaine de Montaigu et Eco quartier			**0**								**0**	**0**	**0**
		12CRECHE			**-645 450**	**1 600 300**						**26 436**		**114 545**	**449 060**	**757 259**
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		**-645 450**	**1 600 300**						**26 436**		**114 545**	**449 060**	**757 259**
		12RD605				**468 000**								**23 400**	**70 200**	**93 600**
			Plaine de Montaigu et Eco quartier			**468 000**								**23 400**	**70 200**	**93 600**
		12BVDURB				**100 000**									**20 000**	**80 000**
			Plaine de Montaigu et Eco quartier			**100 000**									**20 000**	**80 000**
		12PARKSILO			**200 000**	**200 000**										
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		**200 000**	**200 000**										
		12RDPOINT				**892 606**					**0**	**0**		**257 042**	**381 171**	**254 393**
			Plaine de Montaigu et Eco quartier			**892 606**					**0**	**0**		**257 042**	**381 171**	**254 393**
		12GYM			**1 488 400**	**4 502 400**									**84 420**	**853 260**
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		**1 488 400**	**4 502 400**									**84 420**	**853 260**

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201112	Urbanisme	12ECOELE			-1 750 000	6 250 000						262 500		637 500	850 000	3 750 000
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		-1 750 000	6 250 000						262 500		637 500	850 000	3 750 000
201113					1 891 216	3 080 287	56 165	27 305	38 888	7 745	0	72 506	430 448	760 265	900 000	380 000
	Urbanisme															
					1 891 216	3 080 287	56 165	27 305	38 888	7 745	0	72 506	430 448	760 265	900 000	380 000
		13ETCHIU				71 415	56 165	15 250	0							
			CHMJ et IUFM			71 415	56 165	15 250	0							
		13ETPRAS				214 925					0	64 477	150 448			
			Place Praslin			214 925					0	64 477	150 448			
		13ETUPLU				6 965	0		0							
			PLU			6 965	0		0							
		13ZPPAUP				50 943	0	12 055	38 888							
			ZPPAUP/AVAP			50 943	0	12 055	38 888							
		13COMMER				11 808			0	7 745	0	4 063				
			Subvention équipement commerçants			11 808			0	7 745	0	4 063				
		13BEAURE			216	216						216				
			Beauregard		216	216						216				
		13REDYACV			-9 000	7 500						3 750		3 750		
			Etudes ACTION CŒUR DE VILLE		-9 000	7 500						3 750		3 750		
					-9 000	7 500						3 750		3 750		
				(vide)	-9 000	7 500						3 750		3 750		
		13REDYOT				420 000						0	280 000	140 000		
			Etudes ACTION CŒUR DE VILLE			420 000						0	280 000	140 000		
						420 000						0	280 000	140 000		
				OT		420 000						0	280 000	140 000		

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201113	Urbanisme	13REDYCINEHT			1 900 000	2 296 515								616 515	900 000	380 000
			Redynamisation centre ville		1 900 000	2 296 515								616 515	900 000	380 000
	(vide)															
						0										
		13ETGIMEL				0										
			Etude Globale Melun			0										
201114					11 861	285 744			0	1 505	12 536	55 176		130 227		
	Cadre de vie															
					11 861	285 744			0	1 505	12 536	55 176		130 227		
		14AGEN21				57 805			0	1 505						
			agenda 21			57 805			0	1 505						
		14CARMES				30 000			0							
			Aménagement du Jardin des Carmes tranche 1			30 000			0							
		14COULVE				0			0							
			Aménagement Coulée verte			0			0							
		14LUCING			4 189	24 052			0			24 052				
			Parc Faucigny Lucinge		4 189	24 052			0			24 052				
		14AGVELO			7 672	173 887			0		12 536	31 124		130 227		
			plan vélo		7 672	173 887			0		12 536	31 124		130 227		
201115					-1 831	1 324 962	286 067	15 400	145 190	47 738	113 934	120 273	151 648	25 854	209 680	46 680
	Logistique															
					-1 831	1 324 962	286 067	15 400	145 190	47 738	113 934	120 273	151 648	25 854	209 680	46 680
		15AUDMED				117 393	33 296	5 000	4 279							
			audiovisuel cap numérique			117 393	33 296	5 000	4 279							
						117 393	33 296	5 000	4 279							
				CG		30 289	4 343		4 279							
				CR		13 917		5 000	0							
				DRAC		0			0							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**PARTENAIRES**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201115	Logistique	15AUDME	audiovisuel cap numérique	ETAT		73 187	28 953		0							
		15BNUMEL			**-2 570**	**65 379**	**12 708**		**10 316**	**12 425**	**0**	**19 930**				
			NUMEL (Bibliothèque numérique)		**-2 570**	**65 379**	**12 708**		**10 316**	**12 425**	**0**	**19 930**				
		15INFMED				**292 786**		**1 278**	**0**					**0**	**209 680**	**46 680**
			audiovisuel informatique médiathèque			**83 428**			**0**					**0**	**49 300**	**10 980**
						83 428			**0**					**0**	**49 300**	**10 980**
				CG		11 050			0					0	0	0
				CR		72 378			0					0	49 300	10 980
			Matériel informatique Médiathèque			**209 358**		**1 278**	**0**					**0**	**160 380**	**35 700**
		15MATPOL			**3 706**	**27 728**	**500**	**867**	**110**		**2 146**	**2 938**	**8 167**	**2 000**		
			matériel police		**3 706**	**27 728**	**500**	**867**	**110**		**2 146**	**2 938**	**8 167**	**2 000**		
		15MATSCO				**100 595**	**60 800**		**0**		**0**	**39 795**				
			informatique et matériel scolaire			**100 595**	**60 800**		**0**		**0**	**39 795**				
		15NUCINE				**167 645**	**167 645**		**0**							
			Projecteurs numériques Cinéma les Variétés			**167 645**	**167 645**		**0**							
		15OEUART			**236**	**108 156**	**11 118**	**8 255**	**43 607**	**7 758**	**400**	**2 782**		**2 704**		
			Acquisition, restauration d'œuvres d'art			**3 700**			**0**	**3 700**						
			Œuvres art acquisition et restauration		**236**	**104 456**	**11 118**	**8 255**	**43 607**	**4 058**	**400**	**2 782**		**2 704**		

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	**POLITIQUE**	**code opération**	**OPERATION**	**PARTENAIRES**	**NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020**	**TOTAL AP 2020**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**	**CA 2019**	**REPORT 2020**	**BP 2020**	**2021**	**2022**
201115	Logistique	15OEUART														
		15OUTEVT				23 011			13 011	10 000						
			mat outillage voirie - propreté -espace vert			23 011			13 011	10 000						
		15INFCLA				169 091			33 600		20 000		115 491	0		
			classes mobiles			169 091			33 600		20 000		115 491	0		
		15BORNE				18 000			18 000							
			BORNE INTERACTIVE			18 000			18 000							
		15PACULT			-3 203	75 913			7 600	17 555	9 674	9 605	10 329	21 150		
			PACTE CULTUREL		-3 203	75 913			7 600	17 555	9 674	9 605	10 329	21 150		
		15INONCU				14 667			14 667							
			Inondation matériel culturel			14 667			14 667							
		15SECURI			0	119 598			0		56 714	45 223	17 660			
			Sécurisation des écoles		0	119 598			0		56 714	45 223	17 660			
		15MATPST				25 000					25 000					
			matériel police			25 000					25 000					
201717						16 406 832			0							617 046
	PRU															
						16 406 832			0							617 046
		17NPRU				16 406 832			0							617 046
			17NPRU			16 406 832			0							617 046
201416						100 416	8 000		20 400	63 616	8 400					
	Politique de la ville															
						100 416	8 000		20 400	63 616	8 400					
		16AMSPORT				24 416			0	24 416						
			AMENAGEMENT VERTE ET SPORTIF NOVATEUR			24 416			0	24 416						

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
Recettes d'investissement en €uros

					Autorisation de programme		*CP consommés*						*CP prévus*			
code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2020	TOTAL AP 2020	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	REPORT 2020	BP 2020	2021	2022
201416	Politique de	16BARBEC				8 000	8 000		0							
			INSTALLATION BARBECUE			8 000	8 000		0							
		16INSERT				12 000			3 600		8 400					
			AMENAGEMENT SQUARE			12 000			3 600		8 400					
		16SQUARE				56 000			16 800	39 200	0					
			AMENAGEMENT SQUARE			56 000			16 800	39 200	0					
Total général					**2 136 722**	**85 501 015**	**5 971 142**	**2 930 878**	**4 943 626**	**2 726 297**	**4 560 126**	**4 115 114**	**1 931 141**	**5 091 438**	**4 940 454**	**8 505 205**